



Le Monde

7, rue des Italiens, 75427 Paris Cedex 09

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14026 - 4,50 F

VENDREDI 2 MARS 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

L'appel à l'aide du Japon

Le Japon traverse une crise de confiance en lui-même et aux yeux de ses partenaires du monde entier. La Bourse de Tokyo est en chute libre depuis quinze jours, le ministre des finances affiche un désaccord public avec le gouvernement de la Banque centrale sur l'opportunité de relever à nouveau les taux d'intérêt, et l'accident commercial se contracte.

Signe patent de cette crise, la monnaie nationale, le yen, s'affaiblit chaque jour, en dépit des interventions massives de la Banque du Japon, au point que Tokyo vient de demander aux autres membres du groupe des Sept (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne et Italie) de l'aider à stopper cette dérive, jugée dangereuse.

Une telle dérive risque, en effet, de relancer l'inflation, en renchérissant le coût des importations, notamment le pétrole et les matières premières, renchérissement auquel l'économie japonaise reste sensible, en dépit de la haute valeur ajoutée des produits de son industrie.

A requête japonaise sera, sans nul doute, accueillie avec intérêt et sympathie par ses partenaires, qui voient avec inquiétude s'accroître la compétitivité des produits nippons, à la faveur de la dévaluation rampante du yen. Les plus concernés sont les Européens, aux yeux desquels une telle dévaluation, qui dépasse 20 % depuis le début de 1989, constitue un avantage non tarifaire que les accords ne prévoient pas, de nature soit à diminuer les prix des exportations nippones, soit à augmenter sensiblement leurs marges et à leur permettre de renforcer leurs implantations commerciales, notamment dans l'automobile. Les États-Unis ont, également, tout à redouter d'une baisse du yen, susceptible de freiner l'indispensable contraction de leur lancinant déficit commercial avec le Japon.

Reste à savoir si l'action du G7 sera réellement efficace. La baisse du yen, au plus bas depuis huit mois vis-à-vis du dollar, du mark et du franc, était, jusqu'à ces derniers temps, attribuée, pour une bonne part, aux inquiétudes sur l'issue des élections législatives japonaises du 18 février dernier. En dépit des craintes de mauvais financiers, le parti au pouvoir s'est maintenu, mais le yen a poursuivi sa baisse.

On a pu mettre en avant le niveau insuffisant des taux d'intérêt à Tokyo, de nature à décourager les investisseurs, mais ces taux restent élevés à New-York et viennent de monter sensiblement à Francfort, ce qui revient à placer la barre encore plus haut. Si on ajoute les incertitudes sur la solidité du nouveau gouvernement et le durcissement des États-Unis dans les négociations commerciales qui assombrissent le climat à Tokyo, le redressement du yen s'avère aléatoire. Le pire est qu'en Europe et ailleurs beaucoup soupçonnent le Japon de s'accommoder d'une faiblesse relative de sa monnaie, favorable à ses exportateurs, à ses petites et moyennes entreprises et à ses agriculteurs, grands électeurs du parti au pouvoir, et qui ont tout à perdre d'une diminution du prix des produits alimentaires importés.

M 0147 - 302 0 - 4,50 F

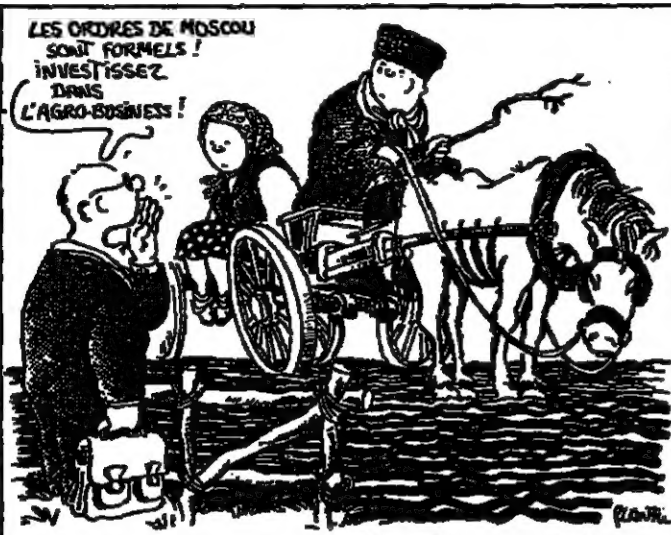


3790147004500 03020

L'adoption de la « loi sur la terre »

L'agriculture privée est autorisée en URSS

L'agriculture privée est désormais autorisée en URSS. Le Soviet suprême a adopté, mercredi 28 février, la « loi sur la terre », un projet qui permet aux paysans de bénéficier de baux à perpétuité sur des terres agricoles. Aux termes de cette nouvelle loi, les fermes collectives pourront redistribuer les terres aux particuliers qui verseront une contribution. Ce texte, qui devra être complété par d'autres lois, remet en cause le concept de propriété collective de la terre.



Lire page 3 l'article de BERNARD GUETTA

Reprise des combats entre chrétiens

Le président du Liban critique violemment la France

Mettant fin à la trêve des combats, proclamée le 17 février, le général Aoun a déclenché, jeudi 1^{er} mars à l'aube, une violente offensive contre les forces libanaises dans le secteur chrétien de Beyrouth. Selon la radio des FL, l'armée a tenté, en vain, une percée en direction du quartier général de M. Geagea. La veille, le président Hraoui avait lancé une violente diatribe contre la France, qu'il avait rendu responsable de la poursuite des combats entre chrétiens.

L'armée du général Aoun a lancé jeudi 1^{er} mars à l'aube une violente offensive contre les positions des Forces libanaises à Beyrouth-Est. Les très violents bombardements qui ont éclaté autour du secteur chrétien de Beyrouth et de sa banlieue se poursuivaient sans discontinuer en fin de matinée.

Selon la Voix du Liban, radio proche de la milice chrétienne des Forces libanaises, l'armée du général Aoun a tenté en vain une percée en direction de la Qunaitine, le quartier général des FL, situé à proximité du port de Beyrouth. Toujours selon cette radio, l'armée a ensuite visé à l'artillerie lourde la colline proche d'Achrafieh, cœur du Beyrouth chrétien, transformé en camp retranché par les FL et encerclé par la troupe.

Par ailleurs, le président libanais Elias Hraoui a très violemment critiqué, mercredi 28 février, la politique de la France au Liban, affirmant qu'elle était « responsable » des combats dans le « pays chrétien ».

Dans une interview radiodiffusée, M. Hraoui a notamment déclaré que la France, « en s'opposant à une intervention pour mettre un terme à la rébellion » du général Michel Aoun, avait conduit « à la catastrophe », dans une allusion aux affrontements actuels dans le « pays chrétien ».

Selon M. Hraoui, « la catastrophe aurait été bien moindre si nous étions intervenus ».

Lire la suite page 8

Cessez-le-feu au Nicaragua

Une décision de M. Ortega page 8

L'affaire de la DG Bank

La Banque de France demande à la Bundesbank d'intervenir page 27

Fédérations mutualistes

De nouvelles organisations pour lutter contre le poids excessif des fonctionnaires page 20

Les socialistes avant leur congrès

M. Fabius séduit la fédération du Pas-de-Calais page 10

Marseille choquée

Tollé après une émission d'Antenne 2 page 15

La CEE, Communauté de droit

Il - L'éclosion d'un nouvel ordre juridique page 9

« Sur la vie » et le sommaire complet se trouvent page 28

Un entretien avec M. Roger Fauroux

« Nous concilions l'économie mixte et la construction du marché européen » nous déclare le ministre de l'Industrie

Dans l'entretien qu'il a accordé au « Monde », M. Fauroux, ministre de l'Industrie, inscrit l'accord entre Renault et Volvo dans la perspective de la politique qu'il mène depuis près de deux ans rue de Grenelle. Il définit le rôle que doit jouer, selon lui, un ministère de l'Industrie, craint que les pays de l'Est ne soient aussi des concurrents nouveaux et s'explique sur son engagement politique au sein de l'Association des démocrates.

« Avec l'accord Renault-Volvo, le gouvernement a autorisé une privatisation du capital Renault à hauteur de 25 %. Pour les nationalisés, est-ce un nouveau seuil ? Ou bien serait-il possible d'ouvrir leur capital entre 100 % et 51 % ? »

Le chiffre de 25 % résulte de l'accord conclu entre les deux groupes et de leur échange de participations. Il n'a rien de magique. A l'avenir, ce type d'opération peut intervenir avec des pourcentages variables suivant les cas, les groupes restant nationalisés. Nous rentrons dans l'ordre normal des choses : les groupes nationalisés, lors d'asso-

ciations avec des partenaires, pourront échanger des actions au lieu de payer en numéraire. Quant à l'accord lui-même, il s'ajoute à une longue série d'opérations qui illustrent l'internationalisation de nos grands groupes. La conjoncture mondiale nous permet de tirer le maximum de bénéfice de la détention par l'Etat de leur capital, en tout ou partie. Assurés sur leurs arrières, ils peuvent se développer sans crainte à l'étranger. Nous concilions ainsi deux politiques : l'économie mixte et la construction du marché européen. Cette stratégie nous rapproche des modèles allemands ou japonais, à l'opposé du modèle anglo-saxon, où les impératifs financiers dominent. La France défend une éthique industrielle.

« Vous avez récemment déclaré (le Monde daté 4-5 février) que le principal handicap de l'industrie française était sa surcharge fiscale. L'industrie s'est redressée ; elle est compétitive, mais elle ne couvre pas toute la demande. Comment combler ce déficit ? »

« La France souffre encore de langueur industrielle.

L'industrie représente 30 % du PIB en RFA et seulement 20 % chez nous. Nous sommes, certes, au niveau américain ou britannique, mais ce n'est pas, à mes yeux, une consolation. Cette insuffisance se traduit par d'autres signes. Les écoles allemandes forment 29 000 ingénieurs par an, les britanniques 20 000 et les françaises 14 000, un chiffre qui reste désespérément insuffisant. Un groupe comme Thomson, à lui seul, en embauche 1 400 par an, soit un sur dix. Il prend bien entendu tous les électroniciens qu'il peut, et, en conséquence, les PMI ont du mal à en trouver.

« Dernier exemple : il se crée 300 000 entreprises par an en France, une démographie qui est, elle, très honorable et qui nous place au même niveau que les Allemands. Hélas, 8 % seulement de ces entreprises sont créées dans l'industrie, ce qui est sensiblement inférieur à ce qui existe en RFA.

Propos recueillis par ERIC LE BOUCHER

Lire la suite page 21

L'heure des deux unités

L'unification de l'Allemagne exige celle de l'Europe

par Joseph Rovon

Le débat français n'est pas à la hauteur de l'événement allemand. Si la presse dans son ensemble l'a abordé plutôt sérieusement (mises à part des plaisanteries un peu surprenantes comme celle de Serge-Christophe Kolm proposant que tous les pays aguerries occupés par les nazis participent à un plébiscite sur l'unité allemande), la télévision informe plutôt mal et la classe politique se montre désorientée.

Comment s'expliquer que la grande émission consacrée par Christine Ockrent le 22 février à l'Europe de l'Est, n'ait trouvé comme représentant allemand que le chef du Parti communiste de la RDA alors que de partout ailleurs c'étaient les porte-parole des révolutions qui parlaient. A croire que Dresde et Leipzig, les Nouveaux Forums et Nouveaux Départ n'étaient pas venus à bout des héritiers de Staline et de Brejnev.

Ce que l'on ne répète pas assez à l'opinion française, c'est que l'événement, pour ce qui est de l'Allemagne, dépasse l'imagination, et qu'il ne peut pas ne pas

absorber toutes les attentions et toutes les énergies de ceux qui doivent essayer de le gérer. Si je devais chercher un exemple dans notre propre passé récent, je ne vois que 1968. Tout, soudain, et sans que rien ne le laisse prévoir, s'était trouvé complètement changé dans le monde politique. Et encore, en apparence tout au moins, tout rentra très vite dans l'ordre, même si les conséquences plus ou moins souterraines se font encore sentir vingt ans plus tard dans les familles, dans les Eglises, dans la pratique de la vie.

En Allemagne il s'agit d'autre chose : sous la menace d'une invasion implacable et irrésistible - car on ne saurait reconstruire le Mur de l'autre côté - qui fait s'accroître de plus de cinquante mille personnes, chaque mois, la population de la RFA, pour la première fois dans l'histoire, un Etat moderne est contraint d'en racheter un autre, comme une entreprise en faillite, abandonnée par ses mauvais managers. Et de le racheter très vite.

Lire la suite page 2



Jean Baudrillard

La Transparence du Mal

Essai sur les phénomènes extrêmes

galilée

LIVRES • IDÉES

Le cardinal Joyce

Lire l'auteur d'« Ulysse », c'est aussi déchiffrer les signes de sa biographie

« Le signe particulier de Klossowski : réédition de sa traduction de « l'Épique » et publication d'une monographie sur son œuvre.

« Le feuillet de Michel Brancien : « Écrire contre la mort ».

« D'autres mondes par Nicole Zani : « Éléments, un bilan ».

« La vie du langage par Denis Shkita : « Le français et le chinois ».

pages 29 à 36

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir.; Tunisie, 600 m.; Allemagne, 2 DM; Autriche, 20 sch.; Belgique, 20 fr.; Canada, 1,95 \$; Australie/Néozélande, 7,20 F; Côte d'Ivoire, 425 F CFA; Danemark, 11 kr.; Espagne, 160 pes.; Grèce, 60 p.; Irlande, 90 p.; Italie, 1.800 L.; Libye, 0,400 DL; Luxembourg, 30 L.; Norvège, 12 kr.; Pays-Bas, 2,40 fl.; Portugal, 140 esc.; République Fédérale, 338 F CFA; Roumanie, 12,50 lei.; Suède, 1,80 kr.; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

DÉBATS

La réunification allemande

L'heure des deux unités

Suite de la première page

Personne ne sait au juste ce que signifie ce rachat ni son prix. On parle de 1 000 milliards de Deutschmarks (3 500 milliards de francs). Sept fois l'excédent du commerce extérieur de la République fédérale en 1989, et soixante-dix fois le montant du déficit du nôtre. Mais c'est surtout la nécessité de faire vite qui bouleverse tous les calculs possibles. La raison politique a dû imposer ses raisons à la raison économique. Il n'y a plus qu'une urgence : stopper l'hémorragie. Et l'on sait que celle-ci ne s'arrêtera que si les Allemands de l'Est comprennent d'expérience qu'ils ne sont plus des consommateurs de deuxième classe et que leurs salaires et autres revenus rattrapent très vite ceux de leurs frères plus fortunés.

Cette exigence a une profonde justification politico-morale : les habitants de la RDA n'avaient pas choisi leur sort. Ils ont payé beaucoup plus cher pour la guerre de Hitler : par les réparations prises et prélevées, directes ou indirectes, et par quarante-cinq années de tyrannie de plus. La nécessité de faire face à cette dette, à la fois matérielle et

morale, la masse des citoyens de la République fédérale n'en avait aucune idée lors de l'ouverture du mur, et les perturbations que la prise de conscience de cette réalité est en train de produire dans une population divisée entre un hémionisme à la petite semaine et des exaltations idéologiques minoritaires qui tournent autour d'attentes ou de craintes apocalyptiques placent les hommes politiques devant des tâches auxquelles nul n'était préparé.

Il faut ajouter à ce tableau préoccupant le fait que les habitants de l'ex-Etat communiste allemand émergent d'un no man's land politico-intellectuel. Entre l'univers quotidien du soupçon, de la peur et de l'indigence qui était leur sort et l'expérience inauthentique d'un univers totalitaire autre que leur apportait depuis des décennies la télévision de l'Ouest ou les brefs voyages longtemps réservés aux plus de soixante-cinq ans, ils ne savent plus, au vrai sens des mots, ce qu'il faut penser. Comme s'écriait une femme de quarante ans dans un des premiers débats libres en octobre dernier quand on demandait aux présents de dire ce qu'ils pensaient : « On ne nous a

jamais appris cela ; je ne sais même pas ce que je pense vraiment ».

Nous n'imaginons pas ce que signifie d'avoir dû depuis l'enfance apprendre non à formuler sa pensée, mais à la dissimuler. Cette structure mentale acquise pendant quarante-cinq ans de tyrannie communiste succédant à douze ans de tyrannie hitlérienne crée une profonde incertitude sur le sens et l'issue de l'élection du 18 mars, et par conséquent sur ce qui va être dans les mois qui viennent ceux de l'unification. L'attitude de quelque 20 % de la nation allemande qui seront des nouveaux venus dans la vie politique. Les plus anciens de nos hommes d'Etat se souviennent du caractère politiquement insaisissable de la vie française au lendemain de l'Occupation et Vichy n'auraient duré que quatre ans. Les Allemands de l'Est ne savent rien de l'Europe dans laquelle ils sont en train d'entrer. Ils ne savent rien du fonctionnement d'une économie libérale, ni d'un véritable pluralisme politico-social. Les dernières élections libres ont eu lieu en 1932 !

La tête et le ventre

Au lieu de s'intéresser en premier lieu à ces faits actuels et essentiels, l'opinion française a été sollicitée par des modèles de pensée, ou plutôt d'émotion, qui correspondent à une vision du monde déjà dépassée en août 1914. La tête est favorable à l'unité allemande, mais le ventre se contracte. Nous sommes de la sorte victimes d'une vulgate que la France pouvait encore être une grande puissance au sens que ce terme avait avant juin 1940.

Entre l'idéologie de l'Etat national basée sur l'indépendance nationale et la pratique d'une politique unissant les forces des nations européennes dans la construction de l'indépendance européenne, les dirigeants français et les électeurs français n'ont jamais su choisir. Nous avons voulu mener de front la politique de l'indépendance et celle de l'intégration, alors que nos moyens n'y suffisaient pas. On rêve à ce qu'eût pu faire le général de Gaulle s'il avait consacré la fin de sa vie à dire aux Français que, désormais, leur seule ambition devait être de construire la Grande Puissance européenne, qui seule au vingt et unième siècle empêchera nos enfants et nos petits enfants de devenir les sujets soumis et passifs de puissances mondiales extra-européennes. Cela n'a pas été fait.

Nous avons cependant - Robert Schuman, Jean Monnet et Charles de Gaulle réussissant leurs efforts - réussi à réconcilier d'abord et à associer ensuite la France et l'Allemagne. Il est vrai qu'il s'agissait d'une Allemagne d'indépendance et que les choses va prendre fin. Est-ce que la nécessité de bâtir l'Europe à partir du noyau central franco-allemand en sera devenue moins urgente ? Beaucoup de réactions françaises font penser que notre problème numéro un sera de faire face non à la puissance des très grandes puissances (dont l'URSS fait toujours partie), mais à celle d'une Allemagne réunifiée qui, même avec dix-sept millions d'habitants de plus, restera dans l'univers d'aujourd'hui et de demain une puissance de second rang, incapable d'une véritable indépendance. Comme la France et comme l'Angleterre, en dépit des redondances thatcheriennes.

L'unité allemande ne changera rien à la dimension planétaire des empires réels : de la Chine, de l'Inde et de celui qui va se bâtir dans le monde musulman. Aimer vraiment nos nations signifie en cette fin du siècle qu'il faut accélérer la construction de l'union politique de l'Europe, de ceux des Etats européens qui sont d'ores et déjà capables d'entrer dans les « Etats-Unis » d'Europe.

Réassurances illusoirs

Certes l'ex-RDA est chair de la chair allemande, mais Budapest, Varsovie et Prague doivent, dans notre intérêt commun, pouvoir accéder elles aussi, et le plus vite possible, à la Communauté. Ce cheminement sera plus long, car l'urgence est ici d'une nature différente : entre la mort de Franco et l'entrée de l'Espagne (dont l'économie était déjà largement soumise aux lois du marché), il s'est passé dix ans. Il faut cependant dès maintenant augmenter considérablement l'aide de l'Europe, ce qui n'est concevable que si l'Allemagne reste en partie disponible pour cet effort.

L'heure est donc plus que jamais à l'action commune de la France et de l'Allemagne unie au service de l'Europe unie. On reconnaît le mérite des dirigeants de nos pays à l'efficacité avec laquelle ils auront su faire face à ce défi essentiel, en faisant progresser ensemble les deux unités.

JOSEPH ROVAN

sont en ce moment obnubilés par l'importance et la rapidité de ce qui leur arrive.

Ils sont tentés de penser d'abord à l'immédiat (en quoi ils ont tort, bien entendu). Mais nous avons encore beaucoup moins de raisons qu'eux de ne pas nous préoccuper de l'écho que nos actes et nos paroles peuvent produire dans les esprits de nos voisins. Le problème n'est pas vainement les allemands d'avantage ou moins que les Anglais ou les Hongrois. Le problème est que c'est avec eux, en premier lieu, que nous devons assurer notre survie tant que sujets indépendants de l'histoire.

Cela signifie que nous devons d'un côté accompagner avec un maximum de sympathie et d'efficacité le cheminement accordé de l'unité allemande et demander en même temps aux Allemands de contribuer à faire de cette unité un moteur d'accélération de l'union de l'Europe. Cela signifie concrètement que nous devons demander au gouvernement de Bonn de consentir à avancer la date de convocation de la conférence sur l'union monétaire et à engager en même temps la procédure pour l'approfondissement et l'extension de la coopération politique européenne, c'est-à-dire d'une mise en commun de la politique extérieure.

Il faut demander aux Allemands d'entrer en commun dans la réflexion sur la réforme de l'O.T.A.N., c'est-à-dire sur une politique de défense commune à ceux des Européens qui peuvent et veulent y participer. Et il faut demander aux Allemands de formuler en commun les propositions nécessaires pour étendre les pouvoirs du Parlement européen, notamment en ce qui concerne le contrôle démocratique des instances budgétaires.

Il ne s'agit pas d'assister passivement aux débats de l'Allemagne avec elle-même, ni de donner aux Allemands l'impression que nous voulons leur imposer des conditions ou des garanties. Il s'agit au contraire de l'aider à faire face à ses obligations européennes, en lui rappelant sans cesse que le monde extérieur existe et ne lui accorde aucune trêve. Dans la mesure où le terme d'amitié a un sens entre les nations et les Etats, c'est là pour la France son devoir d'amitié.

Une action commune

Il nous faut enfin dire clairement aux Allemands que, une fois l'unité réalisée, l'affaire des frontières n'est plus réglée vite et bien. Je ne suis pas de ceux qui se moquent des arguments juridiques mis en avant par Bonn pour décliner la compétence de la République fédérale. Personne ne peut sérieusement prétendre que les engagements pris par Willy Brandt en 1970, par Helmut Schmidt en 1975 et par Helmut Kohl en 1989 laissent la moindre ouverture à une politique « révisionniste ». Mais l'Etat de droit ne se divise pas. La Cour constitutionnelle a dit que seule l'Allemagne unie peut signer valablement un traité sur les frontières (c'est-à-dire sur la frontière polonaise, la seule qui fasse problème parce que les Polonais eux-mêmes savent qu'elle leur a été imposée par Staline). Eh bien ! il est temps de le dire clairement si les gouvernements allemands ne veulent pas nuire gravement à leur peuple : les dirigeants de la République fédérale demanderont à l'Allemagne unie de négocier un tel traité. Il ne faut pas laisser les Soviétiques jouer comme par le passé sur les dissensions germano-polonaises et sur les peurs. Là encore la France amie pourrait jouer un rôle utile. Car il ne faut pas non plus que, mis à part la question des frontières, l'Allemagne se concentre trop exclusivement sur le rachat de la RDA et fasse passer au deuxième rang la nécessité d'aider les autres pays abandonnés par le reflux de la marée soviétique.

Certes l'ex-RDA est chair de la chair allemande, mais Budapest, Varsovie et Prague doivent, dans notre intérêt commun, pouvoir accéder elles aussi, et le plus vite possible, à la Communauté. Ce cheminement sera plus long, car l'urgence est ici d'une nature différente : entre la mort de Franco et l'entrée de l'Espagne (dont l'économie était déjà largement soumise aux lois du marché), il s'est passé dix ans. Il faut cependant dès maintenant augmenter considérablement l'aide de l'Europe, ce qui n'est concevable que si l'Allemagne reste en partie disponible pour cet effort.

L'heure est donc plus que jamais à l'action commune de la France et de l'Allemagne unie au service de l'Europe unie. On reconnaît le mérite des dirigeants de nos pays à l'efficacité avec laquelle ils auront su faire face à ce défi essentiel, en faisant progresser ensemble les deux unités.

JOSEPH ROVAN

Formation, sélection

Peut-on réformer l'Université?

par Jean Prieur

MALGRÉ les mises en garde répétées des enseignants et les réactions plus ou moins désordonnées des étudiants, un constat s'impose, inexorable : l'Université française se paupérise, alors que priorité est donnée depuis des années à l'éducation et à la formation, alors que le niveau moyen des jeunes Français n'a jamais été aussi élevé. Penier sans fond, l'Université absorbe de plus en plus d'étudiants, de plus en plus de crédits, sans pouvoir remplir d'une manière satisfaisante les missions qui lui sont confiées. On est loin d'un retour sur investissement acceptable.

Tous les ministres de l'éducation, depuis les tentatives avortées du plan Fouchet ou les réformes d'Edgar Faure, se sont penchés en vain sur le mal universitaire. L'impression générale est celle d'un échec, alors que, du point de vue de l'extérieur, notamment de l'entreprise, le diagnostic est simple, probablement trop simple.

Dans les faits, l'Université française souffre essentiellement de trois maux :

- Les trois fonctions essentielles qui lui sont dévolues (recherche, formation des cadres, formation des enseignants) ont été, pour cause d'éclatement ou de dysfonctionnement, confiées largement à des organismes extérieurs ;
- Le problème de la sélection n'a jamais pu être abordé d'une manière constructive ;
- Les rapports avec le monde économique ont été vécus dans la plus grande ambivalence.

Si l'on se réfère aux missions traditionnelles de l'Université, telles qu'elles sont exercées dans la plupart des pays industrialisés, on peut tout d'abord se demander si la France est assez riche en hommes et en moyens pour financer à la fois la CNRS, l'Université, les grandes écoles, les écoles normales... Quelle puissance moyenne peut se permettre d'entretenir des systèmes aussi étanches avec tous les risques de gaspillage, de dysfonctionnement et de concurrence déloyale, alors que, ailleurs, les différentes fonctions de l'enseignement supérieur sont généralement remplies par un seul organe, l'Université. On objectera le poids du passé, et il est clair qu'on ne peut en faire fi. Une fusion à court terme de tous ces organismes serait impossible et même catastrophique.

Mais, si l'on souhaite optimiser la recherche et redonner à l'Université l'aura qu'elle avait autrefois, l'intégration à terme du CNRS, des grandes écoles et des universités paraît inévitable. Si l'on accepte la médecine et l'architecture, il n'y a pas d'autre moyen pour sauver l'Université de sa dérive actuelle. Un plan à dix ans de l'enseignement supérieur doit donc prévoir des moyens financiers, mais aussi un rapprochement progressif des trois systèmes sous forme de conventions, de coopération, de mise en commun de moyens, d'échange d'enseignants, etc.

Le second mal de l'Université française concerne la sélection. Faux problème, car la sélection existe déjà, bien que sous un

mode irrationnel (cf. : l'absurdité des modalités actuelles d'inscription en première année d'université). Vrai problème, car aucun ministre de l'éducation n'a réussi à définir et à faire admettre le principe de la sélection.

La difficulté est avant tout celle de la communication. Il faut trouver des arguments et les mots justes pour convaincre l'opinion de ce que le système actuel est à la fois inique, désastreux sur le plan économique, catastrophique pour de nombreux étudiants mal orientés et mal préparés à la discipline de l'enseignement supérieur. Pour y parvenir, il faut à l'évidence beaucoup de clarté.

La troisième difficulté concerne les rapports entre l'Université et le monde économique. Sans de tels liens, le concept d'autonomie universitaire reste très formel. Que peut-il signifier lorsque les subventions de l'Etat ou des collectivités locales constituent la seule source de financement ? En fait, chacun sait que l'efficacité de l'université passe par une implication plus grande de ses établissements dans le monde de l'économie.

Le prix des études

S'il ne s'agit pas de question de rente en cause la création du service public de l'Université et de la vente au patronat (ainsi que beaucoup d'enseignants veulent le faire croire), il faut se rendre à l'évidence : les pouvoirs publics ne disposent jamais des fonds nécessaires au développement d'universités françaises compétitives ; en outre, le principe d'une gratuité totale de l'enseignement supérieur nous aient bien pour l'individu qui pour l'entreprise ne permet pas une allocation optimale des ressources nationales.

Pourquoi l'entreprise ne subventionnerait-elle pas davantage l'Université par le biais d'une taxe d'apprentissage élargie et des contrats de recherche, ce qui permettrait une participation plus active des cadres d'entreprise aux conseils d'université ? Pour quoi les études ne seraient-elles pas payantes, certes pour des sommes modestes et avec un système de bourses adéquat ? Ce serait source de justice sociale (que l'on compare ce que l'Etat finance pour la formation d'un ingénieur ou d'un médecin et pour la formation d'un apprenti) et de rentabilité. (Combien d'étudiants qui coûtent à la collectivité des salaires d'enseignants et des mètres carrés ne sont que de simples auditeurs en mal d'insertion professionnelle ?)

Ces propositions peuvent paraître révolutionnaires ou illusoires dans le contexte idéologique français. En fait, elles relèvent plutôt du bon sens. Elles reflètent, pour une large part, les conclusions des experts internationaux qui ont aussi étudié le système universitaire français. Face à l'enjeu européen, notre pays pourra-t-il rester longtemps sans réagir ? L'espoir est probablement là.

■ Jean Prieur, ancien rapporteur de la commission « éducation » du VII^e Plan, est directeur des ressources humaines d'un établissement financier.

TRAIT LIBRE



PINAY



Christiane Rimbaud

Perrin

« ... un éclairage remarquablement intelligent et fouillé sur la singularité de la vie politique française. » ALAIN GERARD SLAMA « LE FIGARO »

« Pinay, c'est la France. » FRANÇOISE GIROUD « LE NOUVEL OBSERVATEUR »

« Travail d'historien, mais œuvre de femme, ce PINAY est tricoté à mailles serrées. Il faut donc lui consacrer de longues heures, ou en prélever les morceaux de choix. » HENRI MARQUE « VALEURS ACTUELLES »

Perrin

صلى الله عليه وسلم

URSS

L'adoption d'une « loi sur la terre » ouvre la voie à l'agriculture privée

Les paysans soviétiques pourront désormais posséder en nom propre une terre agricole, l'exploiter librement et en commercialiser les produits, le bétail et la laiterie en héritage à leurs enfants.

MOSCOU

de notre correspondant

Avant même d'avoir adopté le projet de loi qui autorisera, dans l'ensemble des secteurs économiques, la multiplicité des formes de propriété, et donc la propriété privée, le Soviet suprême les a, d'ores et déjà, introduites dans les campagnes en adoptant, mercredi 28 février, la « loi sur la terre ».

A privilégier ainsi la partie sur le tout, les députés ont bafoué toute logique, puisque la loi permet maintenant dans l'agriculture un mode de propriété encore ignoré du droit soviétique. Outre que ce genre d'approximation n'est pas inhabituel à une vie politique qui s'invente, et que M. Gorbatchev a voulu faire la une bonne manière à l'opposition radicale, après lui avoir forcé la main, la veille, sur le passage au présidentialisme, cette confusion tient cependant aussi à l'un des rares consensus soviétiques sur les réformes économiques.

Car, peu ou prou, la plupart des économistes et des hommes politiques finissent aujourd'hui par considérer que la priorité dans le changement doit être donnée à l'agriculture, puisque c'est là que la mobilisation des hommes peut donner les résultats les plus rapides, que l'urgence politique

est de remplir les magasins d'alimentation, et que l'opinion est beaucoup plus favorable à la ferme familiale qu'à l'entreprise industrielle privée.

Alors que la seconde est associée au spectre du chômage, de la déqualification des salariés, de l'organisation des cadences, chacun peut, par sa seule vie quotidienne, comprendre la nécessité de la propriété. Réformateurs et anti-occidentaux se retrouvent là d'accord — contre les conservateurs de l'appareil communiste — puisque la loi des premiers veut une progression de l'économie de marché, les seconds veulent la reconstruction d'un ordre naturel. Des témoins de l'extrême droite russe ont ainsi soutenu, dans les débats, leurs pères adversaires radicaux, et la loi a été adoptée par 349 voix contre 7.

Un pas fondamental

Ce texte est, pour autant loin de faire l'unanimité, tant les limites, au-delà de l'urgence de fond, sont grandes. Premier problème : il va falloir, pour pouvoir l'appliquer, attendre l'adoption du projet sur la propriété et les modifications constitutionnelles de 1991. De quelle longueur sera ce délai ? Chacun l'ignore et quand bien même serait-il court, il resterait, deuxième problème, qu'on n'a pas encore vu les effets de l'échange des terres ni le recours au salariat.

Cette hypocrisie dans la violation des dogmes signifie qu'on crée un marché en lui interdisant d'abord ses équilibres et qu'on va voir, par la suite, comme dans le petit commerce, de fausses coopérations dont les salariés seront

officiellement des actionnaires. La loi incite de cette manière à la violation de la loi et à un nouveau développement de l'économie de l'ombre — l'une des grandes plaies des pays communistes en mutation.

Pourtant que de rien dire ou de fixer une norme, la loi, troisième problème, laisse enfin à chacune des républiques le soin de définir la taille maximale des futures exploitations privées. Un équilibre d'incertitude et un nouveau délai d'application viennent donc peser sur ce texte qui n'offre, de surcroît, aux futurs fermiers aucune garantie ni moyen de défense contre les bureaucraties locales.

Toutes ces faiblesses expliquent les promesses de beaucoup de députés, mais il n'en reste pas moins qu'un pas fondamental a été franchi. Une fois le principe accepté et introduit dans la loi, la réalité suit en effet obligatoirement, comme l'on montre, il y a un an, les nouvelles lois sur les élections. Elles étaient plus qu'espérées, les places à toutes les possibilités de manipulation mais ont permis de laisser jouer les rapports de forces et la dynamique de la liberté.

Comme il y a des élections plus ou moins libres selon les régions, il y aura une agriculture plus ou moins privée suivant les résultats des élections locales en cours. L'une des premières tâches de ces nouvelles lois sera d'ailleurs de fixer le montant des impôts et taxes foncières par lesquels les nouveaux fermiers s'acquitteront du prix de leur terrain. Les débats, à n'en pas douter, seront longs.

BERNARD GUETTA

BULGARIE

Un Etat « démocratique » et non plus « socialiste » ?

La Bulgarie ne sera plus un « Etat socialiste dirigé par le parti unique » mais un « Etat de droit et démocratique » si l'Assemblée nationale suit, lundi 5 mars, les recommandations de la commission législative pour amender l'article premier de la Constitution.

Les députés doivent voter plusieurs amendements pour débarrasser la Constitution de ses aspects idéologiques. Il s'agit en particulier de textes affirmant que la société est « librement développée » et obligeant les parents à élever leurs enfants « dans un esprit socialiste ». Le rôle dirigeant du Parti communiste a déjà été aboli le 15 janvier.

La commission législative soumettra à la session de lundi un projet concernant la création d'un poste de président de la République, élu pour cinq ans par le Parlement, et qui ne pourra être âgé de moins de quarante ans. — (AFP.)

YUGOSLAVIE

Appels au dialogue pour une solution au Kosovo

Le premier ministre yougoslave, M. Ante Markovic, a lancé mercredi 28 février un nouvel appel au dialogue pour tenter de résoudre la crise du Kosovo, province autonome de la Serbie et agitée par une vague de nationalisme albanais. 28 manifestants ont été tués ce dernier mois au cours d'affrontements avec la police.

M. Markovic a estimé qu'il était nécessaire « d'utiliser au maximum la situation d'apaisement actuel du climat politique » pour faire avancer ce dialogue. Il a, par ailleurs, insisté sur le fait que les autorités « avaient pu commettre des erreurs » dans les opérations militaires de l'ordre et indiqué que des enquêtes avaient été ouvertes sur tous ces cas.

Une première trêve de dialogue, non officielle, sur la crise du Kosovo devrait s'ouvrir vendredi à Mostar, dans la République de Bosnie-Herzégovine, sous les auspices d'un mouvement d'opposition, l'Association pour une initiative démocratique yougoslave. Selon l'agence Tanja, le plupart des groupes de l'opposition albanaise et serbe du Kosovo ainsi que des partis politiques indépendants de Serbie participeront aux discussions. Il n'est pas exclu que des personnalités officielles du Kosovo et de Yougoslavie les rejoignent. — (AFP.)

Une initiative de l'UNESCO

Savoir-faire occidental pour les nouveaux médias d'Europe de l'Est

Tout est à construire pour les nouveaux médias d'Europe centrale et de l'Est, totalement démunis, et les Occidentaux ont promis d'apporter leur savoir-faire, mercredi 28 février, à l'issue d'une réunion informelle organisée à Paris par l'UNESCO. Cette réunion, la première du genre, ouverte mardi par le directeur général de l'UNESCO, M. Federico Mayor, visait à définir comment les médias et organismes professionnels de l'Europe de l'Ouest, des Etats-Unis et du Canada pourraient répondre aux besoins prioritaires de la nouvelle presse de l'Est.

La réponse a été donnée mercredi par le Suisse Jacques Pilet, rédacteur en chef de la revue l'« Ebelin », et il n'y aura pas de plus de dollars et de centimes chargés de rotatives et de papier pour Prague, Bucarest ou ailleurs — mais une volonté réelle d'aider en matière de « formation et de conseil ».

Pendant deux jours, des représentants de la nouvelle presse de Hongrie, de Tchécoslovaquie, de Roumanie, de Pologne, de RDA, de Bulgarie et d'Union soviétique ont échangé pêle-mêle leurs besoins, certains demandant l'impression que leurs vis-à-vis occi-

dentaux pouvaient trouver la panacée à tous leurs maux.

Les médias français vont accueillir pour leur part soixante-quinze journalistes roumains en stage. Plusieurs grands organes de presse occidentaux ont fait des offres de stage (Die Presse, le Monde, El País, The Guardian, The Times, entre autres), mais leurs représentants ont souligné les problèmes linguistiques, pratiques ou de financement que cela pouvait poser. MM. Jonathan Fenby de Guardian et Michael Hey du Times se sont même interrogés sur leur efficacité. — (AFP.)

■ TCHÉCOSLOVAQUIE : M. Václav Havel à Paris en mars. — Le président tchécoslovaque Václav Havel se rendra en visite officielle en France les 19 et 20 mars, puis en Grande-Bretagne les 21 et 22 mars, à l'occasion d'un voyage de 28 jours. Le porte-parole de la présidence à Prague, Apparent, M. Havel rencontrera, le 17 mars à la frontière polono-tchécoslovaque, M. Lech Walesa, qu'il n'avait pas vu au moment de sa visite à Varsovie en janvier. — (AFP, Reuters.)

Le débat sur la frontière germano-polonaise

M. Kohl propose que les Parlements de RFA et de RDA publient une déclaration commune après les élections du 18 mars

Selon le porte-parole du gouvernement de Bonn, le chancelier Helmut Kohl a confirmé, mercredi 28 février, lors du conseil des ministres hebdomadaire, que les parlements de RFA et de RDA pourraient, après les élections du 18 mars en Allemagne de l'Est, rassembler la Pologne au sujet des frontières en publiant une déclaration commune affirmant que les deux Allemagnes n'ont aucune prétention sur les régions du territoire polonais qui faisaient partie du Reich avant 1945 (le Monde du 1^{er} mars).

« La question de l'unité de notre nation, pour nous les Allemands, n'est pas une question que nous lions maintenant avec une modification des frontières », a dit le chancelier. « Nous faisons des interviews accordées à la télévision allemande. Il s'est par ailleurs déclaré hostile à ce que la question de la ligne Oder-Neisse soulevée celle des réparations à

payer aux pays victimes du nazisme. « Quelqu'un veut aller au-delà de la question des frontières et soulever, par exemple, celle des réparations — et certains le font déjà — rencontrera mon opposition. (...) En RFA, nous avons exprimé notre point de vue dans de nombreux traités internationaux... », a précisé le chancelier.

M. Kohl (CDU) a reconnu qu'il y avait des divergences entre lui et son ministre des affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher (FDP, libéral), à propos de la ligne Oder-Neisse mais il ne croit pas que cela soit « un réel problème ». Interrogé sur le rythme de la réunification, le chancelier s'est défendu de vouloir « hâter » le processus : « Nous faisons des petits pas à un rythme rapide, a-t-il dit, et non de grands pas vers l'inconnu. » Enfin, sur l'annexion de l'Allemagne dans la Communauté européenne, M. Kohl a

déclaré : « Nous voulons que l'Allemagne, c'est-à-dire l'Allemagne unie qui est en train de se constituer, fasse partie de la CEE. Nous voulons que le Parlement allemand abandonne des compétences au Parlement européen. C'est là le meilleur ancrage des Allemands » dans la CEE.

En visite à Copenhague, le ministre tchécoslovaque des affaires étrangères, M. Jiri Dienstbier, a répété mercredi que son pays était favorable à la participation de la Pologne aux futures négociations des « Six » (Etats-Unis, URSS, France, Grande-Bretagne, RFA et RDA) sur l'union des deux Allemagnes et que, « quelles que soient les tergiversations du chancelier Kohl, il est nécessaire, dans le cadre des structures de l'Europe, de garantir les frontières de la Pologne et la sécurité des Etats ».

Les ambiguïtés du chancelier ouest-allemand suscitent une irritation croissante aux Etats-Unis

WASHINGTON

de notre correspondant

Le président Bush a-t-il été assez ferme avec le chancelier Kohl lors de leurs entretiens de Camp David, les 24 et 25 février ? Le fait est qu'il a échoué à convaincre le chancelier de prendre enfin une position suffisamment claire sur la question de la frontière polonoise, et que l'attitude de M. Kohl suscite une irritation croissante aux Etats-Unis, aussi bien dans la presse qu'au Congrès.

Plusieurs leaders démocrates du Sénat — en particulier le président de la commission des affaires étrangères, M. Claiborne Pell, et celui de la commission des forces armées, M. Sam Nunn — ont fait part de leur préoccupation au président. Les sénateurs avaient été convoqués à la Maison Blanche, mardi 27 février, pour évoquer la situation au Nicaragua, au lendemain de la victoire de l'opposition, mais ils ont profité de l'occasion pour faire part de leur désir de voir le chancelier Kohl sortir rapidement de l'ambiguïté qu'il cultive — manière d'inviter le président américain à se faire un peu plus pressant.

« L'énigme [entretenue] à propos de la Pologne est insupportable », a par exemple déclaré le sénateur Pell, qui trouve par ailleurs inquiétant que le chancelier parle, de l'« unité du peuple allemand », dans la mesure où la localisation de ce peuple dépasse largement les frontières de la RFA et de la RDA (M. Pell pense en particulier à l'Autriche).

Les élus, qui comptent un grand nombre de membres allemands dans leur circonscription, sont tout particulièrement sensibles à la question : c'est le cas du sénateur Paul Simon, de l'Illinois (Chicago), qui a adressé à la fois ses collègues une lettre pour attirer leur attention sur cette affaire « urgente ».

De leur côté, les grands journaux américains — qui accordent dans leurs pages informatives une place importante aux inquiétudes suscitées en Europe de l'Ouest et de l'Est par l'émergence d'une puissante Allemagne unifiée — ont également regretté que le chancelier Kohl n'ait pas saisi l'occasion de son séjour à Camp David pour apaiser une fois pour toutes ces inquiétudes : le Washington Post a réagi très rapidement, et en termes très sévères (le Monde du 27 février), et le New York Times a suivi trois jours plus tard, en invitant, au cas où le chancelier persisterait dans son attitude, le président Bush et les alliés de l'OTAN à exiger des garanties concernant les frontières.

Meis l'administration Bush ne semble pas disposée à entendre ces appels à une action plus énergique. Certes, elle ne cherche pas à masquer les divergences, et nous avons des positions différentes », a

convaincu le porte-parole de la Maison Blanche, M. Fitzwater. Mais en même temps, on « comprend » les raisons du chancelier Kohl, comme l'a indiqué mercredi le secrétaire d'Etat, M. James Baker, devant des sénateurs.

Les responsables de l'administration ont apparemment accepté de prendre en considération les préoccupations électorales du chancelier ouest-allemand — des préoccupations « légitimes », expliquait récemment en privé l'un d'entre eux. Et ils ne souhaitent pas trop

faire pression sur le chancelier, de peur d'obtenir un résultat opposé au but recherché. Méthode douce, discrétion et patience, à l'égard d'un partenaire puissant et qu'on ne souhaite surtout pas se mettre à dos : M. Bush est fidèle à sa manière, même si nombre de ses compatriotes souhaiteraient que les Etats-Unis fassent, sur ce sujet particulièrement sensible, plus clairement entendre leur voix.

JAN KRAUZE

RDA : des désertions par milliers...

L'armée est-allemande en déroute

« L'armée est-allemande a cessé de fonctionner en tant que machine militaire. C'est suppliant ! » Selon les services de renseignement occidentaux et les milieux de l'OTAN à Bruxelles, les forces armées de la RDA, qui faisaient voiles quelques mois encore l'orgueil du pacte de Varsovie, sont en pleine crise : les soldats désertent par milliers et la discipline s'effondre. Au sein de l'Alliance atlantique, on estime que l'Armée populaire nationale (NVA), qui comptait 173 000 hommes avant la chute du mur de Berlin en novembre dernier, est maintenant réduite de près de moitié et que ses effectifs ne sont plus que de 90 000 hommes.

« Les soldats ne se présentent plus à leur travail. Certains ont émigré à l'Ouest, d'autres sont partis chercher un autre emploi dans le pays. L'armée est-allemande est devenue désorganisée », déclare un responsable de l'OTAN, qui désire garder l'anonymat. Depuis le début de l'année, 2 000 Allemands de l'Est, en moyenne, fuient chaque jour leur pays.

A Berlin-Est, le porte-parole du gouvernement a déclaré ne disposer d'aucune information sur les rapports de l'OTAN concernant l'armée de RDA. Mais il a indiqué quand même qu'un bataillon de soldats est-allemands avait refusé, la semaine dernière, de participer à un exercice dirigé par des unités soviétiques. Des officiers supérieurs ont dû chercher un

bon moment avant de trouver une unité est-allemande acceptant de prendre part aux manœuvres...

Certaines unités ont été officiellement déchargées de leurs fonctions militaires pour peiller le manque de personnel dans l'industrie mais des milliers de soldats ont simplement quitté l'armée de leur propre initiative, ajoute la même source.


Grèves

Des grèves ont éclaté en janvier dans l'armée pour protester contre la discipline stricte, les conditions de vie spartiates dans les casernes et la durée du service militaire obligatoire, actuellement de dix-huit mois. Les autorités se sont engagées à étudier ces revendications.

La semaine dernière, le ministre est-allemand de la défense, M. Theodor Hoffmann, s'est prononcé pour la création d'une armée commune, dotée d'environ 300 000 hommes et d'une puissance de feu limitée, répondant aux besoins de défense d'une Allemagne réunifiée.

« Les autres pays d'Europe de l'Est ont désormais des gouvernements ayant une certaine légitimité, et les forces armées de ces nations ont une raison d'exister. Aussi sort-elles dans une large mesure restées intactes », déclare un diplomate de l'OTAN, en précisant : « Ce n'est pas le cas de la RDA... » (fluiter.)

RUTH RENDELL
LA MAISON AUX ESCALIERS



LA MAISON AUX ESCALIERS
« Avec La Maison aux escaliers, Ruth Rendell célèbre aujourd'hui les noces de Henry James et de Patricia Highsmith. Leur premier enfant est un petit chef-d'œuvre. »
Michel Grisolia - l'Express
Un vol. 312 pages, 98 F
Calmann-Lévy

CHINE : les atteintes aux droits de l'homme

La région du Xinjiang virtuellement interdite aux journalistes étrangers

PEKIN

de notre correspondant

Après le Tibet, la région du Xinjiang, frontalière de l'Union soviétique et qui recouvre le Turkestan chinois, est en passe de devenir « zone interdite » à la presse étrangère.

Si l'expulsion des deux envoyés spéciaux d'Antenne 2 venues en tournée n'est pas en soi inattendue, interdiction est aussi faite de facto aux correspondants accrédités à Pékin de visiter cette région, théoriquement ouverte aux visiteurs étrangers. « Il est souhaité que le correspondant ne visite pas », répond-on, à Urumqi, le chef-lieu de la région, aux demandes de reportages. En chinois, cela veut dire : non. Motif : l'administration locale a « un emploi du temps trop chargé pour le moment ».

A Pékin même, certains journalistes occidentaux ont relevé une surveillance policière renforcée depuis quelques semaines autour de leurs ailes et venues et auprès de leurs sources ou connaissances chinoises.

Cette sollicitude, quoique apparemment sélective, a conduit le club des correspondants accrédités dans la capitale chinoise à adresser une demande d'explications aux autorités. Washington avait fait état lundi dernier de son inquiétude devant ces pratiques policières contraires à l'évolution sur laquelle insistait, par sa diplomatie de conciliation, le président George Bush.

Le ministre des nationalités, M. Ismail Amat, originaire lui-même de la minorité ethnique Ouïgour du Xinjiang, a pour la

première fois fait directement allusion aux troubles ethniques d'Asie centrale soviétique, limitrophe de ce « Far West » chinois, situé à quelque 2 500 kilomètres de la capitale.

Dans une interview au *China Daily*, il a exprimé « ses profonds regrets » au sujet des « conflits ethniques récents survenus dans certains pays » sans nommer l'Union soviétique et en souhaitant, sans autre précision, que « dans un même pays, les différentes nationalités puissent vivre en paix et dans l'égalité ».

M. Amat a lancé le même

appel officiel à renforcer l'unité des peuples multi-ethniques de Chine contre « le séparatisme national et les forces hostiles de l'intérieur et de l'étranger ». Il n'en a pas moins reconnu que « les facteurs d'instabilité existent toujours dans les relations inter-ethniques en Chine », citant surtout « le niveau de développement économique et culturel arriéré » dans les régions peuplées de non-Hans. Evoquant le Tibet, il a rejeté l'idée d'un fédéralisme pour résoudre la crise, n'y voyant qu'une tentative « de faire éclater le pays ». Ces déclarations,

venant après celles du premier ministre, M. Li Peng (le *Monde* du 21 février) sur le même sujet, confirment l'angoisse chinoise de voir s'étendre l'agitation ethnique d'Asie centrale ou renaitre celle du Tibet, où l'on célèbre ces jours-ci le « Nouvel An traditionnel », marquant le premier anniversaire de l'instauration de la loi martiale à Lhassa.

Les informations non officielles en provenance du Tibet du monde font état d'un renforcement du dispositif de sécurité à cette occasion, en particulier autour des monastères. La presse officielle de Pékin, elle, brode sur les thèmes mirifiques du socialisme tibétain aux couleurs de la Chine.

Des dortoirs d'universités

L'agence Chine nouvelle fait ainsi parler les détenus d'un prison non identifié au Tibet du monde laque « ce qu'il y a d'unique est qu'on n'y voit nul garde armé ». Un prisonnier tibétain, condamné à la perpétuité pour meurtre, s'y sent « tout autant à son aise que les gens qui sont hors des murs ». Les cellules ? « On dirait des dortoirs d'université ». Les portes « restent, en général, non verrouillées, hormis la nuit ».

Rien d'étonnant donc que le journaliste (anonyme) ait trouvé, dans le quartier des femmes, une détention condamnée pour corruption dont la peine touche à son terme, qui lui ait « déclaré timidement » qu'il regretterait presque de sortir.

FRANCIS DERON



P. ANDO

Une quinzaine de pays occidentaux s'adressent à l'ONU

Les pays occidentaux entendent mettre les violations des droits de l'homme par la Chine à l'ordre du jour de la prochaine session de la Commission des droits de l'homme de l'ONU, a-t-on appris de source diplomatique à Genève. Une quinzaine de pays, dont ceux de la Communauté européenne, ont introduit mercredi 28 février à la Commission un projet de résolution susceptible d'empêcher l'adhésion d'une majorité de membres.

Si cette démarche aboutit, ce

serait la première fois qu'un membre permanent du Conseil de sécurité serait mis sur la sellette à la Commission. L'adoption d'une résolution sur la Chine en août dernier par la sous-commission des droits de l'homme, quelques mois après les événements de la place Tiananmen, avait nécessité de la part des pays occidentaux un intense effort diplomatique.

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, avait estimé dans une « note » remise le 14 février dernier à la Commis-

sion que le gouvernement chinois avait « gravement violé les droits fondamentaux et les libertés de ses citoyens ».

D'autre part, vingt organisations non gouvernementales (ONG) ont demandé mercredi à la Commission de nommer un rapporteur spécial pour enquêter sur la situation des droits de l'homme au Tibet. M. Tien, membre chinois de Habitat Coalition International, a présenté cette requête au nom, notamment de la Commission internationale

des juristes, de l'Association internationale pour la défense de la liberté religieuse, de la Ligue internationale pour les droits de l'homme, de Pax Christi International et de Pax romana.

Il a rappelé que la Commission se penche sur les violations des droits de l'homme partout dans le monde, « avec une attention particulière pour les pays et territoires coloniaux ou dépendants, et le Tibet en est un », a-t-il dit. — (AFP)

Les troubles en Asie centrale

Le mouvement islamique afghan semble avoir fortement influencé les musulmans soviétiques

PESHAWAR

de notre envoyé spécial

Les moudjahidins de la résistance afghane observent le soulèvement des Républiques islamiques d'Asie centrale avec satisfaction, et aussi une certaine fierté : ils estiment avoir une grande part de responsabilité dans des troubles reflétant la volonté « de nations qui veulent se libérer de l'occupation soviétique, comme ce fut le cas en Afghanistan ». Les violentes manifestations qui se sont déroulées à Douchambé, au Tadjikistan soviétique, ont été spécialement suivies par les Tadjiks afghans, dont les zones d'implantation sont situées le long de la frontière avec l'URSS et dans le nord du pays.

L'origine, la culture, la langue, et parfois les familles des Tadjiks afghans, soviétiques et iraniens sont communes, et la solidarité est donc totale. Depuis une dizaine d'années, la résistance afghane s'est livrée à un travail idéologique et religieux systématique pour convaincre les territoires frontaliers de l'Afghanistan, notamment en y faisant parvenir des milliers d'exemplaires du Coran ; elle estime aujourd'hui en voir les résultats.

Le commandant Ahmad Shah Massoud — lui-même Tadjik — et l'un des principaux commandants de la résistance, dont le contrôle s'étend sur plusieurs provinces du nord, multiplie les appels au sou-

lèvement général des populations musulmanes d'Asie centrale. Le professeur Burhanuddin Rabbani, chef du parti Jamiat-e-Islami (composé notamment de Tadjiks), estime que c'est « le droit et le devoir des Tadjiks de défendre leur héritage ». « Si les Soviétiques envoient leurs forces pour envahir une terre qui est pacifique, ajoute-t-il, cela signifie qu'ils continuent de suivre la politique de Staline contre un peuple qui lutte pour ses droits ».

« Ce qui se déroule à Douchambé, et aussi au Turkménistan et en Ouzbékistan, estime Omar Cherdill, conseiller politique du Jamiat, s'est passé en Afghanistan. C'est un écho de notre lutte. Nous avons montré que l'on pouvait affronter et battre l'Union soviétique. L'URSS est la seule puissance coloniale qui existe encore et elle est en train d'être décolonisée par la force ».

L'exode des années trente

Avant l'invasion par les troupes soviétiques en décembre 1979, les contacts entre Tadjiks de part et d'autre de la rivière Amou-Darya, qui sépare les deux pays, étaient quasi-inexistants. Jusqu'en 1950, époque à laquelle la frontière a été rendue totalement hermétique, plusieurs centaines de milliers d'habitants des provinces musulmanes soviétiques se sont installés en Afghanistan.

Ces départs ont eu lieu entre 1928 et 1935, les réfugiés fuyant

à la fois la répression anti-islamique, la collectivisation et la famine. Les troupes russes ont massacré systématiquement les ruyards et cet épisode des relations soviéto-afghanes est parvenu à se transmettre dans la mémoire des Tadjiks. « Mon père m'a souvent raconté l'horreur de ces réfugiés qui se noyaient dans l'Amou-Darya », souligne Massoud Khalili, conseiller politique du professeur Rabbani.

A la fin des années 60, les Soviétiques ont mis en œuvre une nouvelle politique consistant à autoriser des Ouzbeks et des Turkmènes afghans à se rendre en URSS pour rencontrer des membres de leur famille. Moscou espérait ainsi améliorer une image de marque singulièrement ternie par des siècles de répression féroce. Dans le même souci de rendre plus « acceptable » leur invasion, les troupes d'intervention de 1979 étaient composées presque exclusivement de Turkmènes, de Tadjiks et d'Ouzbeks. Le résultat fut catastrophique : « Sans mosquées, sans livres saints pendant plusieurs décennies, ces soldats étaient restés de bons musulmans, explique Massoud Khalili, et très vite ils ont commencé à vouloir échanger leurs munitions et leurs fusils contre un exemplaire du Coran ».

Un travail de fourmi

« La plupart du temps, ajoute Nacem Majrooh, directeur du Centre d'information afghan de Peshawar, ils nous donnaient des conseils pour résister à l'avance des troupes soviétiques, et parfois ils nous indiquaient l'emplacement des stocks de munitions ».

Après un ou deux mois, ces troupes peu fiables ont été reléguées par des unités russes, les Soviétiques ne gardant des Tadjiks et des Ouzbeks que comme interprètes et conseillers politiques. Revenu en URSS, ce contingent islamiste s'est livré à un travail de contamination.

Ensuite, une coopération sous la forme d'échanges d'informations s'est mise en place.

« L'intervention soviétique, note le professeur Rabbani, a brisé le mur qui existait entre Tadjiks ». Les moudjahidins des régions frontalnières ont reçu de nombreux renseignements sur les faits et gestes des unités soviétiques. En août 1988, la destruction à Kelagay (province de Badkhan) d'une importante base soviétique a pu avoir lieu grâce à des informations fournies par des Tadjiks d'Ouzbékistan soviétique.

Le Jamiat et ses commandants ont profité de la situation pour accomplir (avec d'autres partis de la résistance) un travail de fourmi, dans le but affiché de contribuer à soulever les quelque trente millions de musulmans des trois Républiques soviétiques du Turkménistan, d'Ouzbékistan et du Tadjikistan. Le général Ahmed Zia Massoud, frère du commandant Massoud, estime que la question d'une aide militaire au Tadjikistan est encore « prématurée ». Mais d'autres responsables de la résistance n'excluent pas de faire parvenir des armes de l'autre côté de la frontière, voire d'y envoyer des moudjahidins pour une « nouvelle jihad » (guerre sainte).

« Il faut d'abord qu'une certaine clarification s'opère dans le soulèvement du Tadjikistan », ajoute Ahmed Zia Massoud. Nous attendons qu'un parti politique se forme afin que nous puissions avoir des contacts plus étroits et connaître leurs intentions et leurs besoins ».

A Kaboul, le président Najibullah commence à s'inquiéter de cette solidarité islamique. Le chef de l'Etat afghan a récemment déclaré qu'« il ne permettrait jamais » que des armes soient livrées aux nationalistes tadjiks. « Si ces événements s'amplifient, commente Massoud Khalili, nous ne pourrions pas rester les bras croisés ».

LAURENT ZECCHINI



MARABOUT



MARABOUT

INDE : les élections locales

Nouvelle défaite pour le parti de M. Gandhi

NEW-DELHI

de notre correspondant

La déroute du parti du Congrès-I apparaissait clairement, jeudi 1^{er} mars, à la lecture des résultats (encore partiels) des élections locales qui se sont déroulées mardi dans huit Etats et un territoire (Pondichéry) de l'Union indienne.

La formation de M. Rajiv Gandhi, qui a subi un cuisant échec aux élections générales de novembre dernier, est de nouveau sanctionnée par quelque 213 millions d'électeurs. Le Congrès, qui gouvernait tous ces Etats (Bihar, Gujarat, Madhya Pradesh, Orissa, Rajasthan, Maharashtra, Himachal Pradesh et Arunachal Pradesh), a d'ores et déjà perdu la majorité dans six d'entre eux. Les résultats du Maharashtra seront connus ultérieurement. Malgré consolation : le Congrès-I devrait conserver le pouvoir, avec l'alliance d'un parti local, à Pondichéry.

La victoire du Premier ministre, M. V. P. Singh, est d'autant plus exemplaire que son parti, le Janata Dal, a dû affronter des élections triangulaires dans plusieurs Etats, faute d'être parvenu à conclure un accord électoral avec son encombrant allié, le parti hindouiste de droite BJP (Bharatiya Janata Party), contrairement à ce qui s'était passé lors des élections générales. Le BJP est sûr de former le nouveau gouvernement dans au moins deux Etats — le Madhya Pradesh et l'Himachal Pradesh — et il sera associé au Janata Dal dans deux autres (Rajasthan et Gujarat). Le parti du premier ministre, de son côté, paraît être en mesure de former un gouvernement autonome en Orissa, et les premiers résultats semblent lui être favorables au Bihar.

Le Bihar, connu pour être le « far-west » de l'Inde en raison d'une violence endémique, n'a pas failli à sa réputation : le bilan de ces élections particulières est de 96 morts et plus de 250 blessés, et à lui seul, cet Etat du nord-est de l'Inde est responsable de la mort de 80 personnes. De véritables gangs se sont affrontés armés à la main, malgré la présence de plus de 200 compagnies de forces paramilitaires, qui avaient reçu des consignes de tirer à vue sur des personnes se livrant à des violences. La presse indienne est unanime à déplorer, jeudi, cette « caricature de démocratie », tout

en soulignant que chaque parti politique emploie des « tueurs » chargés d'entretenir un climat de terreur dans les lieux adversaires. Les opérations électorales durent être de nouveaux organisées dans près de 900 centres de vote du Bihar et, à l'échelon national, dans au moins 100 circonscriptions. Cette crise de violence n'est cependant pas l'apanage du Bihar. Au Rajasthan, la circonscription de M. Om Prakash Chautala, fils du vice-premier ministre indien, M. Devi Lal, a également été le théâtre d'affrontements sanglants.

Menace de scission au Congrès

Pour M. Gandhi, dont la formation détenait 1081 sièges sur les 1619 en jeu, ce deuxième échec, trois mois après avoir perdu le pouvoir, pourrait être lourd de conséquences. Avant le scrutin, le Congrès avait déjà enregistré plusieurs défections et il est probable que l'ancien premier ministre va devoir faire face à une fronde sans précédent à l'intérieur de son propre parti. M. Gandhi a gardé autour de lui la même cour de conseillers personnels dont les avis avaient conduit au désastre électoral de novembre dernier. Aujourd'hui, certains « barons » du Congrès sont virtuellement en état de rébellion, et la menace d'une scission du parti ne peut plus être prise à la légère.

Le performance de M. V. P. Singh apparaît à contrario d'autant plus magistrale, alors même que les résultats de sa politique restent bien minces. Ces élections avaient en effet valeur de « référendum ». Le premier ministre, se servant habilement de la tension entre son pays et le Pakistan, au contraire, les formations hindouistes extrémistes de remettre à plus tard une reprise de l'agitation, au nom de « l'intérêt national ».

En éloignant la menace d'un affrontement « communaliste », il a pu conserver la confiance que lui « avait » manifesté l'électorat indien. Il y a trois mois. Une reprise de la tension entre musulmans et hindous est pourtant à craindre dans un proche avenir. M. Singh va devoir compter avec un régime de surveillance hindouiste de la part du BJP, qui exerce une influence majeure sur le gouvernementale sort renforcée par ces élections locales.

L. Z.

CAMBODGE

Echec des négociations de paix à Jakarta

Les pourparlers de Jakarta sur le conflit cambodgien se sont achevés, jeudi 1^{er} mars, sur un échec. Le gouvernement de Phnom-Penh, les trois factions de l'opposition — cambodgiennes armées, le Vietnam, le Laos, l'Australie, la France, l'Association des nations du Sud-Est asiatique (Asean) ainsi qu'un représentant des Nations unies participant depuis lundi dernier à ces entretiens.

Les deux jours et demi d'entretiens devaient notamment être consacrés au rôle des Nations unies dans un règlement de paix au Cambodge après onze ans de guerre civile. Mais les pourparlers ont finalement échoué sur les questions qui avaient déjà bloqué les négociations de Paris l'an dernier, a-t-on indiqué de source proche de la conférence. Les Vietnamiens et leurs alliés de Phnom-Penh d'une part, les Khmers rouges soutenus par Pékin, d'autre part, s'accusent mutuellement d'être responsables de ce nouveau revers.

Des résultats décevants

Réagissant dès jeudi matin, un porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères a déclaré que l'échec de la conférence de Jakarta « montre que l'obstacle principal sur la voie d'un règlement politique demeure le fait du Vietnam et de Phnom-Penh ».

On craint, dans les milieux diplomatiques, que cet échec ne conduise le gouvernement vietnamien de M. Hun Sen et les trois factions de l'opposition armée au régime de Phnom-Penh à tenter, plus que jamais, de régler par les armes sur le champ de bataille ce qui ne peut l'être par la négociation. « Combien de temps faudra-t-il pour que les factions cambodgiennes se rendent compte que le monde perd patience, qu'il en a assez de cette absurdité alors que le peuple cambodgien se meurt ? », s'est

demandé un diplomate occidental.

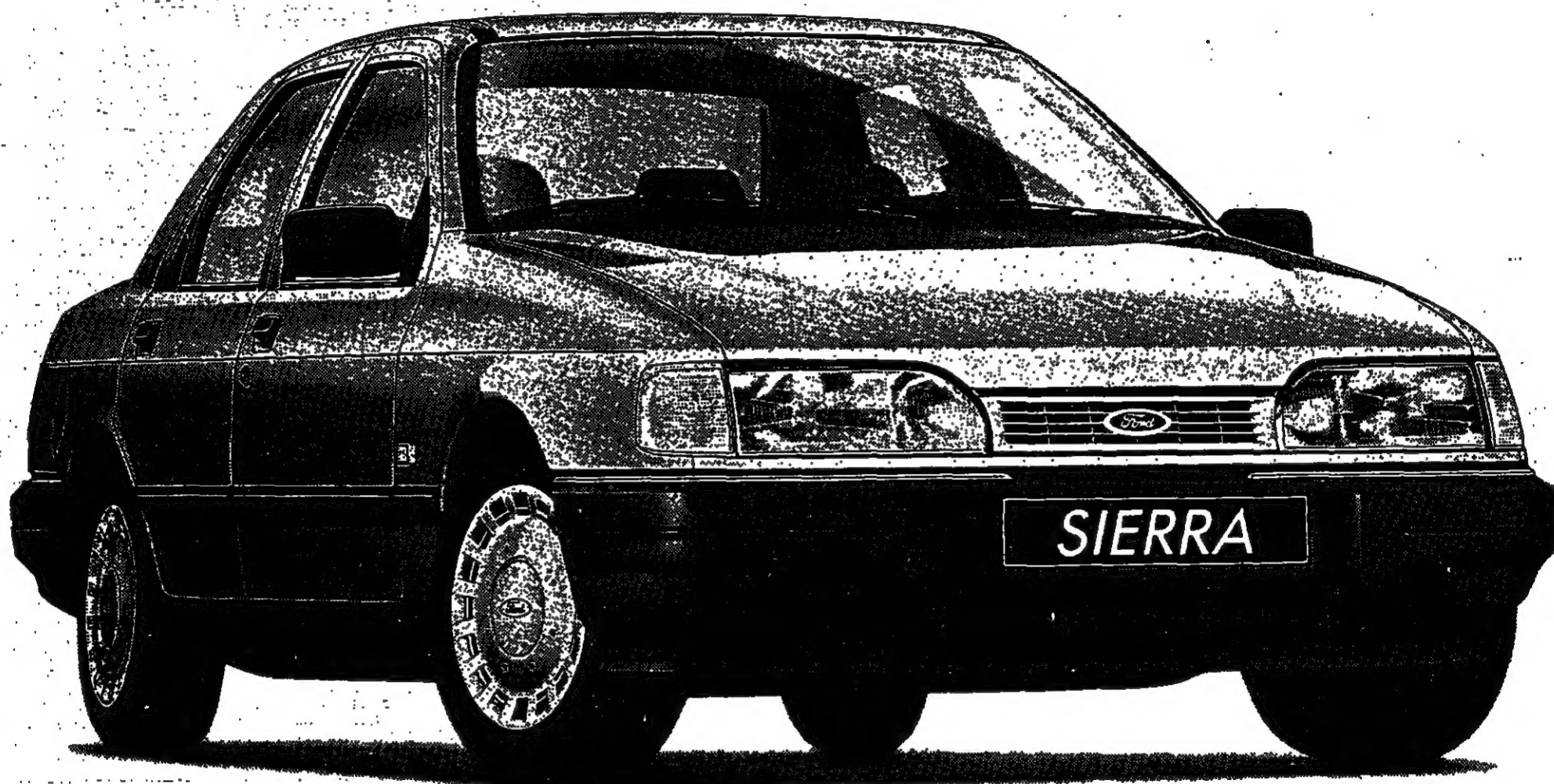
Selon certains participants à la conférence, les représentants Khmers rouges se sont opposés à toute mention, exigée notamment par Hanoi, d'un génocide dans le document final, en référence au grand nombre de personnes qui ont trouvé la mort (plus d'un million, estime-t-on généralement) pendant les quatre ans que les communistes cambodgiens, sous la direction de M. Pol Pot, ont passé au pouvoir. Les Khmers rouges, que la Chine n'a jamais cessé de soutenir et d'armer, constituent aujourd'hui la force d'opposition la plus puissante face au régime de Phnom-Penh.

Le Vietnam, dont l'intervention armée, fin 1978, aboutit au renversement du régime khmer rouge et à la mise en place d'un régime proche des intérêts vietnamiens, a pour sa part refusé des passages du document laissant entendre que des forces vietnamiennes sont encore déployées au Cambodge. « Je ne sais pas comment nous pourrions décamper », a déclaré le ministre indonésien des affaires étrangères, M. Ali Alatas, après la réunion. « Le résultat est très décevant », a pour sa part estimé son collègue australien, M. Gareth Evans.

L'Australie avait soumis un document de 150 pages présentant des options pour le règlement du conflit, en insistant sur le rôle des Nations unies dans une administration intérimaire, jusqu'à l'organisation d'élections. La rencontre de Jakarta était la première tentative de solution négociée en vue de rétablir la paix au Cambodge depuis l'échec de la Conférence de Paris en août dernier. La prochaine étape devrait être la rencontre, pendant la deuxième semaine de mars, des cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU — France, Grande-Bretagne, Chine, Etats-Unis et URSS — affirmé-t-on dans les milieux diplomatiques. — (Reuters, AFP).

سكيا في الامم

AUJOURD'HUI LANCEMENT NATIONAL DES NOUVELLES SIERRA.



Transmission intégrale 4 x 4 (2.0i)*. Une tenue de route et une sécurité étonnantes.

Moteur 1.8 Turbo Diesel*. La puissance alliée à l'économie.

Moteur 2.0 et 2.0i Twin Cam*. Une nouvelle technologie pour plus de performance et d'agrément.

Un équipement de série et une qualité de finition uniques.

Direction assistée de série (2.0), freinage ABS disponible.

NOUVELLE SIERRA	NOUVELLE SIERRA	NOUVELLE SIERRA
2.0 CLX TWIN CAM	1.8 CL TURBO DIESEL	2.0i CLX 4x4
88.200 F**	91.000 F**	116.000 F**

NOUVELLES FORD SIERRA. LE PLAISIR INTÉGRAL.

* selon versions. Modèle présenté: Sierra 2.0i GL catalyseur. ** Prix au 19.02.90. Modèles 90. Consommations officielles (l/100km): version 1.8 TD: 4,8 l à 90 km/h, 6,6 l à 120 km/h, 7,1 l en ville. Version 2.0i 4x4: 6,0 l à 90 km/h, 7,1 l à 120 km/h, 9,3 l en ville.

Pour plus d'informations: Minitel 3615 code FORD.

LA QUALITÉ PASSE À L'ACTION



AFRIQUE

Les remous dans les pays de l'Afrique de l'Ouest

Le président du Bénin accepte la libéralisation du régime

ABIDJAN

correspondance

Le président béninois, le Général Mathieu Kérékou, a finalement accepté toutes les décisions prises par la Conférence nationale, représentant les « forces vives » du pays. Ainsi, pour la première fois en Afrique, un militaire arrivé au pouvoir par un putsch accepte, sous la contrainte populaire, le retour au multipartisme et à la démocratie.

La Conférence nationale, qui s'est tenue du 19 au 28 février, a nommé un premier ministre, M. Nicéphore Soglo, ancien fonctionnaire de la Banque mondiale qui devra conduire le pays à des élections générales en janvier 1991 (Le Monde du 1^{er} mars). Le général Kérékou reste à la tête de l'État mais perd le portefeuille de la défense. L'Assemblée nationale révolutionnaire (ANR), émanation du régime, qui a abandonné l'idéologie marxiste-léniniste en décembre dernier, sera dissoute.

Cette conférence, à laquelle participaient 488 délégués et où étaient représentées une cinquan-

taine de « sensibilités » de l'opposition, avait été organisée par le régime sous la pression de la rue. Le « oui » du chef de l'État aux réformes a provoqué une liesse générale dans les rues de Cotonou où la plupart des Béninois suivaient, l'oreille collée au transistor, la retransmission des travaux de la conférence.

Limogeage du ministre de l'Éducation

Le projet de constitution retenu prévoit un régime semi-présidentiel avec une Assemblée nationale et un président de la République élu au suffrage universel pour cinq ans, rééligible une seule fois. Le chef de l'État choisira son premier ministre. Le gouvernement sera responsable devant l'Assemblée.

En attendant, la tâche de M. Nicéphore Soglo, qui travaillera avec l'actuel président Kérékou, s'annonce lourde. L'État est en pleine faillite.

Les recettes fiscales n'ont pas dépassé les 1,5 milliard de francs CFA au mois de janvier, alors que le montant des salaires des 47 000 fonctionnaires représente 2,7 milliards de francs CFA.

Les enseignants, qui ont cessé le travail depuis un an, sont néanmoins prêts à renouer à une partie de leurs arriérés de salaire.

Le président Félix Houphouët-Boigny a joué la carte de l'apaisement en cédant aux principales revendications des étudiants en grève depuis une semaine. Le prix des chambres universitaires et des tickets de restaurant est réduit de moitié. L'annonce surprise du réaménagement technique du gouvernement avec le départ de M. Balla Keita, ministre de l'Éducation nationale a provoqué la liesse des étudiants. Il est remplacé par M. Alassane NDIAYE, ministre de la recherche scientifique et de la culture qui voit ainsi ses compétences élargies.

Cependant les étudiants estiment que seulement 30 % de leurs revendications ont été satisfaites. Tout le pays attend d'autres part l'annonce, en principe jeudi 1^{er} mars, de mesures d'austérité qui risquent de relancer l'agitation sociale. Des mesures destinées à réduire de 130 milliards de francs CFA les dépenses publiques.

ROBERT MINANGOY.

Un complot contre M. Bongo serait à l'origine de l'expulsion de France d'un opposant gabonais

Le chef de l'Union du peuple gabonais (UPG - opposition), M. Pierre Mamboandou, expulsé mercredi de France vers le Sénégal, avait été prévenu plusieurs fois par les autorités à la suite de ses activités sur le territoire français, a affirmé jeudi 1^{er} mars, le ministre français de l'Intérieur, M. Pierre Joxe (voir nos éditions datées du 1^{er} mars). Ce dernier, interrogé sur RTL, a précisé que la procédure d'urgence absolue « qui a été utilisée » était très rare. « Je l'emploie quelques dizaines de fois par an », a indiqué M. Joxe.

M. Mamboandou est arrivé mercredi en fin d'après-midi à Dakar par un vol régulier. Accompagné de policiers français, il a été remis aux autorités sénégalaises, qui doivent lui trouver un lieu d'hébergement dans ce pays d'accueil.

Selon les autorités françaises,

M. Mamboandou avait préparé un complot contre le président Omar Bongo. Il voulait renverser le chef de l'État gabonais avec l'aide d'hommes d'affaires français et belges, d'un général de réserve et de « barbouzes ». L'opération serait appelée « Scorpion ». Les services de police français avaient été avertis en juillet 1989 de cette tentative dont Pierre Mamboandou aurait été le chef. Les autorités judiciaires gabonaises avaient adressé, le 25 novembre dernier, une commission rogatoire internationale en cours d'examen par la justice française.

C'est en fonction de tous ces éléments que Paris a appliqué l'article 26 de l'ordonnance du 2 novembre 1945 qui prévoit le caractère d'urgence absolue « pour des nécessités impérieuses de sécurité publique » a pris la décision d'expulser

M. Mamboandou, quarante-quatre ans, ancien fonctionnaire de l'Agence de coopération culturelle et technique. Le 5 février dernier, il avait été assigné à résidence avec l'injonction de quitter le pays d'accueil dans un délai d'un mois. Le 23 février, il avait demandé le statut de réfugié politique.

La ligne des droits de l'homme a exprimé dans un communiqué son « étonnement », et a réclamé « des informations plus précises » sur cette décision. Selon l'agence, ce serait cette expulsion « à l'heure de la démocratie, au moment où la jeunesse gabonaise descend dans la rue pour la démocratisation de son pays ». Enfin l'Union des travailleurs sénégalais en France - Action révolutionnaire a exprimé sa « préoccupation » et jugé que l'expulsion de M. Mamboandou était un acte de « discrimination à l'égard des militants africains ».

A la fin de sa visite à Paris

Le général Babangida lance un appel aux investisseurs français

Le chef de l'État nigérien, le général Ibrahim Babangida, qui a achevé, jeudi 1^{er} mars, une visite officielle de 48 heures en France, a lancé mercredi un appel aux investisseurs français au cours d'un déjeuner organisé par la chambre de commerce et d'industrie de Paris. « Nous sommes prêts à accueillir des partenaires étrangers à bras ouverts », a-t-il déclaré devant un parterre d'hommes d'affaires. Le général Babangida avait déjà rencontré mardi le ministre de l'Économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, et le ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux, pour discuter de la dette et des investissements, les deux sujets qui préoccupent le plus le Nigeria à l'heure actuelle.

Troisième fournisseur et quatrième client du Nigeria en 1988, la France y est représentée par quelque 80 groupes qui travaillent dans de multiples secteurs, en commençant par le pétrole, principale ressource du pays. Cette présence est maintenue en

dépît de nombreuses difficultés, selon les entrepreneurs sur place, qui font état d'une bureaucratie pesante, de tracasseries administratives et de corruption.

« Votre pays peut et doit jouer sur un environnement économique favorable au développement des échanges et des investissements, et affirmer le rôle de leader », a déclaré le président de la chambre de commerce et d'industrie, M. Bernard Cambournac.

Dans la soirée, au cours d'un dîner offert par le premier ministre, M. Michel Rocard, le général Babangida a de nouveau plaidé en faveur du maintien des flux financiers vers son pays, précisant : « Nous sommes décidés à honorer nos dettes mais l'absence d'investissements rend les choses difficiles ».

TUNISIE

L'agitation estudiantine se poursuit

de notre correspondant

La situation paraît encore loin de se normaliser dans les institutions universitaires, où de nombreux mouvements de grève des cours se poursuivent. Alors que le gouvernement durcit sa position en menaçant les étudiants protestataires du retrait de leur carte d'accès aux foires et restaurants universitaires ainsi que de leurs bourses, l'Union générale tunisienne des étudiants (UGTE), qui est, depuis trois mois, à l'origine de l'agitation, a décidé de poursuivre son action jusqu'à ce que ses revendications soient satisfaites.

Lors d'une conférence de presse donnée le 27 février, le secrétaire général de l'UGTE, M. Abdelhe-

fid Mekki, a demandé le retrait de la police des établissements universitaires, la libération sans condition de tous les étudiants interpellés (700, selon lui) ou incorporés dans l'armée depuis une semaine (1) et des négociations « directes » avec le ministre de l'Enseignement supérieur. Pour le secrétaire général de l'UGTE, si le gouvernement continue à faire la sourde oreille aux revendications « purement syndicales et non politiques » des étudiants, il est peu probable que l'année universitaire s'achève « normalement ». Mais a-t-elle vraiment commencé ?

MICHEL DEURÉ

(1) Sur les 595 étudiants arrêtés, 391 ont été incorporés dans l'armée et les 204 autres relâchés, selon le gouvernement.

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

La Cour suprême confirme le droit de perquisition... à l'étranger de la police américaine

WASHINGTON

de notre correspondant

Les Non-Américains n'ont qu'à bien se tenir, y compris dans leur propre pays. La Cour Suprême des États-Unis a décidé, mercredi 28 février, que les autorités américaines avaient le droit - en l'absence de tout mandat judiciaire - d'effectuer des fouilles au domicile de ressortissants étrangers, et de procéder à des saisies en dehors du territoire des États-Unis.

Une telle pratique est certes illégale aux États-Unis mêmes, où les citoyens sont protégés par le quatrième amendement de la Constitution. Mais, a statué la Cour suprême, les étrangers ne sauraient s'abriter derrière cet amendement, car il ne s'applique pas à eux. Le Congrès avait déjà voté il y a quelques mois une loi autorisant les représentants des autorités américaines à arrêter n'importe où dans le monde n'importe quel étranger poursuivi par la justice américaine.

Avec la décision de la Cour suprême, la situation devient encore plus simple : d'une part, les ressortissants étrangers sont supposés obéir aux lois américaines, peuvent être arrêtés dans n'importe quel pays du monde, même sans le consentement du pays concerné, et conduits de force aux États-Unis (cela a été le

cas il y a quelques mois pour un Palestinien accusé d'avoir participé à un détournement d'avion) ; d'autre part, s'ils doivent obéir à la *lex americana*, ils ne peuvent prétendre bénéficier des protections qu'elle prévoit pour les seuls citoyens des États-Unis.

La décision (adoptée à une majorité de six voix contre trois - certains juges ayant exprimé un très ferme désaccord) a été prise à l'occasion de l'examen du cas d'un Mexicain poursuivi pour trafic de drogue, et qui avait par ailleurs été condamné pour le meurtre d'un agent de la DEA (l'office américain de lutte contre les stupéfiants).

Mais elle facilitera grandement la tâche des magistrats américains qui auront à juger le général Noriega, ex-homme fort du Panama. Les forces d'invasion américaines ont en effet saisi au domicile du général Noriega diverses pièces dont le ministre public compte faire usage au cours du procès, alors que la défense avait déjà annoncé son intention de s'appuyer sur le caractère illégal de ces saisies.

JAN KRAUZE

Le président de la Cour suprême, M. William H. Rehnquist, indique, dans les attendus de la décision, que d'éventuelles restrictions à cette autorisation universelle de perquisition n'ont pas été imposées par les amendements constitutionnels et doivent être imposées par les pouvoirs politiques à travers des accords diplomatiques, des traités ou des lois. De fait, le caractère exorbitant de la décision de la Cour suprême lui confère une portée toute théorique et rend plus qu'hy pothétique son application partout où existent, comme en France, des règles précises d'entraide judiciaire internationale. Ces règles subordonnent à des conditions limitatives les possibilités d'assistance judiciaire internationale sous quelque forme que ce soit. Cette assistance ne saurait être accordée en l'absence d'actes judiciaires. Et l'exécution des demandes ne peut en aucun cas porter atteinte à la souveraineté et à l'ordre public du pays d'origine sollicité.

ÉTATS-UNIS : le procès du maire de Washington, Marion Barry, fixé au 4 juin. - Le maire de Washington, Marion Barry, qui est sous le coup de huit chefs d'accusations (dont usage de cocaïne et déclarations mensongères à la police à ce propos), a annoncé, mercredi 28 février devant un tribunal fédéral à Washington qu'il plaiderait non coupable. La date du procès a été fixée au 4 juin prochain. Si M. Barry est reconnu coupable, il sera passible de vingt ans de prison.

23 % des jeunes Noirs seraient sous contrôle judiciaire

Si l'on en croit *Sentencing Project*, un groupe de travail qui étudie des solutions de remplacement à la prison dans le système américain, 23 % des Noirs âgés de vingt à vingt-neuf ans se trouvent actuellement derrière les barreaux ou ont été placés, d'une manière ou d'une autre, sous contrôle judiciaire. Confirmant plusieurs observations effectuées par la justice américaine - ou des organisations humanitaires comme Amnesty International - sur la population carcérale américaine, ces chiffres sont les plus alarmistes produits jusqu'ici.

D'après l'auteur de l'étude, Marc Mauer, une génération de Noirs risque d'être ainsi « éliminée » de la vie active. Il y aurait en effet, plus de jeunes Noirs en prison qu'en fin d'études. Ce qui revient à dire que dans cette même tranche d'âge (vingt à vingt-neuf ans), pour un Noir sur quatre qui a affaire à la justice, on ne trouve qu'un Hispanique sur dix et un Blanc sur seize.

Les sans-logis new-yorkais ont désormais leur journal

NEW-YORK

correspondance

« Il vous est arrivé de vous promener dans la gare de Grand Central à Manhattan ? On se croirait à Calcutta avec tous ces sans-logis qui dorment par terre sur des cartons. Je me suis dit qu'il devait bien y avoir quelque chose à faire... » C'est ainsi qu'un jeune musicien de rock de trente-trois ans, Hutchinson Persons, eut l'idée, en novembre dernier, de lancer un journal, *Street News* qui serait vendu par les sans-logis eux-mêmes. Après tout, Coca-Cola et Pepsi-Cola n'avaient-ils pas imaginé il y a quelques années, pour les mêmes raisons, de recycler les boîtes de soda vides, fournissant ainsi aux sans-logis toujours plus nombreux dans un New-York en pleine crise économique un premier moyen de « s'aider eux-mêmes » en collectant ces boîtes ?

Street News paraît deux fois par mois, financé avec l'appui de grandes firmes comme la Citibank, Mastercard International ou le New York Times ; il est vendu dans la rue solitairement par les sans-logis, quinze cents par le sans-logis qui en gardent cinquante pour eux et en reversent cinq à un fonds d'aide au logement. Le principal problème de ces excus, qui comptent parmi leurs rangs de nombreux travailleurs dont le salaire modeste ne leur permet pas de s'offrir les loyers aux prix prohibitifs pratiqués en

villes. *Street News* en tout cas est un succès : un demi-million de New-Yorkais se le sont attaché pour lire les chroniques bénévoles de célébrités comme Paul Newman, Liza Minnelli, Leslie Caron ou le chanteur Sting. Sans compter le plus intéressant, les articles écrits par les sans-logis, qui touchent ainsi pour s'exprimer cinquante dollars par « papier ».

De plus, pour cinq cents ramifiés vendus dans la rue, ils ont droit à un chapeau et à un manteau et les plus motivés peuvent faire carrière, en quelque sorte, dans l'entreprise qui emploie déjà deux mille personnes, en devenant distributeurs ou cadres.

Au mois de mars *Street News* sera également diffusé à Philadelphie et bientôt dans seize autres villes des États-Unis. Certes *Street News* n'est pas la panacée au problème des sans-logis, mais il a, de l'aveu même de ses organisateurs, réussi ce qui paraissait impensable, « les faire prendre eux-mêmes en charge » : 40% des vendeurs peuvent s'offrir à leur passage la nuit, et plus de deux cents d'entre eux ont déjà un logement plus permanent. Comme l'explique David, un sans-logis qui vit face à l'immeuble de l'ONU : « Je n'ai pas encore assez pour louer une chambre, mais vendre *Street News* m'a redonné courage et dignité ».

AFSANE BASSIR POUR

le nouvel
**afrique
asie**

- DE NUFOMA A MANDELA : Pour une société multiraciale.
- ALGERIE : Une femme nécessaire.
- GUINÉE : La violence.
- GRAND ISRAËL : Le revens de la perestroïka.
- FOOTBALL-CAN : A qui la 1^{re} coupe ?
- CENTRAFRIQUE : Oublier Bokassa.
- MADAGASCAR : Les massacres de 1947.
- NIGÉRIE : Sources, de conflits.
- LIBAN : Jusqu'au dernier chrétien.
- RWANDA : Démocratie en sursis.

En vente dès aujourd'hui
3, rue de Metz, 75010 Paris

DEVENIR VOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

BAUDOUIN
**LE PROCÈS-
VERBAL**
de J.M.G. LE CLEZIO

192 PAGES 120 FRS.

CONCILIUM

REVUE
INTERNATIONALE
DE THÉOLOGIE

174

RELIGIONS
ET ÉGLISES
EN
EUROPE DE L'EST

NORBERT GREINACHER - VIRGIL ELONDO
DERRIÈRE LE RIDEAU DE FÉVRIER 1992

LE CAHIER 67 FF

BEAUCHESNE
72, rue des Saints-Pères - 75007 PARIS

Le Monde

EN BOUT
DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE
INDEXÉ DEPUIS JANVIER 1981
EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL
OU VOTRE MINUTEL
POUR PLUS D'INFORMATIONS

EUROPÉENNE
DE DONNÉES

TEL : 01 40 60 54 11-16

صكنا من الامل

ÉTATS-UNIS

Présumé confirme le droit de l'étranger à la police américaine

Un tribunal fédéral a jugé que le droit de l'étranger à la police américaine est confirmé. Cette décision a été rendue par le juge John J. Siragusa, qui a déclaré que les agents de la police américaine ne peuvent pas arrêter un étranger sans une autorisation écrite de la police locale. Cette décision a été rendue dans le cadre d'un procès intenté par un étranger, qui avait été arrêté par la police américaine sans autorisation écrite. Le juge Siragusa a déclaré que cette décision est importante car elle garantit le droit de l'étranger à la police américaine.

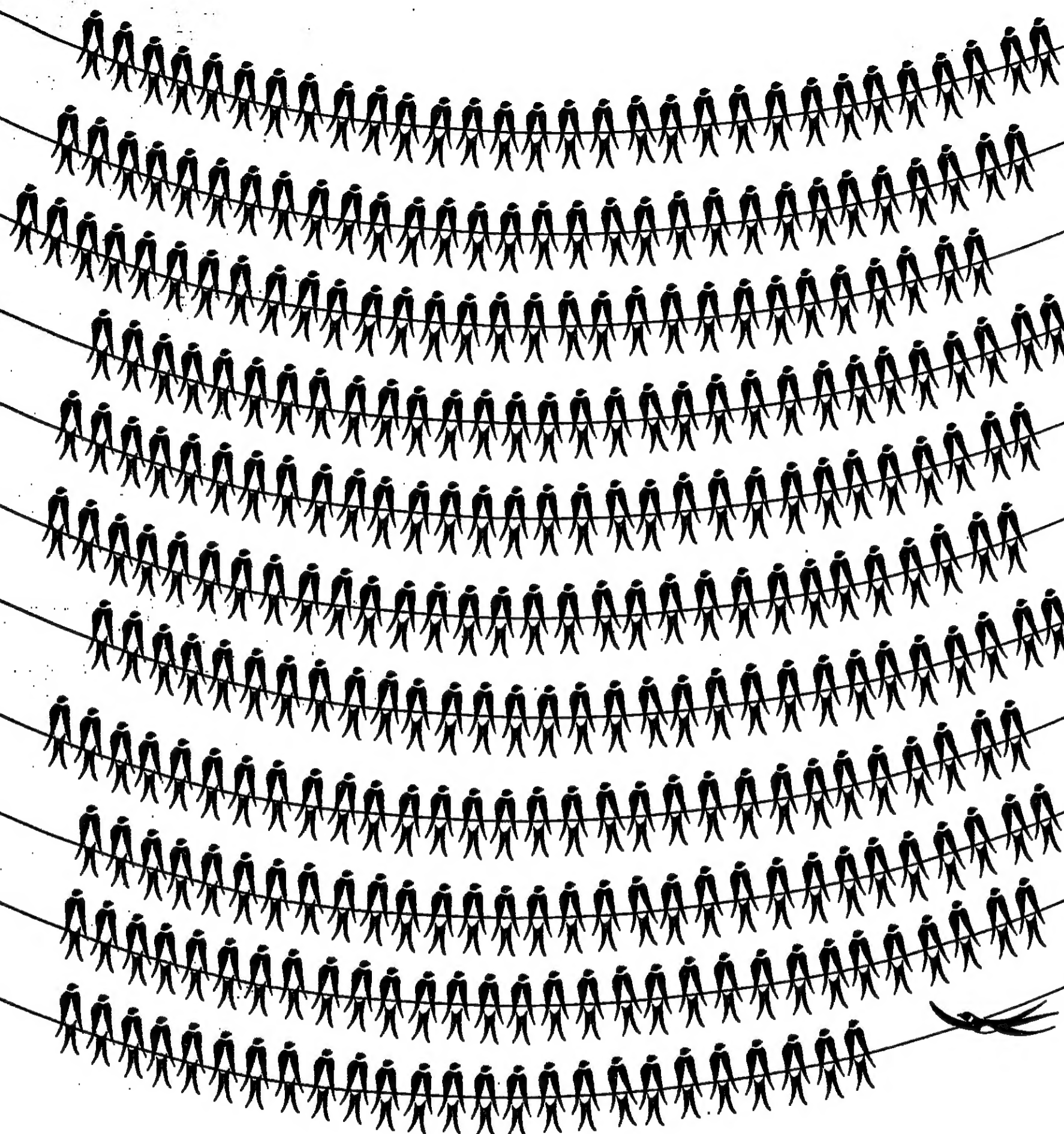
LES ÉTATS-UNIS

Le président Bush a déclaré que les États-Unis ne se retireront pas de la Corée du Sud. Il a déclaré que les États-Unis sont prêts à négocier avec la Corée du Nord, mais qu'ils ne se retireront pas de la Corée du Sud. Cette déclaration a été faite dans le cadre d'une conférence de presse à la Maison-Blanche. Le président Bush a déclaré que les États-Unis sont prêts à négocier avec la Corée du Nord, mais qu'ils ne se retireront pas de la Corée du Sud.

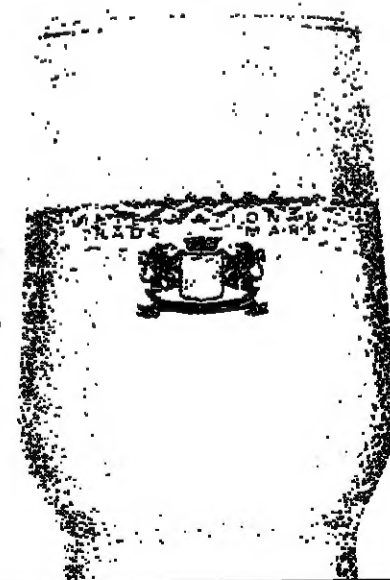
Les logis new-yorkais réserment leur jour...

Les logis new-yorkais réserment leur jour... Cette phrase est répétée plusieurs fois dans le texte. Elle semble être une introduction à un article ou une section de la page. Le texte est écrit en français et semble être une traduction d'un article anglais.

**LA BIÈRE DE MARS KRONENBOURG
EST DE RETOUR DANS LES CAFÉS.
C'EST UN AVANT-GOÛT DU PRINTEMPS.**



**LA PÉTILLANCE VIVE ET AMBRÉE
EN CUVÉE SPÉCIALE.**



92 D'ALCOOL. AYEZ SOIF DE MODÉRATION.

AMÉRIQUES

NICARAGUA : négociations et transition

Le gouvernement sandiniste proclame un cessez-le-feu

Le président Daniel Ortega a annoncé mercredi 28 février le rétablissement du cessez-le-feu suspendu depuis le 1^{er} novembre et a appelé la guérilla antisandiniste à déposer les armes. Cette décision a été bien accueillie par la future présidente, M^{me} Violeta Chamorro, qui prendra ses fonctions le 25 avril. « Les raisons qui ont provoqué la guerre civile ont disparu ; les insurgés doivent abandonner leurs armes et rentrer pacifiquement au Nicaragua avec leurs familles pour participer à la reconstruction du pays, a-t-elle déclaré. »

MANAGUA

de notre correspondant en Amérique centrale

Les quelque 10 000 « contras » installés avec leurs familles dans des camps au Honduras, près de la frontière nicaraguayenne, ont accueilli par des manifestations de joie la victoire de l'Union nationale d'opposition (UNO) à l'élection de dimanche. Pourtant la médiation continue de régler à propos des intentions des anciens dirigeants sandinistes, que les rebelles soupçonnent de vouloir garder le pouvoir.

« Nous avons deux mois jusqu'à la prise de fonctions du nouveau gouvernement pour vérifier si les sandinistes vont respecter leurs promesses », a déclaré le chef d'état-major de la Contra, le commandant Franklin (Israel) Galeano, de son vrai nom, dans une déclaration faite au camp de Yamales au Honduras. « Dans le cas contraire, a-t-il ajouté, nous garderons nos armes. »

Les 2 000 à 4 000 rebelles sont à l'entrée du camp de Yamales, ont réduit très substantiellement leurs opérations militaires depuis le début du processus électoral.

d'autant plus que leur financement par les États-Unis est désormais limité à une aide humanitaire destinée à favoriser leur démobilisation, conformément au plan de paix pour l'Amérique centrale.

Parmi les principales garanties exigées par les « contras » pour un retour à la vie civile – la plupart sont de petits paysans – on note le démantèlement de la Sécurité de l'État et la dépolitisation de l'Armée populaire sandiniste. Le commandant Ortega et M^{me} Chamorro se sont engagés sous les deux ans cours de la campagne électorale à diminuer les effectifs pléthoriques de l'armée (au moins 70 000 hommes et autour de 250 000 en incluant la réserve et les miliciens, pour un pays d'à peine plus de 3 millions d'habitants).

La question de l'armée

Les négociations entamées lundi entre le gouvernement sortant et la nouvelle équipe ont porté exclusivement, pour l'instant, sur le problème de l'armée et du ministère de l'Intérieur dont les sandinistes cherchent à garder le contrôle. De source sandiniste, on affirme que l'actuel ministre de la Défense, le général Humberto Ortega, frère du président de la République, quitterait le gouvernement, où il serait remplacé par un civil désigné par M^{me} Chamorro. Le 15 avril, il conserverait néanmoins de très hautes fonctions, puisqu'il serait nommé chef de l'armée et aurait sous ses ordres un état-major essentiellement composé de militaires sandinistes actuellement en place.

Pour faire accepter cette audacieuse proposition au futur gouvernement, les sandinistes seraient disposés à changer le nom de l'institution militaire, qui pourrait désormais s'appeler Armée nationale au lieu de

Armée populaire sandiniste. De plus, pour modifier – très légèrement – le dosage politique du corps des officiers, quelques anciens commandants de la Contra pourraient être nommés à l'état-major et à différents postes de commandement. Les sandinistes sont cependant tout à fait opposés à l'intégration massive des rebelles dans la nouvelle armée.

Selon M. Alfredo Cesar, qui pourrait être le ministre de la Défense dans le prochain gouvernement, « il est hors de question que le général Ortega soit désigné à la tête de l'armée ». Il reconnaît que les sandinistes doivent être associés au processus d'épuration de l'armée : « Les sandinistes pourraient reverser certains de leurs officiers aux politiques à des fonctions de cadres au sein de leur parti. Par ailleurs, nous allons offrir des garanties aux militaires professionnels pour leur plan de carrière. »

M. Cesar affirme que « l'abolition de l'armée est un objectif à long terme ». La Sécurité de l'État, qui dépend du ministère de l'Intérieur, sera en revanche démantelée très vite du fait de sa très mauvaise réputation auprès de la population. « Pour l'instant nous allons nous borner à réduire graduellement les effectifs des fonctions de cadres au sein de leur parti. Par ailleurs, nous allons offrir des garanties aux militaires professionnels pour leur plan de carrière. »

Pour diminuer les dépenses militaires, qui atteignent près de 30 % du budget de l'État, les nouvelles autorités veulent revendre les armes lourdes (artillerie, tanks, hélicoptères, etc.) à « ceux qui voudront bien nous les racheter ». M^{me} Chamorro a une question plus radicale : « Nous devrions jeter toutes ces armes dans les lacs et les volcans du Nicaragua pour nous en débarrasser une fois pour toutes. »

L'opposition est préoccupée par de nombreuses rumeurs sur des distributions d'armes au cours des derniers jours. « On

cherche visiblement à nous intimider », affirme un dirigeant de l'UNO qui, comme tous ses amis, n'ose pas sortir de chez lui pour assister dans la rue au jour d'avoir gagné les élections. Les turbes (groupes de gens des quartiers pauvres), utilisés lundi et mardi par le FSLN pour intimider les opposants, ne sont plus aussi bruyants dans la capitale, mais les gens continuent d'avoir peur.

L'UNO est également préoccupée par le retard du Conseil suprême électoral à fournir les résultats définitifs du scrutin. Les derniers chiffres portant sur 62 % des suffrages dépositaires pour l'élection présidentielle sont tombés lundi après-midi (55,2 % pour l'UNO et 40,8 % pour le FSLN, les huit autres candidats rassemblés à peine 4 % au total). Depuis c'est le silence. « Un silence inquiétant », selon le futur vice-président de la République, M. Virgilio Godoy, « en particulier en ce qui concerne les résultats des élections législatives ».

« Nous avons des informations, assure M. Godoy, selon lesquelles les fonctionnaires des neuf conseils électoraux régionaux auraient annulé un grand nombre de suffrages qui nous étaient favorables. Dans le seul cas du département de Managua, ces annulations porteraient sur 30 000 bulletins. » M. Godoy craint que les autorités ne cherchent ainsi à modifier les résultats pour empêcher l'UNO d'avoir une trop forte majorité à l'Assemblée nationale. Selon les dernières projections disponibles, l'opposition actuelle aurait obtenu 52 sièges sur 90. Le FSLN en aurait 37, le Parti social-chrétien seulement 1. Or il faut 54 députés (60 % du total) pour modifier la Constitution mise au point par les sandinistes en 1987 et combattue, à l'époque, par l'opposition.

BERTRAND DE LA GRANGE

HAÏTI

La coalition socialo-centriste demande la démission du général Avril

L'Alliance nationale pour la démocratie et le progrès (ANDP), coalition socialo-centriste modérée, a demandé mercredi 28 février la démission du général Prosper Avril, président du gouvernement militaire, et annoncé qu'elle ne participerait pas à des élections sous la direction de ce dernier. Dans une déclaration lue en créole et en français sur plusieurs radios de la capitale par l'un de ses dirigeants, M. Marc Bazin, l'ANDP a demandé au général Avril d'admettre qu'il se trouvait « dans une impasse » et que sa démission serait une « solution patriotique » conforme à « l'honneur de l'armée ».

Le responsable politique haïtien a proposé le remplacement du général Avril à la tête de l'État par le président de la Cour de cassation, M. Gilbert Austin, en expliquant que « le général Avril

n'avait ni l'intention ni les moyens de sortir le pays de la situation où il l'avait mis ». M. Bazin a également prédit le chaos économique en cas de maintien du général Avril au pouvoir et appelé à une grande manifestation contre la misère, la corruption et la répression sans toutefois en préciser la date.

Douze partis politiques – dont les principales formations de l'opposition – qui refusent de participer aux élections avec le régime militaire actuel ont déjà appelé le 19 janvier dernier à la démission du général Avril. Des élections locales et municipales avaient été prévues par le CEF le 29 avril prochain, des législatives à deux tours en juillet et août prochains et des présidentielles en octobre (deuxième tour éventuel en novembre). – (AFP)

COLOMBIE

Le trésor du « Mexicain »

Une fortune fabuleuse en or, diamants, émeraudes et dollars ayant appartenu au trafiquant de drogue colombien, Gonzalo Rodríguez Gacha, dit « Le Mexicain », a été découverte mercredi sous le lit d'un de ses employés dans un quartier pauvre de Bogotá, à l'indiqué la police locale.

Le trésor, évalué à 1,8 million de dollars (environ 10 millions de francs), se composait de dix-huit lingots d'or d'un kilo chacun, de quatre-vingt-treize plaques d'or massives, de cent barres de platine, de plaques d'argent de différents pays, de cent pièces de cent dollars australiens et de 220 000 dollars.

Le propriétaire du lit sous lequel était caché le trésor, Jaime Rodríguez, a déclaré ignorer la provenance de ce pécule.

« Le Mexicain », numéro deux du cartel de Medellín, a été tué le 15 décembre dernier dans la ville balnéaire de Tolu, sur la côte caribéenne, à 800 km au nord de Bogotá, lors d'un affrontement avec une patrouille des troupes de choc de la police. Les fortunes récupérées – 38 millions de dollars avaient déjà été découverts dans une de ses propriétés – ont été remises au Conseil national des stupéfiants, qui devra décider de leur utilisation. – (AFP)

PROCHE-ORIENT

La difficile succession du patriarche arménien de Jérusalem

Le successeur de Mgr Dérédrian, décédé le 1^{er} février, devra faire la preuve de sa capacité à défendre les intérêts de la communauté arménienne tout en maintenant le modus vivendi avec les autorités israéliennes

JÉRUSALEM

de notre correspondant

« Karabakh arménien. » Le drapeau a été hissé à la peinture noire sur les murs du couvent. C'est l'insurrection d'une actualité lointaine, quasi surréaliste, mais perçue comme toute proche, ici, au sud-ouest de la vieille ville, quelques centaines de mètres passe la porte de Jaffa.

Voilà plus d'un an que le quartier arménien vit au rythme des mauvais coups portés aux « frères » des républiques soviétiques. Ce fut d'abord le tremblement de terre puis les pogroms, et, aux frontières de l'enceinte de Nagorny-Karabakh, ce qui ressemblait fort à un début de conflit armé avec les Azerbaïdjanais. Une fois n'est pas coutume : M. Gorbatchev n'est pas en odeur de sainteté aux alentours de l'église Saint-Jacques, la cathédrale des Arméniens, dressée à l'entrée du couvent du même nom. Comme s'il fallait ajouter à ces sombres nouvelles, la mort du patriarche de l'Église arménienne de Terre sainte, Mgr Yéghiché Dérédrian, décédé le 1^{er} février dernier à l'âge de quatre-vingt-trois ans, à Jérusalem, est venue marquer la fin d'une époque : celle où la communauté était encore dirigée par des hommes nés en Arménie.

« Il était, dit un de ses collaborateurs, l'un des derniers ponts avec l'Arménie d'avant le génocide » – les massacres commis par les troupes turques, de 1915 à 1918, qui firent près d'un million et demi de morts. Originaire de Van, « il était le symbole d'une

génération qui avait encore de la terre d'Arménie aux pieds, il représentait la continuité historique – après lui, maintenant, c'est la génération des réfugiés, ceux qui sont nés en diaspora ».

Parmi les rescapés des massacres, certains avaient naturellement pris le chemin de Jérusalem où l'église arménienne était présente depuis le cinquième siècle. Convertis au christianisme en l'an 301, les Arméniens étaient des familiers du voyage en Terre sainte. Le couvent de Saint-Jacques avait abrité les pèlerins ; il fut le centre d'accueil de nombreux réfugiés des années 1915 et certaines de ces familles y sont encore. D'où ce mélange de laïcs et de religieux – quelque six cents personnes – installés dans ce quartier refuge, à la fois monastère et village. Coups, jardins et bâtiments représentent un sixième de la vieille ville intramuros. Après le quartier musulman, c'est l'ensemble le plus important et, derrière ses murs, l'un des plus harmonieux et des mieux préservés.

Outre la cathédrale Saint-Jacques, élevée à l'endroit où fut décapité celui qui fut le premier évêque de Jérusalem, le monastère comprend plusieurs institutions jouant un rôle important dans le maintien de la spécificité arménienne. Il y a l'imprimerie, qui fut, en 1833, la première jamais établie en Terre sainte ; la bibliothèque, don de Calouste Gulbenkian, abritant plus de soixante mille volumes, dont quatre mille manuscrits arméniens ; un musée où plusieurs salles sont consacrées aux massacres de 1915, une école, et surtout le

séminaire de théologie, qui a formé et forme toujours – une bonne partie du clergé aujourd'hui à la tête des différentes Églises de la diaspora. A quoi il faut ajouter un confortable ensemble foncier et immobilier hors la ville de Jérusalem, mais aussi à Bethléem et à Jaffa.

Une présence ininterrompue en Terre sainte

Avec quelque quatre mille représentants – trois mille à Jérusalem et en Cisjordanie, quelques centaines en Israël –, la communauté arménienne est relativement faible, victime, comme toutes les communautés chrétiennes d'Orient, d'un fort courant d'émigration. Elle est, en même temps, riche de toute la symbolique des lieux et l'héritage d'une présence ininterrompue de l'Église arménienne en Terre sainte depuis quinze cents ans. Compte tenu de la diversité des régimes qui se sont succédés à Jérusalem, la performance diplomatique est appréciable et enviable des autres Églises chrétiennes qui ne peuvent en dire autant. Ce héritage fait partie du patrimoine de la communauté et explique l'importance du patriarcat de Jérusalem, deuxième centre spirituel de l'Église arménienne après Echmiadzin, près d'Erivan, en Arménie soviétique, son siège son chef suprême, le catholique Vazken I^{er}.

Au-delà de raisons qui font que la succession de Mgr Dérédrian n'est pas une affaire simple. Il s'en faut. L'homme incarne, disent ses fidèles, le mélange de qualités requises pour défendre les intérêts d'une communauté dont l'histoire a, tragiquement, bien des points communs avec celle des juifs, mais qui, ces dernières années, s'est beaucoup rapprochée de la population palestinienne arabe. Un des derniers gestes de Mgr Dérédrian fut de signer, à Noël, avec les autres patriarches, un communiqué dénonçant la répression dans les territoires occupés.

La désignation d'un nouveau patriarche revient au collège des anciens du séminaire, la Fraternité de saint Jacques, qui

comprend, aujourd'hui, une trentaine d'archevêques, évêques et prêtres – dont quinze appartenant à la communauté de Jérusalem. En principe, la Fraternité doit se prononcer quarante jours après les obituaires, à moins qu'elle se désigne elle-même un patriarche intérimaire, ce qui lui laisse alors de plus amples délais. Tel a été son choix : Mgr Torkom Manougian, primat du diocèse arménien d'Amérique, a été désigné patriarche intérimaire le 9 février. Dans la bataille féroce qui se livre aujourd'hui – complexe jeu d'alliances à géométrie très variable –, c'est une position enviable, sans doute un avantage par les deux ou trois autres candidats. Mais l'intérimaire aura aussi une manière de mise à l'épreuve où sont testées les qualités du postulat.

On lui demande beaucoup. Aux termes du statut quo de 1952, répartissant les responsabilités et privilèges des différentes Églises, le patriarche arménien est l'un des trois grands gardiens des lieux saints de Jérusalem et Bethléem (avec les patriarches latin et grec orthodoxes). Il devra savoir préserver en l'état le patrimoine foncier de l'Église et protéger ce conservatoire vivant des traditions arméniennes qu'est le quartier du couvent de Saint-Jacques – mission politique à l'égard des pouvoirs séculiers et mission culturelle vis-à-vis de sa communauté.

L'affaire Adjéman

Celle-ci a le souci de ne pas voir se répéter un conflit comme celui qui agita en 1982. Un différend entre le patriarche et son adjoint, Mgr Chahé Adjéman, se termina par l'exclusion de ce dernier du couvent et de la Fraternité, et ouvrit plusieurs mois d'hostilités – coups et insultes – entre leurs partisans respectifs. Quelles que soient les vraies raisons de conflit, Mgr Adjéman avait acquis la réputation d'être « pro-islémite » et particulièrement souple, sinon lâche, en matière de transactions foncières. Les Israéliens prirent sa défense. A titre de pression pour obtenir

sa réintégration dans la Fraternité, ils refusèrent de prolonger le visa de séjour d'un autre évêque arménien venu d'Australie et qui entendait rester au couvent, le grand sacristain Karékine Kazandjian.

C'était une menace d'expulsion pure et simple à l'encontre de Mgr Kazandjian. C'était, surtout, la première intervention directe d'Israël dans les affaires d'une des Églises chrétiennes de Jérusalem, en violation de l'engagement pris en 1967, au moment de la réouverture de la ville, de respecter l'indépendance des cultes et le fameux statu quo de 1852.

Emotion sous les remparts de la vieille ville, et riposte immédiate de l'ensemble des Églises chrétiennes qui dirent aux autorités : « Si vous touchez aux Arméniens, nous ferons les lieux saints ». On était à la veille des fêtes de Noël. L'avertissement a porté : les Israéliens reviennent

sur la mesure d'expulsion et gardent longtemps un souvenir cuisant et catastrophique de l'événement.

Seulement, début février, Mgr Adjéman, le banni de la communauté, le « pro-islémite », a regagné ses appartements dans l'enceinte du couvent où il circule entouré de gardes du corps armés.

Nouvelle tentative d'agression ? Sans doute pas, disent les spécialistes de la chronique politique de la vieille ville, qui font remarquer que le prélat, toujours exclu de la Fraternité, n'est pas éligible à la tête du patriarcat. Le ministre israélien des affaires religieuses a d'ailleurs immédiatement entériné la nomination du patriarche intérimaire – en attendant, quelques semaines ou quelques mois, que la Fraternité se réunisse à nouveau et fasse un choix définitif.

ALAIN FRACHON

Le président du Liban critique violemment la France

Suite de la première page

« Vos mises en garde étaient une erreur, et vous avez assumé vos responsabilités », a ajouté le président libanais, en rapportant les propos qu'il a tenus, selon lui, à l'ambassadeur de France au Liban, M. René Ali, qu'il a rencontré mardi.

M. Hraoui avait évoqué à plusieurs reprises après son élection, le 24 novembre, l'éventualité d'une action militaire pour chasser le général Aoun du palais présidentiel de Baabda, dans la banlieue chrétienne de Beyrouth. La France et le Vatican avaient fait connaître leur opposition à une telle intervention qui, selon les milieux diplomatiques, aurait nécessité la participation de l'armée syrienne.

« Votre position, ainsi que celle du Vatican, est responsable de ce qui est arrivé dans les régions-est (chrétiennes) », a dit M. Hraoui. Mais il a affirmé que le Vatican est « attaché à l'unité du Liban », alors que, selon lui, la France ne défend que la communauté chrétienne.

« Si la France, a dit M. Hraoui, maintient sa position, la catastrophe se poursuivra, surtout pour les chrétiens qu'elle a essayé de défendre. Mais on ne défend pas le Liban en défendant une seule communauté ».

Il a reproché à la France d'avoir « manqué de franchise » et lui a demandé de se « prononcer en faveur de la légalité ». Il a salué la position des États-Unis, qui « appuient la légalité dans tout ce qu'elle entreprend pour régler la situation dans les régions chrétiennes et dans tout le Liban ».

Interrogé par ailleurs sur la médiation engagée par l'OLP dans le conflit interchrétien, M. Hraoui a répondu qu'il « déplorait profondément » que ceux qui ont été à l'origine de la catastrophe du pays interviennent aujourd'hui pour régler des affaires intérieures. Il a en outre accusé l'OLP d'avoir « appuyé financièrement » le général Aoun. (AFP)

SPORTS D'HIVER

L'enneigement des stations
hébergement, locations, crèches et hôtels
Service télématique du MONDE

36.15 Tapez LM

Code CORUS

صحنه من الاحل

RAJI

La socialo-centriste demande la démission du général Avril

Le parti socialo-centriste demande la démission du général Avril. Le parti socialo-centriste demande la démission du général Avril. Le parti socialo-centriste demande la démission du général Avril.

COLOMBIE

Le trésor du Mexicain

Le trésor du Mexicain. Le trésor du Mexicain. Le trésor du Mexicain. Le trésor du Mexicain. Le trésor du Mexicain.

de Jérusalem

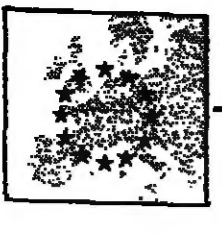
la capitale

la capitale. la capitale. la capitale. la capitale. la capitale.

Liban critique

la France

la France. la France. la France. la France. la France.



EUROPE 93

La CEE, une Communauté de droit

II. - L'éclosion d'un nouvel ordre juridique

Depuis 1952, les relations entre les institutions européennes, les États membres de la Communauté et les citoyens sont régies par le droit communautaire, sous la houlette de la Cour de justice des Communautés européennes, qui siège à Luxembourg. Une Cour qui traite d'affaires de plus en plus complexes (le Monde du 1^{er} mars).

LUXEMBOURG

de notre envoyée spéciale

M. Michel-Edouard Leclerc est un battant qui sait faire flèche de tout bois. Rien de l'arrête, pas même la loi. Mieux : à l'occasion, il a su faire en sorte qu'elle change. C'est à cause de l'arrêt Leclerc que l'administration française a été obligée d'abandonner sa législation sur les prix des carburants, disent aujourd'hui ceux qui considèrent le numéro un de la distribution comme le fer de lance en matière de recours au droit européen.

Janvier 1985 : le gouvernement annonce la libération des prix des produits pétroliers. « Bénévoles à l'égard des prix », se souvient Michel-Edouard Leclerc. La Cour en question est celle de Luxembourg. Le 29 janvier 1985, elle donnait raison aux Leclerc : en limitant les rabais sur les carburants, le gouvernement empêchait les distributeurs européens d'investir le marché français. Une entrave aux principes du Marché commun ! En statuant de la sorte, la Cour de justice des Communautés européennes (CJCE) obligeait le gouvernement français - ni pour la première fois - à changer de politique.

Comme dit un avocat, « les magistrats de Luxembourg ont un pouvoir énorme, celui de faire plier les États ».

Pour parvenir à leurs fins, les Leclerc n'avaient pas ménagé leur énergie. « On a demandé une certaine dose de folie aux juges de poser la question préjudicielle, c'est-à-dire de puis finalement celui du tribunal de grande instance de Toulouse l'a fait », raconte Michel-Edouard en évoquant cet exemple. Traduction : une certaine dose de folie Leclerc se sont tournés vers les tribunaux, dans l'espoir que les juges nationaux se tourneraient eux-mêmes vers leurs treize homologues de Luxembourg, en leur demandant leur avis - un avis contraignant -

sur la limitation des rabais. Cette procédure est appelée le « renvoi préjudiciel ».

Toute juridiction nationale peut ainsi soumettre à la Cour de Luxembourg des questions sur la manière d'interpréter telle ou telle disposition communautaire. La Cour joue alors le rôle de conseil juridique, et ses avis lient les parties concernées. Sur les 385 affaires introduites en 1989 à Luxembourg, plus de tiers (139) étaient des renvois préjudiciels, les autres étant des « recours directs », déposés par la Commission européenne (100), les États membres (19), des personnes physiques ou morales (86) ou des fonctionnaires européens (41) contre les États ou les institutions communautaires.

« Un effet de levier »

« La Cour a eu un formidable effet de levier pour nous comme nous qui n'avions pas à lever les obstacles du droit national », estime Michel-Edouard Leclerc. Autrement dit, et cette fois par le truchement d'un avocat, M. Laurent Cohen-Tanugi, « on fait appel au droit européen pour faire aboutir des problèmes qui n'auraient eue aucune chance d'aboutir en droit interne ».

Est-ce à dire que la loi nationale est sous l'influence d'un droit supranational ? Il est vrai que la loi française, comme la danoise ou la grecque, n'est plus la seule et unique norme à laquelle doit - ou peut - se référer le citoyen. La Communauté existe avant tout parce qu'elle est une communauté de droit : comment douze États, qui ont des principes communs, mais dont les intérêts divergent, dont les droits diffèrent, pourraient-ils adopter des politiques communes, des règlements applicables par chacune des administrations nationales, si un même droit ne s'imposait à chacun ? La Commission européenne n'a pas le pouvoir de faire respecter manu militari les décisions de la Communauté ; ni policiers ni agents dans les différentes administrations, pour imposer les milieux de règlements adoptés par les Douze. Et pourtant ces règlements s'appliquent au citoyen, grec comme au danois.

La superposition des deux ordres juridiques communautaire et national - ne peut se faire sans heurts : inévitablement, certaines règles nationales sont en contradiction avec les règles communautaires. En pareil cas, les magistrats de Luxembourg ont un pouvoir énorme, celui de faire plier les États ».

taire est l'un des deux piliers sur lesquels repose l'ordre juridique européen, l'autre étant ce que l'on appelle l'« applicabilité directe ».

Déjà débattus, la Cour de justice de Luxembourg dut trancher une question essentielle pour la Communauté : le droit communautaire s'applique-t-il uniquement aux États membres et aux institutions, ou les citoyens pouvaient-ils également le faire valoir ? Les États étaient farouchement opposés, pour les normes autres que les règlements, à l'« applicabilité directe », c'est-à-dire à une « ouverture » vers les particuliers. Mais, au début des années 60, la Cour vint une fois de plus à bout des « putches juridiques » : de manière aussi audacieuse que discrète, les juges de Luxembourg bâtirent une jurisprudence révolutionnaire.

A la base de cette jurisprudence, un arrêt fondamental : l'arrêt Van Gend et Loos (5 février 1963), du nom d'une entreprise de transport néerlandaise qui avait introduit une action en dommages devant un tribunal des Pays-Bas. Celui-ci saisit la Cour de Luxembourg en lui demandant si les dispositions du traité de Rome, qui, normalement, ne s'appliquent qu'aux États, pouvaient engendrer des droits pour les particuliers. Conclusion de la Cour : la Communauté est une « nouvelle ordre juridique » dont les sujets sont non seulement les États, mais également leurs ressortissants.

Moins de deux ans après avoir prononcé l'arrêt Van Gend et Loos, les juges de Luxembourg assèrent leur autorité avec un autre « classique », l'arrêt Costa (15 juillet 1964), qui, lui, consacrait la primauté du droit communautaire. A l'origine de cette affaire, un citoyen italien, M. Flaminio Costa, actionnaire de la société Edison Volta, qui se jouait les partisans de la production et de la distribution de l'électricité dans son pays. Ce Costa refusait de payer sa facture d'électricité - quelques centaines de lires - et argua du fait que cette nationalisation était contraire au traité de Rome. La Cour constitutionnelle italienne estimait, quant à elle, que le traité CEE avait été ratifié par une loi ordinaire et que, par conséquent, les lois postérieures devaient prévaloir sur les dispositions du traité.

Réaction des juges de Luxembourg ? 1) Les États membres ont transféré définitivement des droits souverains à une Communauté qu'ils ont créée, et ils ne peuvent ultérieurement se rétracter sur ce transfert ; 2) le droit communautaire a pour particularité de valoir uniformément dans l'ensemble de la Communauté ; impossible pour un État membre de revenir sur ce principe. Les fondements de cette jurisprudence ? Une anecdote les illustre parfaitement : un jour, à l'époque, M. Paul Reuter, l'un des rédacteurs du traité CEE, s'écria à l'occasion d'un colloque : « Aller à la Cour de justice, c'est aller à Waterloo ! » On entendait alors la voix d'un jeune avocat hollandais : « Mais, monsieur le professeur, Waterloo, c'était une victoire ! » (1).

M. Robert Lecourt, membre de la Cour à compter de 1962 et président de 1967 à 1976, se souvient, non sans émotion, de ses premières années à Luxembourg, comme d'une époque historique de la Communauté qui fut le véritable moment de sa naissance. « C'est une époque où l'on sentait que des arrêts fondamentaux

d'une jurisprudence sans laquelle aucun marché commun n'eût été réalisé, ni même concevable » (2). Le plus paradoxal, c'est, comme le souligne M. Pierre Pescatore, ancien membre de la Cour - on appelle membres de la Cour les juges et les avocats généraux - que « tout ce qui est fondamental dans la jurisprudence correspond à la crise la plus douloureuse de la crise la plus douloureuse de la crise la plus douloureuse... » (3) tout cela a été fait de 1962 à 1964 !

Pour M. Pescatore, un des « papes » du droit communautaire, trois « arrêts centraux » ont par là même renforcé les piliers de la Communauté : l'arrêt AETR (1974), l'arrêt Simmenthal (1978) et le célèbre arrêt Cassis de Dijon (1979). La jurisprudence de la CJCE se divise donc en trois phases : « putches juridiques » dans les années 60, consolidation de l'édifice dans les années 70, puis réglementation des rapports de forces entre les institutions dans les années 80. Et maintenant ? « Si le marché unique se met correctement en place, la Cour perdra sa fonction de gardienne des engagements, estime son président, le Danois Ole Due ; elle aura alors pour rôle d'interpréter des règles précises que l'on trouve dans les directives. Mais la nécessité de combler des lacunes ne disparaîtra pas. »

La fin des réticences

Combier des lacunes... C'est ce à quoi se sont toujours attachés les juges de Luxembourg, en allant sans cesse plus loin que ne l'aurait voulu les États. « L'Europe, c'est avant tout un droit », observe un spécialiste des affaires communautaires. Et ce droit, a priori, rien d'autre que des engagements s'obligeaient les États à le respecter.

Si, aux origines de la Communauté, les pays du Benelux ont fait preuve de bonne volonté, la RFA, l'Italie, et surtout la France, ont traité des pieds. La Cour constitutionnelle allemande n'a admis la primauté du droit communautaire qu'en 1974. Quant au Conseil d'Etat français, il a fallu attendre le 20 octobre dernier, avec l'arrêt Nicolo, pour qu'il s'incline en reconnaissant la primauté des lois sur les lois postérieures contraires ! Quelques voix se sont alors élevées pour dénoncer cette décision qui faisait « sauter le dernier verrou » de la souveraineté française. Mais l'époque des grandes querelles théologiques est révolue. Quelques voix se sont alors élevées pour dénoncer cette décision qui faisait « sauter le dernier verrou » de la souveraineté française. Mais l'époque des grandes querelles théologiques est révolue. Quelques voix se sont alors élevées pour dénoncer cette décision qui faisait « sauter le dernier verrou » de la souveraineté française. Mais l'époque des grandes querelles théologiques est révolue.

MARIE-PIERRE SUBTIL

(1) Anecdote relatée par M. Mertens de Wilmars, président de la CJCE de 1980 à 1984, dans un recueil publié par la Cour à l'occasion de son trentecinquième anniversaire, 35 Ans, 1952-1987.

(2) Ibid.

(3) Ibid.

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 29 juin 1988. (Prononcé : rejet le 19-8-89).

M. SILBERMANN Ferdinand, né le 21 août 1943 à THOREZ-LES-PINS (72), et demeurant à PARIS (20^e), 23, rue de Valenciennes ;

a été condamné à 1 AN d'emprisonnement avec Sursis et 5 000 F d'amende.

Pour : fraude fiscale et omission de passation d'écritures (délits commis courant 1978 à 1980).

La Cour a en outre ordonné, aux frais du condamné :

1^o La publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : le Journal officiel, le Monde et France-soir.

2^o L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 MOIS, dans les conditions fixées à l'article 1741 du Code général des impôts (Bulletin professionnel : SARL STAFF WORK SERVICE, 20, boulevard Poissonnière à PARIS 9^e) - Équidation des biens par jugement du Tribunal de commerce de Paris en date du 6 mars 1980 - Succursales ou magasins de vente : 68, rue Saint-Honoré à PARIS (1^{er}) et 3, cité Voltaire à PARIS (11^e).

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition. P/LE GREFFIER EN CHEF.

EN-JOSAS (78), où M. MON-MOUSSEAU exerce son activité.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition. P/LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 6 juin 1988.

M. ZEMOUR Julien, né le 15 août 1928 à SETIF (Algérie), fils d'Albert et de Louise BARECASSA, demeurant à NICE (06), 91, boulevard de la Madeline ;

a été condamné à 1 AN d'emprisonnement avec Sursis et 50 000 F d'amende.

Pour : complicité de construction frauduleuse à l'établissement ou au paiement de l'impôt, omission de déclaration.

La Cour a en outre ordonné, aux frais du condamné :

1^o La publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : le Journal officiel, le Figaro et le Monde.

2^o L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 MOIS, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de NICE (06) et sur la porte extérieure de l'immeuble où M. ZEMOUR Julien exerce son activité.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition. P/LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 13^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 13 octobre 1989.

M. AHMED Sayed, né le 11 août 1954 au CAIRE (Egypte), demeurant à ALFORTVILLE (94), 4, avenue Paul-Vaillant-Couturier ;

a été condamné à 2 ANS d'emprisonnement avec Sursis.

Pour : complicité de la nature, l'origine, la qualité d'une marchandise ; non-respect du délai de réflexion de l'acheteur dans une vente à domicile, défaut de conclusion de contrat en cas de vente à domicile et de vente à domicile.

La Cour a en outre ordonné, aux frais du condamné, la publication de cet arrêt, par extrait, dans les journaux : le Monde et le Figaro.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition. P/LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES DU GREFFE DE LA COUR D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 20^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 13 octobre 1989.

REDACTION ET SIEGE SOCIAL :

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Télécopieur : (1) 48-23-06-81

ADMINISTRATION :

11, RUE JEAN-MAZET, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-30-00

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Le Monde

Dirigé par le SARL Le Monde.

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile « Les Rédacteurs du Monde », des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M^{me} Geneviève Neuvo-Méry, M. André Fontaine, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Reconnu d'utilité publique par le décret du 10 mai 1944.

Imprimé de « Le Monde » à Paris, 10 rue de Valenciennes, 75013 Paris.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE ou 36-15 - Tapes LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONOPUB 266 136 F

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tapes LEMONDE

code d'accès ABO

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 280
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.
Régisseur C.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 45 63 12 62.

LUNDI 5 MARS

S. 3. - Bijoux, argenterie. - M^{me} BINOCHÉ GODEAU.
S. 5 et 6. - 14 h 15 COLLECTION D'UN AMATEUR. Estampes dont un recueil de 85 estampes par REMBRANDT. Tableaux modernes. Dessins et tableaux anciens. Souvenirs historiques. Décorations. Livres. Objets de vitrine. Bijoux. Art islamique. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M^{me} NERET-MINET, COUTAU-BEGARIE. M^{me} Rousseau, MM. Pacitti et de Louvencourt, Herdebaut et Lacroix, Duchiron, Déchaux et Siret, Aronche, Legall, Canard, Lefebvre, Dille.
S. 10. - Bon mobilier. - M^{me} LAURIN, GUILLLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 13. - Tableaux, bibelots, bon mobilier. - M^{me} BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.
S. 14. - Tableaux, céramiques, bijoux, argenterie, mobilier, tapis d'Orient. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIER.
S. 16. - Tableaux, bibelots, mobilier. ARCOLE (M^{me} OGER, DUMONT).

MARDI 6 MARS

S. 5 et 6. - 14 h 15 COLLECTION D'UN AMATEUR. Livres. Sculptures. Porcelaines. Objets d'art et de très bel aménagement. Divers. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M^{me} NERET-MINET, COUTAU-BEGARIE.

MERCREDI 7 MARS

S. 1 et 7. - Dessins, tableaux anciens, mobilier 18^e et 19^e. Tapis. - M^{me} BOISGIRARD.
S. 4. - 14 h 15 Art nouveau. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. et M^{me} Canard, experts.
Veuillez contacter François Tajan au (1) 42-61-80-07 poste 457.

S. 5 et 6. - 19 h Armes. 21 h Tableaux anciens et modernes, Extrême-Orient, meubles anciens. - M^{me} BINOCHÉ GODEAU.
S. 13. - Meubles et objets d'art. - M^{me} MILLON, JUTHEAU.

JEUDI 8 MARS

S. 1. - 21 h Art abstrait et contemporain. - M^{me} BRIEST.

VENDREDI 9 MARS

S. 1. - 14 h 30 Collection de dessins par Maurice de Vlaminck. - M^{me} BRIEST.
S. 4. - Tableaux, bibelots, meubles anciens et style. - M^{me} AUDAP, GODEAU, SOLANET.
S. 6. - 14 h 15 Art déco. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. et M^{me} Canard, experts.
Veuillez contacter François Tajan au (1) 42-61-80-07 poste 457.

S. 7. - Tableaux 19^e et modernes. - ARCOLE (M^{me} RENAUD).
S. 10. - Bon mobilier. - M^{me} LAURIN, GUILLLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 11. - Imageries religieuses et militaires. Lithographies, tableaux, argenterie moderne, objets d'art, meubles. - M^{me} LENORMAND, DAYEN.
S. 13. - Timbres, tableaux, objets de vitrine, mobilier. - M^{me} DAUSSY, de RICOLES, M. Robinson.
S. 14. - Tableaux, bibelots, mobilier. - M^{me} BOISGIRARD.
S. 16. - Tableaux, gravures, bijoux, argenterie, meubles, objets d'art, tapis, plans. - M^{me} DELORME.

ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGIRARD, 3, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
BRIEST, 24, avenue Matignon (75008), 42-68-11-30.
DAUSSY, de RICOLES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.
DELORME, 14, avenue de Messine (75008), 45-63-31-19.
GUILLLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 2, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LENORMAND, DAYEN, 12, rue Hippolyte-Lébas (75009), 42-81-50-91.
MILLON, JUTHEAU, 14, rue Drouot (75009), 47-70-00-45.
NERET-MINET, COUTAU-BEGARIE, 8, rue St-Martin (75002), 40-13-07-79.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-88-38.
RENAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.

HOTEL DES VENTES DE SCEAUX (93330)
38, rue du Dr-Poux. Tél. : 46-60-84-25

DIMANCHE 11 MARS à 14 h 30
IMPORTANTES TABLEAUX ANCIENS ET MODERNES, SCULPTURES
M^{me} SIBONI, Commissaire-priseur
M^{me} RYUX et Canard, experts.
Expositions publiques : le 10/3 de 11 h à 13 h, de 14 h à 18 h et le 11/3 de 11 h à 12 h

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE	
3 mois	<input type="checkbox"/>
6 mois	<input type="checkbox"/>
1 an	<input type="checkbox"/>

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
RENVOYER CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus.
SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse : les abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie. 011 MARDI

JUSTICE

Loi du silence, incrédulité et racontars

Une affaire d'inceste devant les assises du Gers
Trois naissances, deux avortements : pendant sept ans, Rachel n'avait pas osé parler

AUCH

de notre envoyé spécial

Il est des jours où la justice ne fait pas tout à fait la loi. On défend crânement leur modèle, celui des clans, du silence, du quart-monde psychologique et du droit de cuissage des ascendants sur les jeunes filles. Des jours comme ce mercredi 28 février, où le malentendu peut persister tout au long d'une audience parce qu'un avis s'oppose à une culture et que le silence, sans doute, n'est pas le même pour tous.

Et, à ce jeu, la justice peut se retrouver finalement seule au banc des accusés, bousculée, niée par une peur plus forte, comme durant cette première journée des assises du Gers. On jugeait Jean-Paul Bonnemazou, quarante-trois ans, pour près d'une dizaine d'années d'inceste, combien de viol, d'attouchements à la pudeur « avec violence ou contrainte » — et cinq procréations — sur la personne de sa fille Rachel, née d'un premier lit de sa mère et qu'il avait reconnue. A écouter l'acte de renvoi, cela paraissait chose relativement aisée, puisque ce père avait déjà été condamné à huit années d'emprisonnement, en 1988 à Tarbes, pour les mêmes motifs, et que la décision n'avait été cassée que pour vice de forme. La monstruosité de la situation sautait aux yeux. Rachel, aujourd'hui âgée de vingt-quatre ans était présente dans le prétoire, refusant le huis clos, décidée, avec l'aide de l'association Enfance et Partage, à reprendre l'horrible récit de son adolescence, non pour laisser plus longtemps son père en prison, mais pour l'exemple. Son corps même en racontait suffisamment, gonflé, déréglé, dégoûté.

Rachel, pourtant, ne parla pas. Son tour, comme celui de sa sœur Erika, qui avait dénoncé Jean-Paul Bonnemazou en 1986, comme celui de leur tante Josette, qui appuyait leurs accusations, ne viendrait que le lendemain. La cour d'assises resta confrontée au petit homme propre et intelligent du box, et ce ne fut pas une mince affaire. Du viol, de cette relation incestueuse d'un autre âge, il fut à peine question. Il n'y eut que le soupçon de principes qu'on le soupçonnait d'avoir transgressés, écartés, selon ses propres termes, des grossesses de sa dévergondée de fille.

Mais on égrenait beaucoup d'autres délits larvés, la faute des autres, l'habitude, la soumission des épouses, des mères à la violence du chef de famille, la non-assistance à personne en danger, les faux témoignages, la laxisme des services sociaux de la région de Lannemezan (Hautes-Pyrénées).

Rarement accusé fut aussi soutenu. Par ses collègues des P et T

de Saint-Gaudens, venus saluer le mérite et la compétence de l'un des leurs, père de six enfants, qui s'était élevé si difficilement dans l'échelle professionnelle. Par les voisins des deux villages successivement habités par la famille. Artigues (Hautes-Pyrénées) et Réjau (Gers), qui n'avaient jamais rien vu ni entendu. « De rien, de rien », dit même un maire. Un jour de 1983, au soir du 15 août, Rachel se précipita le visage et le corps en sang chez René Rousse, le retraité de la SNCF. Battue, comme Erika, pour un retard, après la sérénade de la fête locale. Le maire amnésique avait été alerté. Danielle, l'épouse de Jean-Paul Bonnemazou, le grand-mère paternelle, un oncle, s'étaient même retrouvés chez le vieil homme dans l'attente du médecin. Peut-être bien.

Encadrée à treize ans pour la première fois, Rachel avait bien été blessée par balles par son père. Un simple accident de tir, et par ricochet en plus. Et ainsi de suite, souvenirs perdus, vieilles vertus du chacun chez soi. Bien sûr, ils n'étaient pas là, les voisins et les maires. Ils avaient simplement entendu dire. « Mais, vous savez, monsieur le Président, s'il fallait écouter tous les racontars... »

Complot familial

Soutenu encore, Jean-Paul Bonnemazou, par les siens, les sœurs et les beaux-frères, des gens normaux avec travail, maison et bonne moralité. Même par sa belle-mère, Aline Courtade, qui habitait trop loin — 15 kilomètres — pour rendre visite à sa fille. D'ailleurs, elle ne lui parlait pas. D'ailleurs, elle ne s'intéressait pas. Elle mentit, comme les autres, et le président, M. Jean Brousse, dut lui rappeler avec une infinie patience qu'elle avait, auparavant, déclaré avoir eu connaissance des deux premières grossesses de Rachel. Ah oui ? répondit la belle-mère.

Elle n'en démentait plus, la vieille dame : il y avait complot au sein même de la famille, lâche-t-elle dans un lourd sous-entendu, et c'était bien pis qu'une audition en justice. La honte, la seule, c'était qu'on retenait Jean-Paul en prison et qu'on attendait quatre enfants manquant de père. Quatre ? s'inquiéta le président. Comme les autres, comme une tante, une infirmière, qui n'avait jamais trouvé à sa niche la taille arrondie, elle oubliait délibérément les deux filles, Rachel, reconnue, et Erika, l'aînée par le sang.

Complot, absolument ! L'accusé le détailla longuement, lui aussi inconsciemment avec les mots de Jacques Brel dans sa chanson *Chez ces gens-là*. « J'ai jamais tué de poules », hurla-t-il même, à propos de l'un des cent ragots dont il se

prétendait la victime. Tout venait de Josette, sa propre sœur, « fragile », et qui avait toujours cherché, « depuis l'adolescence », à le « détruire ». Josette qui, la première, avait laissé entendre qu'au temps des vaches maigres, à Bordeaux, le jeune Bonnemazou avait prostitué Danielle, l'épouse soumise. Qui savait l'enfant d'Evelyne, sœur de Danielle, né, en fait, de lui. « Elle préparait son coup depuis longtemps », répétait Jean Paul, et le président, le jury, le public, comprit que cette première journée resterait limitée à ces haïnes partagées et mystérieuses, à ces inextricables histoires de famille qu'on ne livre pas à la justice.

D'ailleurs Josette, « par qui le malheur était arrivé », était restée hors de la salle, avec Erika. C'était lui qu'on jugeait, eux dont on critiquait les si longues dérobades au devoir, mais c'étaient elles les exclues. Avec Rachel. Jeune femme brisée, violée une première fois, selon l'arrêt de renvoi, avant l'âge de treize ans, et que son père condamnait haut et fort à l'audience comme la pire des garces. La battait-il ? Il reconnut deux « déquillées », qu'en bon hôte homme il regrettait, mais c'était « peu pour cinq grossesses ». N'était-il pas terriblement jaloux ? Ne le tenait-il pas enfermé à la maison ? Il redoutait son libertinage, à elle. La preuve, toujours : ses cinq grossesses.

Les seules fautes que se reprochait cet employé modeste étaient l'abandon de ses études, puis d'une courte carrière dans l'armée, les difficultés matérielles auxquelles il avait soumis les siens par sa propre modestie sociale. Les Bonnemazou avaient vécu à neuf dans une seule pièce. Il avait dû passer concours sur concours pour qu'un peu d'aïsaïso survive. Pour le reste, il s'était toujours comporté « en homme », sévère mais juste. Il avait la main un peu leste, mais c'était dans son tempérament. Il buvait, parfois, par courtoisie, surtout parce que Rachel lui causait du souci.

Trois enfants abandonnés

Les experts ébréchaient cette trop bonne réputation, et cette certitude de soi. Son obsession à vouloir tout contrôler des faits et gestes de son entourage, sa constance sociale, sa manigance, ses « manifestations intensives de principes », masquaient « un dégoût de responsabilité ». Un psycho-rigide qui transférait sur l'extérieur. S'il violait, si sa relation à Rachel terrorisait son entourage, le culpabilisant lui-même sans doute, c'était la faute aux autres. A Rachel, qu'il battait. A sa femme, à Balthazar, l'ancien ami, qu'il

avait répudié pour sa liaison physique avec « la fille de la maison ».

Rachel, encore, sans doute. Un psychiatre avait eu à déceler dans ce dédale d'acrimonies sur fond sexuel « une pathologie familiale » et avait recommandé des expertises élargies au clan. Conseil demeuré sans suite. Il n'eut aucun avis, ce n'était pas son rôle, sur l'attitude des assistantes sociales qui accompagnaient l'adolescence de la jeune fille. M. Brousse s'en chargea avec courage. De 1979 à 1985, Rachel mit au monde trois enfants, abandonnés à la naissance, et subit deux interruptions volontaires de grossesse. La rumeur de la faute du père ne fit que s'amplifier au fil de ces années. Aucun rapport ne fut rédigé à l'intention de la DDAJ (Direction départementale des affaires sociales et de la santé).

Quelques doutes

Certaines assistantes sociales eurent bien quelques doutes. Comme M^{me} Ballard, la première à intervenir. Elle s'opposait même à ses collègues qui refusaient toute idée d'enquête. Rachel, à chaque retour à l'hôpital, avait une explication plausible, un fiancé, un père pour son enfant, et les structures sociales de sauvegarde se contentèrent de ces versions naïves. Malgré les blessures par fusil, les coups reçus et certifiés, les dénonciations d'un autre côté, dès 1979. L'inspecteur des P et T, le syndicaliste dévoué de la CGT, le petit employé obscur qui allait devenir contrôleur ne pouvait avoir failli.

Cette loi du silence, l'incrédulité générale, durèrent jusqu'en 1986. Erika avait alors dix-sept ans et demi. Rejetée par son père qui lui préférait Rachel, traumatisée depuis l'enfance pour avoir vu sa sœur passer entre les bras paternels sur l'autre couchette du lit superposé, elle s'était tue, comme les autres, rappelée à l'ordre, parfois, par des coups. Elle se parla, en fait, que lorsque, selon son témoignage, Jean-Paul Bonnemazou menaçait d'en faire aussi sa partenaire. Elle ne confia que ce fait précis, rien, d'abord, du sort de sa sœur, Josette, convoquée au lycée, confirma la menace. Pas l'enfer de Rachel. Le père rugit encore de son autorité, il protesta, finit par accepter l'idée d'un départ pour un foyer.

Hors d'atteinte, bientôt sauvée par sa majorité, Erika raconta enfin les particularités de la vie familiale depuis 1979. Josette confirma. Rachel commença son récit. Cette confession devrait marquer la seconde journée du procès. Et faute de preuves matérielles, face à cette auto-défense de meute, ce sera sa parole contre la leur.

PHILIPPE BOGGIO

SCIENCES

Un plan présenté par M. Hubert Curien

Le gouvernement veut favoriser les sciences de l'homme et de la société

M. Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, a défini, lors du conseil des ministres du mercredi 28 février, de nouvelles orientations visant à favoriser le développement des sciences de l'homme et de la société. Un effort de restructuration de la recherche sera engagé par le gouvernement pour valoriser l'apport de ces disciplines à l'analyse de nos sociétés et à la modernisation des entreprises.

Les sciences de l'homme et de la société seraient-elles à ce point malades pour que le gouvernement se penche à leur chevet ? Dans ce domaine, la France dispose pourtant d'un potentiel important de chercheurs : dix-huit mille environ (soit 12 % des scientifiques, toutes disciplines confondues), dont deux mille au Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et quinze mille enseignants-chercheurs dans les universités — le reste étant réparti entre divers ministères et associations. Et ce département, de l'économie à la philosophie, en passant par le droit, la sociologie, les sciences politiques, la linguistique ou l'archéologie, couvre au total treize sections du CNRS.

Mais, « paradoxalement, les sciences de l'homme et de la société sont parmi les moins utilisées par l'homme et par la société », constate M. Curien. Les équipes y sont très étiennées — (4,6 chercheurs en moyenne) — et, plus que toutes autres, ces disciplines souffrent du manque de dialogue entre chercheurs, entrepreneurs et décideurs.

Pour donner aux scientifiques la possibilité de « répondre pleinement aux défis lancés à la recherche dans ce domaine », et afin qu'ils puissent mieux contribuer « à la compréhension de notre vie quotidienne », plusieurs mesures gouvernementales ont été présentées :

— des « actions incitatives » seront lancées par des sujets nouveaux ; au total, 38,5 millions de francs y ont déjà été consacrés pour 1990 (15 millions en 1986), et ce budget sera augmenté en 1991 ;

— Afin de favoriser l'orientation des jeunes vers ces domaines de recherche, le ministre de l'Éduca-

tion nationale renforcera la création de nouveaux DEA (diplômes d'étude appliquée), plus généralistes. Le ministère de la recherche et de la technologie, de son côté, augmentera le nombre d'allocations de recherche : portées de 336 en 1988 à 484 en 1989, elles devraient être environ 650 en 1990.

— La restructuration d'unités associées au CNRS sera encouragée, pour privilégier les approches interdisciplinaires ;

— Pour favoriser le transfert des connaissances vers les entreprises et identifier des objets de recherches intéressant ces dernières, une association, l'ANVIE (1), sera créée à titre expérimental. Un bilan sera effectué dans deux ans pour déterminer sa structure définitive.

Axes prioritaires

Le ministère de la recherche a annoncé par ailleurs le lancement de projets ponctuels, portant sur quelques axes prioritaires. Ainsi, sur le thème de l'environnement, une action nationale « Écologie et sciences sociales » sera chargée de coordonner les approches des différentes disciplines et institutions. En ce qui concerne la drogue et la prévention du sida, une série d'études anthropologiques sera menée pour analyser localement les différents facteurs et leur environnement (insertion dans le système scolaire, professionnel, milieu urbain, etc.). Enfin, deux enquêtes seront lancées par l'Institut d'études démographiques (INED), à la demande conjointe du ministère de la recherche et de celui des affaires sociales. La première, « Enfants et familles de migrants », étudiera l'intégration scolaire des enfants. La seconde, baptisée « Insertion et mobilité sociale des populations d'origine étrangère », portera sur l'intégration des immigrés dans le marché du travail, en fonction des habitudes culturelles des individus et de leurs liens avec leur pays d'origine.

CATHERINE VINCENT

Lire page 24 l'entretien avec M. Hubert Curien sur la recherche en France

(1) ANVIE : Association nationale pour la valorisation interdisciplinaire de la recherche en sciences de l'homme et de la société auprès des entreprises.

MÉDECINE

Le conflit sur la convention médicale

La Fédération des médecins de France en position d'arbitre

Après le rejet, mercredi 28 février, des dernières propositions de la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM) par la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF), l'éventualité d'une intervention directe du gouvernement est suspendue à la position qu'adoptera dimanche la Fédération des médecins de France (FMF). Si cette dernière n'approuve pas le schéma proposé par la CNAM, M. Claude Evin, ministre de la solidarité, est décidé à saisir du dossier dès lundi et à réunir syndicats et caisses d'assurance-maladie dans la perspective d'un texte de loi.

Au cours d'une conférence de presse, le docteur Jacques Beaupère, président de la CSMF, a indiqué, mercredi 28 février, que l'assemblée générale de son organisation a rejeté « à la quasi-unanimité » les dernières propositions de la CNAM (admission d'un millier de jeunes médecins chaque année dans le secteur à honoraires libres, dont l'accès ne serait plus autorisé pour les médecins appliquant les tarifs conventionnels).

Exxon proteste contre son inculpation. — Inculpée pour avoir pollué des centaines de kilomètres de rivage en Alaska en mars 1989, et ainsi menacée d'avoir à payer des centaines de millions de dollars d'amende, la société pétrolière Exxon se défend énergiquement. Elle rappelle que les opérations de nettoyage, qui seront poursuivies cette année dès le printemps, lui ont déjà coûté 2 milliards de dollars l'an dernier, qu'elle a indemnisé treize mille pêcheurs locaux et autres plaignants au prix de 180 millions de dollars, et qu'elle ne voit pas pourquoi elle serait en outre condamnée à une amende.

Alors que, la veille, la CNAM avait simplement réitéré son offre de compromis, M. Beaupère a curieusement relevé des « ouvertures » dans l'attitude de l'assurance-maladie, sur lesquelles il s'est appuyé pour réclamer la poursuite des négociations.

Les partenaires conventionnels s'étaient pourtant mis d'accord pour parvenir à un texte avant le 1^{er} mars. Le président de la CSMF n'en a pas moins réclamé une revalorisation des honoraires (la consultation du généraliste devrait, selon lui, rapidement passer de 85 à 100 F) et la création d'un secteur « promotionnel » parmi les médecins qui appliquent strictement les tarifs de la Sécurité sociale. Ce préalable doit, estime le syndicat, permettre de traiter plus facilement le problème du secteur 2 (honoraires libres).

Les déclarations du docteur Beaupère ont été fort mal accueillies à la CNAM. Selon des sources concordantes, le président de la CSMF s'était en effet engagé à donner une réponse positive aux ultimes propositions de la CNAM.

Au ministère, on indiquait jeudi matin qu'il était hors de question de donner un nouveau délai aux négociateurs, dont les discussions ont débuté en avril 1989. M. Evin attend de connaître l'issue de la réunion, dimanche, de l'assemblée générale de la FMF avant de se saisir du dossier. Or, s'il n'est guère séduit par le schéma mis en avant par la CNAM (qui aboutit à introduire une discrimination entre praticiens en fonction de leur date d'installation), le gouvernement préférerait malgré tout qu'il soit avalisé par la FMF. Il est vrai qu'une intervention directe (qui nécessiterait le vote d'une loi afin de remédier à l'impuissance des partenaires sociaux) comporte quelques risques politiques.

JEAN-MICHEL NORMAND

FAITS DIVERS

Saisie record aux Pays-Bas

Trois tonnes de cocaïne découvertes dans un entrepôt près d'Amsterdam

AMSTERDAM

de notre correspondant

Quatre jours après la découverte de 45 tonnes de haschisch dans la région d'Amsterdam, (Le Monde du 27 février) les policiers néerlandais ont procédé, le mercredi 28 février, à une nouvelle saisie record de drogue. Quelque trois tonnes de cocaïne ont été mises à jour dans un hangar du port d'IJmuiden, à l'ouest d'Amsterdam.

La « poudre blanche » était dissimulée dans 115 fûts dont l'étiquette indiquait qu'ils contenaient de la pulpe concentrée de fruit de la passion. En réalité, celle-ci n'était qu'une garniture : en la renversant, les policiers ont trouvé les conteneurs métalliques dans lesquels la drogue était cachée, soigneusement emballée, à raison de trente kilos environ par fût.

Qualifiée de « gigantesque », cette saisie de cocaïne est sans précédent en Europe occidentale. Le record était, jusqu'à présent, détenu par les policiers espagnols avec la prise d'une tonne au début de l'an dernier. La quantité de cocaïne découverte à IJmuiden équivaut à quelques kilos près, à la totalité des saisies opérées aux Pays-Bas... de 1983 à 1989 inclus.

Elle confirme la tendance à la hausse du trafic constatée au cours des trois dernières années avec un volume de cocaïne confisquée en progression constante : respectivement 406 kilos, 517 kilos et 1350 kilos.

La valeur marchande des trois tonnes de drogue saisies mercredi est, en pratique, incalculable, le nombre de doses étant variable et leur prix dépendant à la fois du mode et du lieu d'écoulement. Mais une estimation d'un milliard de francs est un minimum.

C'est en tout cas une coquette fortune qui a été ainsi soustraite aux trafiquants sur la piste desquels la police de Haarlem avait été mise par un renseignement, au mois de janvier. Ayant placé l'entrepôt suspect sous haute surveillance, les enquêteurs ont remarqué, mardi soir, un regain d'activité. La marchandise venait d'être livrée. Sa provenance est officiellement inconnue, mais parmi les huit personnes arrêtées, mercredi, en flagrant délit d'emballage de la cocaïne dans des boîtes en carton, quatre sont de nationalité colombienne, une espagnole les trois autres néerlandaises.

En procédant à quatre jours d'intervalle à deux coups de filet

d'une ampleur exceptionnelle, les policiers néerlandais ont incontestablement fait preuve d'efficacité. Mais, toute médaille a son revers : si elles représentent deux opérations « énormes », la saisie des 45 tonnes de haschisch et celle des trois tonnes de cocaïne confirment la place de choix qu'occupent les Pays-Bas dans le dispositif des trafiquants.

CHRISTIAN CHARTIER

ENVIRONNEMENT

□ L'incendie de la décharge de papiers au Canada était éteint. — Le gigantesque incendie de pneumatiques, qui ravageait depuis dix-sept jours un dépôt canadien, a fini par être maîtrisé, puis noyé par les pompiers locaux, assistés d'une flottille de canadiens bombardiers d'eau.

Les centaines d'habitants de la localité voisine d'Agassville (Ontario), qui avaient dû être évacués, vont pouvoir regagner leurs demeures. Quatorze millions de vieux pneus sont partis en fumée. — (Reuter.)

A Nancy
L'arsenal du retraité

Les policiers de Nancy ont saisi, mercredi 28 février, au domicile d'un retraité nancéien, collectionneur d'armes, un véritable arsenal. Dans cet appartement, situé au centre ville, les policiers, aidés par des artificiers, ont en effet découvert plusieurs tonnes d'obus, de grenades, quelques mines et même une bombe au phosphore, le tout datant, pour l'essentiel, de la seconde guerre mondiale, sans parler de quelque cent cinquante fusils.

Le retraité, un ancien dentiste, désarmait lui-même la plupart de ces projectiles, mais pas tous, et procédait à ces opérations dans son appartement. Parmi les tonnes — une douzaine environ — de munitions retrouvées, soit dans la cave, soit dans les pièces mêmes de l'habitation, certains obus ou mines non démantelés auraient pu, en cas d'explosion, provoquer des destructions considérables dans le voisinage.

L'ancien chirurgien-dentiste, homme « charmant, très poli, mais incertain », selon les enquêteurs, a été inculpé de détention d'armes de première catégorie et laissé en liberté. Son identité n'a pas été révélée.

صلى الله عليه وسلم

SOCIÉTÉ

La tempête en Europe

Inondations sur les côtes de la Manche et de la mer du Nord

La tempête, ininterrompue depuis le 25 février, a encore soufflé pendant toute la nuit du 28 février au 1^{er} mars. En France, quatre morts de plus sont à déplorer : en Grande-Bretagne, un ; au Danemark, deux ; en Italie, un ; en Grèce, trois ; en Autriche, un ; en Belgique quatre. Le plus inquiétant est, à chaque marée haute, le débordement de la mer sur les zones basses. La violence du vent devait s'atténuer — sauf celle du mistral et de la tramontane — au cours de la journée du 1^{er} mars. Dans le même temps, la température devait baisser jusqu'à retrouver ses valeurs normales pour la saison.

La tempête a fait de nouvelles victimes au cours de la journée du 28 février. En France, deux sapeurs-pompiers, MM. Jean-Claude Lecaun et Pascal Rocher, ont été tués et trois autres blessés par la chute d'un arbre sur leur véhicule : ils tentaient de dégager, près de Blangy-sur-Bresle (Seine-Maritime), la nationale 28 obstruée par des arbres. Un homme a été enlevé par une vague alors qu'il se trouvait sur des rochers en bordure de mer. A Emmerin (Nord), M. Desruelle a été tué dans son jardin par la chute d'une charpente. Enfin, le corps d'un vétéran allemand a été retrouvé flottant sur le Rhin près de la rive française.

Plusieurs autres personnes ont été blessées dans le Nord et dans le Pas-de-Calais. Près de Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie), un homme a été tué et deux autres blessés : ils ont été électrocutés accidentellement en réparant une cheminée endommagée la veille par la tempête.

Vagues énormes et vent violent

En Grande-Bretagne, une automobile a été tuée et son fils blessé par la chute d'un arbre. Un train a déraillé après avoir heurté un arbre tombé sur la voie : six blessés légers.

Sur tout le littoral du nord-ouest de l'Europe la tempête a provoqué l'inondation des zones côtières basses, inondation qui se répète à chaque marée haute. Le très haut niveau de la mer, les vagues énormes et le vent très violent conjuguèrent leurs effets pour saper les cordons de dunes et les digues, ou tout simplement pour faire envahir les zones basses par la mer. Etretat et Fécamp en Seine-Maritime la côte picarde, notamment, ont ainsi été inondées à plusieurs reprises. La zone côtière est inondée entre Le Touquet et Berck-Plage sur une largeur de 200 mètres.

Dans le nord-ouest du pays de Galles, les 2 000 habitants du port de Towyn, qui ont été évacués dans la soirée du 26 février, ne pourront probablement pas rentrer chez eux avant huit jours : après la rupture d'une digue, leurs maisons sont sous 1,5 mètre d'eau. La mer recouvre aussi des milliers d'hectares de terres jusqu'à 4 kilomètres de la côte.

Sur la côte ouest du Danemark, les digues ont été endommagées et plusieurs ports sont inondés. En Allemagne fédérale, à Hambourg où le quartier du port a été envahi par l'eau, tout le monde se souvient de la tempête de 1962, au cours de laquelle trois cents personnes avaient péri noyées. Les habitants du littoral de la mer du Nord et ceux des îles de Frise orientale sont sur le qui-vive.

Aux Pays-Bas, les digues, très surveillées, tiennent bon. Mais quelques agglomérations ont été évacuées. Pour la première fois, on a fermé les énormes portes installées sur les bras de l'Escaut et du Rhin.

Partout les dégâts matériels sont énormes. Dans le Pas-de-Calais, cent dix mille foyers étaient toujours privés d'électricité jeudi. Le trafic ferroviaire est très perturbé.

6 milliards de francs

Depuis le début de l'année, les assureurs français estiment que les tempêtes leur ont coûté 6 milliards de francs, ce qui entrainera une majoration de 10 points du rapport de 65 % habituel entre les sinistres et les primes. Mais pour que les assurances prennent en charge les dégâts, notamment ceux des inondations, il faut que le gouvernement reconnaisse par décret l'état de « catastrophe naturelle », ce que ne sont pas normalement les tempêtes.

La CEE va verser une nouvelle aide de 1,7 million d'euros (12 millions de francs) aux sept pays membres frappés par la tempête. Depuis le début de l'année, l'aide de la CEE est montée ainsi à 38 millions de francs.

Etretat mangée par la mer

LE HAVRE

de notre correspondant

« La dernière facétie d'Arsène Lupin ? Voir les galets. » Une plaisanterie qui faisait encore sourire, jeudi, à Etretat, malgré l'inquiétude éprouvée par les habitants à quelques heures d'une nouvelle marée haute redoublée avec son fort coefficient et des pointes de vent de 140 km/h.

Les galets qui protégeaient naguère la station balnéaire de l'invasion des flots ont disparu. Une part infime en jonche les rues en bordure de la plage. Mais des centaines de tonnes de cailloux grises, arrondies à force de rouler sous les vagues, au pied des falaises, ont pris la mer, s'éloignant du rivage, pour remonter de quelques centaines de mètres, vers la porte d'Amont. Celle-ci, à la façon d'un verrou, leur interdit de subir plus au-delà la force de la houle, en fuyant vers le nord, vers l'estuaire de la Somme. Ils reviennent peut-être dans un mois ou deux... Attirés par d'autres forces sous-marines, ils reconstruisent alors l'épais talus pierreux de protection, de quelques 4 mètres de haut sur plusieurs dizaines de profondeur, qui empêche les vagues de se briser contre la digue et de franchir ainsi les murs de protection ou de les contourner.

On sait aussi qu'ils reviennent moins nombreux, comme chaque fois que le phénomène se produit. Et ce sont autant de défenses qu'Etretat perd, face à la mer, et devra combler.

Ainsi, depuis le 26 février, la moitié d'Etretat vit calfeutrée, barricadée contre les eaux qui menacent toujours de franchir la digue de la promenade, à l'étale

de pleine mer. Des sacs-poubelle remplis de sable, des panneaux de bois hâtivement fixés au pied des portes ou contre les fenêtres, tous les moyens de fortune paraissent bons pour tenter de canaliser les flots, au cas où...

Le phénomène a connu une ampleur particulièrement inquiétante. Pourtant prévisible, admet M. Prouvost, ingénieur à la direction départementale de l'équipement, chargé du secteur maritime. « Depuis l'inondation du 12 février, on pouvait penser que la mer franchirait à nouveau la digue. Lundi, il y avait des vagues de 5 à 6 mètres et des vents de 75 kilomètres à l'heure... Rien d'exceptionnel pour Etretat. Mais avec l'érosion de la côte et un niveau de galets aussi bas, on pouvait tout craindre. Il faudra reconstruire, mais différemment, repenser le front de mer, pour empêcher que ça se reproduise. »

Des aménagements nouveaux, M. Henri Dupain, maire de la commune, les évalue à quelque 10 millions de francs « pour que les gens vivent dans un environnement tranquille ». Selon les premières estimations, les dégâts causés à la ville et aux particuliers seraient de 6 à 7 millions de francs. C'est ce chiffre qui a été avancé, mercredi 28 février, devant M. Guyollet, préfet de région venu sur place. Celui-ci a annoncé qu'il transmettrait à la commission interministérielle, réunie le 8 mars, la demande de reconnaissance de catastrophe naturelle.

Malheureusement, la haute mer de la nuit du 28 février au 1^{er} mars a de nouveau débordé vers le fond de la vallée : toute la ville basse (plusieurs centaines de maisons) a été

inondée sur 800 à 1 000 mètres à partir du littoral. Le montant des dégâts devra donc être fortement majoré.

Touristes fidèles au poste

En attendant, le tourisme d'hiver fonctionne bien, comme chaque année à pareille époque lorsque les Parisiens sont en vacances. Tous les hôtels — ou presque — affichent complet, et le romantisme des flots déchaînés et des gribes d'embarcadere recouvre le casino fait toujours recette. D'autres touristes, qui n'avaient pas réservé, sont arrivés. Curieux de voir les blessures des précédentes tempêtes, quelques rues au macadam crevassé, les débris des cabanons — ces barques recouvertes d'un toit de chaume sous lequel se vendent les souvenirs de l'été, — attentifs aux prévisions sur le temps et sur la force de la mer des quelques Etretatins qui restent à dans les pécheurs, bien protégés dans leurs cités.

Les apprennent ainsi pêle-mêle que le flot est entré comme un torrent dans la salle du restaurant Nordit, avant de ressortir par la cuisine ; que Le Tricornet, où « Maurice Bonnet avait tourné une scène du film Les Galets d'Etretat », a ses cuisines, installées dans une cave, complètement noyées ; que déjà en 1984 « on avait eu très peur, mais qu'en 1928 la mer était entrée à 2 kilomètres à l'intérieur de la vallée ».

Il n'y a que quelques enfants pour s'amuser, quand la mer se retire, sur une plage, hier de galets, devenue aujourd'hui de sable fin.

PATRICK PESLIER

Six mille arbres abattus ou cassés à Paris

Près de six mille arbres ont été arrachés, fendus ou cassés à Paris, depuis le début de l'année. Les bois de Vincennes et de Boulogne sont les plus atteints mais les arbres d'alignement, bien que protégés par les trépanets, ont aussi beaucoup souffert dans certaines avenues, l'avenue Foch notamment.

Deux cent vingt bûcherons de la ville de Paris, aidés par douze entreprises privées, ont commencé à parer au plus pressé : évacuer les arbres tombés, scier les branches restées en suspens.

« L'ampleur des dégâts causés depuis le 3 février est sans égale depuis trente-six ans », estime M. Jacques Nabout, adjoint au maire de Paris, chargé des espaces verts. La remise en état coûtera près de 12 millions de francs.

Nouvelles aides aux pêcheurs sinistrés

Le ministre de la mer, M. Jacques Mellick, a pris une série de nouvelles mesures pour aider les pêcheurs dont les activités ont été très fortement perturbées par les intempéries depuis trois mois.

Les préfets des départements côtiers ont mis en place un dispositif d'urgence. Ces mesures permettront d'aider, dans l'immédiat, à surmonter les situations les plus difficiles.

En outre, dans les situations les plus graves, il sera également demandé aux services des affaires maritimes de recenser les cas exigeant une intervention immédiate sous la forme de versement de secours d'urgence. Ces mesures permettront d'aider, dans l'immédiat, à surmonter les situations les plus difficiles.

« A cet effet, il sera demandé au Crédit maritime d'accorder, dans le cadre de la réglementation existante et après examen des dossiers individuels, les reports d'échéance des prêts d'équipement souscrits par les pêcheurs. »

Il y a les pertes des professionnels des sports d'hiver. — La Fédération française de l'industrie du sport et des loisirs (FFIAS) et la Fédération nationale du commerce des articles de sports et de loisirs (FNCSAL) estiment que le manque de neige constaté depuis le début de la saison a fait perdre 40 % du chiffre d'affaires de leurs entreprises. Ils demandent que, pour éviter des déboires de bilan, les pouvoirs publics acceptent des reports de paiement des charges sociales et fiscales, la mise en place d'un système de chômage partiel dans les départements de montagne, un réajustement des emprunts et l'octroi de prêts à taux bonifiés.

DÉFENSE

Nominations militaires

- L'amiral Tripiet, préfet maritime de Toulon
- L'amiral Merlo, commandant l'escadre de Méditerranée

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mercredi 28 février a approuvé les promotions et nominations suivantes (nos dernières éditions du 1^{er} mars) :

● MARINE. — Sont nommés : préfet maritime de Toulon et commandant en chef pour la Méditerranée, le vice-amiral Michel Tripiet, en remplacement du vice-amiral d'escadre Alain Duthoit, qui atteint la limite d'âge de son rang le 20 mars ; commandant l'escadre de la Méditerranée, le contre-amiral Marc Merlo, en remplacement du vice-amiral Tripiet.

(Né le 5 février 1934 à Riga (Lettonie) et ancien élève de Navale, Michel Tripiet a notamment commandé l'escouteur rapide l'Albatros (1971), la corvette Anotit (1977), puis le porte-avions Clemenceau (1982). En 1984, il est adjoint au chef du cabinet militaire de Charles Hernu, alors ministre de la défense. Promu contre-amiral en 1986, Michel Tripiet devient sous-chef d'état-major « plans » à l'état-major de la marine. Promu vice-amiral en 1988, il était, depuis novem-

bre de cette même année, commandant l'escadre de la Méditerranée à Toulon.

(Né le 8 septembre 1935 à Hanoï, (Indochine) et ancien élève de Navale, Marc Merlo est un spécialiste des sous-marins. Il a notamment commandé le sous-marin de chasse classique Doris (1965), le sous-marin nucléaire lance-missiles l'Indomptable (1978), puis la corvette de lutte anti-sous-marin Jean-de-Vienne (1985), avant de devenir, en 1986, adjoint au chef du cabinet militaire de M. André Giscard, alors ministre de la défense. En 1987, le contre-amiral Merlo devient chef de la division « forces nucléaires » à l'état-major des armées.)

Sont promus : vice-amiral, le contre-amiral Philippe Saint-Claire Deville ; contre-amiral, les capitaines de vaisseau François Laffargue et Christian Rouyer.

● TERRE. — Sont promus général de brigade, les colonels Yves Crene, Jacques Baton et Pierre Forterre.

Est nommé directeur du commandement de l'armée de terre de la IV^e Région militaire, le commissaire général de brigade Jean Laurent.

● AIR. — Sont promus : général de division aérienne, les généraux de brigade aérienne Georges Mercier et Claude Gautier ; général de brigade aérienne, le colonel Claude Chretien.

Sont nommés : chef de la division « forces nucléaires » à l'état-major des armées, le général de brigade aérienne Jean Rannou ; directeur de la circulation aérienne militaire et vice-président du Conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aérienne, le général de brigade aérienne Yvon Guysard.

● SERVICE DE SANTÉ. — Est promu pharmacien chimiste général, le pharmacien chimiste chef Jacques Saint-Blancard.

Est nommé inspecteur technique des réserves du service de santé des armées, le médecin général Pierre Rieuhaud.

● GENDARMERIE NATIONALE. — Sont promus : général de brigade, les colonels Yves André et Emile Le Steun.

SPORTS

FOOTBALL : l'équipe de France bat la RFA (2-1)

La nouvelle donne des Bleus

L'équipe de France de football a dominé celle de RFA (2-1) en match amical, mercredi 28 février à Montpellier. Cette victoire face à l'une des meilleures formations du monde a permis d'évaluer véritablement les possibilités de l'équipe sélectionnée par Michel Platini.

MONTPELLIER de notre envoyé spécial

Michel Platini a tenu parole. « Ma véritable équipe, nous la verrons à l'œuvre contre la RFA », avait-il cessé de promettre en janvier, lors de la tournée au Koweït de sa sélection. Il ne s'était pas trompé : l'équipe de France de football qui a battu son homologue allemande (2-1) en match amical, mercredi 28 février à Montpellier, devant trente mille spectateurs, s'est par la même occasion révélée sous son vrai visage, avec ses défauts et ses qualités, son potentiel et ses limites.

La victoire aidant — surtout face à un adversaire qui figure parmi les favoris de la prochaine Coupe du monde, — la petite histoire revient essentiellement les points positifs : une bonne volonté de tous les instants, une indéniable rage de vaincre, l'opportunité d'un avant-centre, le Marseillais Jean-Pierre Papin, auteur du premier but (tir sous la barre à la quarante-deuxième minute de jeu), le talent de Bruno Martini à son poste de gardien, ou bien encore la rapidité et le coup d'œil de l'Auxerrois Pascal Vahirua, dont le centre fort bien ajusté permit à Eric Cantona d'inscrire de la tête le but victorieux à huit minutes de la fin de la partie.

Pourtant, en dépit d'un score qui pourrait paraître flatter tant les Allemands, même à court de condition physique, ont dominé la seconde période, l'équipe de France peut difficilement être exemptée de tout reproche : le manque de créativité au milieu de terrain, la déséquilibrante nonchalance de Laurent Blanc, l'inquiétante fébrilité de la charnière centrale composée du Toulonnais Bernard Canou et de l'Auxerrois Basile Boli (le Marseillais Franck Sauvée,

titulaire au poste de libero, était blessé), la passivité des défenseurs sur le but de la tête de Andreas Möller en première période (36'). Plus grave encore : l'incapacité de suivre les consignes tactiques de Michel Platini, qui a passé une bonne partie de la seconde mi-temps debout devant son banc de touche à hurler des instructions que ses joueurs comprenaient à contre-sens !

La véritable équipe de France, celle de Platini version sélectionneur, est pourtant bien celle-là, courageuse mais limitée, qui, à force de volonté et pugnacité, est parfois capable de parvenir à ses fins. Reste à savoir si elle pourra réussir plusieurs fois de suite de telles performances ou si elle devra se contenter d'exploits clairsemés.

Michel Platini sera vite fixé à ce sujet. Après avoir rencontré la Hongrie à Budapest, fin mars, et suivi la Coupe du monde, à distance en Italie ses joueurs entameront à partir de septembre les matches de qualification pour le championnat d'Europe des nations 1992 en Suède. Au programme : des rencontres face à l'Islande, l'Albanie, la Tchécoslovaquie et, surtout, l'Espagne. Une seule équipe sera qualifiée dans ce groupe. Les Espagnols sont largement favoris. Français et Tchécoslovaques se disputent le rôle du prétendant ambitieux.

Avant ces éliminatoires, le succès face aux Allemands, réputés supérieurs aux Espagnols et aux Tchéques, arrive à point nommé. L'objectif de ce match amical a été atteint : bien plus sérieuse que les matches « exotiques » disputés dans le Golfe contre une équipe de club (Al Quadisiya, 3-0), la sélection koweïtienne (1-0) et celle de RDA hors de forme (3-0), la rencontre de Montpellier face à un adversaire invaincu depuis vingt mois a permis aux Français de donner un aperçu de leurs possibilités.

Des joueurs plus physiques que techniques

« Il nous reste à travailler la technique à l'entraînement », répétait le sélectionneur à l'issue du match, comme pour promettre des

lendemain meilleurs du point de vue du spectacle. Cette fois, il devrait avoir du mal à tenir parole. A deux ou trois exceptions près (Eric Cannata, Pascal Vahirua, Jean-Marc Ferreri), l'équipe qu'il propose — sans doute est-ce la meilleure possible — est constituée de joueurs plus physiques que techniques. Or un joueur ne se méfame pas en technique haut de gamme simplement parce son sélectionneur le désire.

Cette équipe ne sera jamais une formation d'artistes. Il est d'ailleurs symptomatique que le seul pourvoyeur de ballons d'attaque de cette sélection, dépourvu de meneur de jeu, soit le Bordelais Bernard Pardo, un milieu de terrain spécialisé dans le secteur défensif. Michel Platini le sait, lui qui avoue en souriant : « Il est certain que nous ne pratiquons pas vraiment un jeu à la française... »

Son équipe est donc condamnée à évoluer dans un registre différent, celui du cœur et de la « gagne ». Et lui à tenter d'améliorer, par quelques retouches, le rendement collectif de l'ensemble, quitte à renier, à travers cette nouvelle donne, les conceptions du jeu de football qui étaient les siennes du temps où il était encore sur le terrain et perdait contre la RFA à Séville (demi-finale de la Coupe du monde 1982 en Espagne) et à Guadalajara (demi-finale 1986 au Mexique).

PHILIPPE BROUSSARD

Incidents entre supporters. — De multiples incidents se sont produits lors du match France-RFA entre de jeunes supporters allemands et des partisans du club local de Montpellier. Aux cris de « German hooligans ! » une centaine de visiteurs allemands ont chargé des Français rassemblés dans une tribune située derrière l'un des buts. Après des échanges de projectiles et de coups, lors de la mi-temps, les policiers sont intervenus pour expulser 150 visiteurs. Quelques échauffourées ont eu lieu sur les parkings situés autour du stade, obligeant les forces de l'ordre à utiliser des grenades lacrymogènes. Deux spectateurs et trois CRS ont été légèrement blessés au cours de cette soirée mouvementée.

THÉÂTRE

Le secret de Célimène

L'univers impitoyable de la Cour reconstitué pour « le Misanthrope »
par Dominique Pitoiset, à Dijon

Dominique Pitoiset a fait ses classes à l'école de Strasbourg, a travaillé à Villeneuve, Genève, Lausanne, Dijon. Dijon où il a formé sa compagnie et où, sous l'égide du centre dramatique de Bourgogne, il donne le *Misanthrope*, le quatrième de la saison, après ceux de Simon Ene, Jacques Weber et Nils Arentrop. Ce nouvel Alceste, interprété fort bien par Laurent Sandoz, a une rudesse payante. C'est un provincial bien dans sa peau et mal à l'aise dans les salons parisiens, dégoûté par ce monde auquel, de par ses activités littéraires, il appartient, mais fasciné par Célimène qui en symbolise la séduction.

Pas de modernisation, pas de reconstitution historique. L'histoire se passe au temps du Roi-Soleil, devant une tapisserie représentant des scènes de chasse-tentes corses, dessins stylisés — qui plaquent les personnages sur le devant de la scène. De ce fait, ils paraissent trop grands pour l'espace. Ils sont encombrants. Ils encombrant la vie et l'esprit d'Alceste. Ils sont mal déguisés autant que lui, mais d'une autre façon. Ils ont des comportements de parvenus qui croient avoir tout réglé en s'habillant chez Mugler et Gaultier.

C'était ça la façon d'être, sur le modèle de Versailles, tout au moins quand Molière écrit le *Misanthrope*. La cour n'était jamais qu'un ramassis de soudards, de hobereaux fauchés qui achevaient

de se ruiner dans l'espoir de rencontrer qui il faut, de frimeurs se donnant l'air de beaux esprits, et sans doute la proportion normale d'escrocs et de profiteurs. Une cour où maquillages, parfums, perruques dissimulaient à peine la saleté des corps, la brutalité des mœurs. C'est ce que suggère la mise en scène de Dominique Pitoiset, ce qu'il montre, sans insister, à travers des attitudes composées, des gestes incontrôlés, à travers la contradiction entre la muflerie de ces hommes et la précision de leur langage.

Quelques instants de réité

L'un des marquis offre à Célimène un oranger, et l'autre une dinde (vivante) dont le plumage noir et blanc redouble la robe de la belle. Oronte (Yves Reynaud) se conduit en goguet. Philinte (Jean-Marc Roulot) n'est pas le « raisonneur », porte-parole du bon sens, il est cynique. Ses liens avec Elante (Marie-Paule Sirvent) n'ont rien de platoniques. C'est en libertin, en frère aîné de Valmont, qu'il la pousse vers Alceste. Et l'attirance qu'elle éprouve pour ce misanthrope en pleine santé, tire vers le plaisir d'une expérience amusante à la Lady Chatterley, plus que vers un amour timide.

Dans le domaine de la muflerie, d'ailleurs, personne n'a rien à

envier à personne. Le texte de Molière n'est pas galant — les galanteries sont dites pour le vaniteux bonheur de se les entendre dire, — ni romantique. Le spectacle non plus. Sans parler d'Alceste (José Devro) pure garce, chez Alceste lui-même on peut difficilement parler de sentiments, uniquement d'un désir rageur de possession. Il veut coucher avec Célimène (Nadia Fabrizio), elle l'a fait marcher trop longtemps, mais il est trop macho pour essayer de comprendre ce qu'elle veut, ce qu'elle cherche.

Que cherche-t-elle ? Elle est le mystère du spectacle. A deux reprises, on la voit dans l'ombre, le visage caché sous un voile ou baissé, comme malade, prenant un gobelet des mains de son valet, buvant avant de repartir. De quelle drogue, de quel médicament a-t-elle besoin ? Elle semble persuadée de sa mort prochaine et pressée de vivre. Comme Molière. En quelques images belles et brèves, qui arrivent comme des instants de vérité, Dominique Pitoiset amène une poésie, une sorte de paix mélancolique.

COLETTE GOGARD
Jusqu'au 11 mars au Théâtre du Parvis-Saint-Jean, Dijon, 20 h 30, dimanche 16 h ; rattrapage lundi, Du 14 mars au 3 avril, tournée. Renseignements : Théâtre du Parvis-Saint-Jean, BP 1329, 21029 Dijon Cedex. Tél. : 80-30-43-58.

CINÉMA

Une esthétique en noir et blanc

« Erreur de jeunesse »
de Radovan Tadić
un singulier film d'auteur

Le film est en noir et blanc. Tantôt plus noir que blanc, tantôt plus blanc que noir. Et situé dans un Paris qui n'est peut-être pas Paris, même si les stations de métro sont des points de repère. Monde étrange, décalé, rêvé peut-être.

De cet univers esthétique, beau et froid, mais comme chargé de tension émotionnelle, surgissent des personnages touchés par le mal de vivre, pris dans la toile d'araignée d'une existence dirigée par les fantasmes, les obsessions. Une vieille demoiselle, Thérèse (Muriel), qui fut si bizarre chez Bachelard et pourrait être, maintenant, une créature d'une autre planète, à la diction chantante comme une mélodie indigène, donne des coups de téléphone de menaces dans les cabines publiques et lit à son chien les faits divers des journaux. Thérèse joue les justicières, pousse des gens à la mort pour assouvir quelque vieille haine sociale, à moins qu'elle ne soit une Parque impassible. Elle habite une chambre de bonne.

Au même étage, Antoine, ouvrier typographe (Francis Frappat), Pierre l'ainé et romantique tourmenté, comédien exceptionnel qui ne prend modèle sur personne) cultive, dans sa mansarde, une vocation de poète troublé par le corps, la démarche des femmes. Dans le miroir, Antoine rencontre une fille qui lit, comme lui, les poèmes de T.S. Eliot. Mais la création lui paraît impossible. Il se suicide, se rate.

Thérèse s'arrange pour qu'Antoine entre en relation avec une nouvelle locataire du couloir, Françoise, (Géraldine Danton, apparition blonde, fragile, au sourire perdu, à l'activité sexuelle débordante). L'échec et la mort rôdent. Il y a aussi des comparaisons avec cette jeune femme (Isabelle Weingarten) qui, venant d'essayer une veste dans une boutique, demande ses seins devant la vendeuse, vieille femme cadavérique, et lui demande de les toucher.

Des liens invisibles, des connexions inavouées soudent Thérèse, Antoine, Françoise et les autres. Les images ne font pas progresser un récit dramatique. Elles vont entraînant constamment de l'autre côté du miroir du réalisme et du rationnel, là où doit être la lumière intérieure qui pourrait éclairer, réchauffer les ombres. Sans étonner, à la fin, un adolescent femme les yeux pour voir au fond, tout au fond de ces âmes tremblantes qui viennent d'être absorbées par ce singulier film d'auteur.

JACQUES SICLIER

PHOTOGRAPHIE

Un monde sans hommes

Le Musée d'Orsay révèle l'univers familial, typiquement victorien, de lady Hawarden

Fille d'un amiral, et mère de dix enfants, lady Hawarden commence à photographier par goût de la nature en 1857. Ayant appris la technique dans les manuels, elle réalise d'abord des vues stéréoscopiques de sa maison et de sa propriété irlandaise, à Dundrum.

De retour à Londres, dans sa demeure à Princes Garden, elle entame une œuvre originale. Le salon du premier étage, réservé aux réceptions, est vidé de ses meubles, et aménagé en atelier. Là, elle pho-

Carroll. Perdue dans une sensibilité rêveuse, ces éphémères pubères ne pouvaient qu'enthousiasmer le père d'Alice. Celui-ci acquit cinq épreuves de lady Hawarden à une vente de charité, et lui présenta un de ses modèles fétiches, Irène Mac Donald, qu'il fit poser pieds nus, cheveux défaits, un miroir à la main, en robe de nuit de flanelle blanche.

Lady Hawarden mourut prématurément d'une pneumonie à l'âge de quarante-deux ans, le 19 janvier



Isabella Grace et Clementina Maudslayi, chez elles, à Londres

tographié avec fraîcheur et naturel tout ce qui dans leurs occupations quotidiennes. Cousant, lisant, posant en couple, Isabella, Grace, Clementina et les autres campent avec une candeur feinte des scènes intimes.

Les yeux baissés, elles se détournent le plus souvent de l'appareil et s'abîment avec une gravité pensive dans leur reflet renvoyé par une fenêtre ou un miroir. Cette ode à la féminité naissante est magnifiée par la vivacité de la lumière qui entre à flots par la baie. Ses trois filles aînées s'illustrèrent aussi dans des scènes de genre. Elles sont alors déguisées en déesses, en saintes extasiées ou même dans des scènes de la vie de Marie Stuart. L'académisme de ces compositions est à rapprocher des tableaux vivants de Cameron, inspirés des peintres préraphaélites anglais, qui, aussi, réalisés avec des membres de sa famille, mais caractérisés par l'usage audacieux du flou et du gros plan.

On conçoit que ces divertis-

1865. Elle n'aura photographié en tout que huit ans. Son œuvre resta dans l'ombre jusqu'à sa découverte par l'historien Helmut Gernsheim. La famille Hawarden avait fait don, en 1939, au Victoria and Albert Museum d'un lot de 775 épreuves, jusqu'à l'insouciance préservées dans ses albums.

Ces études photographiques, sans titre, aux tonalités chaudes, d'un brun vibrant, très représentatives de la société victorienne, sont d'une maîtrise technique parfaite. Réalisées sans subterfuge, elles diffèrent des œuvres de Rejlander, Price et Robinson, pionniers de l'art photographique en Angleterre, qui recouraient volontiers aux trucs et aux doubles expositions pour égaler la peinture.

PATRICK ROEGIERS
Un photographe victorien : Lady Hawarden (1822-1865). Musée d'Orsay, 1, rue de la Harpe, Paris-7^e, jusqu'au 29 avril. Catalogue conçu par Virginia Dodier, 40 F.

MUSIQUE

Colin Davis, maître berliozien

« La Damnation de Faust » à la Bastille : un miracle d'interprétation

On ne pouvait imaginer plus beau prélude à l'ouverture de l'Opéra-Bastille, plus belle introduction aux *Trois*, que cette *Damnation de Faust* donnée par Colin Davis, le plus berliozien des berlioziens, à la tête des chœurs et de l'orchestre de la Radio bavaroise qu'il dirige depuis sept ans.

Ce chef anglais refuse le clinquant trop souvent associé au nom de Berlioz, par la faute même de celui-ci. Et il nous amène tout doucement, très fraternellement, au cœur de ce génie solitaire d'où sont sorties ces visions qui s'enchaînent comme les épisodes d'un rêve.

On avait l'impression, mardi soir, de découvrir cette musique d'un raffinement inouï, d'une fraîcheur ineffable, d'une légèreté de comédie shakespearienne, dont les orchestrations féériques semblent des sortilèges de la reine Mab. La « Marche hongroise », sans brutalité ni pomposité, restait une vision de rêve, « la course à

l'abîme », implacable, gardait une rigueur très sobre, et même la scène de la sabbat d'Auerbach, menée dans un mouvement très vif, avec les amusantes voix pincées de l'Amer, ne cédait rien à la vulgarité.

La battue de Colin Davis, générale, élégante, très expressive et souvent insistante, voire humoristique (comme les lunettes perchées au bout de son nez...) transfigurait les chœurs lumineux et

l'orchestre de la Radio bavaroise aux sonorités de velours et d'or, qui compte maints solistes merveilleux, tels l'alto solo du « roi de Thulé », le hautbois de « d'amour l'ardente flamme » ou les cors qui accompagnent la disparition de Faust.

Mais l'autre joyau de la soirée, ce fut Thomas Moser. Avec cette voix flexible, une telle émotion nimbant ce timbre de téor élégiaque, jamais peut-être un Faust n'avait été si loin dans l'introspection. Il semblait incarner Berlioz lui-même, l'idéalisme qui survole toute l'œuvre, son profond enraci-

nement dans la nature depuis l'enfance, le sentiment d'une solitude qui s'élève à briser son isolement : tout cela passait mystérieusement dans son chant.

Du même coup, les autres protagonistes palissaient, comme des créations de son « *Imagination ardente* » : même la séduisante Marguerite d'Anne Sofie von Otter, semblait en regard un personnage de ciné, au timbre peigné, mais assez dépourvu d'émotion, tandis que Siegmund Nimsgern palliait difficilement l'effluve étié de sa voix par une diction de Méphisto quelques peu mélodramatique.

JACQUES LONCHAMPT

Colin Davis a signé en 1973 un enregistrement inédit de la *Damnation de Faust*, avec Nicol Gedda, Joséphine Veasey et Jules Bastin. Les chœurs et l'orchestre symphonique de Londres (Philips, deux disques compacts 416.395-2, ou trois microsillons).

MODE

La surcharge et le style

A Paris, à New-York, deux expositions racontent deux fins de siècle : la première parle de costumes, la deuxième restitue les goûts d'une époque

« La gorge est-elle placée haut ou bas ? A-t-elle besoin d'être avantagée ? Y a-t-il quelque chose de délicat sensible à la question ? » Telles sont quelques-unes des innombrables questions du « Bulletin spécial de mesures de la maison Vertus Soeurs », exposé à Galliera dans les vitrines de « Femmes fin de siècle, 1885-1895 ». Il y a des époques plus modernes que d'autres. Celle qu'a choisie le Musée de la mode et du costume est, à bien des égards, la décennie de la contrainte et de la surcharge. Le corset, voilà l'ennemi. Avec lui, l'expression « mourir de rire » prend tout son sens. Constitué d'une vingtaine d'étoffes, il va, au cours de cette époque, rallonger sur les hanches, creuser l'estomac. « Le dernier représentant de ces appareils maudits s'appelait le Gache Sarraute », note Paul Poirer (En habillant l'époque, Grasset).

Ce couturier inspiré par l'Orient le fera disparaître au début du vingtième siècle. « Certes, l'air toujours connu des femmes encombrées de leurs avantages et soucieuses de les dissimuler ou de les repartir, s'évapore-t-il. Mais ce corset les classait en deux massifs distincts : d'un côté, le buste, la gorge, le sein ; de l'autre, le train de derrière tout entier, de sorte que les femmes, divisées en deux lobes, avaient l'air de tirer une remorque. » L'accès, ser-

ré par des lames d'acier, soutenue par des goussets, la silhouette de cette décennie se caractérise d'abord par une suite de déformations. Quand elle ne fait pas ressortir la poitrine (grâce au retour de la tournure des 1883), la ligne met l'accent sur les manches, qui gonflent en gigot dès 1893.

Dans cette époque secouée par les crises parlementaires et les scandales (Panama, le boulangisme, la mode prime l'auto-défense. Le vêtement apparaît comme le château-fort idéal d'une bourgeoisie effrayée par les premières grandes grèves et les attentats anarchistes. Si l'intérieur des maisons s'améliore (chauffage central, éclairage électrique, téléphone, télégraphe, ascenseur...), la robe-cuirasse prend des allures de refuge : accumulation de perles, de broderies, de galons, de pompons, condamnant l'épouse à faire tapisserie parmi ses meubles. Avec l'apparition des différents sports, l'univers s'ouvre un peu, illustré ici par des tenues comme les maillots de bain couvrants ou les culottes de cycliste.

La documentation est consciencieusement réunie : costumes, gravures du *Journal des demoiselles*, affiches, photos de Nadar, etc. Mais l'absence de tout décor, la mise en scène austère, la classification sévère (« manteaux »,

« étoffes », « mariage », « deuil »), les étiquettes ramasse-poussière (« visite satin de soie cramoisi », « velours coupé uni changeant », etc.), évoquent un monde de bigotes, d'épouses acariâtres et de chaisières, en dépit du catalogue de l'exposition, qui chante « Paris, ville lumière », capitale du chic. Où sont donc passées les danseuses de Degas et du Moulin-Rouge (1889), les coquette de Feytaud et les spectatrices de l'Alcazar, de l'Eldorado ou des Menus Plaisirs ?

Tableaux vivants

Organiser une exposition dans un musée de la mode, c'est d'abord faire voir une époque. C'est ce qu'a réussi à New-York, le Metropolitan Museum avec « L'âge de Napoléon. De la Révolution à l'Empire ». Plus qu'un inventaire chronologique, c'est d'abord une suite de tableaux vivants, qui ne trahit jamais l'histoire : ils restituent des attitudes, des goûts, l'esthétique même du corps, à laquelle nous sommes si sensibles aujourd'hui.

A force de détails invisibles (les cent soixante-dix mannequins sont recouverts de mousseline, les coiffures en papier mâché sont adaptées au volume de chaque robe), les personnages se remettent à palpiter. Femmes de David, ressemblant à

des statues grecques, vivant dans la Nouvelle Athènes ; femmes de l'Empire, somptueusement postées dans une galerie d'apparat, avec leurs toilettes, leurs broches, souvenirs de l'ancien Régime. La précision est là, donnée par tous les accessoires, réticules, châles, chapeaux, chapeaux (mille robes et objets au total), dont le « porté » se réfère à des études de gravures, des descriptions extraites de lettres, de mémoires...

Katell Le Bourhis, commissaire de l'exposition, a préparé cette exposition pendant deux ans. Opération résumée par un somptueux catalogue, auquel ont collaboré huit spécialistes de l'époque. Elle parle d'une « aventure de cœur » et affirme : « Il faut lutter contre le goût de la vieille chose : réduire la mode à un assemblage sentimental, c'est aller à son encontre. La recréer, c'est se limiter à faire du *Madame Tussaud*. »

LAURENCE BENAÏM
« Femmes fin de siècle, 1885-1895 », Musée de la mode et du costume, 10, avenue Pierre-I^{er}-de-Serbie, 75016 Paris. Tél. 47-20-85-23. Jusqu'au 20 mai.

« L'âge de Napoléon, costumes de la Révolution à l'Empire », Metropolitan Museum of Art, 82^e Rue et 5^e Avenue, New-York, 10 028. Tél. (212) 879 55 00. Jusqu'au 15 avril.

Les concours
CLAUDE KAHN
auront lieu cette année
du 10 au 22 mars SALLE
ADYAR. Le PALMARES
et le concert des lauréats
du concours auront lieu
le dimanche 1^{er} avril à
14 h 30, salle GAVEAU.

THEATRE 71
KOEF
M^e Malakoff-Retrou de Vannes

Grâce à la volonté de tous,
la saison du Théâtre 71 continue avec

EMERGENZA

de Manlio Santanelli

mis en scène par

Pierre Ascaride

interprété par

Daniel Berlioux

et Serge Maggiani

Du 7 mars au 8 avril

Location : 46 55 43 45

Maison de la Poésie subventionnée par la Ville de Paris
101, rue Rambuteau, M^e Haller, 42362753

jeudi 8 mars 20H30

ANDRE SPIRE

avec Georges Emmanuel CLANCHER textes dits par Michel ETCHÉVERRY

سكنا من الامل

CULTURE

DANSE

Le jeune Balanchine

Le Kirov présente au palais Garnier plusieurs chorégraphies de Balanchine, période classique

George Balanchine, qui s'appelle alors Georgi Melitonovitch Balanchivadze, né à Saint-Petersbourg et formé à l'école de danse du théâtre Maryinski (futur Kirov), a vingt ans lorsqu'il quitte sa patrie, en 1924, à la faveur d'une tournée en Allemagne avec un petit groupe de danseurs. Il sera bientôt engagé par Diaghilev, fera aux Ballets russes puis en Amérique la longue et glorieuse carrière de chorégraphe que l'on sait.

Il ne retournera à Leningrad qu'en 1972, en tournée avec le New York City Ballet. Oleg Vinogradov, directeur du Ballet du Kirov, souhaite consacrer une soirée à ses œuvres, ils parviennent à un accord de principe. Cependant, peut-être aujourd'hui écrire Vinogradov, ce projet « ne rencontrera pas la compréhension des instances compétentes. On nous tenait à l'écart des chefs-d'œuvre de la culture mondiale depuis de longues décennies ».

Balanchine meurt (en 1983). Mais survient la perestroïka, qui secoue jusqu'au petit monde conservateur du ballet. Il faut encore obtenir les droits de la fondation Balanchine. Le Kirov reçoit enfin l'autorisation d'inscrire à son répertoire *Symphonie écossaise* et *Thème et Variations*, remontés par les danseuses Suzanne Farrell, dernière égérie de Balanchine, et Franca Russell. La première a lieu au Kirov en février 1989. Sa troupe les apporte aujourd'hui à Paris.

Aucun frisson

On n'en se leurre pas : ce n'est pas là le Balanchine moderne, le plus généralement subversif - celui auquel le musicien de Stravinski inspire *Agon*, *Symphonie in Three Movements* ou *Violin Concerto* - qu'a choisi le Kirov. C'est le Balanchine classique, voire académique, l'héritier direct de Marius Petipa (qui régna cinquante ans à Saint-Petersbourg). Rien, dans *Symphonie écossaise* ou dans *Thème et Variations*, qui puisse surprendre ou désemparer les danseurs soviétiques, élevés dans cette tradition de Petipa. Même si la chorégraphie de ces œuvres porte la griffe supérieurement élégante et musicale de « Mister B ».

SYLVIE DE NUSSAC

chorus
47 29 33 33

CHARLES TRENET
Rueil-Malmaison
Dimanche 4 Mars 15h
Tél. 47 32 94 42

SOL
Saint-Cloud-Jeu de 8 Mars-9h Tél. 46 02 74

CE MOIS-CI DANS

SCIENCE & AVENIR

CLIMAT

LES NOUVEAUX SCENARIOS

La couche d'ozone se détériore, le gaz carbonique s'accumule, un changement climatique est inévitable. Quelles conséquences en attendre.

EN VENTE PARTOUT 22 F

COMMUNICATION

Une émission d'Antenne 2 suscite une polémique à Marseille

Les remous d'un « carnet de route »

MARSEILLE
de notre correspondant

Dépôt de plaintes, question écrite au ministre de la communication, pétitions, de plénaires pages de protestations dans les journaux locaux, toutes tendances politiques confondues, la levée de bouillottes est générale à Marseille contre l'émission de Christine Ockrent « carnet de route », diffusée mardi soir sur A 2. On reproche essentiellement à son auteur de n'avoir donné de Marseille qu'une image négative et d'avoir masqué d'opacité. Il est vrai que ce fut le défilé majeur de ses quarante-cinq minutes de reportage, qui ont conduit d'usines désertes en quartiers déshérités au long de séquences postiches de clichés.

On y a entendu un truand masqué déplorer le « bon temps » où le milieu assurait sa propre police, et affirmer « qu'on peut se payer un tueur pour 5 000 francs ».

M. Charles-Emile Loo, maire du cinquième secteur de Marseille et président de l'association Carrefour socialiste, a chargé deux avocats, M^{rs} Paul Lombard et Roland Amselem, de formuler une demande de droit de réponse à A 2 afin d'obtenir « réparation » par une émission qui montrerait Marseille sous un jour positif. « Marseille a été présentée comme la ville la plus déprimée par le sida, sans qu'on dise qu'elle est aussi la capitale de la recherche dans ce domaine », remarque M. Loo ; et l'aurait ainsi, puisqu'on a fait largement allusion aux récentes affaires qui ont agité le monde des cliniques, que l'on montre que l'on vient à Marseille se faire soigner de toute l'Europe. Parler de Châteauneuf-Gombert et montrer des joueurs de boules plutôt que la jeunesse rebelle du parti pris de dénigrement.

On a choisi essentiellement les clichés les plus acides et les images les plus honteuses de Marseille », assure de son côté M. Jean-Claude Grudin, sénateur

UDF et président du conseil régional. « L'évocation des difficultés de notre ville correspond certes à une réalité, reconnaît-il, mais elles n'ont jamais été pondérées par des éléments positifs qui appartenaient aussi à la réalité de Marseille. » Dans une question écrite, le sénateur des Bouches-du-Rhône demande à M^{re} Catherine Tassca, ministre de la communication, d'envisager sur les chaînes de télévision publiques, à une heure de grande écoute, la diffusion d'une émission qui, tout en ne masquant pas les difficultés de la ville, ne passerait pas sous silence ses atouts et ses efforts pour préparer l'avenir.

Ce que la classe politique marseillaise ne semble pas pardonner à la réalisatrice de « carnet de route », c'est de l'avoir superbement ignoré pour ne donner la parole qu'à des gens de la rue.

JEAN CONTRUCCI

Devant le tribunal de commerce de Paris

M. Loo subordonne son projet de reprise de l'ACP à une participation de l'AFP

MARSEILLE
de notre correspondant régional

M. Charles-Emile Loo, PDG de la SOCOMA et maire (ex-PS) du cinquième secteur municipal de Marseille, a apporté, le 28 février, certaines précisions concernant son projet de reprise de l'Agence centrale de presse (ACP) (le Monde du 1^{er} mars). Ce projet qu'il a transmis, le vendredi 23 février, au tribunal de commerce de Paris par l'intermédiaire de l'administrateur judiciaire de l'agence, M. Régis Valiot comporte un « dispositif de collaboration » proposant trois solutions différentes. Dans tous les cas de figure, la SOCOMA détendrait la majorité absolue (51 %). La première solution prévoit une association avec l'Agence-France-Presse (AFP). Maxwell Media et l'agence Telpresse de M. René Tondron. La seconde ne prend pas en compte la participation de

M. René Tondron et la troisième concerne la SOCOMA, l'AFP et d'autres partenaires éventuels. « En tout état de cause », a souligné M. Loo, la participation de l'AFP est une condition sine qua non de notre projet de reprise. Ou l'opération se fait avec l'AFP ou elle ne se fera pas. Elle est également subordonnée à un appui du gouvernement selon des formes à déterminer.

Le PDG de la SOCOMA a par ailleurs indiqué que le financement du plan était de 40 millions de francs, somme nécessaire pour couvrir, notamment, le déficit prévisionnel d'exploitation pendant les vingt premiers mois. La nouvelle société rachèterait l'ACP pour le franc symbolique et reprendrait le matériel informatique, estimé à 7 millions de francs. L'ACP quitterait vraisemblablement son siège actuel, rue du Sentier, dont les installations sont surdimensionnées, pour d'autres locaux exclusivement réservés aux services rédactionnels (le reste allant à Marseille).

M. Loo a encore précisé que les effectifs de l'ACP (118 salariés, dont 70 journalistes) devraient être « réajustés » en fonction du volume d'activités et en concertation avec le comité d'entreprise. Il a confirmé, à ce propos, son intention de créer de nouveaux produits, dont un fil financier et des services destinés aux collectivités territoriales (régions, départements, communes). « Le personnel de l'agence », a-t-il déclaré, est sensible au fait que la nouvelle société fonctionnera sur le modèle de la SOCOMA, celui d'une coopérative de production, dont les salariés reçoivent 47 % des bénéfices (47 % allant aux investissements et 6 % à la rémunération du capital.) Le tribunal de commerce de Paris doit statuer, le lundi 5 mars, sur l'homologation du projet de reprise qui lui a été soumis. Mais l'avocat de la SOCOMA, M^{re} Paul Lombard, a indiqué qu'il demanderait un délai supplémentaire pour que des négociations « aillent plus au fond ».

GUY PORTE

Christine Ockrent : « Nous voulons comprendre les blessures de cette ville »

Contactée par le Monde, le 1^{er} mars, Christine Ockrent a répondu aux critiques des élus marseillais : « Les réactions négatives ne sont pas aussi unanimes qu'on veut bien le dire. Edmonde Charles-Roux, par exemple, qu'on ne peut soupçonner de méconnaissance et de ne pas aimer Marseille, a réagi de façon extrêmement positive ». Selon la journaliste, l'équipe de « Carnet de route » avait délibérément choisi de ne pas donner la parole aux personnes appartenant à la classe politique locale. « Peut-être en ont-elles été choquées, remarque la présentatrice, mais notre démarche était autre. Nous voulons comprendre les blessures de cette ville en montrant la parole à ceux qui ne l'ont jamais : des gens qui ont été à l'écart, leur besoin d'affection et leur ressentiment contre le mépris qui semble leur témoigner le reste du pays. Si les Marseillais résistent aujourd'hui, c'est justement parce que nous avons montré l'extraordinaire difficulté à regarder leur ville. Leurs réactions prolongent notre reportage en montrant la mesure de ce malaise ».

Quand on veut comprendre les blessures d'une ville, poursuit Christine Ockrent, on ne suit pas le défilé de la chambre de commerce. Marseille souffre d'un vrai problème économique. Son vieux centre s'est étiolé au profit de sa périphérie. Et la ville qui avait toujours su assimiler les immigrants n'y arrive plus. Même le milieu traditionnel des truands se dit maintenant débordé par une délinquance violente. Ce sont des faits. Et les faits sont en principe l'essentiel de notre métier. Mon émission n'était pas polémique. Marseille est une ville que j'ai découverte et aimée ».

Le Monde L'IMMOBILIER

REPRODUCTION INTERDITE

appartements ventes 5 ^e arrdt SOLÉ POLYTECHNIQUE VUE EXCEPTE. 85.000 F. 2 CHAMBRES, PARK. 4.000.000 F. Plus Région : 47-27-84-70	appartements achats JEAN FERRIOL 64, av. Mont-Piquet 15 ^e rue, pour bons clients Région : 47-27-84-70 Tél. : 45-00-00-76	locations non meublées demandes Paris MASTER GROUP 47, rue Vaneau 75007 Paris, rech. pour cadres multinationales et handicapés, appart. studio ou 1 chambre, 42-22-24-02 - 42-22-14-51	bureaux Locations VOTRE SÈGE SOCIAL DOMICILIATIONS Constitution de sociétés et tous services : 43-55-17-50 DOMICILIATION Bureaux, téléphones, télécopie, AGECO : 43-55-08-28
20^e arrdt GAMBETTA Immobilier de standing, living dble, jardin d'hiver, 3 chambres, cuisine équipée, 2 bns, terrasse plain clat, calme, vert, piscine. Prix : 3.200.000 F. AGT Marseille : 42-76-10-20	locations non meublées offres Paris BOUTEILLER, ject. privé revest. pour 1000 F. par mois. 47-05-61-91	propriétés A VENDRE OU A LOUER PTE BOURGEOISE à Saint-Ferréol (Norme), 10 p., chauff. centr., prof. prof. libérale, Thyruet-St-Ferréol (89), 65-76-08-12	ventes A vendre FONDS DE COMMERCE : apéritif, boisson, catering, bail neuf ou pas de porte sur 400 m ² en centre ville de 1 ^{er} cat., Puy-de-Dôme. C.A. import., loyer et charges raisonnables. Ecr. Herve 63003 Charente-Fd Cedex n° 17448
maisons individuelles LOCHES (37), 40 km Tours. Maison pl.-pied, culs. s. à m. 2 ch., s. de b., w.c., ch. centr. cuis. gran. aménag. bte : ent. rénov. 70 m ² , cour 19 m ² . Prix convenu. Prix : 400.000 F. à débattre. Tél. : 48-48-31-83, s.p. 18 h.	Région parisienne SAINT-MAURICE Prox. Bois de Vincennes. HER apprt. 4 p., 80 m ² , rénové, Loyer 5.500 F. + ch. Tél. : 27-64-85-50	OFFRES D'EMPLOIS Société de crédit cherche CORRESPONDANTS(ES) pour Paris, bureaux et province. Convientrait à retraités de banque ou assurances. Ecr. avec C.V. à : S.M.O., 219, rue St-Henri, Paris-1 ^{er}	L'AGENDA Livres ACHAT DE LIVRES tous genres du poche à l'encyclopédie, le SAGEP Tél. : 43-54-59-23

LE JOURNAL Le Monde ET L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Un débat en direct
lundi 5 mars de 17 h 30 à 18 h
Posez vos questions au 43-43-99-60

DEMANDES D'EMPLOIS

F - MAQUETTISTE EDITION

20 ans d'expérience
recherche
poste dans édition
ou étudierait toute proposition proche de ma profession.
Contactez : 45-47-47-40

AGENDA

JEUDI 1^{er} MARS

EXPOSITIONS

CENTRE GEORGES POMPIDOU

Place Georges-Pompidou 42-77-12-33. T.J. et mar. de 10 h à 22 h. sam. dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

EMILE ALLAUD. Galerie des darses d'architecture Cci. Jusqu'au 4 mars 1990.

DESIGN AUTOMOBILE. Grande expo. Jusqu'au 30 avril 1990.

DESSIN-ANCIEN UN PÈRE. Atelier des enfants. Jusqu'au 31 mars 1990.

DONATIONS DANIEL CORDIER. Le regard d'un amateur. Salle d'art graphique, 4 étages. Jusqu'au 5 mars 1990.

EDITION TRAVERSÈRE. Salle d'actualité. Jusqu'au 12 mars 1990.

FLOMOV. Grande galerie, 5 étages. Jusqu'au 30 avril 1990.

GÉATIAN GATTIAN DE CLÉRAMBAULT. Psychiatrie et photographie. Galerie de la BPI 2 étages. Jusqu'au 14 mars 1990.

GRAND PRIX DU PONT DE NEUMOUR. Exposition industrielle. Centre d'information Cci. Jusqu'au 4 mars 1990.

HYPONOSES. Salle d'actualité. Jusqu'au 14 mars 1990.

Musée d'Orsay

Entrée quai Anatole-France, pl. Henri-Matthias. (40-49-48-14). Mer., ven., sam., dim. de 10 h à 18 h. Jeu. de 10 h à 21 h 45. Entrée : 9 h à 18 h. Fermé le lundi. Visite de groupes sans. au 48.48.45.48.

LE CORPS EN MORCEAUX. Entrée : 28 F (dimanche : 18 F). Billet jumelé exposition musée : 40 F. Jusqu'au 3 juin 1990.

UN PHOTOGRAPHE VICTORIEN. LUDY HAWARDEN (1822-1886). Exposition dossier. Entrée : 23 F (billet d'accès du musée). Jusqu'au 28 avril 1990.

Palais du Louvre

Porte Jaeger - côté Jardin des Tuileries (40-20-53-17). T.J. et mar. de 9 h à 17 h 15. Visites commentées les jeudis et samedis à 15 h et 15 février au 14 avril.

LE PAYSAGE EN EUROPE DU XVI^e AU XVIII^e SIÈCLE. Pavillon de Flore. Entrée : 26 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 23 avril 1990.

LE PEINTRE, LE ROI, LE HÉROS. L'Andromède de Pierre Mignard. Pavillon de Flore. Entrée : 25 F (prix d'entrée du musée). Jusqu'au 23 avril 1990.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

12, av. de New York (47-33-61-27). T.J. et lun. de 10 h à 17 h 30. mer. jusqu'à 20 h 30. Visites commentées. Entrée : 15 F. Jusqu'au 15 mars 1990.

HERBERT BRANCO, ERNST CARAMELLE, FRANZ WEST. Entrée : 15 F. Jusqu'au 18 mars 1990.

GOPHRE TAEUBER. Rétrospective. Entrée : 15 F. Jusqu'au 18 mars 1990.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gd.-Eisenhower.

LES ENVOIS DE JACQUES LARTIGUE. Cent photographies au noir et blanc de 1904 à 1964. Galerie nationale (42-56-37-11). T.J. et mar. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 30 avril 1990.

SAD RO, CINQUANTE-CINQUÈME SALON DES ARTISTES DÉCORATEURS. (43-58-66-10). T.J. et mar. de 10 h à 20 h. nocturnes les mer. ven. Jusqu'à 22 h. Entrée : 40 F. Jusqu'au 11 mars 1990.

SOLIMAN LE MAGNIFIQUE. Galerie nationale (42-58-66-10). T.J. et mar. de 10 h à 20 h. mer. jusqu'à 22 h. Entrée : 23 F. Jusqu'au 14 mars 1990.

CENTRES CULTURELS

ACQUISITIONS 1989 DU FONDS NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN. Centre national des Arts plastiques, 11, rue Berthier (45-53-60-55). T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 mars 1990.

JEAN-FRANÇOIS AUBURTIN. Mairie du IX^e arrondissement, 8, rue Drouot. T.J. et mar. de 11 h à 18 h. Du 1 mars 1990 au 28 avril 1990.

LE BAUHAUS DE DESSAU. Centre culturel de la République démocratique allemande, 117, bd Saint-Germain (45-24-25-97). T.J. et mar. de 10 h à 19 h 30. sam. de 15 h à 20 h. Jusqu'au 24 mars 1990.

CLICHÉS. LE CHOC DES SENS. Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, Beaulieu, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-16). T.J. et mar. de 11 h à 19 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 4 mars 1990.

JEAN-JACQUES LE CORRE. Association France-URSS, salons, 61, rue Boissière (45-01-59-00). T.J. et sam. et dim. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 18 mars 1990.

COUP D'ŒIL. TABLEAUX ET DESSINS DU MAÏS GEMMENTER. SEUM. Choc et installation de Rodi

TOREAU. Galerie Laif Stahl, 37, rue de Charonne (48-07-24-78). Du 6 mars 1990 au 21 avril 1990.

MICHAEL SALTOW. Galerie Jean Bonnet, 60, rue du Temple (42-71-85-86). Du 5 mars 1990 au 21 avril 1990.

VINCENT BARRE ET DANIEL PONTOREAU. Galerie Laif Stahl, 37, rue de Charonne (48-07-24-78). Du 6 mars 1990 au 21 avril 1990.

PLUS OU MOINS RARES ÉDITIONS. Galerie Claudine Papillon, 58, rue de Turenne (40-29-88-80). Jusqu'au 24 mars 1990.

DANIEL PONTOREAU, VINCENT BARRE, OLIVIER DEBRÉ. Galerie Laif Stahl, 37, rue de Charonne (48-07-24-78). Du 6 mars 1990 au 21 avril 1990.

PIERO PIZZI CANNELLA. Galerie Bernard Vidal, 10, rue de l'Yvette (48-47-63-46). Mer. et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les quatre derniers jours de chaque trimestre (15 au 31 mars, 15 au 30 juin, 15 au 30 sept.). Jusqu'au 15 mars 1990.

FEMMES FIN DE SIÈCLE. 1885-1895. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I-de-Serbie (47-20-85-23). T.J. et lun. et lun. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 20 mai 1990.

Fuchs, Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). T.J. et lun. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 4 mars 1990.

CÉLÉBRITÉS À L'AFFICHE. Carré de Lanson, 24, rue de la Harpe (42-74-44-44). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 24 mars 1990.

FREDERIC DAMBREVILLE. Studio Ueno, 49, rue de Bagnollet (43-70-24-60). T.J. et mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 24 mars 1990.

EGYPTE - EGYPT. Institut du monde arabe, salle d'actualité, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard (40-51-38-38). T.J. et lun. de 10 h à 20 h. Entrée : 35 F. Jusqu'au 18 mars 1990.

ERNEST CARAMELLE. Galerie Crouzet-Robert-Sani, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Du 3 mars 1990 au 28 mars 1990.

LE CARNET D'ARTISTE. The artist's notebook. Galerie Bernard Jordan, 62-64, rue du Temple (42-72-35-47). Jusqu'au 14 mars 1990.

CHARLES ÉZIE. Galerie Convergence, 35, rue des Archives (42-78-57-45). Jusqu'au 17 mars 1990.

EUGENIO CANO. Galerie Sylvana Lorenz, 13, rue Chapon (48-04-53-02). Jusqu'au 14 mars 1990.

ERNEST CARAMELLE. Galerie Crouzet-Robert-Sani, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Du 3 mars 1990 au 28 mars 1990.

TOM CARR. Galerie Baudouin Labon, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Jusqu'au 24 mars 1990.

PHILIPPE CAZAL. Galerie Claire Burnas, 30-32, rue de Lappe (43-85-36-98). Saint-Claude (42-72-35-47). Jusqu'au 14 mars 1990.

DAVID CAMBARO. Galerie Lacourrière Frélat, 23, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (42-74-02-30). Du 6 mars 1990 au 7 avril 1990.

CHAMBAS. Galerie Proscénium, 35, rue de Seine (43-54-92-01). Jusqu'au 10 mars 1990.

JOHN CHRISTOFOROU. Galerie Michèle Sadoun, 108, rue du Faubourg-Saint-Honoré (42-86-32-72). Du 6 mars 1990 au 14 avril 1990.

PARVINE CURIE. L'Atelier Lambert, 62, rue de la Boétie (43-63-51-52). Jusqu'au 10 mars 1990.

CHRISTOFF DEBUSSCHÈRE. Galerie Philippe Frégnas, 50, rue Jacob (42-80-36-31). Du 6 mars 1990 au 8 avril 1990.

JOËL DUCORROY. Galerie Polaris, 8, rue de Seine (42-72-21-27). Jusqu'au 24 mars 1990.

STÉPHANE DUROY. Rue Montparnasse, 138, rue de Rennes (45-44-39-72). Du 2 mars 1990 au 28 avril 1990.

DORING. Galerie Estienne de Causans, 25, rue de Seine (43-25-44-48). Du 3 mars 1990 au 4 avril 1990.

ECOLE NÉO-CARABE. Serge Holomon, Louis Laouche (peintures). Galerie Maitre Durieu, 87, quai des Grands Augustins (43-25-62-62). Du 1 mars 1990 au 2 avril 1990.

THOMAS FLORSCHUETZ. Galerie du Jour Agnès B, 8, rue du Jour (42-33-43-00). Jusqu'au 24 mars 1990.

OLIVIER GAGNIÈRE. Galerie Via, 1, rue Sainte-Opportune (42-33-14-32). Du 1 mars 1990 au 20 mars 1990.

LIONEL GODART. Galerie Française Palais, 81, rue Quincampoix (42-71-84-15). Du 3 mars 1990 au 30 mars 1990.

JACQUES GRIMBERG. Galerie l'Œil-de-bois, 58, rue Quincampoix (42-78-38-68). Du 5 mars 1990 au 30 mars 1990.

LOIC LE GROSMELEC. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 20 mars 1990.

MARC HALINGRE. Galerie Alain Bonnet, 4, rue d'Audrey-Boucher (42-78-68-67). Du 6 mars 1990 au 21 avril 1990.

WERNER HANNAPPEL. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg (42-78-05-62). Jusqu'au 24 mars 1990.

IONA. Galerie Sculptures, 11, rue Vianou (48-34-13-75). Du 6 mars 1990 au 31 mars 1990.

MARIA KARELLA. Galerie Samy King, 54, rue de Valenciennes (42-61-19-07). Du 6 mars 1990 au 7 avril 1990.

JOHN-FRANKLIN KENNIG. Galerie Envel, 15, rue de Seine (43-54-73-49). Jusqu'au 10 mars 1990.

LES LEVINE. Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'au 28 mars 1990.

PIERRE MERCIER. Galerie Laage-Solomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 24 mars 1990.

FERNANDO MIGNONI. Galerie Denise Renk, 198, bd Saint-Germain (42-27-77-57). Jusqu'au 5 mars 1990.

ARZ. Galerie Alain Bonnet, 50, rue du Temple (42-71-85-86). Du 6 mars 1990 au 21 avril 1990.

MICHEL PELLOULE. Galerie Barony-Fugier, 27, rue de Charonne (48-07-07-79). Du 6 mars 1990 au 21 avril 1990.

CLAUDÉ PICART. Galerie J. Debelais, 28, rue de Poissy (43-25-71-73). Du 1 mars 1990 au 14 avril 1990.

BERNARD PEPARETTI. Galerie Jean Fournier, 44, rue Quincampoix (42-77-32-31). Du 3 mars 1990 au 4 avril 1990.

PIERO PIZZI CANNELLA. Galerie Bernard Vidal, 10, rue de l'Yvette (48-47-63-46). Mer. et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les quatre derniers jours de chaque trimestre (15 au 31 mars, 15 au 30 juin, 15 au 30 sept.). Jusqu'au 15 mars 1990.

FEMMES FIN DE SIÈCLE. 1885-1895. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I-de-Serbie (47-20-85-23). T.J. et lun. et lun. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 20 mai 1990.

NORMAN BLUM. ARNULF RAU-NER, ANTONIO SAURA, Galerie Stadler, 51, rue de Seine (43-28-81-10). Jusqu'au 24 mars 1990.

BERNARD BOSSLET. Galerie Le Gall-Peyrou, 18, rue Keller (48-07-04-41). Du 6 mars 1990 au 15 avril 1990.

ALAIN BOUCHACOURT. Espace Emergence, 18, rue du Faubourg-Montmartre (48-23-34-51). Jusqu'au 28 mars 1990.

JEAN-PIERRE LE BOUTILLIER. Galerie du Centre, 5, rue Pierre-au-Lard (42-77-37-92). Jusqu'au 31 mars 1990.

ANDRÉAS BRANDT. Galerie Gilbert Bonnetier et Cie, 9, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Du 3 mars 1990 au 14 avril 1990.

PETER BRIGGS. Galerie Zabratka, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Jusqu'au 14 mars 1990.

CHARLES ÉZIE. Galerie Convergence, 35, rue des Archives (42-78-57-45). Jusqu'au 17 mars 1990.

EUGENIO CANO. Galerie Sylvana Lorenz, 13, rue Chapon (48-04-53-02). Jusqu'au 14 mars 1990.

ERNEST CARAMELLE. Galerie Crouzet-Robert-Sani, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Du 3 mars 1990 au 28 mars 1990.

LE CARNET D'ARTISTE. The artist's notebook. Galerie Bernard Jordan, 62-64, rue du Temple (42-72-35-47). Jusqu'au 14 mars 1990.

CHARLES ÉZIE. Galerie Convergence, 35, rue des Archives (42-78-57-45). Jusqu'au 17 mars 1990.

EUGENIO CANO. Galerie Sylvana Lorenz, 13, rue Chapon (48-04-53-02). Jusqu'au 14 mars 1990.

ERNEST CARAMELLE. Galerie Crouzet-Robert-Sani, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Du 3 mars 1990 au 28 mars 1990.

TOM CARR. Galerie Baudouin Labon, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Jusqu'au 24 mars 1990.

PHILIPPE CAZAL. Galerie Claire Burnas, 30-32, rue de Lappe (43-85-36-98). Saint-Claude (42-72-35-47). Jusqu'au 14 mars 1990.

DAVID CAMBARO. Galerie Lacourrière Frélat, 23, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie (42-74-02-30). Du 6 mars 1990 au 7 avril 1990.

CHAMBAS. Galerie Proscénium, 35, rue de Seine (43-54-92-01). Jusqu'au 10 mars 1990.

JOHN CHRISTOFOROU. Galerie Michèle Sadoun, 108, rue du Faubourg-Saint-Honoré (42-86-32-72). Du 6 mars 1990 au 14 avril 1990.

PARVINE CURIE. L'Atelier Lambert, 62, rue de la Boétie (43-63-51-52). Jusqu'au 10 mars 1990.

CHRISTOFF DEBUSSCHÈRE. Galerie Philippe Frégnas, 50, rue Jacob (42-80-36-31). Du 6 mars 1990 au 8 avril 1990.

JOËL DUCORROY. Galerie Polaris, 8, rue de Seine (42-72-21-27). Jusqu'au 24 mars 1990.

STÉPHANE DUROY. Rue Montparnasse, 138, rue de Rennes (45-44-39-72). Du 2 mars 1990 au 28 avril 1990.

DORING. Galerie Estienne de Causans, 25, rue de Seine (43-25-44-48). Du 3 mars 1990 au 4 avril 1990.

ECOLE NÉO-CARABE. Serge Holomon, Louis Laouche (peintures). Galerie Maitre Durieu, 87, quai des Grands Augustins (43-25-62-62). Du 1 mars 1990 au 2 avril 1990.

THOMAS FLORSCHUETZ. Galerie du Jour Agnès B, 8, rue du Jour (42-33-43-00). Jusqu'au 24 mars 1990.

OLIVIER GAGNIÈRE. Galerie Via, 1, rue Sainte-Opportune (42-33-14-32). Du 1 mars 1990 au 20 mars 1990.

LIONEL GODART. Galerie Française Palais, 81, rue Quincampoix (42-71-84-15). Du 3 mars 1990 au 30 mars 1990.

JACQUES GRIMBERG. Galerie l'Œil-de-bois, 58, rue Quincampoix (42-78-38-68). Du 5 mars 1990 au 30 mars 1990.

LOIC LE GROSMELEC. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 20 mars 1990.

MARC HALINGRE. Galerie Alain Bonnet, 4, rue d'Audrey-Boucher (42-78-68-67). Du 6 mars 1990 au 21 avril 1990.

WERNER HANNAPPEL. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg (42-78-05-62). Jusqu'au 24 mars 1990.

IONA. Galerie Sculptures, 11, rue Vianou (48-34-13-75). Du 6 mars 1990 au 31 mars 1990.

MARIA KARELLA. Galerie Samy King, 54, rue de Valenciennes (42-61-19-07). Du 6 mars 1990 au 7 avril 1990.

JOHN-FRANKLIN KENNIG. Galerie Envel, 15, rue de Seine (43-54-73-49). Jusqu'au 10 mars 1990.

LES LEVINE. Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'au 28 mars 1990.

PIERRE MERCIER. Galerie Laage-Solomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Jusqu'au 24 mars 1990.

FERNANDO MIGNONI. Galerie Denise Renk, 198, bd Saint-Germain (42-27-77-57). Jusqu'au 5 mars 1990.

ARZ. Galerie Alain Bonnet, 50, rue du Temple (42-71-85-86). Du 6 mars 1990 au 21 avril 1990.

MICHEL PELLOULE. Galerie Barony-Fugier, 27, rue de Charonne (48-07-07-79). Du 6 mars 1990 au 21 avril 1990.

CLAUDÉ PICART. Galerie J. Debelais, 28, rue de Poissy (43-25-71-73). Du 1 mars 1990 au 14 avril 1990.

BERNARD PEPARETTI. Galerie Jean Fournier, 44, rue Quincampoix (42-77-32-31). Du 3 mars 1990 au 4 avril 1990.

PIERO PIZZI CANNELLA. Galerie Bernard Vidal, 10, rue de l'Yvette (48-47-63-46). Mer. et sam. de 14 h à 19 h. Fermé les quatre derniers jours de chaque trimestre (15 au 31 mars, 15 au 30 juin, 15 au 30 sept.). Jusqu'au 15 mars 1990.

FEMMES FIN DE SIÈCLE. 1885-1895. Musée de la Mode et du Costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-I-de-Serbie (47-20-85-23). T.J. et lun. et lun. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 20 mai 1990.

LES PRAIGES. Les années de silence. Galerie Lamsignère Saint-Germain, 43, rue de Saintonge (48-04-58-44). Jusqu'au 3 mars 1990.

JOAQUIN RAMO. Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrandi (45-48-84-28). Du 6 mars 1990 au 21 avril 1990.

REBEYROLLE. Galerie Adrien Moeght, 42-46, rue du Bac (45-48-45-15). Jusqu'au 24 mars 1990.

MARIO REIS. Galerie Prax-Delavallée, 10, rue Saint-Sabin (43-58-60). Jusqu'au 30 mars 1990.

SHARNE ROTTERD. Galerie Nana Street, 26, rue de Charonne (48-06-78-64). Du 6 mars 1990 au 7 avril 1990.

DANIEL SCIORA. Galerie de Franc, 58, rue de Seine (48-34-50-77). Jusqu'au 31 mars 1990.

OLIVIER SEIGNE. Galerie J. Mousion, 110, rue Vieille-du-Temple (48-77-81). Jusqu'au 17 mars 1990.

HANNA SIDOROWICZ. Galerie Bala, 10, rue de Seine (43-25-36-54). Du 6 mars 1990 au 7 avril 1990.

THIERRY SIEG. Galerie Darthea Soyer, 6, rue Jacques-Cabot (43-54-78-41). Jusqu'au 31 mars 1990.

SAÛD SOUJAM. Galerie la Ferme, 11, rue de la Ferme (42-36-42-66). Jusqu'au 31 mars 1990.

FRANK STELLA. Galerie Beaubourg, nouvel espace, 3, rue Pierre-au-Lard (48-04-24-40). Jusqu'au 10 mars 1990

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le jeudi 1^{er} mars à 0 heures et le dimanche 4 mars à 24 heures.

Après une journée de vendredi encore assez nuageuse en de nombreuses régions, les pressions remonteront nettement sur tout le pays. En conséquence, les vents se calmeront, sauf en Méditerranée, mais les brouillards matinaux et les gélées seront de retour. Les après-midi seront par contre plutôt bien ensoleillés mais fraîches.

Vendredi : encore plutôt nuageux avec des averse de neige.

Le jour sera ensoleillé tout au long de cette journée malgré quelques passages nuageux. Toutefois, le brouillard soufflera fort et se renforcera encore en cours d'après-midi pour dépasser les 100 km/h.

Après, le temps sera en général nuageux. Une zone de temps faiblement pluvieux avec même quelques chutes de neige jusqu'en plaine traversera une grande partie du pays. Elle se situera le matin des pays de Loire et des Charentes

aux Ardennes et à la Lorraine et à la mi-journée des Pyrénées aux Alpes du Nord.

A l'arrière, le temps restera tout de même nuageux avec encore quelques averse possible, essentiellement près des côtes de la Manche et sur le relief. Les décalages seront de plus en plus belles en cours de soirée.

Les températures minimales seront en nette chute par rapport aux jours précédents avec le retour de gélées sur la moitié nord du pays. Au lever du jour, il fera donc entre -2 et 2 degrés de la Bretagne, au Nord, au Centre, au Lyonnais et au Nord-Est, de 2 à 6 degrés plus au Sud.

Les températures maximales dépasseront difficilement les 10 degrés même dans le Sud. L'après-midi, on pourra en fait compter sur 4 à 7 degrés sur la moitié nord du pays, de 7 à 10 degrés plus au Sud, et localement près de la Méditerranée jusqu'à 14 degrés.

Samedi : belles décalées l'après-midi, sauf près de la Manche et dans le Nord-Est.

Cette journée de samedi verra le retour des brouillards matinaux. Ils seront fréquents en de nombreuses régions et

pourront même être localement givrants puisque les gélées se seront généralisées à la quasi-totalité du pays.

Cependant, près des côtes de la Manche et dans le nord-est du pays, le temps pourra rester gris toute la journée, avec des nuages épais, mais des brouillards persistants dans le Nord-Est.

Après, l'après-midi sera plutôt bien ensoleillé. Des nuages pourront se développer sur le nord des Alpes et donner encore quelques flocons de neige.

En Méditerranée, le vent du nord soufflera toujours fort, que ce soit sur le littoral ou en mer. Il commencera à s'atténuer en cours d'après-midi.

Les températures maximales seront encore en baisse. Il fera le matin sur l'ensemble du pays entre -2 et -5 degrés, avec des températures légèrement positives seulement près de la Méditerranée.

Les températures maximales seront encore en baisse par rapport à la veille de 1 à 2 degrés en général, et même localement plus, surtout dans le Nord-Est.

Dimanche : journée bien ensoleillée. Le matin, les brumes et brouillards seront nombreux sur la majeure partie du pays. Ils se dissiperont surtout pour laisser place par endroits à un très bel ensoleillement, surtout au sud de la Loire. Les nuages, par contre, resteront nombreux près des côtes de la Manche, sur le nord et le nord-est du pays. Des passages nuageux affecteront aussi la Corse.

Les températures minimales iront de -3 à -6 degrés sur l'Est, le Centre, le Centre et le Sud-Ouest, entre -2 à -4 sur le Sud-Ouest, elles resteront légèrement positives près des côtes jusqu'à 4-5 degrés près de la Méditerranée.

Les températures maximales atteindront 7 à 9 degrés sur la moitié nord de l'intérieur, 7 à 9 degrés près des côtes, 10 à 12 sur le Sud-Ouest et 12 à 14 sur le littoral méditerranéen.

BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement du mardi 27 février. Elles sont communiquées par l'Association des maires des stations françaises de sports d'hiver (61, boulevard Haussmann, 75008 Paris), qui diffuse aussi ces renseignements sur rendez-vous téléphonique au (1) 42-66-44-28 ou par télécopie : 42-66-44-28 ou par mail : 42-66-44-28.

Les chiffres indiquent, en centimètres, la hauteur de neige en bas, puis en haut des pistes.

SAVOIE, HAUTE-SAVOIE
Les Aros : 90-230 ; Ausson : 30-90 ; Avoriaz : 100-150 ; Notre-Dame-de-Belleville : 80-100 ; Boz : 70 ; Bonneval-sur-Arce : 70-200 ; Les Carroz-d'Arches : 5-180 ; Chamonix : 15-250 ; La Chapelle-d'Abondance : n.c. ; Châtel : 15-120 ; La Clusaz : 0-10 ; Courmayeur : 0-10 ; Les Contamines-Montjoie : 5-200 ; Le Corbier : 5-90 ; Courchevel : 130-145 ; Crest-Voland-Cohennoz : 10-80 ; Flaine : 46-200 ; Flumet : 18-40 ; Les Gets : 0-80 ; La Grande-Bornand : 0-100 ; La Hôlle : 0-100 ; Méribel : 20-200 ; Les Mézines : 50-150 ; Méribel : 33-158 ; Morillon : 0-180 ; Morzine : 5-100 ; La Norma : 10-130 ; Peisey-Nancroix-Vallandry : 50-200 ; La Plagne (altitude) : 130-260 ; La Plagne (Collège) : n.c. ; Pralognan-la-Vanoise : 50-100 ; Pra-Lévy-Sommand : 30-70 ; Pralognan-Ardy : 10-80 ; La Rosière : 1850 : 110-240 ; Saint-François-Longchamp : n.c. ; Saint-Gervais : 0-105 ; Les Saix : 80-145 ; Saint-Jean : 0-100 ; Thônes : 0-100 ; Méribel : n.c. ; Tignes : 100-250 ; La Toussuire : 5-5 ; Val-Cenis : 5-150 ; Valfréjus : 15-130 ; Val d'Isère : 95-200 ; Valloire : 30-140 ; Valmeinier : 25-130 ; Valmorel : n.c. ; Val-Thorens : 140-250.

ISÈRE
L'Alpe d'Huez : 90-250 ; Alpe du Grand-Serre : 0-60 ; Anzini-Ossans : 30-80 ; Antraix : n.c. ; Chamrousse : 5-50 ; La Collette d'Allevard : 0-20 ; Les Deux-Écluses : 0-100 ; Grésivaudan : n.c. ; Les Vercors : n.c. ; Les Vercors : n.c. ; Saint-Pierre-de-Chartreuse : 0-10 ; Les Sept-Laux : 0-80 ; Villard-de-Lans : n.c.

ALPES-DU-SUD
Annon : 10-40 ; Beuil-Les-Lanoux : n.c. ; Briançon : 10-100 ; Isola-2000 : n.c. ; Montgenèvre : 80-80 ; Orcières-Merlette : 40-200 ; Les Orres : 20-130 ; Pra-Loup : 10-90 ; Pey-Saint-Vincent : 40-150 ; Risoul-1850 : 65-110 ; Le Saizet-Super-Saizet : 10-80 ; Serre-Chevalier : 30-180 ; Superdolé : 0-100 ; Valberg : n.c. ; Val d'Allos-la-Foix : 25-100 ; Vars : 45-110.

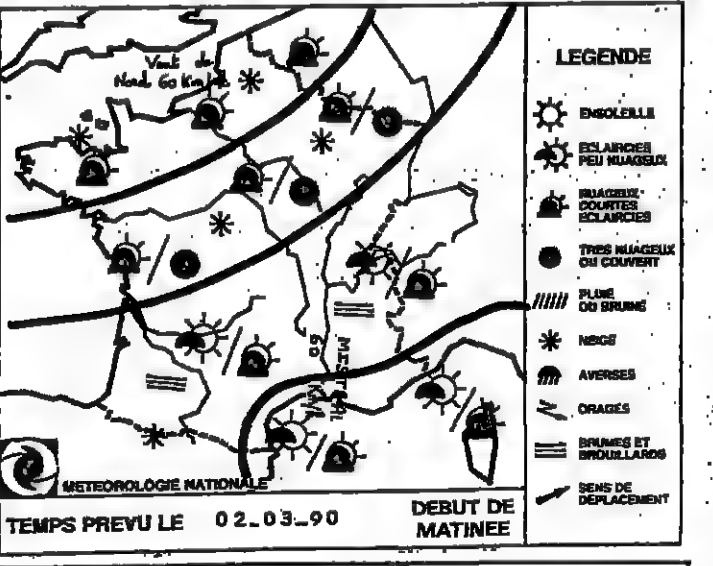
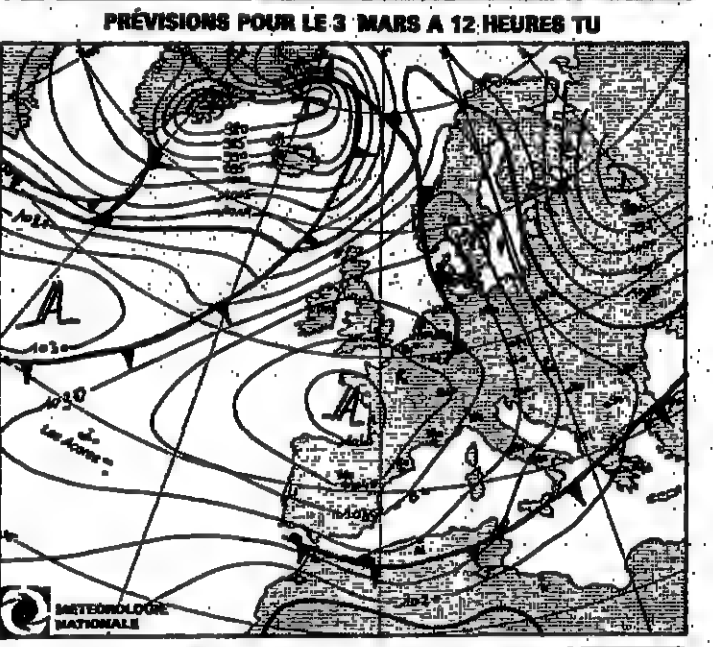
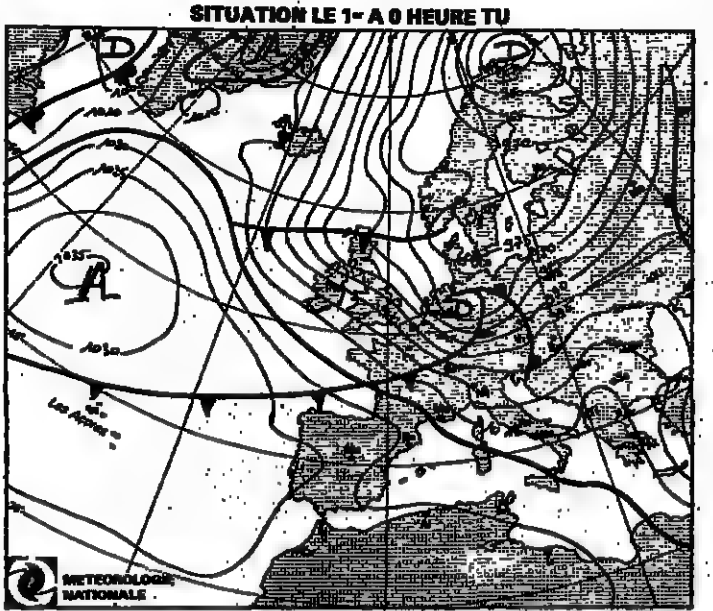
PYRÉNÉES
Ax-les-Thermes : n.c. ; Barèges : 10-15 ; Cauterets-Lys : 10-30 ; Font-Romeu : 15-20 ; Gourette : n.c. ; Luz-Ardiden : n.c. ; La Mongie : 10-20 ; Peyragudes : 0-20 ; Piau-Engaly : 5-140 ; Saint-Lary-Soulan : 0-10 ; Super-Bagnères : 0-0.

MASSIF CENTRAL
Le Mont-Dore : 0-5 ; Besse/Super-Besse : 0-10 ; Super-Lioran : 0-15.

JURA
Métabief : 0-15 ; Les Rousses : 0-10.

VOSGES
Le Bonhomme : n.c. ; La Bresse-Hohneck : 0-0 ; Gérardmer : 0-0 ; Saint-Maurice-sur-Moselle : n.c. ; Venot : 0-0.

Pour les stations étrangères, on peut adresser à l'office météo de tourisme de chaque pays : Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. 47-42-84-38 ; Andorre : 26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. 42-61-58-55 ; Autriche : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. 47-42-78-57 ; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. 42-66-66-68 ; Suisse : 11 bis, rue Scrive, 75009 Paris, tél. 47-42-45-45.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 1^{er}-3-1990

Valeurs actuelles relevées entre le 28-2-1990 à 6 heures TU et le 1^{er}-3-1990 à 6 heures TU

FRANCE				TOULOUSE				LOS ANGELES			
AJACCIO	17	14	N	TOULOUSE	15	11	C	LOS ANGELES	16	12	N
BARCELONE	14	10	C	TOURNAI	14	10	C	LUXEMBOURG	9	2	A
BORDEAUX	15	10	P	STRASBOURG	14	10	C	MADRID	21	6	N
BRETAGNE	12	8	A	VALENCIENNES	14	10	C	MARSEILLE	20	12	C
CAEN	12	8	A	ALGER	22	7	D	MEXICO	22	7	D
CHERBOURG	12	8	A	AMSTERDAM	11	3	A	MILAN	17	2	D
CLEMONT-FE	17	6	P	ATHENES	20	15	N	MONTREAL	-1	-17	D
LYON	12	8	A	BANGKOK	24	25	N	MOSCOU	3	1	C
LYON	12	8	A	BARCELONE	22	9	D	MADRID	20	12	C
LYON	12	8	A	BERGAMO	9	4	D	NEW-YORK	3	-3	D
LYON	12	8	A	BERLIN	11	1	A	OSLO	7	-3	N
LYON	12	8	A	BREITENBURG	11	1	A	PALMA-DE-MAJOR	22	7	D
LYON	12	8	A	LE CAIRE	22	17	D	PARIS	8	-3	D
LYON	12	8	A	COPENHAGUE	8	3	C	PARIS-ORLY	27	27	N
LYON	12	8	A	DAKAR	35	21	D	ROMA	17	10	D
LYON	12	8	A	DUBLIN	19	13	D	SINGAPOUR	32	24	C
LYON	12	8	A	GENEVE	22	12	D	STOCKHOLM	2	-2	C
LYON	15	12	C	HONGKONG	15	13	P	SYDNEY	27	21	D
LYON	12	8	A	ISTANBUL	15	7	C	TOKYO	11	6	C
LYON	12	8	A	JERUSALEM	17	11	C	TORONTO	22	12	C
LYON	12	8	A	LJUBLJANA	17	11	C	YERSEY	18	3	D
LYON	12	8	A	LONDRES	12	2	D	YERSEY	18	3	D
LYON	12	8	A	STRASBOURG	11	6	P				

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O	P	Q	R	S	T	U	V	W	X	Y	Z
autres	brume	ciel couvert	ciel dégage	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige																	

Source : d'après le rapport technique spécial de la Météorologie nationale.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CARNET DU Monde

Naissances

— Elise et Jacques ADAM ainsi que Zoé et Alexandre, sont heureux d'annoncer la naissance de
Isis,
le 14 février 1990.
53, avenue de Breteuil,
75007 Paris.

— Daniel DESHAIS, Geneviève FRAISSE, ainsi que
Chloé FRAISSE-BONNAUD, ont la joie d'annoncer la naissance de
Virgile,
le 16 février 1990.
Nouvelle adresse :
25 bis, rue Victor-Hugo,
92320 Châtillon.

Mariages

— M. et M^{me} GUILLORE, M^{me} Jacques LEJEUNE, M. et M^{me} Gilbert BONIFACE, sont heureux de faire part du mariage
d'Isabelle et Xavier,
qui aura lieu à Paris le 3 mars 1990 dans l'intimité familiale.
14, rue de la Sakla,
75015 Paris.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de

Abdelhak BELLEMOU, directeur général de Paramètres, chargé de cours à l'université René-Descartes Paris-V,
survenu à Paris, le 23 février 1990, à l'âge de trente-sept ans.

Un service religieux sera célébré le vendredi 2 mars, à 10 h 30, en l'église Sainte-Rosalie, 30, boulevard Auguste-Blanqui, Paris (13^e).

L'inhumation, précédée d'une bénédiction, aura lieu au cimetière nouveau de Roscoff (Finistère), le samedi 3 mars, à 11 h 30.

De la part de
Vanessa Bellemou, son épouse,
Vanessa Bellemou, sa fille,
M. et M^{me} Jean-René Borde, ses beaux-parents,
M. et M^{me} Patrick Borde et leurs enfants,
M. et M^{me} Jean-Pierre Cotté et leurs enfants,
sont heureux de faire part de la mort de
Abdelhak BELLEMOU, directeur général de Paramètres, chargé de cours à l'université René-Descartes Paris-V, survenu à Paris, le 23 février 1990, à l'âge de trente-sept ans.

La famille rappelle à votre souvenir son fils bien-aimé
Laurent,
aspirant médecin,
disparu le 6 mai 1984.

« La mort n'est pas l'obscurité : c'est la lampe qui s'éteint lorsque le jour se lève. »
(John Rastall)

30, boulevard Rabelais,
94100 Saint-Maur.

— Abdelhak BELLEMOU nous a soudainement quittés le 23 février 1990, à l'âge de trente-sept ans.

Mario-Dominique et Vanessa, Jeanne Berger, Frédéric et Pierre-Jean Chalvidan, Sylviane Fior, Pauline et Alain Fraigneau, Léon Gani, Laurence et Gaudélie Gillibert, Anne-Marie et François Imbach-Reboul, Joëlle et Claude Mathis, Christine Reboul et Jean Landrin, invitent tous ses amis à se réunir en l'église Sainte-Rosalie, 30, boulevard Auguste-Blanqui, Paris (13^e), le vendredi 2 mars, à 10 h 30, et au cimetière nouveau de Roscoff (Finistère), le samedi 3 mars, à 11 h 30.

Des dons peuvent être adressés à Amnesty International, 4, rue de la Pierre-Lévy, Paris (11^e).

« J'ai appris que peu d'hommes vivent avant de mourir. »
Marguerite Yourcenar

Cet avis tient lieu de faire-part.
108 bis, boulevard Auguste-Blanqui,
75013 Paris.

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

MINTEL par le 11

— M^{me} Colette Dassonneville, M. Olivier Dassonneville, ont le chagrin de faire part du décès de

M. François J. DASSONNEVILLE, survenu subitement, le 27 février 1990.

— La famille Forbes, Et tous ses collaborateurs et amis, font part du décès de

M. Malcolm STEVENSON FORBES aux Etats-Unis.

Il vous prie de bien vouloir assister ou de vous unir d'intention au service religieux qui sera célébré à sa mémoire le 8 mars 1990, à 11 heures, en l'église Saint-Martin-de-Balleroy.

Château de Balleroy,
14490 Balleroy.
(Le Monde du 26 février.)

— M^{me} Maurice Ozanne, son épouse,
M. et M^{me} Jean-Pierre Ozanne, M. et M^{me} Claude Ozanne, M^{me} Yves Ozanne, M. et M^{me} François Ozanne, ses enfants,
Ses petits-enfants,
Ses arrière-petits-enfants,
Et toute sa famille,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Maurice OZANNE, ingénieur A et M et ESE, officier général de l'EGA, sa retraite,
officier de la Légion d'honneur,
le 22 février 1990, dans sa quatre-vingt-quinzième année.

Selon la volonté du défunt, les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.
334, rue de Vaugirard,
75015 Paris.

— M. Fernand Pauly, Mario-Caroline Pauly et Jean-Louis Dekorra, Emmauelle et Delphine, M^{me} René Mariat, Les familles Pauly, Anbert, Orthal, Miya, Paris, Cagnone, ont la douleur de faire part du décès, survenu le 26 février 1990, à Crétet (Val-de-Marne), de

M. Fernand PAULY, leur époux, père, grand-père, grand-père, parent.

Les obsèques auront lieu le vendredi 2 mars, à 15 h 30, au cimetière de Solihull (Jura).

La famille rappelle à votre souvenir son fils bien-aimé
Laurent,
aspirant médecin,
disparu le 6 mai 1984.

« La mort n'est pas l'obscurité : c'est la lampe qui s'éteint lorsque le jour se lève. »
(John Rastall)

30, boulevard Rabelais,
94100 Saint-Maur.

— Tox, Marseille.
M. Jean Ristori, M^{me} Marie-Thérèse Blum, La famille, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Marie-Chère RISTORI, survenu le 27 février 1990, à Marseille.

Remerciements au professeur Acquaviva et à toute son équipe du CHU la Timone.

— Paris. Verdun. Nîmes.

La famille Simonet a la douleur de faire part du décès de

Michel SIMONET, ingénieur principal SNCF, détaché SOFERRAIL, survenu le 25 février 1990, à l'âge de cinquante-neuf ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'Arrière dans l'intimité familiale.
81, rue de la République,
30000 Nîmes.

Anniversaires
— Il y a trois ans, le 1^{er} mars 1987, Pierre REMMAOR nous quittait.

Sa famille demande à tous ceux qui l'ont connu de lui accorder ses pensées.

— Il y a cinq ans, le 1^{er} mars 1985, Majo, Marie-Joséphine PONTILLON nous quittait.

Que ceux qui l'ont connue, estimée, aimée, aient ce jour une pensée pour elle.

Avis de messes
— Saint-Quentin.

Une messe solennelle, à la mémoire de

M. André MISSENERD, sera célébrée en l'église Saint-Louis-des-Invalides, 2, avenue de Tourville, 75007 Paris, le samedi 10 mars 1990, à 11 heures.

32, rue Jeanne-d'Arc,
02100 Saint-Quentin.

— Une messe sera célébrée le mardi 6 mars 1990, à 17 h 30, en l'église Saint-Pierre-de-Chailly, 35, avenue Marceau, à Paris (16^e), pour

M. Stephen de PIETRI, décédé le 17 février 1990, à Paris.

Soutenances de thèses
— Université Paris-VII, le mardi 6 mars à 14 h 30, Césaire, 13, rue de Solfèbe, M^{me} Nadia Pannuzi : « Drogues, espérance sociale et espace intérieur. Approche clinique des usagers de toxiques incarcérés ».

DU 1^{er} AU 29 MARS

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE MOTS CROISÉS

DU NOUVEL OBSERVATEUR

1^{er} PRIX UN CHEQUE DE 100 000 F ET 1000 AUTRES PRIX A GAGNER!

NE MANQUEZ PAS CETTE SEMAINE

le nouvel Observateur

Le Monde

CADRES DÉBUTANTS, CADRES CONFIRMÉS

VOS RENDEZ-VOUS AVEC L'EMPLOI

dans la section C - Economie

LUNDI

(numéro date mardi)

LES DIRIGEANTS

Les postes à plus de 400 KF annuels. La rubrique des cadres de direction prêts à s'engager dans des responsabilités de haut niveau.

LES JURISTES

Du contentieux à la rédaction de contrats, des montages juridiques aux négociations internationales, tous les métiers du droit.

L'UNIVERS DE LA GESTION

Des opportunités de carrière pour les contrôleurs de gestion, les directeurs financiers, les directeurs administratifs, les analystes financiers, les auditeurs, les chefs comptables.

MARDI

(numéro date mercredi)

« LE MONDE DES CADRES »

La rubrique généraliste des cadres débutants et des cadres confirmés. Leurs domaines de compétence : les études, les ressources humaines, la communication, le marketing.

LA FONCTION COMMERCIALE

Toutes les annonces d'avenir pour les ingénieurs commerciaux, les directeurs des ventes, les directeurs export, les chefs de produit.

UN SUPPLÉMENT SPÉCIAL EMPLOI

► L'informatique :

un secteur clé de l'entreprise qui offre de nouvelles perspectives : ingénieurs système, spécialistes des logiciels, des bases de données.

► Secteurs de pointe :

pour tous ceux qui souhaitent valoriser leur expertise en électronique, dans les biotechnologies, en chimie, en mécanique, en aéronautique.

SUPPLÉMENT SPÉCIAL, diffusé gratuitement avec votre quotidien.

MERCREDI

(numéro date jeudi)

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

De véritables carrières européennes à fort potentiel d'évolution. En liaison avec sept quotidiens européens.

L'INTERNATIONAL

Une sélection de postes basés à l'étranger dans des organismes internationaux ou dans des firmes multinationales.

« LE MONDE DES CADRES »

La rubrique généraliste de l'emploi des cadres.

36 15
I M

un mois d'offres
d'emplois parues dans le Monde.
Le service télématique expert
de l'emploi des cadres.

**LE MONDE, point de rencontre
des grandes ambitions**

صلى الله عليه وسلم

AGENDA

An sommaire du « Monde de l'éducation » de mars

Rythmes scolaires : les cadences infernales

La semaine d'école du petit Français est plus lourde que celle de ses camarades européens : vingt-sept heures ! C'est là le corollaire d'un autre record pas très enviable : l'année scolaire hexagonale est hyper-concentrée, avec ses 316 demi-journées de classe seulement et ses 414 demi-journées libres. Ces longues vacances, on les aime bien, à l'âge des nattes et des culottes courtes ; mais le tribut qu'on leur paie, ce sont les cadences infernales du primaire — d'ailleurs déjà endurées en maternelle.

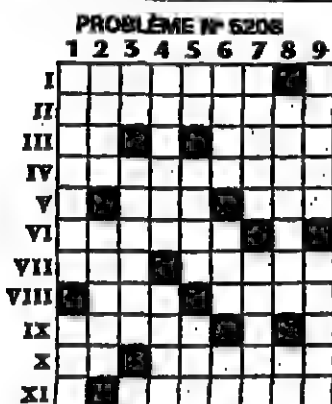
La question des rythmes scolaires est un serpent de mer : on en parle depuis le XIX^e siècle ! Mais tailler dans les horaires, c'est presque nécessairement trancher dans les programmes — c'est-à-dire enfreindre un tabou. Depuis quelques lustres, pourtant, des médecins et autres spécialistes ont démontré que tout était à repenser pour mieux respecter les rythmes vitaux des enfants. C'est ce dossier que Martine Valo a défriché dans le Monde de l'éducation de mars,

car le ministre de l'éducation nationale a, le 15 février, annoncé une réduction, à vingt-sept heures, de la semaine scolaire.

Egalement au sommaire :

— « Les jambes sans la tête » : une enquête sur l'avenir des sections sport-études ;
— « Les étudiants compensent les prix » : les universités françaises sont-elles vraiment les moins chères d'Europe ? Et un point de vue de Jean-Louis Quermonne sur l'avenir des premiers cycles ;
— Une analyse de l'état d'esprit des étudiants en médecine parisiens ;
— « Ariane » : un dossier sur la reconversion de dix mille professeurs du « technique » ;
— Nos rubriques (Guide : les musées s'ouvrent au public scolaire ; Parents-enfants : un écho de l'ennui ; Ecole mode d'emploi : l'enseignement technologique, pourquoi pas ?) ;
— Enfin, notre évaluation mensuelle : les classes préparatoires aux grandes écoles.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

I. S'impressionne aux étoiles. — II. Aménagé à ne pas manger le morceau. — III. Abréviation. Travail sur la « suite ». — IV. Touche du bois. — V. On ne saurait dire qu'il ne peut pas se voir en peinture. A peut-être couru deux lieues à la fois. — VI. Qui sont plus ou moins bien vus. — VII. Eut une action rapide. Elle porte un manteau. — VIII. Se termine en queue de poisson. Est au bord de la dépression. — IX. Fait perdre de l'importance. — X. Source de mécontentement. Telle qu'il y a eu de l'abus. — XI. A de nombreuses bouches à nourrir.

VERTICALEMENT

1. Quelqu'un qui peut facilement passer du coq à l'âne. Fut

envoyé au loin. — 2. On ne souhaite pas qu'elle se montre. Moyen d'obtenir du liquide. — 3. Vient de l'étranger. Était proche de la nature. — 4. Apporte le repos. Où il n'est pas rare que l'on taille une bavette. — 5. Parcours des yeux. Fait répondre. Inspira Michel-Ange et Rodin. — 6. Ne sont plus. Est destiné à la terre. En hiver. — 7. Qui ne risque pas de faire un malheur. Peut être placée dans un pistolet. — 8. Fut à l'origine d'un abus de pouvoir. Paroïse. — 9. A des hauteurs et des bas. Ce n'est pas au moulin qu'il apporte de l'eau.

Solution du problème n° 5207

Horizontalement

I. Moustache. — II. Abrué. — III. Queue. — IV. Us. Luchis. — V. Parte. — VI. Lait. Allé. — VII. Lestage. — VIII. Antère. Na. — IX. Gal. Qui. — X. Eglise. — XI. Léta.

Verticalement

1. Maquillage. — 2. Obus. Aérage. — 3. Ure. Pistil. — 4. Sollette. — 5. Tueur. Arasé. — 6. Avantage. Et. — 7. Ca. Célé. — 8. Ah. Nu. — 9. Epistolaire.

GUY BROUTY

LOTTO LISTE OFFICIELLE DES SOUSSES À PAYER AUX BILLETTS ENTIERS

Le règlement du TAC-O-TAC ne prévoit aucun cumul (J.O. du 03/01/90)

Le numéro **3 7 4 4 3 9** gagne **4 000 000,00 F**

Les numéros	0 7 4 4 3 9	5 7 4 4 3 9	gagnent
Les numéros approchant à la centaine de mille	1 7 4 4 3 9	6 7 4 4 3 9	40 000,00 F
	2 7 4 4 3 9	7 7 4 4 3 9	
	4 7 4 4 3 9		

Les numéros approchant aux					gagnent
Dizaines de mille	Mille	Centaines	Dizaines	Unités	
304439	370439	374039	374409	374430	10 000,00 F
314439	371439	374139	374419	374431	
324439	372439	374239	374429	374432	
334439	373439	374339	374439	374433	
344439	374439	374439	374439	374434	
354439	375439	374539	374459	374435	
364439	376439	374639	374469	374436	
374439	377439	374739	374479	374436	
384439	378439	374839	374489	374437	
394439	379439	374939	374499	374438	

Tous les billets se terminant par	4 4 3 9	4 3 9	3 9	9	gagnent
					4 000,00 F
					400,00 F
					200,00 F
					100,00 F

LOTTO 3 4 20 28 37 41 31

TRAJAGE DU MERCREDI 28 FÉVRIER 1990

POUR LES TRAJECTS DES MERCREDI ET SAMEDI 10 MARS 1990 VALANT JUSQU'AU MARDI 12 MARS 1990

TACOTAC TRAJAGE DU MERCREDI 28 FÉVRIER 1990

RESULTATS OFFICIELS - INFORMATIONS - 36-15 LOTO

Le Monde SANS VISA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-jour. Signification des symboles : * Signalé dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 1^{er} mars

TF 1

20.40 Série : Un privé au soleil. Un bonjour face à la Mafia.
22.10 Magazine : Ex-libris. Explique-moi : Doris Lessing (le Cinéma). Violette Lecoq (l'Éclair). Christine Angot (la du ciel). Marie Lebay (la ange en est). Exploration : Alain Fournier (Colombe Blanchet). Exotisme : Shere Hite (les Amants). Les bons... et les autres. Hugues Bouchard (George Sand).
23.10 Sport : Spécial Hériscane.
0.00 Journal, Météo et Bourse.
0.20 Série : Drôles d'histoires.
1.05 TF1 nuit.
1.45 Feuilleton : C'est déjà demain.
2.05 Info revue.
2.50 Feuilleton : Cogne et gagne.
3.35 Série : Mémoires.
4.00 Documentaire : Histoires naturelles.

A 2

20.40 Magazine : Envoyé spécial. Présenté par Bernard Bénédict. Spécial Israël. La rédaction d'A 2 dans les territoires occupés.
21.40 Cinéma : Un si joli village. Film français d'Étienne Perier (1978).
23.20 Informations : 24 heures sur la 2. Avec le magazine européen l'Europe 12.
23.35 Météo.
23.40 Sport : Basket.
Coupe d'Europe des clubs champions : Linoges-Spils.

FR 3

20.35 La dernière séance. 1^{er} film : Les grands espaces. ■ Film américain de William Wyler (1958).

TF 1

13.35 Sport : Spécial Hériscane.
13.40 Feuilleton : Les feux de l'amour.
14.30 Feuilleton : La clinique de la Forêt-Noire.
15.15 Série : Tribunaux.
15.45 Variétés : La chance aux chansons.
16.20 Série : Vivement lundi.
16.45 Club Dorothée. Mes tendres années : Mask. Série : Cap d'été. Le clip : Les jeux.
17.55 Série : Hawaii, police d'État.
18.50 Avis de recherche.
18.55 Feuilleton : Santa-Barbara.
19.25 Jeu : La roue de la fortune.
19.55 Le bébé show.
20.00 Journal, Météo et Tapis vert.
20.40 Variétés : Avis de recherche. Invité : Mireille Mathieu. Variétés : Nicoletta. Corinne Hermès. Jimmy Somerville. Alain Faldut. Goldie Hawn. Karlin.
22.45 Série : 52^e sur la Une. De Jean Berthoin.
23.40 Documentaire : La saga de la chanson française. De Christian Mesnil. 1. Gilbert Bécaud.

A 2

13.40 Série : Falcon Crest.
14.05 Série : Les enquêtes du commissaire Maigret. Meurtre à la mode. De Claude Boissol, avec Jean Richard. Françoise Christophe.
15.40 Après-midi show. Émission présentée par Thierry Beccaro. L'aventure extrême.
17.05 Jeu : Des chiffres et des lettres. Présenté par Laurent Cabrol.
17.25 Magazine : Giga. Quel de neuf docteur ? Reportages : La fête à la maison.
18.30 Série : Mac Gyver.
19.25 Jeu : Dessinez, c'est gagné !
20.00 Journal et Météo.
20.40 Série : SOS-Disparus. L'eau bleue, de Daniel Lesot, avec Alexandre Stewart, Jean-Pierre Sentier. Sur les traces d'un gamin et de son chien.
21.35 Apostrophes. Magazine littéraire de Bernard Pivot. Thème : La Réalité. Invités : Catherine Harnay-Vielle (le Rivage des acteurs), Alexandre Jardin (Fertile), Gabriel Metzner (Mes amours décomposées), Denise et Pierre Saguené (Amours folles : utopie et réalité).
22.55 Journal et Météo.
23.15 Cinéma : Allemagne année zéro. ■■ Film italien de Roberto Rossellini (1947).

23.05 Dessins animés. Bug's Bunny ; Tex Avery.
23.45 Journal et Météo.
0.10 2^e film : Anne et les Maoris. ■ Film américain de Charles Walters (1961).
1.45 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : La soule. ■ Film français de Michel Sibra (1988).
22.05 Flash d'informations.
22.10 Cinéma : L'ouragan vient de Navarone. □ Film britannique de Guy Hamilton (1978).
0.05 Cinéma : Histoires fantastiques n° 2. ■ Film américain de Steven Spielberg. Peter Hays. Danny DeVito (1986).
1.15 Variétés : Extravert.

LA 5

20.40 Cinéma : Elephant man. ■■ Film britannique de David Lynch (1980).
22.55 Série : Deux filles à Miami.
23.50 Magazine : Désir. Journal de minuit.
0.05 Désir (suite).
0.30 La nouvelle maille des Indes (rediff.).
1.30 Série : Les cinq dernières minutes.
3.00 Magazine : Ciné Cinq.
3.10 Le journal de la nuit.
3.20 Chéri-Bibi (rediff.).
3.35 La calanque (rediff.).
4.00 Feuilleton : Les cinq dernières minutes (rediff.).
5.30 Série : Tendresse et passion.

M 6

20.35 Cinéma : Chorus line. ■■ Film britannique de Richard Attenborough (1985).

Vendredi 2 mars

FR 3

13.30 Magazine : Regards de femme. Invité : Catherine Bonnet, pédo-psychiatre.
14.03 Magazine : L'heure du type.
14.30 Magazine : La vie à cœur.
15.03 Série : Sur la piste du crime.
16.00 Magazine : Océaniques.
16.30 Magazine : Télé-Caroline.
17.30 Feuilleton : Guillaume Tell.
17.55 Dessin animé : Denver, le dernier dinosaure.
18.03 Magazine : C'est pas juste.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région.
20.05 Jeux : La classe.
20.35 Magazine : Thalassa. Poisson d'argent, de Béatrice Bagné et Jacques Boulen. Petite histoire de la sardine en boîte. Feuilleton : Moravagine. De Philippe Pélard, d'après Blaise Cendrars.
22.30 Journal et Météo.
22.55 Magazine : Faut pas rêver. présenté par Marc Basso. Musique : Carnet de notes. Improvisations de Marcel Dadi et Jean-Félix Labbe.

CANAL PLUS

13.30 Cinéma : L'aventure intérieure. ■■ Film américain de Joe Dante (1987).
15.30 Cinéma : Molière-moi. □ Film français de Paul Boujnah (1988).
16.55 Bandes annonces cinéma.
17.20 Cabou cadin. Croc-note show ; Pollards ; Super Mario Bros et princesses Zelda.
En clair jusqu'à 20.30
18.15 Dessins animés : Ça cartoon.
18.30 Top album. Présenté par Marc Tesson.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Invité : Philippe Léotard.
20.30 Téléfilm : Tu récolteras la tempête. De David Greene.
22.05 Sport : Super.
22.45 Flash d'informations.
22.50 Magazine : Dcontact.
23.00 Cinéma : Les maris. Les femmes. Les amants. ■■ Film français de Pascal Thomas (1988).

LA 5

13.35 Série : 200 dollars plus les frais.
14.40 Série : L'inspecteur Derrick.
15.45 Série : Le renard.
16.40 Dessins animés. Les triplés ; Les Schtroumpfs ; Les aventures de Cleo et

22.35 Série : Brigade de nuit.
23.20 Jo Gaillard (rediff.).
0.10 Six minutes d'informations.
0.15 Magazine : Chances.
0.45 Boulevard des clips.
2.00 Radifusions.
Jo Gaillard ; Succès ; Jo Gaillard ; Culture pub ; Jo Gaillard.

LA SEPT

20.40 Jazz soundies collection.
20.45 Documentaire : Le métier de créer.
21.00 Magazine : Megamix.
22.00 Documentaire : Une leçon particulière de musique avec Anner Bylma. De François Menouseau.
23.00 Documentaire : Hello Anzor's studio (1). D'Anne Tregot.

FRANCE-CULTURE

20.30 Dramatique. La vraie Camille Claudel, de Guy Dumur.
21.30 Profils perdus. Max-Pol Fouchet.
22.40 Nuits magnétiques. Quatre histoires en France.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Code. Le groupe Can.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 9 février salle Pleyel) : Des Knaben Wunderhorn, Fischpredigt, de Mahler, par Dietrich Fischer-Dieskau, baryton, Hermut Hol, piano.
23.07 L'invité du soir. Heinz Holliger, hautbois.

Tpoune ; Angie, détective en herbe ; Le petit

18.00 Série : Ripside.
18.50 Journal Images.
19.00 Magazine : Reporters. De Patrick de Carolis.
19.40 Drôles d'histoires.
19.45 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Série : Sur les lieux du crime. Comment se dire adeu, d'Iwan Schumacher.
22.15 Téléfilm : La maison de tous les plaisirs.
23.00 Magazine : Ciné Cinq.
0.50 Journal de minuit.

M 6

13.20 Série : Cosby show (rediff.).
13.45 Feuilleton : Dynastie.
17.25 Informations : M 6 Info (ex à 13.25).
17.30 Série : L'homme de fer.
18.30 Série : Incroyable Hulk.
19.25 Série : Roseanne.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Cosby show.
20.35 Téléfilm : SOS otages. D'Arthur Kean.
22.15 Série : Brigade de nuit.
23.05 Feuilleton : Jo Gaillard.
0.00 Six minutes d'informations.

LA SEPT

14.30 Méthode Victor : Anglais.
15.00 Cinéma : Quatre aventures de Reinette et Mirabelle. ■ Film français d'Éric Rohmer (1986).
16.40 Documentaire : Takato Doi, une femme en politique. De Jean-Yves Cauchard.
17.05 Documentaire : Kokono Iro. D'Ann Marchi.
18.00 Téléfilm : La femme de papier. De Suzanne Schiffman.
19.30 Magazine : Dynamix. De Benoît Delapine et Matthias Sanderon.
20.00 Documentaire : Seiji Tsutsumi ou les vertus de la fortune. De Jean Antoine.
21.00 Documentaire : A la recherche du soleil. De Werner Schroeter.
22.40 Documentaire : Tadeo Ando, architecte du silence. De Jean Antoine.
23.10 Documentaire : Dance of darkness (v.o.). D'Edin Velez.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le rythme et la raison. Le mode musical. 5. Le mode de si, de Schubert à Yamamoto ; le mode de do, de sour Marie Keyrouz à la Corse.
21.30 Musique : Black and blue. Jazz en sourdine.
22.40 Nuits magnétiques. Quatre histoires en France.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Code. Le groupe Can.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 27 avril 1988 au Théâtre des Champs-Élysées) : Symphonie n° 35 en sol mineur de Haydn ; Concerto pour violon et orchestre (transcription du concerto pour violoncelle et orchestre en la mineur op. 129, de Schumann, par l'Orchestre national de France, dir. Kurt Sanderling ; sol : Gidon Kremer, violon.
22.20 Musique légère. Carnaval de Venise, variations, de Genin ; Guignol, de Welberg ; Personnages de Venise, de Metchn.
23.07 Le livre des meslanges.
0.30 Poissons d'or.

Audience TV du 28 février 1990 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	53,9	Santa Barbara 17,0	Pub 8,3	Actual. région 20,5	Pub 2,5	Reporters 3,7	Hulk 2,7
19 h 45	59,2	Roue fortune 25,4	Dessins 11,5	19-20 infos 12,0	Nulle part 3,8	Journal 3,1	Roseanne 3,7
20 h 16	74,0	Journal 23,7	Journal 17,8	La classe 12,4	Football 3,9	Journal 5,4	Pub 5,6
20 h 55	66,6	Sacré soirée 22,4	Diamonds... 13,8	Coup de soleil 12,0	Football 7,6	Mort innoc. 8,0	La procureur 3,7
22 h 8	62,1	Sacré soirée 19,4	Diamonds... 14,8	Coup de soleil 10,0	Football 7,7	Mort innoc. 7,6	La procureur 3,4
22 h 44	33,5	Pub 17,3	My Télé... 5,4	Coup de soleil 7,4	Pacte tueur 1,2	Pub 4,8	La sent 3,0

BILLET

La CEE
et les aides

Les aides publiques à l'industrie sont interdites au sein de l'Europe d'après le traité de Rome. Elles faussent la concurrence. Seules des dérogations sont possibles sous l'autorité de la Commission. Les sommes versées par les gouvernements n'ont cessé de se développer jusqu'à ces dernières années. La perspective du Marché unique a donné des moyens à la Commission pour qu'elle essaie d'y mettre bon ordre. Mais la tâche est loin d'être simple tant les systèmes de versement sont opaques. Bruxelles s'attaque aux aides les plus voyantes et on peut se demander si la France dont les dépenses sont budgétées au grand jour, n'est pas sur la sellette plus souvent qu'à son tour.

La Commission européenne a autorisé mercredi 27 février le versement pour 1990 de 3,26 milliards de DM (11 milliards de francs) d'aides publiques à l'industrie du charbon, destinée à la sidérurgie en Allemagne. Bruxelles a justifié son aval en expliquant que ces soutiens étaient inférieurs à ceux de l'année dernière : 3,78 milliards de DM en outre, un certain plafonnement serait prévu.

Les autres aides versées par l'Etat et les régions allemandes au charbon, destinée cette fois à la production d'électricité, font toujours l'objet d'un litige entre Bruxelles et Bonn. La Commission, poussée par la France qui veut vendre du courant électrique outre-Rhin, estime depuis des années que ces aides doivent disparaître.

Sir Leon Brittan, le très libéral commissaire à la concurrence, avait affirmé à son arrivée il y a un an qu'il se faisait fort de clarifier le maquis des aides. Dans un entretien à la Tribune de l'économie du jeudi 28 février il expose « que les situations sont très disparates (...) qu'il faut les passer en revue (...) et regarder au cas par cas ». Bref tout reste à faire... En outre il admet que « la restructuration de l'industrie de l'Allemagne de l'Est exigera un soutien massif ». Entorse compréhensible mais entorse de taille.

La conclusion devrait, pour la France, être claire : les autorisations par Bruxelles des aides d'Etat dépendent non pas d'une philosophie libérale plus ou moins bien appliquée mais de purs rapports de force. Par une sorte de mauvaise conscience, jacobine, Paris cède plus vite que d'autres capitales comme Bonn et Rome, sans parler d'Athènes.

E.L.B.

En annonçant que l'Etat garantit le risque politique pour les sociétés mixtes

M. Bérégovoy exhorte les entreprises françaises
à investir dans les pays de l'Est

« Dans le cadre des sociétés mixtes, nous garantissons le risque politique mais nous demandons aux entreprises de prendre en charge le risque commercial », a déclaré, mercredi 28 février M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie devant les six cents chefs d'entreprise réunis par le CNPF à Paris sur le thème des pays de l'Est. Face à ces nouveaux marchés, les patrons français restent « pragmatiques et prudents ».

La France n'est que le cinquième partenaire commercial des pays de l'Est - avec seulement 6,6 % du marché, derrière la RFA, l'Italie, les Etats-Unis et le Japon, a rappelé le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, lors de son intervention au colloque. « Il existe un fort contraste entre la faiblesse de notre présence à l'Est et l'importance des débouchés », a-t-il souligné pudiquement. « Le gouvernement entend vous encourager » à travailler avec les pays de l'Est, a expliqué le ministre, qui a ajouté « il faut aller vite sinon d'autres prendront votre place ».

Le fait est qu'un grand nombre d'entreprises françaises regardent encore avec timidité vers l'Est, et comptent bien approcher la région armée de tous les garde-fous nécessaires. Ainsi, l'un des grands thèmes abordés au cours de cette journée organisée par le CNPF a été celui des garanties d'investissement.

Le colloque aura permis aux industriels présents de se débarrasser de nombre d'idées reçues. Ainsi, la signature de l'Union soviétique n'est plus aussi irréprochable qu'on avait l'habitude de le penser, et d'ailleurs, M. Bérégovoy n'a pas caché que « la solvabilité des pays de l'Est est légitime, et le décollage économique ainsi que celui des échanges pourront être déstabilisés par des crises politiques ».

Les déconvenues
de Lurgi en URSS

M. Paul Rocques, président du directeur de Lurgi-France qui participe à l'équipement du complexe pétrochimique géant de Tanguin en URSS a fait état de ses déconvenues récentes lorsqu'il s'est aperçu que son client, une puissante centrale d'achat soviétique, n'était plus en mesure de faire face à ses échéances et que l'Etat s'en désengageait. « Le crédit de l'Union soviétique est en cause dans cette affaire », a affirmé M. Rocques.

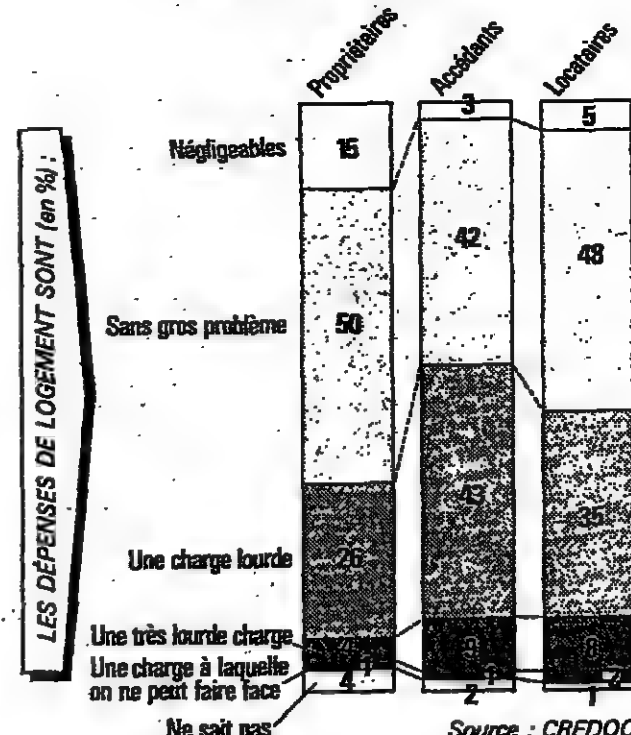
Le président de la Coface (compagnie française d'assurance du commerce extérieur), M. Henri Raquin, a reconnu que « la carence de l'Etat soviétique n'est pas facile à définir puisque ce qui est en cause, c'est la solvabilité d'une puissance morale » (la centrale) qui n'en n'est pas véritablement une. La Coface accorde habituellement sa garantie aux investissements français en URSS en échange de celle - donnée presque automatiquement jusqu'à une date récente - de la Banque du commerce extérieur soviétique (la

VER). Le problème, selon M. Raquin, c'est que, compte tenu du vide juridique qui existe dans les pays de l'Est, « on ne sait pas passer du risque commercial au risque politique ». En tout état de cause, M. Bérégovoy l'a répété, « pour les sociétés mixtes, nous garantissons le risque politique et nous demandons aux entreprises de prendre en charge le risque commercial ». Mais, comme le faisait remarquer M. Michel Freyche, président de la Banque française du commerce extérieur, une rupture d'approvisionnement entre-t-elle dans la première ou la seconde catégorie ? Les industriels souhaitent ainsi que la notion de risque politique soit définie plus précisément.

Même si le ministre sait que « les entreprises préfèrent de bonnes déductions fiscales à de bonnes paroles », il n'a rien proposé de nouveau dans ce domaine. Tout au plus a-t-il demandé au directeur de la Direction des relations économiques extérieures (DREE), M. Jacques Despons, de négocier des solutions acceptables sur le problème des garanties.

Parmi les idées nouvelles on note celle qui a été émise par M. Philippe Rémond, directeur adjoint de la DREE. Selon lui, l'assurance-protection qui garantit contre l'échec d'une opération d'approvisionnement et qui permet à l'entreprise, en cas de succès, de rembourser sans intérêt les sommes empruntées auprès de la Coface devrait être accordée aussi à des sociétés de taille plus importante que celles qui bénéficient habituellement de cette facilité. La DREE procède actuellement à un renforcement de ses postes d'expansion économique à l'Est - dans certains pays, les moyens mis en oeuvre apparaissent actuellement dérisoires par rapport aux besoins des entreprises - et compte permettre à un grand nombre de sociétés d'employer des volontaires du service national en entreprise (VSNE), afin de s'imprimer à moindre frais.

FRANÇOISE LAZARE

L'accession à la propriété,
une lourde charge

Source : CREDOC

Tous les Français rêvent d'être propriétaires de leur logement. Une fois qu'ils le sont vraiment (surtout quand ils ont fini de rembourser leurs emprunts), ils se sentent financièrement confortables, puisque 65 % d'entre eux jugent « négligeables » ou « sans gros problème » leurs dépenses de logement. Quand ils sont encore locataires, la proportion de ceux qui assument allègrement la charge tombe à 53 %. C'est pour les « accédants » que la situation est la plus difficile, eux qui remboursent chaque mois capital et intérêts des emprunts contractés. Ils ne sont plus que 45 % à trouver la charge supportable sinon tout à fait légère, mais la majorité d'entre eux (53 %) souffre peu ou prou de la décision qu'ils ont prise de devenir propriétaires. Pour 9 %, la charge est même très lourde, et 1 % d'entre eux ne savent comment faire face.

Ceux qui, propriétaires, accédants ou locataires, trouvent la charge très lourde ou insupportable ont des difficultés budgétaires dans tous les domaines. Ils renoncent sur tout, voiture, vacances, habillement, achat d'équipement ménager, pour plus des deux tiers d'entre eux, mais même parfois sur les dépenses consacrées aux enfants (34 % d'entre eux), sur l'alimentation (35 %) et les soins médicaux (17 %). Ces ménages sont jeunes (un sur deux a moins de 40 ans), ils ont des enfants dans trois cas sur cinq, ils sont fortement atteints par le chômage. « La cessation de l'activité professionnelle des femmes est souvent à l'origine des difficultés financières de ces ménages », conclut Robert Rochefort, qui a mené au Credec cette enquête sur « Les opinions sur le logement » (Consumation et Modes de vie, février 1990).

INSOLITE

RDA à vendre

Qui se souvient que la RDA est encore pour quelque temps un Etat souverain, et communiste de surcroît ? On pouvait lire ces jours-ci dans le Far Eastern Economic Review (datée du 22 février), le magazine économique international de l'Asie, une

publicité du groupe immobilier ouest-allemand Thomas Kramer qui propose sans façon de vendre « de » l'Allemagne de l'Est aux investisseurs asiatiques.

Pour s'associer à « l'une des premières occasions d'investissement » dans l'immobilier est-

allemand, le droit d'entrée minimum est de 100 000 dollars, (environ 560 000 F). « Ne manquez pas ce grand retournement », conclut l'annonce. Nul doute que le droit est-allemand saura s'aligner.

Controverse autour de l'influence des fonctionnaires au sein de la mutualité française

Création de deux nouvelles fédérations nationales

Le poids des fonctionnaires au sein de la Fédération nationale de la mutualité française (FNMF) est-il excessif ? Avec ses six mille mutuelles de base et ses vingt-cinq millions de personnes protégées, la FNMF domine largement le paysage mutualiste français et joue un rôle essentiel dans le système de protection sociale. Or, des voix s'élèvent pour s'inquiéter d'une présence trop pesante de la fonction publique.

Cette contestation, qui ne date pas d'hier et reste assez limitée, vient néanmoins de donner le jour à un projet « sécessionniste » dans le département du Pas-de-Calais où s'est constitué un organisme indépendant au plan national. Encore embryonnaire, la Fédération nationale interprofessionnelle de la mutualité (FNIM) affiche clairement son ambition : créer une troisième fédération nationale « moins soumise à l'emprise de la fonction publique ». Une autre fédération, essentiellement ouverte au monde médical, sera lancée le 11 mars prochain. M. Michel Hermant, qui a officiellement présenté mercredi 28 février à Paris la FNIM, s'oppose à « l'hégémonie » des fonctionnaires « qui cherchent parfois à imposer leurs vues » aux organismes départementaux et s'inquiète d'une « mauvaise représentation des autres secteurs économiques ». Conformément au code de la mutualité, la FNIM a créé un système fédéral de garantie afin de pouvoir lancer une structure natio-

nale. A l'heure actuelle, elle n'est parvenue à soustraire à la FNMF que deux unions mutualistes du Pas-de-Calais qui comptent quelque 135 000 adhérents, mais elle espère en rassembler un million à la fin de l'année.

Née d'un conflit avec l'union départementale de la FNMF autour de l'utilisation d'un fichier et doublée de rivalités entre banques, cette tentative apparaît surtout comme le produit d'un différend local. Elle témoigne malgré tout d'un malaise plus général. « La fonction publique a pris en mains l'appareil de la fédération, d'où un manque d'ouverture, une crise du militantisme et une désaffection de nombreux responsables locaux qui ne se sentent plus concernés », assure un animateur départemental de la FNMF qui, pour autant, n'envisage pas de rejoindre la FNIM.

Subtil
équilibre

Au printemps dernier, une controverse est apparue entre plusieurs mutuelles et la direction parisienne à propos de Mutex, un produit de prévoyance directement géré par la fédération nationale. Certains, faisant remarquer que la fédération de la fonction publique dispose de ses propres instruments de prévoyance, ont dénoncé une atteinte à leur indépendance. La FNMF a accepté de revenir en arrière mais le directeur de Mutex, en conflit avec elle, a quitté son poste.

Ce dernier, M. Thierry Laurent, est d'ailleurs à l'origine de la constitution du groupe Pasteur

Mutualité. Cette quatrième fédération nationale, qui assure avoir d'ores et déjà « débanché » plusieurs mutuelles de la FNMF, entend s'adresser aux médecins et aux professions de santé ainsi qu'à tous les salariés.

Ces controverses font le miel des Mutuelles de France (six cents mutuelles, sept millions de personnes protégées) qui, proches du Parti communiste et de la CGT, ont rompu il y a cinq ans avec la FNMF, dont les principaux dirigeants ne dissimulent pas leurs sympathies socialistes. M. Daniel Le Scornet, secrétaire général des Mutuelles de France (il devrait être élu président fin 1990), y voit l'occasion de relancer son idée d'une confédération unique et de reprocher à la FNMF de ne pas suivre « une véritable stratégie mutualiste ». Pour M. Le Scornet, il conviendrait en effet d'interdire purement et simplement aux assurances le secteur de la santé.

M. René Teulade, président de la FNMF, ne paraît guère s'inquiéter des accusations dont il fait l'objet. « Ce genre de petit mouvement anti-fédéral et anti-fonctionnaire est périodique mais ses critiques sont infondées », commente-t-il. « Bien sûr, ajoute M. Teulade, les fonctionnaires sont numériquement nombreux chez nous, y compris aux postes de responsabilité. Mais ils sont élus ! Est-ce ma faute si les fonctionnaires sont ceux qui peuvent le plus facilement se dégarer de leurs obligations professionnelles ? N'exagérons pas. Nos structures fédérales sont composées en partie de délégués des unions départementales et de délégués de soci-

étés mutualistes nationales. Quand au comité exécutif, il compte des représentants de multiples professions et des sensibilités politiques différentes ».

Cependant, afin de mieux doser le « subtil équilibre » qu'il entend respecter mais aussi désamorcer les critiques, le président de la FNMF a chargé la commission des structures de « réfléchir à une amélioration » du « pacte d'union » afin, notamment, de faciliter l'accès des non-fonctionnaires aux responsabilités.

Persuadé que la tentative de la FNMF ne menace pas la cohésion de son organisation, M. Teulade affirme s'inquiéter davantage de l'évolution des dépenses de santé et de l'avenir européen de la mutualité. « Je ne jouerai pas le jeu des départs d'honoraires. Les jeunes médecins doivent se faire une raison : ils n'auront pas les revenus dont disposent les plus anciens », assure-t-il.

Alors que la FNMF refuse d'aller au-delà des tarifs de la Sécurité sociale, la concurrence des assurances contraindrait pourtant plusieurs mutuelles - au grand dam de la fédération - de couvrir une partie des dépassements d'honoraires. Pour les mêmes raisons, d'autres réduisent les tarifs proposés aux jeunes salariés. Parce qu'elle refuse, contrairement aux assurances, de « sélectionner les risques », la mutualité est en effet menacée de ne pouvoir faire jouer la solidarité entre l'ensemble des classes d'âge et des catégories sociales.

JEAN-MICHEL NORMAND

Colloque **Le Monde** **MS** **HEC** **MANAC** **REACT**

COLLOQUE
HISTOIRE ET STRATEGIE

L'histoire d'entreprise est devenue une donnée essentielle de l'action stratégique. L'entreprise de demain peut-elle ignorer son passé ?

Avec la participation de chefs d'entreprise et d'historiens réputés :

Jean-Louis Martin, président-directeur général de la Compagnie Générale Transatlantique (C.G.T.)
François Durieux (C.G.T.)
Jean-Marie Desbordes
Bernard Levy-Leboyer (Compagnie Générale Industrielle)
Alain Pottier (Compagnie Générale Industrielle)
Maurice Pottier (Compagnie Générale Industrielle)
Thierry Schmitt (Compagnie Générale Industrielle)
George Sauter (Wilmann Group)

Le colloque de la Compagnie Générale Industrielle de France.

Mercure 28 mars 1990
Campus HEC, Jardy-en-Josas

Inscriptions à confirmer avant le 22 mars à :

Colloque HISTOIRE ET STRATEGIE
Groupe HEC Département Stratégie
11 rue de la Harpe 75005 Paris
Prix de la journée : 500 F (incluant le déjeuner et le transport)

صكتا من الامل

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Bénéfice record pour Philips l'an dernier

AMSTERDAM

de notre correspondant

Conformément à ce que ses dirigeants avaient laissé entendre au cours de l'an dernier, la multinationale Philips a annoncé jeudi 1^{er} mars un bénéfice record pour 1989. Il se monte à 1 374 millions de florins (4,12 milliards de francs) contre 1 056 millions de florins (3,16 milliards de francs) en 1988, soit une hausse d'environ 30 %.

Cette somme se décompose en 792 millions de florins (2,37 milliards de francs) de bénéfice net provenant de l'exploitation normale de l'entreprise (+ 45 %) et en 582 millions de florins de plus-value exceptionnelle (+ 12 %).

En revanche, le chiffre d'affaires de Philips n'a progressé que de 2 %, à 171,6 milliards de francs et le résultat d'exploitation a enregistré une baisse de 5 %, à 6,87 milliards de francs, contre 7,26 milliards de francs en 1988.

CHRISTIAN CHARTIER

M. Jan Timmer remplacera M. Van der Klugt à la tête du groupe néerlandais

Ayant atteint la limite d'âge, M. Cornelis Van der Klugt, président du groupe néerlandais Philips, quittera ses fonctions le 1^{er} juillet 1991. M. Jan Timmer, actuellement président de la division électronique grand public, devrait être désigné pour le remplacer à la prochaine assemblée des actionnaires. M. Van der Klugt avait été nommé à la tête de Philips le 22 avril 1986.

Jusqu'ici PDG de la Compagnie française Philips, M. Thierry Meyer, l'étoile montante de la nébuluse hollandaise, deviendra le 1^{er} avril 1990 membre du comité de management de Philips International NV, une des plus hautes instances du groupe. Il y remplacera M. Jan Timmer et deviendra le 1^{er} juillet prochain président de Philips Consumer Electronics International BV.

À la même date, M. Jean-Louis Pillard, actuel président de la filiale La Radiotechnique, remplacera M. Meyer à la tête de la Compagnie française Philips.

Un entretien avec M. Roger Fauroux

Suite de la première page

« Ce retard qui nous fait conserver certaines caractéristiques d'un pays encore pré-industriel s'explique simplement : la France n'a pas assez investi dans le passé et elle a, de surcroît, consacré l'essentiel de ses forces aux grandes causes du nucléaire, de l'espace, de l'armement et pas assez aux usines. Le regain des investissements observé depuis 1985 est rapide, mais il est encore loin d'être suffisant : les capacités de production s'accroissent de 2 % l'an mais la demande industrielle pousse 5 %. D'où l'insuffisance de l'offre, les importations et le déficit commercial qui malheureusement vont se prolonger encore un moment. »

« Avec les conseils de la Commission européenne à l'approche de 1993, avec la fin des « grandes causes » d'équipement du pays dont vous parlez, quel rôle restera-t-il à un ministre de l'industrie en France ? »

Il lui reste encore beaucoup à faire. D'abord encourager les grandes entreprises à se mondialiser, on l'a vu. Avec tous les achats qui ont eu lieu, American Can par Pechiney, Smith par Bull, RCA par Thomson, Comnaught et Rorer par Mérieux et Rhône-Poulenc, avec les accords Volvo-Renault et Hoechst-Rhône-Poulenc, avouez que nous avons pas mal réussi ! En deux ans, les groupes français sont passés de la cour des moyens à la cour des grands. Le secteur public est bien vivant et performant. »

« Le deuxième axe concerne l'innovation. Avec la relance des grands programmes technologiques (JESSI) dans les composants électroniques, la télévision haute définition, la voiture propre, le TGV de troisième génération, les matériaux et la biotechnologie, le gouvernement prépare l'avenir dans les mêmes conditions que ce qui a été fait pour le nucléaire et l'aéronautique. Dans chacun de ces domaines, le capitalisme privé est incapable d'investir assez à long terme. Il est donc légitime que l'Etat intervienne et qu'il le fasse avec force : nous dépensons 4 milliards de francs par an sur ces programmes - ce n'est pas rien ! - avec un engagement moral pluridécennal de crédits vis-à-vis des entreprises. »

« Troisième axe : les PMI. L'action ministérielle est là, dans cette répartition dans la profondeur du terrain, mais essentiellement. Par

des aides diverses, très décentralisées, pilotées par des experts locaux et contractualisées avec les régions, nous agissons à l'« allemand ». Au total, une PMI sur quatre en France bénéficie d'une aide sous une forme ou sous une autre. On en est resté là. Quant aux nationalisations, je n'ai pas les 10 milliards que j'estimais nécessaires mais 7,2 milliards en comptant les reports, ce qui n'est tout de même pas mal. »

« Vous pouvez vous interroger sur l'influence du ministère de l'industrie et constater que les organisations sont différentes en Grande-Bretagne avec un ministère de l'industrie et du commerce ou en Allemagne avec la technocratie d'un chef, l'économiste de l'autre. Mais, j'en ai fait l'expérience lors des conseils des ministres à Bruxelles : au bout du compte, la machine gouvernementale française tourne avec plutôt moins de hoquets qu'ailleurs. Un ministère de l'industrie autonome donne du poids à l'expertise industrielle dans un pays qui souffre d'un déficit à cet égard. »

relais. Notre coordination a permis de conduire pendant plus d'un an une bonne négociation. »

« Naturellement, l'accord Renault-Volvo change les données du problème et montre que la patience a parfois quelque vertu. »

« Framatome ? J'avais obtenu de la CGE, l'actionnaire aujourd'hui majoritaire, qu'elle redescende à 50 % et qu'elle donne à l'Etat un droit de regard sur la nomination du PDG. Ces concessions ont été jugées insuffisantes. On en est resté là. Quant aux nationalisations, je n'ai pas les 10 milliards que j'estimais nécessaires mais 7,2 milliards en comptant les reports, ce qui n'est tout de même pas mal. »

« Vous pouvez vous interroger sur l'influence du ministère de l'industrie et constater que les organisations sont différentes en Grande-Bretagne avec un ministère de l'industrie et du commerce ou en Allemagne avec la technocratie d'un chef, l'économiste de l'autre. Mais, j'en ai fait l'expérience lors des conseils des ministres à Bruxelles : au bout du compte, la machine gouvernementale française tourne avec plutôt moins de hoquets qu'ailleurs. Un ministère de l'industrie autonome donne du poids à l'expertise industrielle dans un pays qui souffre d'un déficit à cet égard. »

« Nombreux de bons dirigeants »

« Certains vous reprochant un manque de volontarisme, dans l'électronique par exemple. »

« Mon rôle est de réconcilier le sang-froid et le rythme long de l'industrie avec un monde politique par essence plus orienté sur l'événement. Intervenir au jour le jour serait désastreux. Le volontarisme de ce type n'a aucun sens. Il faut nommer de bons dirigeants - cela a été fait il y a moins d'un an - puis leur donner des moyens et surtout un peu de temps, et je m'y emploie. Mais, de grâce, la télévision haute définition (THD) met en œuvre des efforts de sept ou huit ans, pas de trois jours ou de trois mois ! Souvenez-vous du temps qu'il a fallu pour réussir Airbus. Qu'on laisse les entreprises travailler. Le gouvernement a refusé depuis longtemps le dirigisme à l'égard des nationalisations ; cela me convient d'autant plus que leurs résultats sont très bons. »

« Est-ce néanmoins pour accroître votre influence au sein du gouvernement que vous êtes entré en politique, comme maire de Saint-Girons dans l'Ariège, puis en militant au sein de l'Association des démocrates (ADD) ? »

« Non. Mon histoire est chronologiquement différente. Je suis entré au gouvernement comme un expert de l'industrie ; il est vrai que j'ai consacré à l'entreprise vingt-cinq ans de ma vie. J'y suis entré aussi par amitié pour un homme, Michel Rocard, et au service d'une politique que j'approuvais. Ensuite, j'ai constaté que le travail d'équipe avec des collègues qui sont presque tous des hommes politiques et, pour la moitié d'entre eux, des socialistes était non seulement possible mais le plus souvent sympathique et généralement constructif. »

« D'où l'idée, à partir de cette expérience positive, de regrouper des gens de mon type, actifs dans l'économie et la société et politiquement vacants pour en faire une force d'appui au président et à la majorité. Ce sont des hommes et des femmes disponibles qui redoutent une victoire de la droite aux législatives en 1993 et la désorganisation désastreuse qu'en résulterait la nouvelle cohabitation entravée. »

« L'ADD semble avoir échoué à ramener des personnalités parlementaires du centre vers le

« Ce n'était pas l'objet. Il n'y a pas d'élections en vue et le travail aujourd'hui n'est pas le débouché individuel de personnalités mais un ensemencement en profondeur sur le terrain de province. D'ici trois ans, on pourra récolter des voix et des élus. Quant au Parlement, je constate simplement que l'ouverture fonctionnelle bien plus qu'elle a atteint son objet : le risque d'une motion de censure par l'Assemblée n'est écarté et les efforts des ministres d'ouverture n'y sont pas pour rien. Je l'ai expérimenté moi-même concrètement lors de la discussion de mon budget, pour lequel j'ai obtenu l'abstention des centristes de l'UDC. »

« Allez-vous rallier les tentatives de Jean-Pierre Soisson de fédération du centre gauche ? »

« C'est déjà fait. Nous allons construire une fédération avec l'ADD à laquelle j'ai adhéré à ses débuts, les radicaux de gauche et les clubs de toute sorte. Un large rassemblement qui doit élargir néanmoins de ses lignes en partant sans traditionnalisme. »

« L'industrie des hommes »

« Serez-vous candidat à quel-ques choses ? »

« Je ne suis pas contre. Le travail d'été - je le pratique à la mairie de Saint-Girons - est très complémentaire du métier de ministre et d'humainisme. »

« On attendait beaucoup de Roger Fauroux, chef d'entreprise, pour donner corps au concept d'économie mixte. Mais on a l'impression que vous la vivez mal, cette économie mixte, comme en constante opposition. »

« Si j'avais voulu m'y opposer, je l'aurais fait en 1982 lorsque j'étais PDG de Saint-Gobain, qui a été nationalisé. Je suis à l'époque resté à mon poste, seul de mon espèce d'ailleurs, estimant que je n'en accommoderai et que l'on s'accommoderait de moi. Cela a été le cas. Puis en 1986, lors des privatisations, j'ai préféré céder la place à un successeur que j'avais choisi : je suis donc dans l'état d'âme vis-à-vis de l'économie mixte et singulièrement de la présence de l'Etat dans le capital de certaines entreprises. Ce qui est vrai, ce sont les tentations d'intervention des administrations dans la gestion des sociétés. Cela n'a rien à voir avec l'idéologie. »

« La centralisme industriel existe-t-il ? »

« Je suis saint-simonien, du nom de l'économiste, philosophe du début du dix-neuvième siècle. Comme lui, je crois au progrès, à l'action humaine et à la raison, à l'éducation et à la morale, à l'esprit d'entreprise et à l'Etat. Je crois au marché mais pas à ses miracles. En Hongrie, j'ai entendu au cours d'un voyage récent, de la bouche d'un communiste fraîchement converti, qu'il fallait de grandes inégalités sociales pour obtenir plus de croissance économique. En bien, je pense le contraire. Bref, je crois à l'industrie des hommes. »

Projet recueilli par ERIC LE BOUCHER

Nouvel accord industriel franco-allemand

Usinor-Sacilor et Mannesmann rapprochent leurs activités « tubes »

de notre correspondant

Usinor-Sacilor poursuit avec méthode sa politique d'alliances et d'implantations outre-Rhin. Le groupe sidérurgique français - déjà deuxième producteur d'acier en RFA depuis le rachat au début de 1989 de Saarstahl - négocie actuellement avec Mannesmann, géant de la mécanique ouest-allemande, un accord de coopération industrielle et commerciale dans le domaine des gros tubes soudés.

L'information révélée par le quotidien économique ouest-allemand *Handelblat* dans son édition de mercredi 28 février a été confirmée dans la soirée par Usinor-Sacilor.

La recherche d'un partenaire outre-Rhin dans le domaine des gros tubes soudés apparaît on ne peut plus naturelle pour le groupe de M. Francis Mer, Usinor-Sacilor dispose déjà de deux usines en Allemagne, via sa filiale Dillingen, qui complète la production de ses trois usines françaises (Dunkerque, Belvoir et Jœuf). Et en Europe, l'essentiel du marché se trouve à l'Est.

Mais Usinor-Sacilor comme Mannesmann ont tout à gagner en misant sur « l'effet taille ». Le secteur des gros tubes soudés n'affiche pas actuellement une forme des plus brillantes. Les commandes sont au niveau d'étiage en raison de la faiblesse des grands contrats énergétiques. On utilise en effet des tubes de fort diamètre pour le transport du pétrole, du gaz et de l'eau. Mannesmann - dont les activités tubes sont formées par la fusion de deux sociétés (environ 14 milliards de francs) - a eu recours récemment au chômage technique dans sa tuberie de Muelheim.

Un ensemble Mannesmann-Usinor persistera, en croisant les spécialistes, 30 % à 40 % d'un marché mondial actuellement dominé par l'URSS, premier producteur et principal utilisateur. Il s'agit aussi en mesure de mieux maîtriser ses coûts et ses prix.

Le Monde
ABONNEZ-VOUS
RE ABONNEZ-VOUS
LE MONDE
ET SES PUBLICATIONS
Gérez vos abonnements
sur minitel 24 heures sur 24
7 jours sur 7
ABONNEMENTS
36.15 LE MONDE

Dans l'aéronautique

L'activité civile l'a emporté sur le secteur militaire en 1989

Pour 1989, le chiffre d'affaires de l'industrie française aéronautique et spatiale a été de 93,4 milliards de francs, en augmentation de 8,2 % (en francs constants) par rapport à 1988, selon M. Jean-André Larpent, président du Groupe des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS). Les prises de commandes (nationales et étrangères) ont atteint 147 milliards de francs (courants), soit une progression de 22 %. M. Larpent a souligné cette montée régulière du secteur civil, particulièrement sensible à l'exportation (56 % de l'activité) avec, notamment, les ventes des Airbus

et Falcon. L'analyse des projections économiques confirme cette tendance à l'augmentation progressive du secteur civil et à l'ameublissement du marché militaire, surtout à l'exportation.

Compte tenu des importations (achats d'équipements étrangers par les fournisseurs français ou par les armées), le soldé aéronautique national demeure largement positif, à environ 38 milliards de francs au profit de la balance commerciale. Au total, l'industrie aéronautique et spatiale française employait 120 000 salariés en 1989, un chiffre relativement stable.

□ M. Mexandens réclame un soutien accru à JESSI - M. Louis Mexandens, ancien ministre des PTT et député (PS) du Calvados, a réclaté mardi 27 février un triplement du soutien financier (27 milliards) au programme européen JESSI réuni SGS-Thomson, Siemens et Philips pour développer les puces du futur. Présentant un rapport rédigé pour le compte de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, M. Mexandens n'a pas hésité à emprunter largement au vocabulaire guerrier appelant notamment à la « résistance » contre les Japonais.

« Je peux vous répondre point par point : Renault ? Le niveau du conflit avec la Commission de Bruxelles était tel que le premier ministre a jugé bon de prendre le

Le marché de la feuille acrylique

ICI rachète Juraplex

Déjà un des premiers fabricants mondiaux de feuilles acryliques, le groupe britannique ICI, numéro quatre mondial de la chimie avec un chiffre d'affaires de 127,8 milliards de francs, vient de renforcer sa position en rachetant la société Juraplex, un des principaux producteurs français avec plus de 10 % du marché.

Ce rachat, dont le montant n'a pas été rendu public, va permettre au géant britannique de passer au premier rang en France dans la feuille acrylique, avec une part de marché portée de moins de 20 % à plus de 30 %, avec une production globale de 4 950 tonnes/an.

Courte, mais étonnante histoire que celle de Juraplex, affaire montée en 1988 par une vingtaine de personnes avec les indemnités de licenciement qu'elles avaient perçues chez Aluror (groupe ORKSA). Il aura simplement manqué des fonds propres à ces audacieux entrepreneurs pour s'installer sur le mar-

ché des feuilles acryliques, en très rapide développement (20 % l'an).

Ce matériau, de plus en plus utilisé, est principalement employé pour fabriquer des pièces de sanitaire (baignoires, lavabos...), des enseignes lumineuses, des garde-corps pour balcon, du mobilier design, du vitrage, des capots de machines-outils. Le marché européen est évalué à 136 000 tonnes/an, dont 16 500 t. pour le marché français.

A cause du manque de capitaux, Juraplex n'aura jamais pu tourner à pleine capacité (1000 tonnes/an). ICI se propose de porter la production de la société à 5000 tonnes d'ici à 1992. ICI avait déjà sérieusement renforcé ses positions en 1989 sur le marché des feuilles acryliques en rachetant la firme américaine KSH Inc., leader en Amérique du nord dans cette branche d'activité.

A. D.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

S.N.I.
La Sicav diversifiée
Comptes de l'exercice 1989 clos le 23.12.1989
approuvés par le Conseil d'Administration du
19.02.1990 sous la présidence de M. Henri Parent.
Actif net : F 1.177.317.852,70
Nombre de titres en circulation : 927.349
Performance 1989 : + 13,88 %
Dividende proposé : F 40,00 + F 5,22 d'avoir fiscal
pour les personnes physiques.
Date de mise en paiement : 26 avril 1990.
Prochaine Assemblée Générale Ordinaire
le 23.04.1990 au 66, rue de la Victoire,
75009 Paris (salle du Conseil)

Consultez les valeurs liquidatives
de nos Sicav et FCP
sur Minitel 36.15 code ASSOCIC.

Banques CIC. En intelligence avec vous.

DYNASTEURS
Le mensuel des Echos
Enquête
LES JAPONAIS TRICHENT-ILS ?
Et aussi
● Bancassurance : les faux amants
● Ion Ratiu : le nouveau capitaliste roumain
DYNASTEURS
L'économie sans ménagement.
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

La Société Sopagri a été informée de la cession de 54 % du capital de Guyomarch par le Groupe Dreyfus ou Groupe Paribas.

Sopagri détenait 10,58 % du capital de Guyomarch au 31 décembre 1989.

Conformément à la politique qu'elle s'est fixée et dans l'intérêt bien compris de ses actionnaires, Sopagri a cédé l'ensemble des titres qu'elle détenait dans Guyomarch le 15 février 1990 lors de l'opération de maintien de cours.

Cette cession pour un montant de plus de 285 MF se traduira dans les comptes de Sopagri par une plus-value de plus de 220 MF avant impôts pour l'exercice 1990.

A l'issue de cette opération, l'actif net économique après impôts, réévalué de façon prudente dépassera 1150 MF.



Conformément à l'ordonnance de référé rendue le 9 juin 1989, le collège expert désigné par le Tribunal de Commerce de Paris à la demande du ministère public a remis aux parties, le 22 février 1990, un rapport sur l'exécution de sa mission.

Après avoir souligné le caractère contradictoire des débats, toutes les parties en cause ayant été entendues (ministère public, Commission des Opérations de Bourse, représentants de la société Béghin-Say, Commissaires aux Comptes), Messieurs les Experts ont formulé les conclusions suivantes :

1. Quant aux raisons ayant conduit la société Béghin-Say à acquiescer des titres représentant 7 % de Montedison et une immobilisation financière de 1,9 milliard de francs.

La prise de participation de Béghin-Say dans le capital de Montedison s'inscrit dans le cadre d'une politique de groupe qui n'est pas a priori condamnable. La société Béghin-Say en attendait d'importantes plus-values compromises par le krach d'octobre 1987, des synergies industrielles et commerciales, ainsi qu'un développement important du chiffre d'affaires et du profit de la Compagnie.

A aucun moment l'intérêt personnel d'un dirigeant de la société Béghin-Say n'a été invoqué en tant que motivation de cette prise de participation.

L'importance de l'investissement doit être comparée :

- aux enjeux qu'il représentait dans la perspective de l'édification d'un des premiers groupes agro-alimentaires mondiaux ;

- à l'endettement de Béghin-Say, qui a varié dans des proportions modestes au regard de ses ambitions.

Cette prise de participation a permis à Béghin-Say de franchir des étapes décisives de son évolution au bénéfice non seulement de son actionnaire principal, mais de tous ses actionnaires.

2. Quant aux méthodes d'évaluation retenues dans la procédure d'échange des titres Montedison et Saint Louis entre les sociétés Béghin-Say et European Sugar.

Les règles à retenir en matière d'évaluation de titres, rappelées par la Commission des Opérations de Bourse, correspondent tout à fait aux principes généralement admis.

La référence boursière relativement brève pouvait se justifier par la nécessité de prendre en considération la tendance boursière déclinée par le krach boursier d'octobre 1987, qui appelait un traitement spécifique.

Néanmoins, Messieurs les Experts concluent qu'il ne leur paraît ni justifié de prendre doublement en compte le mois de novembre 1987 ni nécessaire de privilégier la notion de situation nette par rapport à la valeur boursière et qu'il convenait d'allonger la période de référence (1^{er} août 1987 - 20 décembre 1987). Il a été, en outre, considéré que la notion de rendement ne pouvait être retenue.

Par ailleurs, s'agissant d'un échange de titres avec sous-jacent, la réévaluation de 7,72 % effectuée sur les valeurs des sociétés Montedison et Saint Louis n'était pas neutre. Cette réévaluation réclamée par European Sugar a eu une incidence relativement peu importante et, en demeurant, favorable à Béghin-Say, puisque la sous-jacent a été majorée de 7,72 %.

En retenant diverses méthodes répondant aux principes théoriques établis, les calculs de Messieurs les Experts aboutissent à une majoration de l'action Montedison - et donc de la sous-jacent - de l'ordre de 10 %. En égard au caractère forcément approximatif résultant des différentes méthodes d'évaluation, le léger écart constaté ne saurait être considéré comme réellement significatif.

Il est apparu que, compte tenu de la période financière trouble, le montant de la majoration de la valeur de l'action Montedison ne peut être considéré comme significatif dans un domaine où il n'existe pas vraiment de méthode scientifique à l'abri d'une certaine approximation.

La société Béghin-Say considère qu'elle a été ainsi reconnue de la manière la plus formelle par des experts indépendants la véracité des déclarations de ses dirigeants et confirmé le fait que les opérations de 1987 ont bien été réalisées dans l'intérêt de tous ses actionnaires.

Ces derniers avaient déjà massivement exprimé leur confiance dans les dirigeants de la Société lors de l'assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement le 28 avril 1989 : ils sont donc désormais confortés dans leur appréciation.

ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Pour un montant de 18,3 milliards de francs

Les paiements britanniques fortement déficitaires en janvier

Le déficit de la balance des paiements courants britannique a plus que doublé en janvier, atteignant 1,9 milliard de livres (18,3 milliards de francs) contre 817 millions de livres en décembre, selon l'Office central de statistique (CSO). Le dérapage a été provoqué notamment par de grosses importations de diamants et par la baisse des exportations d'avions. Après un bref accès de faiblesse mercredi 28 février, la livre et la Bourse de Londres se sont redressées. Le déficit courant révisé de décembre porte à 20 milliards de livres le solde négatif de la balance des paiements courants pour 1989, contre 14,7 milliards en 1988.

En Israël

Nouvelle dévaluation du shekel

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Pour stimuler l'activité au moment de la vague d'immigration des juifs soviétiques, le gouvernement israélien a de nouveau dévalué le shekel, comme le réclamait le patronat depuis plusieurs semaines. Annoncée mercredi soir 28 février, la dévaluation est de 6 % par rapport au « panier » de devises servant à déterminer la valeur de la monnaie israélienne.

En un peu plus de douze mois, celle-ci a ainsi été dévaluée de 24 % (4,9 % en juin et 13 % en janvier 1989), à chaque fois dans l'espoir de relancer les exportations et d'atténuer un mouvement de récession qui se soigne par un fort taux de chômage (environ 10 % de la population active). Le shekel devrait s'échanger dorénavant à 2,05 dollars.

Les exportateurs en attendent une relance immédiate, s'estimant, jusqu'alors, pénalisés par une surévaluation du shekel par rapport aux devises de leurs principaux partenaires commerciaux (Europe et États-Unis). Nombre de responsables politiques ont, en revanche, critiqué une mesure qui ne pourra, selon eux, qu'entretenir une inflation qui tourne autour de 20 %.

Parallèlement, le gouvernement a annoncé une hausse de 1 point du taux de TVA : il passe de 15 à 16 %. Il s'agit de dégager de nouvelles recettes budgétaires destinées à l'intégration des immigrants en provenance d'URSS. Au cours des deux premiers mois de l'année, 9 600 personnes sont arrivées d'Union soviétique. Les autorités estiment que les chiffres iront en augmentant dans les semaines à venir pour culminer à 30 000 par mois durant l'été - nombre de familles attendant la fin de l'année scolaire pour quitter l'URSS.

Certains milieux officiels affirment déjà que quelque 230 000 juifs soviétiques paieront Israël en 1990.

ALAIN FRACHON

L'équilibre public-privé en Italie

Nouveau renvoi de l'assemblée générale pour la séparation du pouvoir chez Enimont

L'astuce juridique employée par M. Raul Gardini, PDG du groupe italien Ferruzzi-Montedison, en vue de prendre le pouvoir chez Enimont (le Monde du 1^{er} mars), n'a pas fonctionné, ou pas encore.

L'Eni a demandé et obtenu mercredi 28 février le renvoi au 3 mars de l'assemblée générale qui nomme les deux administrateurs supplémentaires réclamés par M. Gardini pour représenter les actionnaires minoritaires et sensés lui donner la main-mise sur l'Enimont.

Engagé dans la défense des droits de l'Etat, le gouvernement refuse l'hypothèse d'une privatisation d'Enimont. Bien que la majorité appartienne divisée entre les tenants des participations de l'Etat, notamment la Démocratie chrétienne, et

les partisans des lois du marché (libéraux, républicains) la ligne de l'exécutif suit deux voies possibles : celle de la renégociation anticipée des accords, normalement prévue fin 1991, et, en cas d'un durcissement de la position du groupe Ferruzzi-Montedison, celle d'un recours devant la magistrature.

De toute manière l'enjeu est de taille, car au-delà d'Enimont la question est posée en Italie des rapports entre secteur public et secteur privé et des équilibres des privatisations dans le système économique mixte de la péninsule. Une première tentative de mariage entre Fiat et l'IRI (holding d'Etat) dans le secteur des télécommunications avait échoué à y environ deux ans.

A. D.

Les difficultés du secteur financier américain

Shearson Lehman Hutton licencie 2 000 personnes

Après la faillite de Drexel, Wall Street enregistre une nouvelle secousse. Shearson Lehman Hutton, la banque d'affaires filiale d'American Express, a annoncé mercredi 28 février qu'elle s'apprête à réduire ses effectifs de près de 2 000 personnes. Elle n'exclut pas de licencier massivement une nouvelle fois au cours des prochaines semaines.

Une reorientation stratégique serait également en cours. American Express, actionnaire principal de Shearson, qui avait fait savoir depuis plusieurs mois qu'elle souhaitait se désengager partiellement, a annoncé à la surprise générale voici quelques jours une injection de fonds propres de 750 millions de dollars. Près de 250 millions de dollars avaient précédemment été investis par American Express en décembre 1989.

Les affaires de Shearson vont mal depuis le krach boursier de 1987 et le rachat calamiteux de

E. F. Hutton, une firme de courtage de Wall Street. American Express qui a pris en main la restructuration de son empire a révisé mercredi avoir engagé des discussions avec d'éventuels acquéreurs comme Smith Barney, Harris Upham, un courtier de Wall Street filiale de Pramerica, dans le but de décaler des synergies et de réaliser des économies d'échelle.

Sanford Weill, président de Pramerica, a occupé d'importantes fonctions au sein d'American Express et joue un rôle clé dans le rachat de E. F. Hutton par Shearson, voici quelques années. Les négociations sont à peine engagées entre les deux groupes et rien n'a été révélé de leur teneur. Le programme de licenciements devrait économiser à Shearson près de 400 millions de dollars au cours de l'année 1990.

TRANSPORTS

Lufthansa veut racheter un quart du capital de son homologue est-allemand Interflug. La compagnie ouest-allemande Lufthansa a proposé à son homologue est-allemand Interflug de racheter 26 % de son capital. Cette offre, qui permettrait à Lufthansa d'obtenir des droits de trafic vers l'Europe de l'Est, sera soumise au vote des salariés d'Interflug. D'autre part, la compagnie américaine Pan Am a proposé à Lufthansa de lui vendre pour 350 millions de dollars toutes ses lignes (97 vols par semaine) entre Berlin et Francfort, Hambourg, Düsseldorf, Hanovre, Cologne, Munich, Stuttgart. Lufthansa trouve cette offre trop chère, mais envisageait avant cela le droit de desservir Berlin qui lui est interdit depuis la fin de la guerre.

ÉNERGIE

La privatisation de l'électricité en Grande-Bretagne aura lieu d'ici juin 1991. La privatisation de la production et de la distribution d'électricité en Grande-Bretagne sera achevée en juin 1991, a annoncé le 1^{er} mars le ministre de l'énergie John Wakeham. Cette opération porte sur une somme estimée à 11 milliards de livres (105 milliards de francs).

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Botte, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A37 puis OSP

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS

le Jeudi 15 Mars 1990 à 14 h, en un lot

APPARTEMENT à PARIS 7^e

38, boulevard des Batignolles

au 2^e étage à droite de 3 pièces principales

Mise à Prix : 100 000 F

Rens. S'ad. à LA SCP COURTEAULT-LECCOCQ-RIEBAUD-DUMAS,

avocats, 17, avenue de Lamboile 75016 Paris. Tél. : 45-24-46-40.

Vente sur saisie au Palais de Justice de Paris Jeudi 15 Mars 1990 à 14 h 30

STUDIO LIBRE à PARIS 2^e

35, rue Beauregard et 9, rue de la Lune - 2^e étage

Mise à Prix : 200 000 F

Avec en sus le montant arriéré des charges de copropriété

s'élevant à 8 856,94 F (au 11-5-89) - S'ad. M. G. JOHANET

Avocat associé (SCP d'avocats) à Paris 8^e, 43, avenue Hoche. Tél. : 47-66-43-40

(poste 416 de 10 à 12 h) M^{re} Huguette BADAUT, mandataire

liquidateur, 55, rue Montyon à SAINT-DENIS-DE-LA-REUNION (Réunion)

Pour visiter sur les lieux le 12 MARS de 10 à 11 heures

Vente au Palais de Justice d'EVRY, le MERCREDI 14 MARS 1990 à 14 heures

MAISON à ETAMPES (91)

20 - 22, rue de la Juiverie

A USAGE DE COMMERCE ET D'HABITATION

Rez-de-chaussée GRANDE BOUTIQUE et une pièce - 1^{er} étage : 3 pièces,

cabines de toilette - 2^e étage : 3 pièces, cabinet de toilette

Autre bâtiment : 1 pièce en rez-de-chaussée et 1 pièce au 1^{er} ét. - COUROS.

MISE A PRIX : 150 000 F

S'adresser à M^{re} Elisabeth FORTUIT-LIQUEUR, avocat au barreau de l'Essonne,

demeurant à Brunoy (91), 13, rue de la Gare - Tél. : 60-46-47-24.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY

le Mardi 13 mars 1990 à 13 h 30, en un seul lot

UN APPARTEMENT à LA COURNEUVE

(Seine-St-Denis) 21 à 27, avenue Henri-Barbusse

situé au 3^e étage du Bât. I, esc. 5, porte à droite, comp. carrelée, salle de séjour,

deux chambres, cuisine, salle d'eau, w.-c., séchoir, UNB CAVÉ au sous-sol du

bât. I, portant le n° 24

Mise à Prix : 100 000 F

S'adresser pour renseignements :

1) Au cabinet de M^{re} Jeanine PIETRUSZYNSKI, avocat,

28, rue Scaville à 93580 Pantin.

2) Au cabinet de la SCP SCHMIDT GUINIERE, S^{rs} d'avocats,

76, avenue de Wagram à PARIS 17^e. Tél. : 47-63-29-24.

Cette instance paraît à titre d'information seulement.

Le Groupe BALMAIN

a fait l'objet d'une reprise à travers

La Société Techniques et Produits Cosmétiques

contrôlée par

Monsieur Alain CHEVALIER

Président-Directeur Général

et

un Groupe d'investisseurs conduits

par

le CREDIT AGRICOLE



صكنا من الامم

Gillette renoue avec le masculin

Sérieusement malmené par des OPA à répétition, le numéro un mondial du rasage mise 300 millions de dollars sur le Sensor. A part Braun et Waterman, ses autres diversifications n'ont pas eu le développement escompté

BOSTON
de notre envoyé spécial

« C'est aussi, le mur va tomber. Derrière les grandes palissades en bois qui couvrent les ateliers en deux se cache une zone quasi militaire : le temple du Sensor, objet de la plus importante campagne marketing de l'histoire du rasoir.

Un mois après le lancement de ces deux lames montées individuellement sur ressorts (avant, le rasoir Contour ne pivotait que de haut en bas, manœuvre), le rideau de contreplaqué isolant toujours les spécialistes maison qui, après une formation spéciale, ont le droit de regarder sur écran comment se présente l'enfant. La micro-tête en premier, plus petite que celles qui l'ont précédée, les lames cassées, renforcées au chrome et platine, le manche antioxydant enfin, dont le poids doit répondre au souci exprimé par les 5 000 consommateurs testés et qui ont la même exigence : l'avoir bien en main.

« Nous n'avons pas eu le temps d'enlever les palissades, nous sommes trop occupés par le lancement », explique Robert Dalton, l'un des responsables de l'usine de Gillette Park, non loin de Boston, où s'affaiblissent plus de 2 000 personnes, dont nombre d'ouvriers hispaniques et asiatiques.

Son souci s'explique. En janvier 1989, à l'occasion du Super-Bowl, match phare de la saison de football américain, le Sensor Gillette ne se contente pas d'ajouter une nouveauté à sa gamme. C'est l'aventure du groupe qui est en jeu. Un groupe qui est

installé depuis l'origine dans le rôle de premier de la classe et qui, désarmé par les assauts à répétition de plusieurs radeurs, a dû son salut qu'à une vigoureuse reprise en main... et à un endettement très lourd.

« Cette opération constitue une étape importante pour nous », confirme John W. Symons, le président de Gillette North Atlantic, responsable de la division lames et rasoirs (l'activité la plus rentable du groupe) et qui a récemment repris le secteur hygiène beauté, plutôt mal en point. « Pour la première fois, nous allons vendre le même produit dans tous les pays avec une campagne de publicité identique et une action médiatique unique », explique-t-il. C'est d'ailleurs ce que nous avions commencé à faire à l'intérieur de la CEE pour les précédents articles.

Une première année décevante

A Boston, John W. Symons est « l'homme du Sensor ». Il est aussi le « Monsieur Europe » du groupe. C'est depuis Londres qu'il a orchestré la campagne du nouveau rasoir, avant de rejoindre en janvier 1988 le tour Prudential Bache où est installé le siège bostonien de la firme. A la demande expresse de Colman M. Mockler, président du numéro un mondial du rasage.

Nommé vice-président pour l'Europe, John W. Symons, ancien « Bio », a été déçu par les résultats : 110 millions de dollars en campagne de publicité pour 1990, plus de 75 millions de dollars investis dans la recherche depuis plus de dix ans et 125 millions de dollars



Le Sensor a été l'objet de la plus importante campagne marketing de l'histoire du rasoir.

en investissements matériels. Soit plus de 300 millions de dollars au total, près de 1,8 milliard de francs !

Dans un premier temps, compte tenu de cette somme, le Sensor peuvait de l'argent cette année, assure Deepak D. Raj, vice-président de Merrill Lynch et l'un des grands spécialistes de la valeur. Mais la courbe devrait vite s'inverser. Environ 3 millions d'exemplaires de ce nouveau rasoir et 12 millions de lames ont été vendus en Amérique du Nord au cours du dernier trimestre 1989, ce qui a déterminé la hausse de 22 % du

marché constatée durant cette période, explique cet analyste.

Gillette espère vendre la première année 15 millions de Sensor et compte sur une montée en puissance pour dépasser 20 millions d'unités en 1991, révèle Sally Schadt, analyste chez Fourteen Research. De quoi cannibaliser les rasoirs traditionnels... John Symons n'en disconvient pas. « C'est un risque calculé. D'après nos estimations, 70 % à 75 % des clients de ce nouveau produit étaient déjà des fidèles de Gillette. Les 25 % à 30 % restant, nous devons aller les prendre à la

concurrence ! » C'est-à-dire essentiellement à Schick (groupe Warner Lambert), à Wilkinson (du groupe suédois Swedish Match), dont Gillette a repris l'année dernière les activités lames de rasoir en dehors de la CEE (1), et, enfin, à Bie, toujours bien placé sur le rasoir jetable, un produit trop concurrentiel qui n'est pas une priorité pour la firme de Boston.

Focalisé sur son métier de base, et détenant encore 50 % de son marché national, le groupe continue à passer au peigne fin ses diversifications antérieures. Ainsi Gillette a décidé en décembre de se retirer du marché des cosmétiques féminins en Europe. Décidé à se recentrer sur les produits masculins, le groupe de Colman Mockler a ses dernières acquisitions, trop peu rentables.

Waterman : une locomotive

Passent ainsi à la trappe Toja Cosmetics, première entreprise espagnole du secteur, achetée en 1985, et la firme italienne Antica Erboristeria reprise en 1988. En revanche, cap sur les déodorants là où les grands du marché (L'Oréal ou les jessiviers) permettent d'occuper quelques niches.

Les diversifications plus anciennes sont vues d'un meilleur œil. Braun, qui devrait atteindre les 500 millions de dollars de chiffre d'affaires cette année, est considéré comme un complément indispensable de l'image de Gillette. Même si peu de gens font le rapprochement entre la firme de Kronberg, près de Francfort, et le groupe bostonien, l'essentiel est

que Braun ait pu élargir les deux grands du rasage électrique Philips et Remington.

Quant à Waterman, la firme française cédée en 1986 à Gillette par Francisco Gomez, elle constitue encore la locomotive du secteur stylos-articles de bureau, qui pèse environ 10 % du chiffre d'affaires et des bénéfices du groupe.

Autant d'éléments qui, pour la communauté financière, témoignent d'un souci de développement et d'une reprise en main après des années d'incertitude. Dans un premier temps, ce sont les salariés du groupe qui en ont fait les frais. Après les 2 400 suppressions d'emplois annoncées par le groupe en 1988, environ 750 licenciements supplémentaires (dont 500 en Europe) étaient décidés l'an dernier. L'usine d'Ancoy a d'ailleurs failli être sacrifiée à ces « dégraisages » (voir encadré page 24), mais c'est finalement l'unité canadienne de Montréal qui a fermé ses portes.

Ces compressions d'effectifs, ajoutées aux 100 millions de dollars que le groupe espère retirer des cessions en cours, vont avoir un effet de levier sur les résultats. D'ores et déjà les bénéfices 1990 devraient dépasser les 350 millions de dollars (contre 285 millions fin 1989), estime certains analystes.

SERGE MARTI
Lire la suite page 24

(1) Pour 72 millions de dollars. Le département américain de la justice a toutefois bloqué cette opération au mois de janvier en invoquant la législation antitrust. L'affaire est en cours.

Une multinationale à tête pivotante

Utilité, sûreté et qualité, ce sont les trois critères que King C. Gillette assignait en 1901 à son premier rasoir. Depuis quatre-vingt-dix ans, la firme de Boston s'inspire des mêmes principes, qui lui assurent encore les deux tiers du marché

Tous les grands hommes vous le diront : c'est généralement des potron-miels, en seasant ou au sortir du bain, que l'idée géniale vient aux inventeurs. King C. Gillette, lui, avait conjugué deux éléments favorables : une belle matinée de l'été 1895, pour une idée claire, et un coupe-chou à la lame si émoussée que la chasse au poil superflue était devenu un véritable supplice.

Jetant nerveusement l'instrument de torture dans le plat à barbe, le voyageur de commerce qu'il était alors sut qu'il tenait là l'idée de ce produit qu'il cherchait depuis tant d'années. En l'occurrence, un nouveau rasoir, fait de lames interchangeables, un article courant aussi commode que possible à l'usage et dont des millions d'individus de par le vaste monde ne pourraient plus se passer. La ruine des barbières...

Chez les Gillette, une honorable famille vivant à Chicago avant que l'incendie de 1871 contrainse George et Fannie Gillette, accompagnés de leurs trois fils, à s'installer dans le Massachusetts, l'invention était presque de tradition. Ils avaient tous déposés plus ou moins un brevet. Mais à ce jour sans débouché industriel. Depuis son entrée en tant que VPR à la Baltimore Seal Co. en 1891, à l'âge de trente-six ans, King C. Gillette piaffait d'impatience. Jusqu'à cette fameuse matinée d'été dans sa maison de Brookline.

La guerre : une bénédiction

Lui était sûr d'avoir inventé cette fois le produit-miracle : une coupe de métal supportant la future lame, une sorte de serre-joint pour la verrouiller et un manche en bois pour soutenir le tout. L'idée était bonne mais elle avait du mal à intéresser les sponsors. Ce n'est qu'en 1901, six ans plus tard, que William Nickerson, un ingénieur du fameux MIT (Massachusetts Institute of Technology), accepta de l'aider. Sans grand enthousiasme. Mais qu'importe. Le 28 septembre 1901, King Gillette créait l'American Safety Razor Company. Avec l'aide de Nickerson, il posait deux années à peaufiner « le premier rasoir de sûreté » et, en 1903, la société commençait sa commercialisation.

Prix de vente du coffret : 5 dollars, avec 20 lames de rechange. Et un mode d'emploi assorti d'un défilé de trente-trois portraits de célébrités. Satisfait ou remboursé. En dépit de cette campagne originale pour

l'époque, le lancement du premier rasoir Gillette fut un bide. A la fin de l'année, la société qui avait mis le produit sur le marché au mois d'octobre n'avait vendu que 51 rasoirs et 163 paquets de lames !

Il ne fallait plus pour rebouter le « King ». Avec un prénom pareil... L'année suivante, son produit était breveté et, fin 1903, après avoir reconstruit son réseau de vente, la société affichait des chiffres plus réconfortants : 250 000 rasoirs vendus et 100 000 paquets de douze lames chacun. Par la suite, la firme vendait bon an mal an près de 400 000 rasoirs et 100 000 paquets de lames. Forte de ces résultats, la société, qui avait commencé en 1911 dans le sud de Boston où elle employait à présent mille cinq cents personnes, pouvait payer rubis sur l'ongle les dividendes promis aux actionnaires qui avaient cru au rasoir Gillette.

A l'abri de ses succès, la firme s'installait dans son confort quand la guerre, la première, la vint à l'appeler à l'ordre. En 1914, l'Europe était en feu. Trois ans plus tard, les Etats-Unis prenaient part au conflit. Ce qui aurait pu être une catastrophe pour King Gillette fut une bénédiction. Sa société était devenue le fournisseur de l'armée américaine. Il n'était plus question de centaines de milliers d'articles.

Les hommes combattant dans les tranchées avaient besoin de 3,5 millions de rasoirs et de dix fois plus de lames. A la fin du conflit, la société pouvait compter sur des millions de clients captifs. Aux Etats-Unis bien sûr, mais aussi en Europe où, dès 1920, Gillette disposait d'une demi-douzaine de filiales, la principale ayant vu le jour dès 1905 en France sous forme d'antenne commerciale. Dans le même temps, la firme de Boston étendait son petit empire à l'Asie, à l'Australie, à l'Amérique du Sud. Trois ans plus tard, elle réalisait 30 % de son chiffre d'affaires à l'étranger.

La même année, King Gillette avait présenté son dernier-né : un rasoir plaqué or au prix de 1 dollar. Imbattable. Avec une version féminine, le Debutante. Moins cher, normal. Mais la réussite n'exclut pas toutes les audaces. En 1932, Gillette devait confesser que, trois ans plus tôt, sa nouvelle lame lancée au cours de la rude bataille qui l'opposait à l'an de plus redoutables concurrents, Henry J. Gaisman, le patron de Auto-Strip Safety Razor, et de son produit-fétiche, le Probak, n'était pas aussi satisfaisante que

la firme l'avait précédemment affirmé.

Cette « Confession » (c'était le titre de la publicité) parut dans 600 journaux américains. Pour rompre avec cette mauvaise image, Gillette décida de donner à ses produits une couleur, le bleu, symbole de l'acier inoxydable. Le « Gillette bleu » était né. Une nouvelle idée du King. La dernière. Il devait mourir en juillet 1932 à l'âge de soixante-dix-sept ans, en Californie où il s'était retiré après avoir confié sa société à Henry Gaisman, l'ex-rival dont l'entreprise avait finalement fusionné avec Gillette trois ans plus tôt.

La désignation de Joseph P. Spang en 1938 à la tête de Gil-

lette constitue une autre date importante. Son prédécesseur quittait la scène alors que les bénéfices de Gillette étaient au plus bas depuis 1915. Certes, la firme figurait encore au premier rang, mais elle ne détenait plus que 18 % d'un marché éparpillé disputé par quantité de fabricants de lames et de rasoirs. Une fois de plus, la guerre mondiale, la seconde, éclatait au bon moment. En décembre 1941, les Etats-Unis entraient en guerre.

Des centaines de milliers de soldats montaient au front avec le Gillette en poche. Une fidélité sans précédent. Résultats comptables : pendant les quatre années du conflit, le groupe avait vendu plus de 20 millions de rasoirs et 1,5 milliard de lames !

Certes, les restrictions imposées par l'effort de guerre avaient empêché Gillette de sortir de nouveaux produits mais la société, depuis deux ans, a eu notamment le marché des rasoirs électriques (où elle avait essuyé quelques pas en 1938), avait tout de même fourni à l'armée américaine des instruments de contrôle du carburant destinés à des dizaines de milliers d'avions. La paix revenue, Joseph Spang, dont la présidence devait s'achever en 1956, allait s'attacher à diversifier les produits maison tout en maintenant leur diffusion dans le monde.

En 1948, Gillette rachetait Tony Company, une petite entreprise spécialisée dans les produits pour permanentes. En 1955, la société qui avait mis cinquante ans à sortir du rasoir, à l'issue d'un long débat au sein du conseil, reprenait Paper Mate, une société d'articles de bureau, activité que le groupe poursuivait à ce jour. Auparavant, le lancement de la coupe à rasoir confirmait la présence de la firme dans le secteur des articles d'hygiène. C'est à partir de ces trois métiers que le groupe a poursuivi son expansion pendant près de quarante ans.

Définir son pré carré

Se diversifier en dehors de ces activités a connu des fortunes diverses. Le rachat, en 1971, du ST Dupont et la commercialisation, l'année suivante, du briquet jetable Cricket fabriqué par cette filiale française n'a pas répondu aux espérances (Gillette s'est séparé de cette société en 1987). Pas plus que l'acquisition, en 1975, d'une entreprise de l'Ohio spécialisée dans les produits chimiques destinés au jardinage et à l'horticulture.

En revanche, l'apport, en 1967, de la firme ouest-allemande Braun, un des grands noms du rasage électrique, est un atout incontestable pour Gillette. De même que la société Oral-B, acquise en 1984 et spécialisée dans les articles dentaires à destination des professionnels et du grand public. Une activité qui figure encore à la rubrique « Divers » dans les comptes de la compagnie et qui réalise actuellement un peu moins de 10 % du chiffre d'affaires total.

Mais l'essentiel reste le rasoir. Tous ceux qui, depuis une génération, ont présidé aux destinées du groupe, lui consacrent toute leur attention. Car c'est sur lui que repose tout le succès de la firme et la majeure partie de ses résultats.

Durant les dix années passées à la tête de l'entreprise, Carl J. Gilbert (qui a succédé en 1958 à Joseph Spang dont il était l'adjoint depuis deux ans) a eu notamment à défendre le Safety Razor contre les vistes de la firme (Astra) britannique Wilkinson Sword, venue l'attaquer sur son terrain.

Son successeur, Vincent C. Ziegler, nommé en 1965 pour une durée de dix ans, a pu, lui, s'engouffrer du lancement en 1971 du Trac II, suivi au plan international, un an plus tard, par le G II. Quant à l'ancien patron, Colman M. Mockler, il a dû fermer ferme dès son arrivée, en 1976, pour résister au produit révolutionnaire lancé en 1973 du l'autre côté des mers par le baron Bich : le rasoir jetable.

Pour une fois, l'initiative ne venait pas de Gillette. Et la firme mit près de quatre ans pour riposter à l'offensive de Bich en lançant, en 1980, le premier rasoir jetable à tête pivotante, après avoir commercialisé, en 1978, l'Atra Plus, un rasoir classique mais à tête pivotante lui aussi.

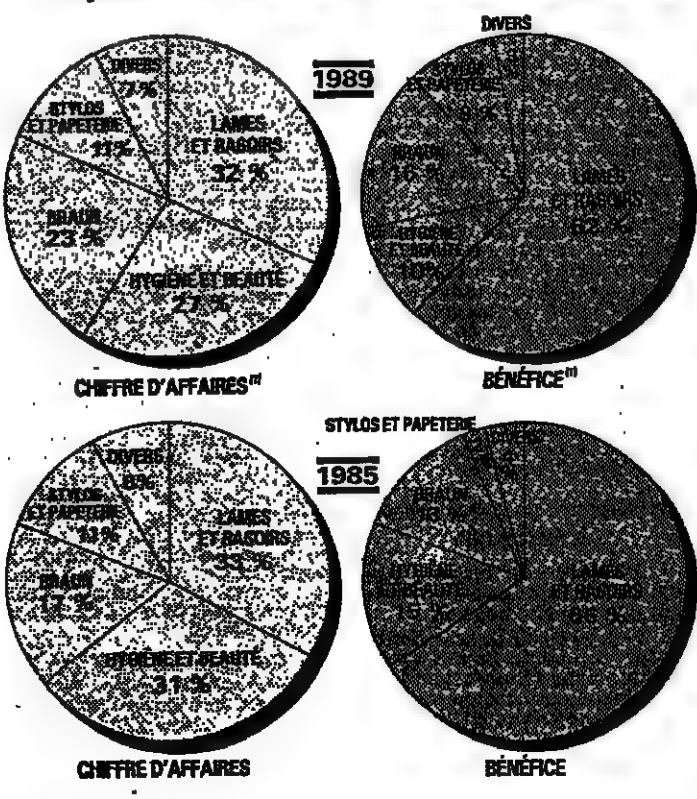
A partir de 1986, l'histoire du numéro un mondial s'est poursuivie plus souvent dans les gazettes boursières que dans les laboratoires. Attaquée à de multiples reprises, la firme a passé tout son temps à défendre son pré carré. Et sa direction fut accusée de verser des miettes aux actionnaires de Gillette et de s'être singulièrement assoupie durant la dernière décennie.

Après avoir laissé passer l'orage, Colman M. Mockler ne semble pas troublé outre mesure. Son groupe, désormais présent dans plus de deux cents pays (avec des unités de fabrication dans une trentaine d'entre eux), produit un bon millier d'articles différents, toutes activités confondues, destinés à un milliard de consommateurs. Avec ses trente mille quatre cents salariés (dont le tiers aux Etats-Unis), il détient encore près des deux tiers du marché mondial du rasage.

Et il se contente d'écouter chaque matin (en se rasant, bien sûr...) les bulletins de victoire qu'il croit déceler dans la formidable campagne publicitaire accompagnant le lancement du Sensor. Le patron de Gillette, que l'on dit volontiers taciturne, sait en tout cas une chose. A la différence de King C. Gillette, qui a su tirer profit des conflits armés, Colman M. Mockler, lui, ne peut plus compter sur une troisième guerre mondiale.

E. M.
Lire la suite de notre dossier sur Gillette en page 24

Répartition des activités par segments



(1) Source : Merrill Lynch

Au cours des cinq dernières années, les ventes de lames et rasoirs, qui représentent environ le tiers des ventes, assurent toujours près des deux tiers des résultats. Depuis le rachat de Waterman, l'activité stylo-papeterie a renforcé sa contribution aux bénéfices, à l'inverse des cosmétiques.

AFFAIRES

Gillette renoue avec le masculin

Suite de la page 23

De quoi accorder des dividendes plus élevés à des actionnaires longtemps mécontents et qui ont failli débarquer l'actuelle direction de Gillette il n'y a pas si longtemps. A trois reprises en effet, en l'espace de deux ans (1986-1987), Ronald Perleman, le vainqueur - à l'arraché - de Revlon, a essayé de s'emparer du roi du rasage. Et il a échoué de peu. A peine Colman Mockler venait-il de signer une trêve avec l'impertinent raider que trois autres chasseurs regroupés dans une firme d'investissements, Conison Partners, se lançaient en 1988 à l'attaque du groupe dont ils détenaient alors 6 % du capital. Trop peu pour prendre le contrôle mais suffisamment pour revendiquer des sièges au conseil d'administration et se livrer ensuite, des actionnaires à une « proxy fight », une guerre des procurations de

vote aux assemblées, qui aurait tourné à l'avantage de Conison si les tribunaux n'en avaient pas décidé autrement il y a quelques mois.

Epuisé par cette série d'attaques, Gillette était contraint de racheter des quantités impressionnantes (1,6 milliard de dollars) de ses propres actions. Avec pour effet de voir son niveau d'endettement grimper à près de 2 milliards de dollars. Pour comprimer le niveau de sa dette et se doter d'un ballon d'oxygène en cas d'OPA, le groupe a cédé l'été dernier à Warren Buffett, le président de la compagnie d'assurances Berkshire Hathaway, l'équivalent de 600 millions de dollars d'actions préférentielles, soit 11 % du capital. En échange, cet investisseur, qui affirme prendre un engagement à long terme

avec Gillette, a fait son entrée au conseil d'administration.

Rassuré sur ses arrières, Gillette a pu, l'esprit un peu plus tranquille, lancer son Sensor (il lui a tout de même fallu plus de dix ans pour accoucher de cette nouvelle lame) et se chercher d'autres débouchés. La société a annoncé récemment son projet d'installer en Union soviétique une usine de 50 millions de dollars capable de fournir 500 millions de lames par an. Un bon moyen pour devenir le fournisseur occidental attitré de l'URSS et de ses 100 millions d'adeptes du rasoir, et qui sait des autres pays de l'Est engagés sur la voie de l'économie de marché. Et donc friands de biens de consommation, à défaut de rasage gratis.

Une bonne occasion de faire oublier que Gillette, la différence de nombre d'entreprises américaines, ne s'est jamais retirée d'Afrique du Sud. A Boston, on ne mélange pas la politique et les affaires.

SERGE MARTI

Les chiffres-clés du groupe (en millions de dollars)

Année	Chiffre d'affaires Total	Dont			Bénéfice net	Total des actifs	Dette à long terme	Nombre d'actions en circulation (en millions)
		Etats-Unis	Europe	Autres				
1989	3 818,3	ND	ND	ND	284,7	2 800,0	970,0	109,6
1988	3 581,2	1 251,3	1 466,8	863,1	268,5	2 867,9	1 675,2	109,6
1987	3 166,8	1 166,3	1 264,0	736,5	229,9	2 731,2	839,6	115,1
1986	2 818,3	1 100,9	1 029,9	687,5	15,8	2 539,5	915,2	127,3
1985	2 400,0	1 024,8	764,1	611,1	159,9	2 424,6	435,9	123,5

ND: Non disponible. A paraître dans le rapport annuel 1989. (Source: Gillette.)

Au vu des résultats financiers de ces dernières années, l'évolution du chiffre d'affaires aura été marquée par une forte croissance de la part réalisée en Europe alors que les ventes aux Etats-Unis ont beaucoup moins progressé. Cette évolution est également vraie au niveau du bénéfice net, où la part de l'étranger est en augmentation de plus du double par rapport à celle des Etats-Unis. Par ailleurs, la forte diminution du nombre d'actions en 1987 et 1988 résulte du rachat par Gillette de ses propres actions pour résister aux assauts menés contre la société. Le résultat en est un considérable accroissement de son endettement à long terme, lequel représentait fin 1988 quasiment l'équivalent des actifs non immobiliers de la société (1 739,7 millions). Heureusement, le rachat, l'été dernier, de plus de 600 millions de dollars d'actions Gillette par Warren E. Buffett, a permis de réduire cet endettement.

La bataille d'Anney

Gillette Anney - Non à la fermeture ! » Quand la banderole de la CFDT plantée au sommet du mont Blanc est apparue sur les écrans de télévision, en septembre 1988, les 720 salariés français du groupe américain savaient qu'ils venaient de marquer un point important.

On se souvient de la suite : la constitution d'un multinationnel européen (France, Allemagne, Espagne, Grande-Bretagne) qui n'hésite pas à aller plaider son dossier à Boston, et la convocation Rue de Grenelle, par Roger Faroux en personne, de Derwyn F. Phillips, vice-président du groupe Gillette.

Le 14 mai, simplement indiqué que si Gillette décidait de fermer l'usine d'Anney (Haute-Savoie), elle n'aurait pas seulement en conflit avec les salariés de l'entreprise mais aussi avec la France... à déclarer peu après le ministre de l'Industrie.

Avertissement entendu. Il y a tout juste un an, en février 1989, le groupe américain annonçait sa décision de poursuivre la production des lames double tranchant à Anney « dans les années à venir pour satisfaire les besoins du marché européen et pour répondre à certaines demandes d'exportation ».

Mais le rôle du rasoir obtenait tout de même l'accord des autorités françaises pour procéder à des réductions d'effectif (de l'ordre de 200 personnes) sur une durée de deux ans sous forme de départ à la recherche et la mesure du possible sur la base du volontariat. Gillette s'engageait également à attirer de nouvelles activités industrielles dans la région pour compenser les départs prévus dans cette usine.

« Nous avons respecté notre accord », affirme aujourd'hui Boston John W. Symonds, le patron de l'activité rasoirs et cosmétiques pour l'Amérique nord. « Un plan social exceptionnel, a été décidé et nous poursuivons un programme très important de reclassement d'emplois », assure-t-il. Charge de cette tâche, le cabinet DLI, qui a déjà travaillé sur ce type de problème pour Saint-Gobain, doit trouver un nouvel emploi aux 150 salariés qui quittent l'entreprise avec une prime de départ représentant deux ans de salaire.

Compte tenu de 50 autres départs prévus dans le cadre d'une convention FIE, ce sont 200 postes (sur 400) qui sont supprimés à Anney, une usine importante pour Gillette puisqu'elle réalise encore un volume d'affaires significatif tout en gagnant de l'argent.

Des marchés perdus

« L'usine française avait perdu les marchés du Moyen-Orient, désormais livrés par des usines locales dans le cadre de la répartition géographique décidée par le groupe. De plus, notre production a été divisée par deux. D'où le plan de réduction des effectifs... », explique Alain Calviera, président de Gillette France, l'une des plus anciennes implantations du groupe. Dès 1905, elle figurait parmi les principales usines de fabrication de la firme américaine.

C'est à partir d'Anney et à destination des pays européens et d'Amérique du Nord que sont fabriquées les traditionnelles lames à double tranchant Gillette.

Bleu. Mais tout le reste, les rasoirs jetables et les « systèmes », les rasoirs à cartouche (y compris le nouveau Sensor) sont importés pour être ensuite commercialisés.

Gillette France réalise actuellement un chiffre d'affaires d'environ 1 milliard de francs et une centaine de millions de francs de bénéfices avant impôts, pour l'essentiel dans sa division lames et rasoirs, une part minime (80 millions de francs) provenant des bombes à raser, et un chiffre global inférieur d'articles de toilette, également importés.

Avec 470 millions de lames et rasoirs vendus chaque année ainsi que 8 millions de bombes, la firme française détient environ 63 % du marché domestique du rasoir contre 10 % à chacun de ses trois principaux concurrents (Bic, Schick, Wilkinson). Le reste (5 %) allant aux marques de distributeurs (Carrefour...). Naturellement, sur la « jetable » qui représente 40 % du marché national, la part de Bic, l'inventeur du produit (en 1975) est bien supérieure (25 %).

Sur le plan européen, Gillette détient encore, à la fin de l'année dernière, 59 % du marché (calculé en unités), devant Bic (17 %), Wilkinson (13 %), Schick (6 %) et les distributeurs (5 %), un pourcentage comparable à la part mondiale du groupe américain (60 %) qu'il espère bien accroître avec son dernier-né, le Sensor. Pour sa part, Gillette France aura investi 80 millions de francs en publicité pour ce nouveau produit dont elle espère vendre 2,5 millions d'exemplaires la première année, et 30 millions de lames.

S.M.

CONVICTIONS

L'effort de recherche au risque de la finance

Le ministre de la recherche et de la technologie, M. Curien, dresse un tableau des forces et faiblesses de la recherche en France. Et s'inquiète de l'importance accordée par certains financiers aux préoccupations à court terme.

GRAND commis de la science, disciple d'Yves Rocard à l'Ecole normale supérieure et gendre de Georges Pompidou, Hubert Curien en est à son troisième poste de ministre de la recherche et de la technologie.

Il a été directeur du CNRS, de la délégation générale de la recherche scientifique et technique et du Centre national de l'espace (il est un des pères d'Ariane). Ce Vosgien calme et obstiné, cheville ouvrière d'Eurêka, a su nouer des liens étroits avec le monde scientifique industriel en France et à l'étranger.

« La nouvelle bataille financière (fusions, acquisitions, OPA) livrée par les groupes industriels français en vue de 1993, ne se fait-elle pas au détriment de leur compétitivité technologique ? »

« L'effort de taille est important pour les groupes industriels. On ne peut être indifférent au fait que, parmi les vingt plus grandes entreprises mondiales, il n'y en a pas de françaises. Il est donc naturel que nos industriels cherchent à grandir par des acquisitions... »

« La raison des concentrations industrielles est moins la volonté de puissance que la quête d'efficacité. Mais le danger est que les stratégies financières et que les industriels en fassent leur souci quasi unique, au détriment d'une stratégie technologique à long terme. Une telle stratégie technologique n'implique pas nécessairement des « fusions », il suffit parfois de « rapprochements ». Un exemple : les deux grands constructeurs français Renault et PSA viennent de se rapprocher pour travailler ensemble sur la « voiture propre ». La stratégie technologique est, selon moi, la première priorité.

« Or je constate sans plaisir que, en 1989, l'effort industriel de recherche-développement a faibli de 1 % aux Etats-Unis. Et je me demande si les Américains, confrontés à la concurrence commerciale extrêmement vive du Japon, ne sont pas conduits à privilégier la conquête ou la reconquête des marchés à court et moyen terme au détriment de la recherche et de la préparation du long terme.

« Ce n'est certainement pas l'exemple que nous devons suivre, nous Européens. Les Japonais, moins accaparés maintenant par la conquête immédiate de nouveaux marchés, intensifient leur recherche à long terme ; il en est de même de la République Fédérale d'Allemagne.

« Mais les trois pays « battants » que vous venez de citer

disposent d'un budget de recherche industrielle supérieur à celui de la France... »

« Les statistiques nous montrent qu'un effort supplémentaire est nécessaire chez nous en recherche industrielle. Des calculs simples conduisent à affirmer que 20 milliards de francs supplémentaires consacrés chaque année à la recherche industrielle nous mettraient au rang des meilleurs.

« N'est-il pas paradoxal qu'au moment où la concurrence mondiale se gagne justement grâce à une stratégie d'innovation, les entreprises françaises, dont les plus grandes, accusent un déficit dans leur budget de recherche industrielle ? »

« C'est un fait qu'il faut s'attacher à corriger. Pourquoi, nous frottons-nous de ce décalage significatif, sans être aucunement caricatural ? D'abord, parce que nous avons peu de très grosses entreprises qui permettent précisément des actions massives de recherche. Les groupes super-puissants peuvent se permettre d'investir dans des voies prospectives et exploratoires plus diversifiées que les plus petits, qui sont amenés à adopter une politique de choix plus filieuse.

« D'autre part, si nous nous comparons à la République fédérale d'Allemagne, nous constatons que le taux de recherche dans ses PME est nettement supérieur au nôtre. Cela provient du fait que beaucoup de nos PME travaillent encore dans des secteurs traditionnels de moindre valeur ajoutée. Nous avons là un réel effort à faire. Nos PME doivent s'orienter vers des produits à valeur ajoutée plus forte.

« A cet égard, le jeu de l'Allemagne a été plus efficace que le nôtre. Et puis, j'ajouterais une remarque : je ne suis pas sûr que nous sachions utiliser au mieux nos ingénieurs les plus brillants. Sélectionnés pour leurs études en raison de leurs dons pour les sciences, ne vont-ils pas trop vite et trop massivement vers des métiers où leur talent de chercheurs, d'inventeurs aura moins d'occasions de s'exercer ? »

« Serait-ce pour cela que la France a régressé de la neuvième à la treizième place des pays innovateurs ? »

« Nous devons et nous pouvons regagner des places dans cette compétition. Il nous faut, pour cela, poursuivre et amplifier une politique volontariste. D'au-

tant part les échanges internationaux du savoir-faire doivent être intensifiés, en allem., et retour. Ce sont les Français qui ont proposé, en 1985, la mise en place d'une nouvelle procédure de coopéra-



Hubert Curien

tion industrielle européenne, le programme Eurêka. JESSI (1) est l'un des projets les plus importants de ce programme : l'électronique européenne y trouvera un point d'appui fort.

« On reproche pourtant aux laboratoires publics de ne pas déposer assez de brevets.

« La référence au nombre de brevets déposés par les laboratoires publics peut être discutée : c'est un indicateur qui allume effectivement un signal d'alarme. Mais, depuis une dizaine d'années, nous avons fait d'énormes progrès en ce qui concerne les relations entre la recherche publique et les milieux industriels. Alors qu'il était parfois considéré comme curieux, pour ne pas dire suspect, pour un laboratoire public de travailler avec une firme industrielle, il est maintenant au contraire considéré comme étonnant qu'un organisme de recherche n'ait pas de contrat avec l'industrie.

Un réservoir de savoir-faire technologique

« N'est-ce pas antinomique que les pouvoirs publics financent la recherche privée ? »

« Voyons les différents modes d'intervention de la puissance publique dans l'innovation et le développement technologique industriel. Partons d'abord de l'Etat client, qui passe de grands marchés à l'industrie : grands marchés civils (télécommunications, transports, etc.) ; grands marchés militaires (aéronautique, etc.). Aux Etats-Unis, par le biais de tels marchés, notamment militaires, des sommes considérables sont injectées dans la recherche. Qui s'en offusque ? »

« Bien sûr, l'Etat intervient aussi par d'autres voies, fiscales avec le crédit d'impôt-recherche, ou directe par la passation de contrats de recherche qui encouragent les activités de recherche établies publiques. Une composante essentielle de la politique de recherche est de faire en sorte que tout ce qui est découvert ou mis au point dans les organismes publics, puisse profiter le plus rapidement et le plus complètement possible à l'industrie.

« Comment devait alors opérer votre « office de courtage technologique », qui cherche à encourager les investissements des PME dans les nouvelles technologies ? »

« En complément à l'action déjà fort efficace de nos délégués régionaux à la recherche et à la technologie (DRRT), nous venons de décider que le CEA (2), qui est un remarquable réservoir de savoir-faire technologique, viendrait alimenter l'ANVAR (3), qui est en charge de la diffusion technologique, pour que de nouvelles fabrications à plus forte valeur ajoutée puissent s'implanter. Nous faisons donc une première étape en faveur de nos régions (4) pour en tirer les conclusions dans un an. Il est nécessaire de mener une action répartie au niveau régional si nous voulons avoir un véritable impact sur les PME ; la connaissance du milieu ne s'acquiert que sur le terrain.

« Pourquoi avez-vous recours aux ingénieurs du CEA plutôt qu'à ceux du CNRS pour ce transfert de technologie ? »

« Le CNRS est, lui aussi, fortement impliqué dans la politique de diffusion technologique et ses relations avec l'ANVAR sont quasi organiques : issue du CNRS, cette agence fut créée alors que j'étais directeur au CNRS. Mais nous ne voulons pas diaphragmer le champ en faisant fortement appel au CEA qui mène, certes, des activités de recherche fondamentale mais qui est aussi un centre de connaissances technologiques dans les domaines les plus divers.

« Comment se fait-il que des chercheurs du CNRS, faisant partie de la fonction publique, puissent travailler comme consultants dans le privé ? »

« Je crois avoir eu quelques professeurs de médecine, on de droit, ont aussi une activité de cette nature... Faudrait-il que les universitaires ne puissent exercer leur métier en prise directe avec le milieu industriel ? Certes, les conditions financières doivent être raisonnablement codifiées. Mais tout cela n'est qu'une affaire

de règles à définir. La morale n'est pas antinomique à l'efficacité.

« L'économie mixte a-t-elle de multiples avantages... »

« Une économie bien comprise ne doit pas dresser de mur entre le secteur public et le secteur des entreprises ; le pays vit grâce aux deux et à leur bonne entente.

« Et s'il fallait sortir de l'alternance : aéronautique/espace ou informatique/télécommunications, représentant 80 % du financement public, quels seraient vos axes prioritaires ? »

« Avant d'en venir, regardons d'abord ce qu'il y a dedans. Pourquoi devons-nous rester dans le spatial ? Rappelons-le le temps où le seul pays occidental capable de mettre en orbite des satellites importants était les Etats-Unis : nous n'avions aucune flexibilité, aucune autonomie pour satisfaire nos besoins stratégiques, civils ou militaires. Cela a conforté notre volonté de construire notre propre capacité spatiale : c'était vital pour l'Europe.

« Et d'ailleurs, nous ne sommes pas dépendants : nous dépendons dans l'espace, nous, Européens, des forces motrices américaines. Par ailleurs, il n'est pas question de freiner l'aéronautique ; voyez notre excellente réputation, le succès de nos avions sur les marchés internationaux. En ce qui concerne le troisième volet, l'électronique, le Japon est évidemment omniprésent.

« Mais le sera-t-elle stratégique de l'électronique est évident : vous ne pouvez plus fabriquer la moindre machine sans puces. Il nous faut donc développer l'électronique afin de maîtriser raisonnablement la production industrielle. Or celle-ci exige une continuité : ni renouveau prématuré à telle voie ni éternelle hésitation pour prendre telle autre.

« Mais il n'est pas risqué d'affirmer que nous devons être très présents dans les transports terrestres, où nous marquons de très bons points ; dans l'agroalimentaire ; dans les biotechnologies en plein essor ; et que nous devons trouver de bonnes niches dans le secteur de l'équipement industriel.

« Serait-il possible de contrôler davantage le passage de la découverte scientifique à des applications industrielles, afin d'éviter des dérapages nuisibles ? »

« Faites-vous allusion à l'atome ? »

« Il faut se préoccuper de la prévention des risques technologiques en temps utile. Ce n'est pas une agitation fébrile au moment des crises qui est nécessaire mais un travail continu. La France peut être considérée comme un modèle en ce qui concerne les recherches sur la sécurité nucléaire.

« Et les dangers potentiels du génie génétique ? »

« Les comités d'éthique font un excellent travail. Et, de plus, nous voici confrontés à une nouvelle forme de droit. Celui-ci avait pour objet de proposer des règles dans un champ de phénomènes connus nous voyons maintenant émerger des codifier dans des domaines où la « vérité » est susceptible de changer au rythme des découvertes.

Mettre la science à la portée de tous

« Vous avez d'ailleurs dit : « la science peut trouver la main de Dieu ou la queue du diable... »

« La connaissance scientifique s'approche de plus en plus vite de la compréhension des mécanismes et de la vision d'un monde interne et vivant. Tout au bout est la « main de Dieu ». La main, pas nécessairement la tête. Car la connaissance d'un « comment » n'est pas encore celle du « pourquoi ». Mais entrevoir la « main de Dieu » c'est, aussi, froter la « queue du diable ».

« Or un récent sondage de la SOFRES (5) indique une baisse du capital confiance envers la science : 73 % des Français ne considèrent pas qu'elle fait partie de la culture... »

« Comment voulez-vous qu'un Français pense que la science fait partie de sa culture alors que la télévision ne lui en parle presque jamais ? La science ne doit pas apparaître comme un jardin réservé à ceux qui le cultivent, elle n'est pas la propriété privée de ceux qui savent. Il faut la mettre, assidûment mais agréablement, à la portée de tous. »

Propos recueillis par GUITTA PESSIS PASTERNAK

(1) Joint Européen Submicron Silicon : mise au point des composants électroniques grâce à un projet commun à SGS-Thomson, Philips et Siemens. Budget de 25 milliards de francs.

(2) Commissariat à l'énergie atomique.

(3) Agence nationale pour la valorisation de la recherche.

(4) La Bretagne, le Limousin, la Lorraine et Rhône-Alpes.

(5) Réalisé en février 1989 pour le compte du ministre de la recherche et de la technologie.

come-back

Un champion de la filiale

الاميل

AFFAIRES

Le come-back de la Continental Illinois

Quasiment nationalisée après sa faillite en 1984, la grande banque de Chicago refait surface. Banque à tout faire autrefois, elle s'est aujourd'hui spécialisée dans les services aux entreprises

CHICAGO

de notre envoyé spécial

AU printemps 1984, le krach de la Continental Illinois ébranlait le monde de la finance. Une banque pouvait donc faire faillite. Ce très prestigieux établissement du Middle West, dont les façades néoclassiques plongent au cœur du Loop, le quartier des affaires de Chicago, avait dû déposer brusquement son bilan. Des prêts incouverts aux grands pays latino-américains, une politique de crédit non moins imprudente aux PME d'un secteur pétrolier en pleine déconfiture.

Il n'en avait pas fallu plus pour entraîner la faillite et déclencher un début de panique chez les déposants. Pour tous les observateurs, c'était comme si l'ensemble du système financier américain avait commencé de vaciller. La gravité de l'événement fut telle que la Continental fut immédiatement « nationalisée ».

Le terme de nationalisation si étranger au vocabulaire du monde politique et financier américain ne fut certes pas prononcé. Mais le 14 mai 1984, la Réserve fédérale — la banque centrale des États-Unis — le Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC, compagnie d'assurances des déposants) et l'Office of the Comptroller of the Currency (le troisième des organismes de contrôle des banques) se mobilisèrent pour apporter une assistance immédiate. Entre autres mesures, un pool de vingt-huit banques fut sommé d'ouvrir une ligne de crédit de 5,5 milliards de dollars à la Continental. En juillet, un plan permanent en trois parties fut rendu public afin d'insuffler vie à cet établissement en état de coma avancé.

La première de ces mesures avait pour but d'assainir la plus grande partie du portefeuille. Le FDIC racheta pour 3,5 milliards de dollars de créances douteuses, ramenant ainsi leur proportion à un niveau inférieur à 1 milliard de dollars. Simultanément, le FDIC lançait un emprunt obligataire de 1,5 milliard de dollars pour que la Continental Illinois puisse assainir, si besoin était, une autre tranche de créances irrécouvrables.

Une nouvelle équipe dirigeante

Au 30 septembre 1985, la Continental n'avait utilisé qu'un tiers de la somme ainsi mise à sa disposition. Une fois la portefeuille de la banque nettoyée, le FDIC entreprit ensuite de restructurer le capital. Des titres hybrides (mi-capital, mi-obligations) ont alors été émis à hauteur de 1 milliard de dollars dans le dessein de reconstituer les fonds propres de l'établissement.

Libéralisme oblige, les titres ainsi émis firent du FDIC l'actionnaire unique et baillonné de la Continental : ses actions n'étaient dotées d'aucun droit de



Le siège de la Continental Illinois à Chicago.

vote et ne lui conféraient même pas le droit de siéger au conseil d'administration. Le FDIC précisait néanmoins que ces titres seraient remis sur le marché « aussitôt que possible ». Divers autres apports éleveront en l'espace de six mois les fonds propres de la Continental aux environs de 2,25 milliards de dollars, soit presque 8 % de son total de bilan.

Enfin, dernière mesure, l'équipe dirigeante fut entièrement refondue. John Swearingen, ancien président de la Standard Oil et figure éminente du business américain, accepta la présidence de la Continental. William Ogden, ancien vice-président de la Chase Manhattan, se rangea à ses côtés avec les titres de vice-président et de directeur général.

Deux ans durant, jusqu'en juillet 1987, les deux hommes expédieront les affaires courantes, remettent de l'ordre dans le fonctionnement d'un établissement traumatisé et, surtout, s'employèrent à réactiver la confiance. Chose extraordinaire, l'essentiel de la clientèle resta fidèle à la Continental. Au point que dès 1985 le FDIC commença à remettre, au compte-gouttes, des titres de la banque sur le marché.

Mais c'est avec l'arrivée, en 1987, de Thomas Theobald que la Continental va prendre réellement un nouveau départ. Plus âgé, d'apparence très britannique, celui-ci n'est pas n'importe qui : il est l'ancien vice-président de la Citicorp, le numéro deux de la première banque américaine. Ayant échoué à y devenir « chairman » — sur les deux vice-présidents, c'est l'autre, John

Read, que le conseil d'administration devait choisir — Theobald accepta la tâche de redresser définitivement la Continental.

Trois mois après avoir pris possession de son immense bureau présidentiel, le 28 octobre 1987, Theobald dressa un nouveau plan stratégique. Dès le départ, le but était clairement indiqué : la Continental ne serait plus une banque à tout faire capable de servir les besoins du particulier comme de la Chase Manhattan, mais deviendrait une banque spécialisée tout entière au service des entreprises.

Un métier de base et un seul

En effet, Thomas Theobald était convaincu que le temps des vaches grasses était terminé pour les grandes banques américaines généralistes. Les profits faciles à l'abri de frontières réglementaires relevaient selon lui d'une époque en train de s'achever. La déreglementation ne permettrait plus aux banques américaines de bricoler dans toutes les directions. Autrement dit, le secteur financier allait entrer dans le même cycle de restructurations que les industries de l'acier, du papier, du transport aérien ou de l'automobile avaient connu avant lui. Sachant cela, il devenait donc urgent de définir un métier de base et de s'y tenir.

Pourquoi avoir choisi de devenir une banque de services pour les entreprises ? A Chicago, on avance aujourd'hui deux raisons. La première est que de, tout temps, la Continental avait été liée au grand business de la ville.

La seconde tient à la cité de Chicago elle-même. Quand vous sortez sur le seuil de la Continental, dans LaSalle Street, il suffit de tourner à gauche sur cinquante mètres pour pénétrer dans le Chicago Board of Trade, le premier marché à terme d'instruments financiers du monde. En revanche, si vous tournez à droite, vous tombez inmanquablement, après quelques « blocs », sur le Chicago Mercantile Exchange, le second marché à terme de produits financiers de la planète.

Diriger un établissement bancaire dans une ville qui se prévalait de deux laboratoires financiers de premier plan et se contenter de faire de la banque de détail (du retail banking comme disent les Américains lorsqu'ils parlent de la banque pour les particuliers) aurait été pur aveuglement. Le 9 décembre 1988, la Continental vendait donc pour 750 millions de dollars (5 milliards de francs) ses 60 000 comptes de particuliers à une autre banque, la First Chicago Corp.

Ainsi allégée, la Continental — qui perdait aussi dans son logo l'« Illinois » — allait pouvoir déployer toutes ses forces dans la direction choisie. Le corporate banking (la banque pour les entreprises), placé sous la direction de Gary Scheuring, a été modernisé, un département commercial créé avec pour tâche le démarchage des clients, tandis que le département crédits, nouvellement autonomisé, devait être étoffé. Il n'a plus aujourd'hui pour simple fonction d'accorder un prêt, mais d'analyser le problème financier d'un industriel, de l'aider à définir ses besoins, puis de lui tailler ensuite un prêt sur mesure. Bien entendu, commerciaux et techniciens travaillent de concert et sont correspondants de chaque client. Nul ne peut rejeter sur l'autre la responsabilité d'un échec.

Un produit-clé : la gestion du risque

Une activité risk-management a également été développée, sous la responsabilité de Waite Rawls III. Tous les responsables de la Continental vont le dire, c'est ce département qui est promis au plus grand avenir. Qu'est-ce que le risk management ? Réponse : la prise en compte de l'ensemble des risques que court une entreprise. Inauguré d'abord dans l'industrie, le poste de risk manager avait pour but de parer aux dangers

physiques menaçant l'entreprise : incendie, dégâts des eaux, piratage informatique, etc.

La Continental a eu l'idée d'étendre ce concept aux risques financiers. Le raisonnement est simple : plus les marchés financiers se décloisonnent et moins les entreprises de tous les pays sont protégées contre les mouvements erratiques du cours de l'argent. Appuyée contre les deux marchés à terme de Chicago, la Continental est donc en mesure d'élaborer tous les instruments permettant de parer aux risques de taux, de change, de variation de cours de matières premières...

Le poids du passé

Frends, un produit d'investissement basé sur la titrisation des crédits a ainsi été travaillé pendant neuf mois avant d'être proposé avec le plus grand succès à une clientèle largement internationalisée. « Nous avançons rapidement vers une époque où les stratégies de risk management seront construites comme des automobiles de manière à satisfaire tous les goûts du public en matière de couleur, de résistance, d'aménagement intérieur ou de vitesse. Bientôt les entreprises viendront nous voir en disant : voilà ce dont j'ai besoin et voilà ce que je peux mettre : qu'est-ce que vous m'offrez pour ce prix », explique Waite Rawls III.

Se spécialiser, c'était aussi se concentrer et abandonner le reste. Cette stratégie de la niche ne supportait pas qu'une partie des efforts de réorganisation soit distraite. Après la vente des comptes de particuliers, ce fut au tour du réseau international d'être élagué. Les succursales de Belgique, de Corée, de Taïwan, d'Espagne... furent cédées ou fermées tandis que celles de Tokyo, Milan, Paris, Londres furent renforcées. First Options, une filiale de services pour les opérateurs en Bourse, fut également vendue.

Parallèlement, des services nouveaux virent le jour : une équipe spécialisée dans les fusions et acquisitions a été débauchée à grands frais. Elle opère désormais pour le compte de la Continental dans la gamme des entreprises moyennes, les numéros 200 à 500 du classement annuel du magazine Fortune.

Unique concession aux particuliers, un département gestion de fortune a également été créé. Mais il n'est pas destiné au tour-venant. Il accueille surtout les moyens, ceux dont l'« épargne » atteint au bas mot 10 millions de dollars. Si un pauvre pourvu de 1 à 2 millions de dollars seulement frappe à la porte, les dirigeants de la Continental assurent que personne ne le lui cliquera sur le nez.

Les salariés de la banque n'ont naturellement pas été épargnés par cette cure de jouvence menée tambour battant par Thomas Theobald. Ils étaient 12 000 au moment de la faillite. La Continental Bank n'en compte plus que 7 500. Même si l'établissement a pris un nouvel essor, le poids du passé continue de peser sur ses comptes : les pertes enregistrées au dernier trimestre 1989 (58 millions de dollars) sont en partie le résultat d'une politique de provisionnement intense des créances sur le tiers-monde. « Ces provisions font partie de l'apprentissage du passé », elles n'empêcheront pas la redéploiement progressif de l'établissement sur des bases assainies », assurent les dirigeants de la Continental.

Preuve d'une confiance retrouvée, le FDIC a pu remettre sur le marché en 1989 près de 13 % des titres de la banque. 26 % environ restent encore entre ses mains. Grâce à l'Etat, la Continental existe. Les années Reagan furent certes celles d'un libéralisme pur et dur, mais comme on le voit, il y eut des exceptions.

YVES MAMOU

BIBLIOGRAPHIE

Le patron-fléau de Dieu

On connaissait déjà le « manager minute » (1), on vient de découvrir le « leader situationnel » (2). Voici maintenant le patron-fléau de Dieu, celui après le passage duquel la mort ne repousse plus : Attila le Hun. On nous dit qu'avant d'être un best-seller aux États-Unis l'ouvrage de Wess Roberts a été édité à compte d'auteur et lu sous le manteau par les grands patrons de choc américains, dont le baroudeur texan Ross Perot (celui qui libère lui-même les otages en Iran et affronte General Motors à mains nues).

Pas étonnant : les « secrets de leadership » du Hun reconstitués par l'ex-major de l'armée américaine et ex-directeur de l'American Express sont une véritable leçon sur la façon de devenir un vrai chef. Chef de bande, chef de horde... et donc, par analogie, chef d'entreprise, voire chef de service.

La major Roberts a bien étudié son affaire et conte d'abord avec une grande sobriété la véritable histoire d'Attila, depuis son enfance à Rome jusqu'à sa mort dans les bras de sa troisième épouse (quel chef !). Le major écrit au carré et s'emploie à présenter Attila sous un jour presque sympathique. Certes sa horde pillait, tuait et incendiait, mais le major nous explique que les hommes d'Attila étaient ainsi très motivés... Une façon comme une autre d'adhérer « au projet d'entreprise », comme on dit.

L'auteur a donc imaginé qu'au soir de sa vie ce leader un peu spécial, assis près d'un feu de camp, énonçait son testament spirituel. Le résultat, dans un style un peu répétitif (lancinante mélancolie...), ne manque pas d'intérêt, ne serait-ce que par l'insistance sur quelques thèmes souvent oubliés par les « chefs » français.

Avoir envie d'être chef

Le major Roberts, par exemple, fait dire à Attila des choses très considérées sur la juste appréciation de l'ennemi : « le bon chef choisit son adversaire et ne sous-estime ni son intelligence ni ses capacités de réaction ou de vengeance. Les récentes batailles autour de Provençaux de la Générale de Belgique ou de la Société générale ont montré que certains leaders reconnus pèchent par excès de préférence et sous-estiment leurs adversaires ».

Autre leçon salutaire : pour être un bon chef, il faut avoir envie d'être chef. Une évidence ? Vraiment... Nombre de chefs la deviennent dans les entreprises pour des raisons obscures ou déraisonnables : avoir bien réussi au niveau n-1 ne prédispose pas à réussir au niveau n, comme chacun sait. Être un bon guerrier ne conduit pas à devenir un bon chef. Le major est très clair sur ce point. Il faut donc revoir ses classiques, et l'ouvrage fourmille de bonnes idées — classiques certes — mais articulées de manière intelligente.

Cela écrit, fallait-il vraiment en appeler à Attila pour faire passer le message ? Les stratégies militaires sont à la mode dans la littérature managériale, mais de là à ressortir le Hun de son cercueil d'or, d'argent et de fer...

Le monde du management serait-il à ce point à la recherche de modèles qu'il se précipite sur toute analogie ou métaphore possible avec avidité ? Nous avions déjà eu les leçons de business de Socrate (3) ou du général Bugeard (4), aujourd'hui Attila... A quand les Dix leçons pour gagner un marché, d'Adolf H. et les Trente conseils pour motiver une équipe, de Benito M. ? D. Py.

- (1) De Blanchard et Johnson. Editions d'Organisation.
- (2) De Paul Hersey, Editions d'Organisation.
- (3) De Peter Koestenbaum, Interéditions.
- (4) Préface aux Stratégies militaires appliquées aux affaires, de David Rogers. Editions First.

« Attila le Hun - Secrets de leadership », de Wess Roberts. Editions First, 154 pages.

Un champion à la tête de la filiale française

Pour percer sur le marché financier parisien, il fallait quel-
un que l'effort ne rebute pas. Depuis janvier 1988, c'est un Français, Patrick Pera, deux fois médaillé olympique de patinage artistique (en 1968 à Grenoble et en 1972 à Sapporo), qui préside aux destinées françaises de la Continental Bank. « Le sport est une bonne école. Les standards d'excellence sont élevés et cela aide pour le business, qui exige une forte capacité de rebondissement », explique Patrick Pera.

Patrick Pera a eu une adolescence « intéressante ». Ce qui signifie que, de 6 heures à 22 heures, il a réussi à mener de front le sport de haute compétition et les études.

En 1973, âgé de vingt-quatre ans, il hésite entre devenir professionnel du patinage et donc gagner beaucoup d'argent tout de suite ou bien poursuivre des études.

Il opte pour la voie longue. Il obtient alors une bourse du

ministère des sports pour partir s'entraîner aux États-Unis, plus une autre du ministère des affaires étrangères pour mener de front un MBA (master of business administration) à l'université de Columbia.

Lever à 6 heures, puis entraînement jusqu'à midi. Après le déjeuner, cours à Columbia, le dimanche étant tout entier consacré aux études. « Patiner six heures par jour, six jours par semaine pendant onze mois de l'année, tout cela faisait de rudes journées », se souvient Patrick Pera.

D'autant que, comme les bourses étaient insuffisantes pour assurer un train de vie décent à New-York, Patrick Pera travaillait à entraîner parallèlement le Skating Club de New-York.

En 1976, MBA en poche, il rentre à la City Bank. C'est là qu'il rencontrera Thomas Theobald, l'actuel « chairman » de la Continental. Après un poste en

Italie, il quittera la City Bank en 1982 pour la Continental Illinois.

Mais en 1984, quand la banque dépose son bilan, les chasseurs de tête recrutent Patrick Pera pour le compte de la Barclay's Italia. « Je ne croyais pas que l'établissement s'en relèverait. Mais quand Theobald m'a rappelé à la fin de 1987, j'ai su qu'avec lui elle redeviendrait un établissement de premier plan ».

Aujourd'hui, Patrick Pera ne regrette pas d'avoir opté pour les finances plutôt que pour le sport. Il va régulièrement à la patinoire « en séance publique », mais pour faire découvrir ce sport à ses filles.

Il ne souhaite pas cependant qu'elles suivent le chemin de la compétition, « c'est vraiment trop dur ». Pour lui-même, s'il continue le sport, c'est afin de se maintenir en forme. Pour ce qui est de la compétition, il s'apprête à passer de l'autre côté de la barrière, celle des juges chargés de noter les champions.

Y. M.

REVENUS 1989

CALCULEZ VOS IMPOTS

avec **Le Monde**

sur minitel
36.17 code IMP

MARCHÉS FINANCIERS

La Banque de France s'adresse à son homologue allemand

La Bundesbank est appelée à intervenir dans le conflit entre la DG Bank et plusieurs établissements français

Le refus de la DG Bank d'exécuter ses engagements à l'égard de plusieurs banques françaises provoque des tensions dans les relations financières entre la France et l'Allemagne fédérale.

Ce qu'il est convenu d'appeler maintenant le « scandale de la DG Bank », selon les propres termes du procureur de la République de Francfort, pèse de tout son poids sur les marchés et risque d'altérer gravement les relations financières franco-allemandes. Ainsi, M. Philippe Lagayette, sous-gouverneur de la Banque de France, vient, au titre de président de la commission bancaire, d'écrire à son homologue d'outre-Rhin M. Kuntz, président du Bund Aufsicht AMT (office fédéral de contrôle des banques) pour lui faire part de la vive inquiétude que lui inspire l'attitude des dirigeants de la DG Bank. Le gouverneur de la Banque de France, M. Jacques de Larosière, par le même courrier, a également fait part de son souci à son collègue, M. Karl-Otto Poehl, président de la Banque fédérale d'Allemagne, qui, la semaine dernière, avait déclaré se laver les mains d'une « affaire de droit privé ».

Les dirigeants de la DG Bank refusent, on le sait, de racheter les obligations mises temporairement en pension auprès de plusieurs établissements français, comme il est prévu dans ce genre d'opérations. En ce cas, les banques françaises auraient sur les bras des titres fortement dépréciés du fait de la baisse de leurs cours depuis l'autisme (10 à 14 %). Comme le total de ces mises en pension atteint 20 milliards de francs, on mesure l'ampleur des pertes potentielles pour les détenteurs de ces titres.

La Banque fédérale d'Allemagne (Bundesbank) est-elle vrai-

ment en position pour jouer les Ponce Pilate ? C'est peu vraisemblable, et ceci pour deux raisons. La première est qu'elle est membre, de droit, du conseil d'administration de la DG Bank, son représentant actuel étant M. Helmut Schlesinger, vice-président de la Bundesbank en personne. La seconde est, qu'au titre de la Convention de Bâle signée en 1975, les banques centrales européennes sont convenues de régler, sur leurs propres marchés, tout problème bancaire qui serait susceptible de perturber les marchés voisins. C'est ainsi que l'année dernière, la Banque de France, évoquant la solidarité de base au titre de l'article 52 de la loi bancaire, a mis à la charge de l'ensemble des banques françaises le rachat de la Saudi Bank (2,1 milliards de francs) avec, comme justification, la nécessité absolue de désamorcer les tensions financières, notamment britanniques, dont la confiance en Paris ne devait, en aucune façon, être ébranlée.

Les autorités françaises ont souhaité que le même raisonnement soit tenu à Francfort où, il faut le dire, la presse se garde bien de prendre le parti de la DG Bank. La première chaîne de télévision allemande, ARD, est allée, comportement très inhabituel, jusqu'à mettre en cause la Bundesbank : « Si on était en France, il y a longtemps que la Banque centrale serait intervenue pour remettre un peu d'ordre », a-t-on pu entendre.

Masquer des moins-values

De l'ordre, c'est ce qu'apparemment les dirigeants de la DG Bank s'efforcent de mettre dans les affaires de leur direction des obligations après la découverte d'opérations irrégulières effectuées avec une filiale hypothécaire, la Schwabische Hall, et la constitution d'importantes provisions, tant pour les opérations que pour le litige avec la France. Aux dernières nouvelles, selon le gouverneur de la Banque centrale de Hesse, l'office fédéral de contrôle des banques va ouvrir une enquête sur l'affaire, tandis que le courrier allemand EDD, qui a servi d'intermédiaire dans ces opérations, semble prendre le parti des banques françaises.

A Paris, et maintenant à Francfort, on se demande si la flamme des taux d'intérêt à long terme en Allemagne depuis deux mois, qui a fortement déprécié les obligations en portefeuille, n'a pas contraint certains services de la DG Bank à masquer des moins-values gênantes. Découvrant le pot aux roses, la direction aurait invoqué « l'imprécision » de certains contrats de pension pour débarrasser le bilan des titres désormais dépréciés. En ce cas, la réputation de la place de Francfort, si orgueilleuse jusqu'à maintenant, se trouverait fortement entamée. Le passage à une phase judiciaire, avec la perspective de voir les banques françaises poursuivre en justice la DG Bank, n'arrangerait rien, bien au contraire. Si le dénouement des opérations de marché doit désormais s'effectuer devant les tribunaux, les établissements bancaires devront flaque d'un juriste chaque opérateur. Ce serait l'instauration d'un climat de défiance généralisée. Et la fin de tout, en vérité, à Paris, sur le marché financier, on ne parle plus que de cela, ce qui empoisonne l'atmosphère. C'est pourquoi l'affaire de la DG Bank est si grave, car elle touche le cœur de toute la relation financière nationale qu'internationalise, à savoir le respect de la parole donnée.

FRANÇOIS RENARD

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Service des titres
18 bis, rue de Berri
75008 Paris

PROROGATION DE L'EMPRUNT C.N.E. 15,30 % JANVIER 1983

Il est rappelé que ceux des porteurs d'obligations Caisse nationale de l'énergie 15,30 % janvier 1983-1990 qui le désirent peuvent obtenir le remboursement de leurs titres depuis le 7 février 1990. Ce remboursement ne peut être refusé ou reporté pour aucun motif que ceux que la législation oppose à l'exécution de tout contrat.

Les porteurs qui n'auront pas demandé le remboursement le 6 avril 1990 verront leurs titres automatiquement prorogés au taux de 9,91 % jusqu'au remboursement du 7 février 1997, sous le même régime fiscal que celui des obligations janvier 1983.

NEW-YORK, 28 février

Nouvelle progression

Tirée par les valeurs vedettes, la Bourse de New-York a poursuivi sa progression mercredi en dépit d'une petite baisse de tension dans le courant de la séance. En hausse de près de 25 points, puis après l'ouverture, l'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé à 2 627,25 en progrès de 10,14 points.

Le marché était actif avec quelque 185 millions d'actions échangées. Le nombre des hausses était supérieur à celui des baisses : 927 contre 566, 472 titres restant inchangés. Selon des analystes, la capacité de résistance de Wall Street après la chute de la Bourse de Tokyo et la reprise partielle de cette dernière ont redonné confiance aux investisseurs. Toutefois, le regain de tension des taux d'intérêt à long terme a mis un bémol à ce sentiment. Les taux sur les bons du Trésor à trente ans s'établissent à 8,53 % mercredi en fin d'après-midi contre 8,44 % mardi soir. L'annonce d'une révision en hausse du produit intérieur brut américain au quatrième trimestre 1989 (lire page 20) n'a pas trouvé d'écho sur le marché.

Pourtant, sous les lambris, l'atmosphère était à la prudence. « Et s'il ne s'agit pas d'une embolie ? », s'interrogeait un professionnel.

Pas facile d'y voir vraiment clair. Quelques voyants rouges se rallument ici et là, par exemple, la chute des commandes de biens durables aux États-Unis, qui relance le thème de la récession. De ce côté, l'Atlantique, l'affaire de la DG Bank, qui risque de tourner au scandale financier, jette une ombre sur les marchés, qui, d'ailleurs, n'ont rien perdu de la crainte que leur inspire l'union menaçante des deux Allemagnes. Enfin, le réajustement de Tokyo paraît un peu trop rapide pour être durable. Mais, échaudés par les deux derniers épisodes, le marché et le public communautaire financiers ont peut-être inutilement pessimistes. En attendant, la faiblesse persistante de l'activité méridionale de l'économie générale.

VALEURS	Cours de 27 fév.	Cours de 28 fév.
Alcoa	63 1/2	64 1/4
A.T.T.	39 3/8	39 3/4
Boeing	62 1/2	63 1/8
Chrysler	23 3/4	24 1/8
Du Pont de Nemours	33 3/4	34 1/4
Eastman Kodak	48 1/4	47 1/8
Exxon	48 1/4	48 3/4
General Motors	45 1/8	45 1/4
Goldman Sachs	32 1/2	33 1/4
IBM	108 1/2	109 1/8
ITT	54 1/8	54 1/4
Johnson & Johnson	61 1/2	61 3/4
Pfizer	36 1/8	36 1/4
Rockwell	46 1/8	47 1/8
Texas Instruments	58 3/4	59 1/4
U.S. Steel	22 1/2	22 3/4
Union Carbide	25 1/8	25 3/4
Westinghouse	31 1/4	30 3/4
Xerox Corp.	52	51 1/2

LONDRES, 28 février

Tendance incertaine

A l'issue d'une séance très irrégulière, la Bourse de Londres a terminé la journée de mercredi sur une note très incertaine. L'indice Footsie des valeurs vedettes a gagné 0,6 point à 2 253,4. Quelque 363 millions de titres ont été échangés, contre 337 millions mardi.

L'annonce d'une aggravation surprise du déficit de la balance des paiements courants britanniques en janvier à 1,87 milliard de livres a plutôt été mal perçue par les opérateurs. La tension globale a été relancée, chape de la publication prochaine de son bénéfice. En revanche, la compagnie d'assurance General Accident a sévèrement chuté après l'annonce d'une baisse de moitié de son bénéfice annuel, largement inférieur à l'estimation des analystes. Commercial Union s'est effondré après la publication de ses résultats tandis que Royal Insurance s'est affaibli par sympathie quelques heures avant la publication, jeudi, de son bilan annuel.

Le groupe chimique Americanium s'est fortement replié en raison des prévisions d'une baisse de son bénéfice. Les fonds d'Etat ont terminé en repli de près d'un point par endroits. Les mines d'or comme Driefontein et Vaul Reef ont légèrement progressé.

FAITS ET RÉSULTATS

□ Bass veut vendre les hôtels Crest. — Le groupe britannique Bass (brasserie, boulangerie, restauration, hôtels) a mis en vente, mercredi 28 février, la plus grande partie de sa chaîne d'hôtels Crest (47 établissements sur 55). La firme a expliqué qu'elle donnait la priorité à Holiday Inn, première chaîne mondiale avec 361 000 chambres, qu'elle a rachetée en août 1989 pour 1,2 milliard de livres (environ 1,6 milliards de francs). Les huit hôtels Crest conservés (moitié en Grande-Bretagne, moitié à l'étranger) seront transférés en Holiday Inn. Les établissements vendus (43 en Grande-Bretagne, 4 aux Pays-Bas), totalisent 5 100 chambres, auraient une valeur de 350 millions de livres (3,4 milliards de francs). Les actionnaires de Bass ont souhaité réduire l'endettement du groupe. Déjà, en septembre 1989, celui-ci avait reversé ses hôtels et résidences de tourisme en Espagne pour 45 millions de livres (436 millions de francs).

□ Clause : Axa-Midi cède à Lafarge et Rhône-Poulenc le reliquat de sa participation. — En raison de la dégradation des résultats de son ancienne filiale Clause, Axa-Midi a cédé à Lafarge et Rhône-Poulenc, actionnaires majoritaires depuis le début de septembre 1989, le

PARIS, 28 février

La hausse continue

Pour la troisième journée consécutive, le mouvement de hausse s'est poursuivi mercredi rue Vivienne. La Bourse de Paris a toutefois ralenti l'allure avant d'élancer de nouveau le foule. A l'ouverture, l'indice CAC-40 avait d'abord affiché une progression nettement plus démodée de 0,60 %, avant d'accroître légèrement la cadence. Vers 13 heures, son avance atteignait 0,84 %. En fin d'après-midi à la clôture, elle était de 1,53.

Après le « touché mou », le temps paraît se rallonger sur les grandes places financières internationales. L'amélioration paraît à New-York. Le redressement de Tokyo se poursuit en s'accroissant.

Paris a tout lieu de se réjouir, car, en plus, les derniers chiffres du commerce extérieur pour janvier témoignent que le redressement est en cours avec un déficit ramené à 790 millions de francs (contre 2,44 milliards pour décembre).

Pourtant, sous les lambris, l'atmosphère était à la prudence. « Et s'il ne s'agit pas d'une embolie ? », s'interrogeait un professionnel.

Pas facile d'y voir vraiment clair. Quelques voyants rouges se rallument ici et là, par exemple, la chute des commandes de biens durables aux États-Unis, qui relance le thème de la récession. De ce côté, l'Atlantique, l'affaire de la DG Bank, qui risque de tourner au scandale financier, jette une ombre sur les marchés, qui, d'ailleurs, n'ont rien perdu de la crainte que leur inspire l'union menaçante des deux Allemagnes. Enfin, le réajustement de Tokyo paraît un peu trop rapide pour être durable. Mais, échaudés par les deux derniers épisodes, le marché et le public communautaire financiers ont peut-être inutilement pessimistes. En attendant, la faiblesse persistante de l'activité méridionale de l'économie générale.

TOKYO, 1^{er} mars

Rechute

Après deux jours de forte reprise, la Bourse de Tokyo a brutalement reculé jeudi à l'issue d'échanges assez animés. Réorienté presque à l'ouverture, le mouvement de baisse s'est poursuivi en s'accroissant et, à la clôture, l'indice Nikkei avait reperdu 762,41 points (-2,2 %) pour s'inscrire à 33 829,58, effaçant ainsi, et même au-delà, tout le bénéfice de son avance précédente. La nouvelle baisse du yen a derechef fait passer un vent glacé dans les rangs des boursiers. Le marché des obligations s'est vivement replié et celui des actions a fait sursaut. Les particuliers ont recommencé à se dégoûter. Mais les dévouements de positions d'arbitrages sur indices boursiers effectués par les grandes maisons de titres américaines ont probablement contribué à l'alourdissement de la tendance. L'activité a porté sur l'échange de 600 millions de titres contre 700 millions la veille.

VALEURS	Cours de 28 fév.	Cours de 1 ^{er} mars
Axel	1 180	1 200
Bridgeway	1 530	1 510
Canon	1 800	1 800
Fujitsu	2 800	2 800
Hitachi	1 680	1 640
Manitex Electric	2 170	2 120
Mitsubishi Heavy	1 010	1 030
Sony Corp.	2 290	2 290
Toyota Motors	2 240	2 220

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours de 27 fév.	Cours de 28 fév.
Amstel & Associés	448	445
Amstel	77 50	78 00
B.A.C.	206	205
Bouygues	576	576
Bouygues Telecom	188	188
B.P.M.	516	516
Bolton	370	370
Bolton (Lyon)	240	240
Châles de Lyon	2380	2380
Châles	720	720
C.A.I. de F. E.C.I.	520	520
C.D.M.E.	1820	1820
C. Epip. Bist.	348	348
C.E.G.E.P.	282	282
Châles d'Orsay	625	625
C.A.M.	906	906
Châles	282 10	282 10
Châles	1108	1108
Châles	340	340
Dalco	197	197
Dalco	546	546
Dalco	1023	1023
Dalco	473	473
Dalco	180	180
Dalco	15 15	15 15
Dalco	199 50	199 50
Dalco	362	362
Dalco	218	218
Dalco	820	820
Dalco	206	206
Dalco	138	138
Dalco	300	300
Dalco	1030	1030

LA BOURSE SUR MINTEL
36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 28 février 1990

Nombre de contrats : 17 400.

VALEURS	Prix exercice	Mars dernier	juin	Mars	juin
Banques	560	—	—	26,50	45
CCE	560	9,50	27	23	—
EN-Agences	560	37	58	—	—
Environnement SA-PLC	60	2,28	—	4,20	7,20
Euro-Disneyland SC	110	1,65	—	—	—
Havas	1 580	15	15,50	30	33
Lafarge-Capelle	320	4,50	18,45	—	10
Michelin	140	—	—	83	100
Midi	1 300	15	—	23	—
Paribas	640	17	—	37	—
Pernod-Ricard	1 167	21	—	23	—
Pengost SA	680	123	—	3	13
Rhône-Poulenc CI	400	17	28	4	—
Saint-Gobain	520	32	56	—	16
Suez-Peyrol	1 500	42	—	58	—
Suez générale	600	8	21	35	—
Suez Financière	440	11	26	17	23
Thomson-CSF	140	3,50	9,50	7,80	—

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 28 février 1990

Nombre de contrats : 34 833.

COURS	Mars 90	juin 90	Septembre 90
Dernier	99,20	99,44	99,60
Précédent	99,52	99,80	100

Options sur notionnel

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

Options d'achat Options de vente

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 28 FEVRIER

Cours relevés
à 17 h 38

Compteur	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Précédent cours	Dernier cours	% + -						
3852	C.M.E. 3% +	3825	3835	3855	...	1240	Chd. Fancor +	1229	1236	1242	+ 0.24	2230	Lak. Balfour	2484	2430	2480	- 0.16	2810	Salomon	2570	2550	2515	- 2.14	215	De Beers	105.60	104.80	104.60	+ 0.03
1061	B.N.P. T.P.	1053	1063	1083	...	405	C.F. Interest +	509	506	508	...	320	Lafayette-Coppée	318	320	320	+ 1.44	54	Soloway	534	538	504	+ 1.12	215	Eastern Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
1025	C.C.F. T.P.	1023	1023	1023	+ 0.81	320	C.C.F. +	219	220	218 90	...	1310	Lafayette	1270	1270	1229	+ 1.50	980	Shaw +	989	989	1024	+ 3.54	11	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
1045	Chd. Lyon. T.P.	1043	1044	1044	+ 0.10	705	C.L. Lyon +	705	705	705	- 0.80	320	Lafayette	1270	1270	1229	+ 1.50	980	Shaw +	989	989	1024	+ 3.54	11	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
2044	Rhone-Pf. T.P.	1740	1746	1720	- 1.15	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
1220	St-Gobain T.P.	1215	1215	1215	- 1.04	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
1180	Thomson T.P.	1212	1212	1212	+ 0.82	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
510	Air Liquide	535	534	534	+ 0.48	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
2180	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	A.L.S.P. A.T.	935	935	935	+ 2.50	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701	1701	+ 1.49	855	Shaw +	1385	1385	1400	+ 1.10	215	Easton Rand.	259.17	259.17	259.17	+ 1.06
955	Alu. Suprem.	2070	2080	2080	+ 2.87	1310	C.L. Lyon +	1286	1304	1286	...	1780	Lafayette	1676	1701</														

Comptant (sélection)**SICAV** (selection)

28/2

VALEURS			% du nom	% du coupon	VALEURS			Cours préc.	Dernier cours	VALEURS			Cours préc.	Dernier cours	VALEURS			Emission	Rachat	VALEURS			Emission	Rachat	VALEURS			Emission	Rachat
																		Frais incl.	net				Frais incl.	net				Frais incl.	net
Obligations																													
Emp. 8,80 % 77			117 50	0 776	C.I. Maritima	810	2340	Magnat Unipol	189			199 40	A.A. A.C.	1076 03	1048 84	France-Index Scav	109 65	107 03	Polina Revault	89 97	88 09								
8,80 % 78/93			98 25	0 302	Cl. Maritima (B)	2340	2340	Magnat S.A.	254	300			Ad.A.	2229 03	223 36	France-Obligat	459 29	454 74	Parivision Remun	180 07	176 84								
10,80 % 79/94			98 78	0 237	Cl. Maritima (C)	2340	2340	Magnat S.A.	254	300			Ad.A.	2229 03	223 36	France-Obligat	459 29	454 74	Parivision Remun	180 07	176 84								
13,25 % 80/90			100 80	0 801	Cofinor Ely	358	100	Magnat S.A.	254	300			Ad.A.	2229 03	223 36	France-Obligat	459 29	454 74	Parivision Remun	180 07	176 84								
16 % jan 82			101 24	1 1173	Cofinor Ely	358	100	Magnat S.A.	254	300			Ad.A.	2229 03	223 36	France-Obligat	459 29	454 74	Parivision Remun	180 07	176 84								
14,60 % oct. 83			103 85	0 280	Cofinor Ely	358	100	Magnat S.A.	254	300			Ad.A.	2229 03	223 36	France-Obligat	459 29	454 74	Parivision Remun	180 07	176 84								
13,40 % oct. 83			104 85	0 283	Cofinor Ely	358	100	Magnat S.A.	254	300			Ad.A.	2229 03	223 36	France-Obligat	459 29	454 74	Parivision Remun	180 07	176 84								
12,20 % oct. 84			103 48	0 283	Cofinor Ely	358	100	Magnat S.A.	254	300			Ad.A.	2229 03	223 36	France-Obligat	459 29	454 74	Parivision Remun	180 07	176 84								
11 % nov. 85			104 40	0 211	Cofinor Ely	358	100	Magnat S.A.	254	300			Ad.A.	2229 03	223 36	France-Obligat	459 29	454 74	Parivision Remun	180 07	176 84								
10,25 % jan 86			99 80	0 823	Cofinor Ely	358	100	Magnat S.A.	254	300			Ad.A.	2229 03	223 36	France-Obligat	459 29	454 74	Parivision Remun	180 07	176 84								
OAT 10 % 1987			99 85	7 588	Cofinor Ely	358	100	Magnat S.A.	254	300			Ad.A.	2229 03	223 36	France-Obligat	459 29	454 74	Parivision Remun	180 07	176 84								
OAT 8,50 % 1989			99 85	5 086	Cofinor Ely	358	100	Magnat S.A.	254	300			Ad.A.	2229 03	223 36	France-Obligat	459 29	454 74	Parivision Remun	180 07	176 84								
OAT 8,80 % 1989			98 25	0 778	Cofinor Ely	358	100	Magnat S.A.	254	300			Ad.A.	2229 03	223 36	France-Obligat	459 29	454 74	Parivision Remun	180 07	176 84								
C. France 9 %					Cofinor Ely	358	100	Magnat S.A.	254	300			Ad.A.	2229 03	223 36	France-Obligat	459 29	454 74	Parivision Remun	180 07	176 84								
OBS Equiv. pers. 82			98 45	1 404	Cofinor Ely	358	100	Magnat S.A.	254	300			Ad.A.	2229 03	223 36	France-Obligat	459 29	454 74	Parivision Remun	180 07	176 84								
OBS Paribas			100 40	1 404	Cofinor Ely	358	100	Magnat S.A.	254	300			Ad.A.	2229 03	223 36	France-Obligat	459 29	454 74	Parivision Remun	180 07	176 84								
OBS Saut			100 40	1 404	Cofinor Ely	358	100	Magnat S.A.	254	300			Ad.A.	2229 03	223 36	France-Obligat	459 29	454 74	Parivision Remun	180 07	176 84								
OBS jan. 82			99 40	1 404	Cofinor Ely	358	100	Magnat S.A.	254	300			Ad.A.	2229 03	223 36	France-Obligat	459 29	454 74	Parivision Remun	180 07	176 84								
PTT 11,20 % 85			95 01	2 624	Cofinor Ely	358	100	Magnat S.A.	254	300			Ad.A.	2229 03	223 36	France-Obligat	459 29	454 74	Parivision Remun	180 07	176 84								
OYF 10,30 % 86			96 20	0 990	Cofinor Ely	358	100	Magnat S.A.	254	300			Ad.A.	2229 03	223 36	France-Obligat	459 29	454 74	Parivision Remun	180 07	176 84								
OIE 11,50 % 86			101 70	7 656	Cofinor Ely	358	100	Magnat S.A.	254	300			Ad.A.	2229 03	223 36	France-Obligat	459 29	454 74	Parivision Remun	180 07	176 84								
OIT 9 % 86			96 60	7 257	Cofinor Ely	358	100	Magnat S.A.	254	300			Ad.A.	2229 03	223 36	France-Obligat	459 29	454 74	Parivision Remun	180 07	176 84								
OIH 10,50 % oct. 85			100 80	1 613	Cofinor Ely	358	100	Magnat S.A.	254	300			Ad.A.	2229 03	223 36	France-Obligat	459 29	454 74	Parivision Remun	180 07	176 84								
C.A.L.C.A. T.P.				110	Cofinor Ely	358	100	Magnat S.A.	254	300			Ad.A.	2229 03	223 36	France-Obligat	459 29	454 74	Parivision Remun	180 07	176 84								
Crest 4 %			2000	200	Cofinor Ely	358	100	Magnat S.A.	254	300			Ad.A.	2229 03	223 36	France-Obligat	459 29	454 74	Parivision Remun	180 07	176 84								
C.E.E. 8 % pers. 83-89				63 200	Cofinor Ely	358	100	Magnat S.A.	254	300			Ad.A.	2229 03	223 36	France-Obligat	459 29	454 74	Parivision Remun	180 07	176 84								
Drouot Ann. Obl. conv.					Cofinor Ely	358	100	Magnat S.A.	254	300			Ad.A.	2229 03	223 36	France-Obligat	459 29	454 74	Parivision Remun	180 07	176 84								
Actions																													
Agache (Ind. Fin.)			1530		Ganval	360		Ganval	360				Agache (Ind. Fin.)	1530		Ganval	360		Ganval	360									
A.G.F. (St. Gen.)			1100		Ganval	360		Ganval	360				A.G.F. (St. Gen.)	1100		Ganval	360		Ganval	360									
Agache (Ind. Fin.)			1530		Ganval	360		Ganval	360				Agache (Ind. Fin.)	1530		Ganval	360		Ganval	360									
Ariel			914		Ganval	360		Ganval	360				Ariel	914		Ganval	360		Ganval	360									
Autog			334		Ganval	360		Ganval	360				Autog	334		Ganval	360		Ganval	360									
Avenir Publicité			649		Ganval	360		Ganval	360				Avenir Publicité	649		Ganval	360		Ganval	360									
Bain & Monro			1678		Ganval	360		Ganval	360				Bain & Monro	1678		Ganval	360		Ganval	360									
Banque Industrielle			850		Ganval	360		Ganval	360				Banque Industrielle	850		Ganval	360		Ganval	360									
Bouygues (E.C.I.)			4550		Ganval	360		Ganval	360				Bouygues (E.C.I.)	4550		Ganval	360		Ganval	360									
Briey-Quint			225		Ganval	360		Ganval	360				Briey-Quint	225		Ganval	360		Ganval	360									
B.N.P. Intercom.			225		Ganval	360		Ganval	360				B.N.P. Intercom.	225		Ganval	360		Ganval	360									
Bouygues (E.C.I.)			4550		Ganval	360		Ganval	360				Bouygues (E.C.I.)	4550		Ganval	360		Ganval	360									
B.N.P. Intercom.			225		Ganval	360		Ganval	360				B.N.P. Intercom.	225		Ganval	360		Ganval	360									
Bouygues (E.C.I.)			4550		Ganval	360		Ganval	360				Bouygues (E.C.I.)	4550		Ganval	360		Ganval	360									
B.N.P. Intercom.			225		Ganval	360		Ganval	360				B.N.P. Intercom.	225		Ganval	360		Ganval	360									
Bouygues (E.C.I.)			4550		Ganval	360		Ganval	360				Bouygues (E.C.I.)	4550		Ganval	360		Ganval	360									
B.N.P. Intercom.			225		Ganval	360		Ganval	360				B.N.P. Intercom.	225		Ganval	360		Ganval	360									
Bouygues (E.C.I.)			4550		Ganval	360		Ganval	360				Bouygues (E.C.I.)	4550		Ganval	360		Ganval	360									
B.N.P. Intercom.			225		Ganval	360		Ganval	360				B.N.P. Intercom.	225		Ganval	360		Ganval	360									
Bouygues (E.C.I.)			4550		Ganval	360		Ganval	360				Bouygues (E.C.I.)	4550		Ganval	360		Ganval	360									
B.N.P. Intercom.			225		Ganval	360		Ganval	360				B.N.P. Intercom.	225		Ganval	360		Ganval	360									
Bouygues (E.C.I.)			4550		Ganval	360		Ganval	360				Bouygues (E.C.I.)	4550		Ganval	360		Ganval	360									
B.N.P. Intercom.			225		Ganval	360		Ganval	360				B.N.P. Intercom.	225		Ganval	360		Ganval	360									
Bouygues (E.C.I.)			4550		Ganval	360		Ganval	360				Bouygues (E.C.I.)	4550		Ganval	360		Ganval	360									
B.N.P. Intercom.			225		Ganval	360		Ganval	360				B.N.P. Intercom.	225		Ganval	360		Ganval	360									
Bouygues (E.C.I.)			4550		Ganval	360		Ganval	360				Bouygues (E.C.I.)	4550		Ganval	360		Ganval	360									
B.N.P. Intercom.			225		Ganval	360		Ganval	360				B.N.P. Intercom.	225		Ganval	360		Ganval	360									
Bouygues (E.C.I.)			4550		Ganval	360		Ganval	360				Bouygues (E.C.I.)	4550		Ganval	360		Ganval	360									
B.N.P. Intercom.			225		Ganval	360		Ganval	360				B.N.P. Intercom.	225		Ganval	360		Ganval	360									
Bouygues (E.C.I.)			4550		Ganval	360		Ganval	360				Bouygues (E.C.I.)	4550		Ganval	360		Ganval	360									
B.N.P. Intercom.			225		Ganval	360		Ganval	360				B.N.P. Intercom.	225		Ganval	360		Ganval	360									
Bouygues (E.C.I.)			4550		Ganval	360		Ganval	360				Bouygues (E.C.I.)	4550		Ganval	360		Ganval	360									
B.N.P. Intercom.			225		Ganval	360		Ganval	360				B.N.P. Intercom.	225		Ganval	360		Ganval	360									
Bouygues (E.C.I.)			4550		Ganval	360		Ganval	360				Bouygues (E.C.I.)	4550		Ganval	360		Ganval	360									
B.N.P. Intercom.			225		Ganval	360		Ganval	360				B.N.P. Intercom.	225		Ganval	360		Ganval	360									
Bouygues (E.C.I.)			4550		Ganval	360		Ganval	360				Bouygues (E.C.I.)	4550		Ganval	360		Ganval	360									
B.N.P. Intercom.			225		Ganval	360		Ganval	360				B.N.P. Intercom.	225		Ganval	360		Ganval	360									
Bouygues (E.C.I.)			4550		Ganval	360		Ganval	360				Bouygues (E.C.I.)	4550		Ganval	360		Ganval	360									
B.N.P. Intercom.			225		Ganval	360		Ganval	360				B.N.P. Intercom.	225		Ganval	360		Ganval	360									
Bouygues (E.C.I.)			4550		Ganval	360		Ganval	360				Bouygues (E.C.I.)	4550		Ganval	360		Ganval	360									
B.N.P. Intercom.			225		Ganval	360		Ganval	360				B.N.P. Intercom.	225		Ganval	360		Ganval	360									
Bouygues (E.C.I.)			4550		Ganval	360		Ganval	360				Bouygues (E.C.I.)	4550		Ganval	360		Ganval	360									
B.N.P. Intercom.			225		Ganval	360		Ganval	360				B.N.P. Intercom.	225		Ganval	360		Ganval	360									
Bouygues (E.C.I.)			4550		Ganval	360		Ganval	360				Bouygues (E.C.I.)	4550		Ganval	360		Ganval	360									
B.N.P. Intercom.			225		Ganval	360		Ganval	360																				

Cote des changes

Marché libre de l'or

MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 28/2	COURS DES VALETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 28/2
			Achat.	Vente			
Etats-Unis (5 1)	5 721	5 722	5 550	5 550	Or (le kilo au barel)	75400	75450
INDU	6 822	6 822			Or (le lingot)	76500	76700
Allemagne (100 DM)	336 000	336 300	326	346 800	Pièces françaises (100 F)	441	441
Belgique (100 F)	18 245	18 245	15 750	18 800	Pièces françaises (120 F)	469	479
France (100 F)	300 540	300 320	281	312	Pièces indiennes (20 F)	487	478
Grèce (100 dr)	89 080	87 840	82	92	Pièces indiennes (50 F)	436	436
Grèce (100 dr)	87 840	87 890	82	92	Souverains	550	560
Grèce (100 dr)	9 555	9 555	9 300	10 100	Pièces de 20 dollars	2800	2895
Grèce (100 dr)	3 950	3 950	4 200	4 350	Pièces de 10 dollars	1380	1390
Grèce (100 dr)	4 581	4 581	4 350	4 650	Pièces de 5 dollars	620	620
Grèce (100 dr)	4 079	4 079	372 600	385 500	Pièces de 5 dollars	2655	2655
Grèce (100 dr)	93 450	93 650	90	90	Pièces de 10 florins	465	465
Grèce (100 dr)	48 055	48 050	46 600	45 500	Or Londres	465	465
Grèce (100 dr)	5 265	5 265	5 050	5 200	Or Zurich	465	465
Grèce (100 dr)	3 851	3 849	3 855	4 000	Or Hongkong	465	465
Grèce (100 dr)	4 795	4 795	4 650	5 050	Argent mexicain	465	465
Grèce (100 dr)	3 848	3 848	3 730	3 950			

Dachau	157	157	Ergebnis-Chile	11933 40	11745 51	Algerien	8346 82	6057 78	Vatikan	23632 24	23616 98
Gay Daguerre	480	.....	Ergebnis-Österreich	1177	185 97	Nord-Gut Deutschland	1232 07	1229 07	Wien	23636 71	23615 07
Martha Hoffmann-Zen	210	.....	Ergebnis-Ghana	1057	1051 14 6	Stromkraft	1341 36	1216 01			
Hopfer	1057	.....	Ergebnis-Libanon	12346 62	12357 35	Österreich	1205	1205 51			
Martha Hoffmann-Zen	240	.....	Ergebnis-Mexiko	450 08	438 08	Chile, Mundel	2285 87	2222 53			
Nieder	921	.....	Ergebnis-Norwegen	1108 14	1138 08	Chile, Nijmegen	1057 80	1022 46			
Platzierung, Puffer	400	260	Ergebnis-Paraguay	1059 14	1057 42	Chile, Italien contig.	146 58	144 42			
Platzierung, Puffer	171 10	171 60	Ergebnis-Russland	1123 04	1086 11	Chile, Italien contig.	1079 10	1057 43			
St. Columen-Engelberg	1930	.....	Ergebnis-Schweden	7241 29	7008 36	Chile, Italien contig.	10462 57	10462 57			
Sven-Matthias	348	348	Ergebnis-Spanien	1161 79	1161 79	Chile, Italien contig.	1201 43	1181 82			
Sven-Matthias	1720	.....	Ergebnis-Schweden	259 46	251 29	Chile, Italien contig.	6467 33	6467 33			
Sven-Matthias	494	.....	Ergebnis-Schweden	1111 10	1111 10	Chile, Italien contig.	1827 94	1827 94			
St. Lucerne de Nidola	450	.....	Ergebnis-Schweden	9412 36	8998 15	Chile, Italien contig.	121 01	116 08			
Uffern	380	.....	Ergebnis-Schweden	2710 54	270	Chile, Italien contig.	546 56	524 28			
Uffern	1230	.....	Ergebnis-Schweden	9412 36	8998 15	Chile, Italien contig.	121 01	116 08			
Uffern	1230	.....	Ergebnis-Schweden	2710 54	270	Chile, Italien contig.	546 56	524 28			

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

Malgré une augmentation des inscrits au concours

Le nombre de candidats par poste au Capes a diminué

L'enseignement, métier idéal ? Dans le sondage commandé à l'occasion de son vingtième anniversaire par l'Office national d'information sur l'enseignement et les professions (ONISEP), le choix des lycéens et étudiants interrogés se portait en premier lieu sur la profession enseignante (le Monde du 10 février). Vivement que les jeunes arrivent à bout de leurs études pour contribuer à enrayer la crise de recrutement des enseignants ! Ce n'est pas encore le cas cette année. Le nombre des candidats aux différents concours est loin d'avoir suivi la progression du nombre des postes proposés.

Pour l'agrégation, le nombre des candidats a même baissé, passant de 39 741 en 1989 à 37 211 cette année, alors que le nombre de postes est passé de 3 000 à 4 300. Au Capes externe, il y a certes 34 990 candidats inscrits pour la session de 1990 contre 32 941 en 1989, mais simultanément le nombre de postes à pourvoir a augmenté de 29 %, soit une diminution globale du nombre des candidats par poste. Et les disparités sont toujours aussi énormes selon les disciplines : 12 candidats pour un poste en philosophie, 1,2 candidat en sciences physiques.

Dans l'enseignement technique, l'accroissement des candidatures au Capes, de 5 469 à 6 013 pour 2 800 postes au lieu de 2 278, équivaut à une stagnation du nombre des inscrits par poste offert (entre 3,5 et 4). Comparés aux diminutions très nettes

des années précédentes, ces résultats ont été considérés par le secrétariat d'Etat à l'enseignement technique comme « très encourageants ».

L'appréciation a provoqué une hausse de chiffres avec le Syndicat national des enseignants du second degré (SNES), qui avance ses propres statistiques, bien moins réjouissantes. Selon le syndicat, le nombre des candidatures serait à la baisse partout.

Pour le secrétariat d'Etat à l'enseignement technique, ce sont « des remontées brutes issues des recteurs après la clôture des inscriptions », donc des chiffres « entachés d'erreurs ». Il reproche au SNES, dans un communiqué, de comptabiliser pour 1989 des dossiers parvenus en double en raison d'une grève des services postaux, ainsi que les inévitables candidatures fantaisistes.

En 1989, sur 5 469 candidats au Capes externe, seulement 2 621 ont passé les épreuves. Pour le Capes externe, il n'y avait que 23 642 présents sur 32 941 inscrits au concours. Combien seront-ils en 1990 ?

J.-L. B.

Dans un entretien à la « Pravda »

M. Chevènement croit à un monde sans armes « comme on croit à une belle utopie »

Dans un entretien au quotidien la Pravda, le premier du genre d'un ministre français de la défense à un journal soviétique, M. Jean-Pierre Chevènement indique notamment : « Je crois à un monde sans armes comme on croit au développement de l'Etat ou à la société sans classes, c'est-à-dire comme on croit à une belle utopie ». Mais M. Chevènement ajoute que « cette utopie est nécessaire ». « Il faut pérenniser la guerre, créer d'autres rapports entre les nations. Mais l'expérience enseigne que la paix passe encore par le maintien d'un équilibre », estime le ministre français de la défense.

A la question de savoir si la France a besoin d'un missile Hades, du porte-avions nucléaire, d'un nouveau sous-marin nucléaire, de l'avion Rafale ou du char Leclerc, M. Chevènement répond : « Tout cela est nécessaire et tout cela a été calculé au plus juste. (...) Cela nous coûte cher, mais nous préférons payer cette prime d'assurance et rester libres. Car un pays qui n'est pas en mesure d'assurer lui-même sa défense ne l'est pas davantage pour arrêter et mettre en œuvre sa diplomatie. Et, de proche en proche, c'est la volonté de son peuple qui ne peut plus être respectée ».

Après avoir indiqué que la France réduisait de huit à six le nombre de ses expérimentations nucléaires chaque année, M. Chevènement a rappelé que, dans le même temps, les Etats-Unis et

l'Union soviétique procédaient à une quinzaine d'essais. « Lorsque les arsenaux stratégiques des deux Grands auront été effectivement réduits de 50 %, explique le ministre français de la défense, il existera encore une énorme disproportion (avec la France) et cela pour une raison très simple : c'est que, entre un arsenal de 6 000 têtes pour les Etats-Unis et pour l'Union soviétique, quand vous aurez procédé aux destructions nécessaires, et un arsenal de quelques centaines de têtes pour la France, il n'y a pas de comparaison possible. Ce sont deux ensembles incommensurables ».

Avant de préciser qu'il ne considère nullement l'URSS comme « une ennemie de la France », M. Chevènement explique : « Pour des raisons de sécurité géopolitique, tenues à l'échelle de son territoire, au nombre et à la nature de ses voisins, l'Union soviétique restera une grande puissance, y compris militaire. Il y a là une donnée que nous comprenons fort bien. (...) Et, quel qu'il en soit de l'orientation nouvelle de la politique soviétique et, à cet égard, de nos succès que nous souhaitons vivement, il sera nécessaire, à l'avenir, dans la perspective d'une grande coopération européenne, de faire en sorte qu'il y ait, à l'ouest de cette confédération, un pôle de dissuasion minimale, défensif par nature, auquel la France et la Grande-Bretagne pourront contribuer ».

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

La manche !

CENT francs ! Pour une consultation ! Non, mais ça va pas, la tête ! C'est ce qu'un peu plus de la moitié des Français (57 %) seraient prêts à payer pour aller dans la manche à la sortie de son cabinet : 75 pas 100 balles ! Vous avez complétement perdu le recul, les mecs ! Moi, la charité, je suis pas contre. Il m'arrive souvent de filer la pièce à un mendiant. La pièce, attention, pas le billet.

Enfin, rendez-vous compte, 100 F, c'est le prix de la visite à domicile, quatre à cinq fois moins que celle de SOS dépannage. Normal. Un évier engorgé, c'est beaucoup plus grave qu'une armoire bouchée. Et quand on va chez le toubib, nous le prétextons qu'il doit payer son loyer et son employé... pourquoi faire, d'ailleurs, une employée, il n'a qu'à laisser le patient à poil sur la table d'autopsie pendant qu'il va ouvrir la porte au suivant, ça coûte déjà une fortune ! 85 F. Deux fois plus qu'une femme de ménage, ce qui est absolument ridicule. C'est pas rien, 5 F, c'est le prix d'un ticket de métro.

difficile, de soigner une hépatite virale que de nettoyer une casserole.

Si on va par là, il n'y a aucune raison que ça s'arrête. Prenez les infirmières. Elles se contentent de 22,10 F pour trimbaler leur bec + 3 jusqu'à chez vous et grimper vos étages avec leur seringue, leur garrot et leur speradrapp. Un simple pourboire, vu leurs frais de déplacement. Elles vont commencer à se hausser du col, elles aussi. Elles vont avoir des exigences insupportables. Elles vont aller jusqu'à réclamer des 25, des 26 balles !

Il n'en est pas question ! Sur-tout en ce moment. Déjà que notre cancer va nous coûter la peau des fesses — on parle d'augmenter le paquet de cigarettes, — si, en plus, faut rallonger 15 F pour le soigner, on pourra plus s'en sortir. Ils sont parfaitement conscients, au gouvernement. Cette énorme réévaluation ne se fera pas en un coup. Faudra y aller doucement. Par étapes. Prudemment échelonnées sur dix-huit mois. Trois étapes de 5 F chacune. C'est pas rien, 5 F, c'est le prix d'un ticket de métro.

L'affaire des otages

M. Joxe : « Il y a suspicion »

Après la publication, dans le quotidien Libération, mercredi 28 février, d'une enquête de Pierre Péan concluant au non-versement d'une somme de 3 millions de dollars promise par la France et le gouvernement Chirac au printemps 1988 à un intermédiaire ayant facilité la libération des otages français du Hezbollah (le Monde du 1^{er} mars), M. Pierre Joxe, interrogé jeudi sur RTL, s'est prononcé sur cette affaire. Le ministre de l'Intérieur a déclaré : « Le gouvernement n'a jamais reçu des autorités et du gouvernement président un rapport détaillé et complet, ni sur les transactions ni sur les engagements pris, pour la France, par M. Chirac, M. Pasqua et leur entourage. Ce qui fait qu'il y a suspicion ».

L'intermédiaire désigné par Pierre Péan, le cheikh Abdul Moumen Zein, lui-même interrogé par une équipe d'Antenne2, a déclaré, mercredi, qu'il avait « libéré » les otages français. « Je les ai moi-même emmenés à l'hôtel Summerland à Beyrouth. A partir de ce jour-là, on n'a jamais fait état des engagements, ni du rôle que j'ai joué ».

Agitation dans le monde de l'édition américaine

M. André Schiffrin « démissionne » de la direction de Pantheon

« André Schiffrin, directeur de la maison d'édition Pantheon, a démissionné et quittera la société le 15 mars ». A New-York, le communiqué envoyé mardi 27 février à la presse a plongé le monde de l'édition dans la colère devant ce qui est resté par les collaborateurs et les auteurs de la célèbre maison d'édition américaine, filiale depuis 1961 du groupe Random House, comme le litigeage pur et simple d'un bonhomme dont l'indépendance intellectuelle et le goût de la qualité avaient donné, en près de trente années, sa marque à Pantheon Books, la prestigieuse maison « de gauche » qui avait été fondée en 1942 par Kurt et Helen Wolff, exilés d'Allemagne.

Fils de Jacques Schiffrin, le fondateur chez Gallimard de la « Bibliothèque de la Pléiade », qui était un des compagnons de voyage d'André Gide en URSS, André Schiffrin, né en France, le plus francophile et le plus européen des éditeurs américains, était considéré comme un pont important entre les cultures européenne et américaine, qui faisait de Pantheon comme un exemple de

maison commerciale publiant des livres importants et de bon niveau dans les domaines de la fiction, de l'histoire, des sciences sociales.

Il avait fait panthéon notamment les ouvrages de Simone de Beauvoir, Jean-Paul Sartre, Michel Foucault, Marguerite Duras, mais aussi de Pasternak, Günter Grass, Julio Cortázar, Eugene Genovese, Gunter et Alva Myrdal, Willy Brandt, Studs Terkel, Ralph Nader, Noam Chomsky, et Maus d'Art Spiegelman. C'est lui aussi qui avait commandé la biographie de Sartre (parue en France chez Gallimard) d'Anne Cohen-Solal, actuellement conseiller culturel aux Etats-Unis.

Cependant, la qualité ne semble pas être la préoccupation de S.I. Newhouse, propriétaire depuis 1980 du groupe Random House, et qui possède déjà de nombreux journaux, notamment le groupe Condé Nast, le New Yorker. Il avait nommé il y a quatre mois à la direction de Random House Alberto Vitale, faisant Bob Bernstein à une retraite anticipée, et il avait fait demander à

Pantheon de réduire sa production (plus de cent titres en 1989) et ses coûts. D'où la « démission » de Schiffrin.

Déjà un mouvement de protestation a commencé à prendre de l'ampleur : quatre directeurs littéraires ont annoncé leur départ (« Nous pensons que le Pantheon pour lequel nous avons travaillé se termine. Il pourra y avoir de bons livres publiés ici, mais ce ne sera pas des bons livres Pantheon ») ; des auteurs, des critiques protestent et ont annoncé une manifestation, lundi à midi, devant l'immeuble de Random House.

Dans cette agitation, on a moins parlé de la mise en vente par Mrs Ann Getty de Grove Weidenfeld, le mini-groupe créé en 1985 par l'absorption de la maison d'avant-garde Grove Press grâce aux capitaux du fils de Paul Getty. C'est Frank Jordan, directeur de Grove Weidenfeld, qui a été nommé pour succéder à André Schiffrin à partir du 15 mars.

NICOLE ZAND

M. Marchais demande au PS de « revenir à gauche ». — Le secrétaire général du PCF, M. Georges Marchais, a lancé, jeudi 1^{er} mars, un appel aux socialistes pour que le PS « revienne à gauche » et « cesse sa politique d'alliance avec la droite, qui a des conséquences nocives pour notre peuple et pour la France ». Reprochant au gouvernement « de mettre en œuvre une politique de droite », M. Marchais a affirmé, au micro de RMC, que le PCF était prêt « à prendre toutes ses responsabilités aux côtés du PS à la direction des affaires du pays pour une politique de justice sociale, de liberté et de paix ».

BOURSE DE PARIS

Matinée du 1^{er} mars

La baisse revient

Retardé de trois quarts d'heure à cause de problèmes techniques, l'ouverture de la Bourse de Paris, jeudi matin, n'a pas été moins marquée par un net renversement de tendance. Après trois jours de hausse, la baisse est revenue au galop et, aux alentours de 11 heures, l'indice CAC-40 accusait un recul de 0,72 %. La chute de Tokyo, mais aussi celle du MATIF ont pesé sur les cours.

EGYPTE : dix morts dans l'incendie du Sheraton d'Héliopolis. — Dix touristes ont péri et soixante-dix autres ont été blessés dans l'incendie qui a ravagé dans la nuit du mercredi 28 février au jeudi 1^{er} mars l'hôtel Sheraton d'Héliopolis dans la banlieue du Caire proche de l'aéroport international. Deux touristes français ont été blessés alors que deux autres sont portés disparus à la suite de l'incendie.

(Publié)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive de premier spécialiste permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) — M^e Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

L'ESSENTIEL

DEBATS

« L'heure des deux unités », par Joseph Rovan ; « Peut-on réformer l'Université ? », par Jean Prieur... 2

ETRANGER

Les remous en Afrique de l'Ouest... 4

POLITIQUE

Les débats au sein de l'opposition

Unanimité au RPR pour l'organisation de « primaires à la française » en vue de l'élection présidentielle... 11

SOCIETE

Inceste à la cour d'assises du Gers

Jean-Paul Bonnetmou est accusé d'inceste et de viol sur la personne de sa fille Rachel... 12

La tempête sur l'Europe

Eratot mangée par la mer... 13

CULTURE

Le beau prélude de l'Opéra Bastille

La Damnation de Faust, de Berlioz, dirigée par Colin Davis... 14

ECONOMIE

Accession à la propriété

Des charges de plus en plus lourdes... 20

Investissements à l'Est

M. Béregovoy demande aux industriels français de s'engager davantage... 20

Affaires

● Gillette mise 300 millions de dollars sur un nouveau resort ● Le come-back de la grande banque de Chicago Continental Illinois. 23 à 25

LIVRES • IDEES

Un entretien avec Giovanni Macchia ● « Le signe particulier » de Pierre Klossowski ● Le feuilleton de Michel Braudau ● La chronique de Nicole Zand... 29 à 36

Services

Abonnements... 9
Annonces classées... 15
Cartes... 17
Loto... 19
Météorologie... 17
Mots croisés... 19
Radio-Télévision... 19
Spectacles... 16

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Le numéro de « Monde » daté 1^{er} mars a été tiré à 523 789 exemplaires

On y prend goût

NOUVELLES FRONTIERES

aux épices, quel sont là-dedans !
poivre, cannelle, safran
et curcuma...
et le rouge là,
c'est quoi ?
Ah ! mon ami, il faut goûter...
c'était de la poudre à éternuer !

MARRAKECH 1160 F

VOI ALIER RETOUR, DEPART DE PARIS, PRIX MINIMUM
TAPER 36 15 NF, TELEPHONE 42 710 04

CE MOIS-CI DANS

CHALLENGES

LE PLUS EUROPEEN DES MAGAZINES ECONOMIQUES

LA RUEE VERS L'EST

L'Allemagne va réaliser son rêve de puissance à l'est à condition qu'elle maintienne le cadre de 1993. Mais l'Europe a-t-elle intérêt à s'associer à cette Allemagne-là ?

ET AUSSI :

- COMPTES : L'HEURE DE VERITE A SONNE DANS LA MAISON PROUVOST
- EXODUS : QUAND LA SUISSE ET L'ALLEMAGNE ARRETERONT-ELLES DE VAMPIRISER LA MAIN D'OEUVRE ALSACIENNE ?
- PUCES : LA GUERRE DES PRIX FAIT DES VICTIMES DANS L'INFORMATIQUE
- POLEMIQUE : ALAIN MANC MET ENCORE UNE FOIS LES PIEDS DANS LE PLAT
- OFFENSIVE : GILLETTE S'ATTAQUE AU POIL DU TROISIEME MILLENAIRE
- AUTOMOBILE : L'EUROPE SERA LE DERNIER CHAMP DE BATAILLE DES TROIS GEANTS DE DETROIT
- FINANCE : DREXEL EST-ELLE LA VICTIME EXPIATOIRE DU WALL STREET DES ANNES 80 ?

صكرا من الاموال

LIVRES • IDEES

Le cardinal Joyce

Lire Joyce, c'est aussi déchiffrer les signes de sa biographie voulue comme une mise en scène

LE JOYCE
d'Eugène Jolas.
Traduit de l'anglais
(États-Unis)
par Marc Dachy.
Plon, 16 planches hors texte,
170 p., 150 F.

Dimanche après-midi, fin 1926, à Paris: un écrivain de quarante-quatre ans, déjà scandalement célèbre dans le monde entier comme romancier, convoque cinq personnes pour leur lire un fragment de son nouveau livre. Eugène Jolas, un de ses futurs amis les plus fidèles, raconte la scène en 1948: « Il fut avec une voix bien modulée, musicale, et le sourire lui venait aux lèvres quand il arrivait à un passage particulièrement gai... Il était évident que nous étions en face d'une œuvre littéraire unique, devant laquelle devaient être abandonnés les critères critiques habituels. »

Joyce commence donc, à cette époque, à dévoiler l'énorme bonne nouvelle, tendre, vibrante et comique, qu'est son *Finnegans Wake*. Il a prévu, dans sa stratégie, que son existence elle-même, bizarre logique, va devenir une source incessante d'enseignements et de réflexions: grand projet de langage, grand intérêt des plus minuscules détails de la vie. Lire Joyce, c'est aussi déchiffrer les signes de sa biographie voulue comme une mise en scène (1). On nous pouvons de nouveau vérifier:

1. « Son indifférence implacable aux événements », aux relations humaines et à la psychologie en général, mais son dévouement à ses amis, son opposition intransigeante aux manipulations fanatiques du siècle (c'est lui qui permet à Hermann Broch d'échapper au nazisme), sa préoccupation dramatique pour la folie de plus en plus évidente de sa fille, Lucia.
2. Sa réserve, ses silences (« son être était condensé, serré et nu par une volonté d'acier »), son retrait monacal (qui a tellement impressionné le jeune Beckett), mais son amour du chant, sa passion insistante pour le ténor Sullivan, son goût des fêtes où il se met soudain à danser « avec des éclairs de gaieté qui froiaient une sorte de délire ».
3. Son éloignement de toute croyance apparente, ses sarcasmes répétés contre la religion,



James Joyce en 1926, par Berenice Abbott

la philosophie, la psychanalyse (même si Freud lui paraît préférable à Jung), son intérêt pour l'histoire des mythologies et les connaissances scientifiques, mais son obsession de la liturgie, sa présence à Notre-Dame pour les sermons de carême du Père jésuite de la Boulaye de Pinard (un nom prédestiné pour jeu de mots joycien), sa tristesse devant la campagne menée contre lui aux États-Unis par les milieux catholiques qui le traitent d'hérétique (pourquoi diable Lacan a-t-il repris cette accusation contre Joyce en 1975 ?), sa

joie, au contraire, en lisant l'article favorable sur lui de l'*Observateur Romano* du 22 octobre 1937, article dont il s'enchantait à plusieurs reprises, le soir, au Fouquet's, en buvant du champagne.

« Nous, catholiques errants », dit-il à Jolas, médusé. Ce dernier croyait, comme tout le monde le croit encore, que Joyce poursuivait une simple révolution formelle. Étonnement et émotion donc, de voir Joyce, presque aveugle, se recueillir longuement en Normandie sur la tombe du premier évêque de Dublin, Laurence O'Toole. Et ahurissement

de l'entendre en même temps comparer un Christ enfant du *Libre de Kells* (l'évangélaire irlandais médiéval et enluminé) à un jeune garçon qui viendrait de voler des œufs dans un poulailler.

4. La solitude extrême de Joyce en plein Paris littéraire, artistique, intellectuel. Les surréalistes sont hostiles, la NRF plus que distante (malgré Larbaud), Gide a traité *Ulysse* de « faux chef-d'œuvre », la pensée théorique s'imaginer qu'elle a autre chose à découvrir, le réalisme socialiste déferle, les enga-

gements fascistes aussi. C'est la nuit bavarde de l'histoire, faite de la même étoffe que les rêves (« l'histoire est un couchemar dont j'essaie de m'éveiller »). Sommet d'aveuglement? Gertrude Stein, encore elle, disant à Jolas, choqué: « Joyce est un politicien irlandais de troisième ordre. »

5. Un rêve de Joyce: Molly Bloom, gigantesque, est assise sur une montagne et lui hurle: « Et toi, James Joyce, j'en ai plus qu'assez de toi! » La phrase, rapportée par Jolas, devait être certainement plus crue. Quant à Joyce, il prétend avoir oublié ce qu'il répondait, en dormant, à sa créature. Peu probable. Or le secret est là.

Il est même énoncé en toute clarté dans la fameuse lettre à Mrs. Weaver: « Je suis en train de construire une machine à une seule roue. Sans rayons, bien sûr. Une roue parfaitement carrée. Vous voyez où je veux en venir, n'est-ce pas? Je parle sérieusement, attention, n'allez pas croire que c'est une histoire stupide pour les enfants. Non, c'est une roue, je le dis à l'univers. Et elle est carrée. » Bien entendu, Mrs. Weaver ne voit pas du tout où Joyce veut en venir. « Je le dis à l'univers? » Rien que ça.

6. Paris est donc la ville où écrivirent au vingtième siècle Proust, Céline et Joyce. Ce dernier est apparu, à ses rares intimes, comme un saint inexplicable. Ils sentaient pourtant que quelque chose de très important avait lieu (« il lisait des ouvrages gnostiques et s'intéressait au contraste manichéen entre la lumière et les ténébre »).

Pour s'amuser, mais aussi de façon sérieuse, Joyce, dans une publication fameuse (et, comme par hasard, encore inédite en français), désignera ces mêmes amis comme ses douze apôtres. Ils auraient pu dire de lui, sans guère s'interroger plus: « Oui, il a vécu parmi nous, plein de traces et de vérités, comme la voir du réveil dans la nuit éternelle. »

Philippe Sollers

(1) Le *Joyce* de Richard Ellmann peut se relire sans cesse comme un roman (réédité dans la collection « Tel » Gallimard, 1987). Sans oublier le merveilleux Jacques Mercanton, *Les Heures de James Joyce*, (L'Age d'homme, 1967. Réédité chez Actes Sud en 1988).

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Ecrire contre la mort

Le nouveau roman d'Hervé Guibert n'est pas un témoignage de plus sur le sida. C'est un livre cruel et méchant qui n'hésite pas à faire rire dans les pires moments.

Page 30

PORTRAIT

Le signe particulier de Klossowski

Pierre Klossowski a cessé d'écrire il y a vingt ans pour se consacrer à la peinture. La réédition de sa traduction de l'*Eneide* et une monographie permettent de redécouvrir une œuvre singulière et cohérente.

Page 31

HISTOIRE

Trois hommes de guerre

Trois personnalités de la seconde guerre mondiale qui ont su garder une part de mystère que les biographes essaient d'éclaircir: Churchill, Darian et Weygand.

Page 33

LETTRES ITALIENNES



Pasolini-Roma

Un recueil de proses du cinéaste écrivain qui compose un chant d'amour à la capitale italienne.

Page 34

Le fantôme de Don Juan

Un entretien avec Giovanni Macchia, qui étudie les figures et les métamorphoses du grand libertin à travers trois siècles de littérature européenne

VIE, AVENTURES ET MORT DE DON JUAN
de Giovanni Macchia.
Traduit de l'italien
par Claude Perrus.
Éditions Desjonquères,
190 p., 120 F.

La découverte de Giovanni Macchia par les éditeurs français a été tardive, mais fructueuse. Après le *Prince de Palagonie* (1), *Paris en ruines* (2), prix Médias 1988, le *Silence de Molière* (3), le *Bréviaire des politiciens de Mazarin* (4), et en attendant *Entre Don Juan et Don Rodrigue* (5), voici maintenant la traduction de *Vie, aventures et mort de Don Juan*.

Le plus éminent spécialiste de littérature française dont s'enorgueillisse l'Italie a toujours refusé cette définition trop étroite. Ses essais sur Manzoni et Pirandello ou ses travaux sur Balzac, Gracian et Watteau suffiraient à décourager toute limitation à un domaine particulier. Mais de tous ses livres, c'est peut-être *Vie, aventures et mort de Don Juan* qui révèle le mieux les préférences de Giovanni Macchia et la variété des motifs qui tissent sa réflexion critique.

Dans ce long essai, l'écrivain poursuit le « fantôme » de Don Juan à travers trois siècles de littérature européenne, et en étudie les figures et les métamorphoses. Le théâtre et la musique sont les

lieux privilégiés de cette recherche. Des canevas de la comédie dell'arte au *Don Juan* de Molière, du chef-d'œuvre de Mozart et de Puccini au *Rake's Progress* de Stravinski et Anden, le grand librettin entretient un rapport complexe avec la scène.

Giovanni Macchia nous a reçus dans le décor de sa magnifique bibliothèque, qu'il abandonne rarement, et son arme de séduction est l'art de la conversation.

Benedetta Craveri
Lire la suite page 34

- (1) Quai Voltaire, 1987.
- (2) Flammarion, 1984.
- (3) Desjonquères.
- (4) Café-Clima Édition, 1984.
- (5) À paraître chez Le Promeneur.

JEAN RASPAIL

Pêcheur de lunes

Après
Qui se souvient des Hommes...,
Jean Raspail poursuit, avec la même ferveur,
ses voyages à la recherche
de peuples oubliés.



ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

EN POCHÉ

La conscience critique
de Georges Poulet

La critique littéraire, lorsqu'elle a l'humilité de se faire approche attentive et amoureuse des œuvres et des auteurs, lorsqu'elle renonce à se substituer à ceux-ci, peut devenir un bonheur, une invitation à l'échange. Ce que Georges Poulet appelle la « conscience critique », qui est « participation au mouvement purement subjectif qu'une œuvre révèle et communique », il l'a admirablement illustré et développé dans ses *Études sur le temps humain*, parues chez Pion entre 1952 et 1964. Ce bonheur est trop rare pour ne pas saluer la réédition de ce livre, en quatre volumes, qui vient de s'achever dans la collection « Agora » chez Presses-Pocket (11).

« Conscience » : le terme a pu paraître à une époque récente, déplacé, un peu anachronique. Il l'est beaucoup moins et l'« approximation », au sens où Charles du Bos usait de cette notion et lui donnait sens, n'est plus un péché contre les religions scientifiques du texte.

A travers les œuvres d'auteurs aussi différents que Scève, Saint-Cyran, Joubert, Balzac, Bernanos, Char... parmi beaucoup d'autres, Georges Poulet s'attache à montrer, plus qu'à démontrer, la place et la nature de la dimension temporelle, l'appréhension de la durée, de la distance intérieure, ou encore de l'instant, œuvre à une compréhension féconde des œuvres, à l'établissement de correspondances. L'expérience du temps littéraire est l'expression de celle du temps humain, et donc de l'existence elle-même. — P. Ké.

► *ÉTUDES SUR LE TEMPS HUMAIN*, de Georges Poulet, quatre volumes, Presses-Pocket, collection « Agora ».

(1) Aux PUF, vient de paraître le troisième volet du livre de Georges Poulet sur la pensée indienne, qui va de Bergson à nos jours (290 p., 145 F.).

• Dans une perspective critique différente, plus soucieuse de la forme et des données de la perception, Jean-Pierre Richard étudie, en 1974, dans *Proust et le monde sensible*, trois des modalités du « sentir proustien » : la matière, le sens et la forme (« Points-Seuil », n° 208).

• La collection « Biblio-Essais » du Livre de poche poursuit la réédition des Cahiers de l'Herne avec celui consacré en 1966 à Henri Michaux (n° 4107).

• Dans la même collection, l'ouvrage de Michaël R. Marrus et Robert O. Paxton : *Vichy et les Juifs*, livre de référence et document sociétal sur la responsabilité du gouvernement de Vichy dans l'active politique antisémite. Traduit de l'anglais par Marguerite Delmotte (n° 4115).

• Sur une autre période très ténébreuse de notre siècle, une partie des *Récits de Kolyma*, la Nuit, de Varlam Chalamov, emprisonné de 1937 à 1953 dans cette presqu'île de Sibérie, Chalamov en a rapporté ces brefs récits hallucinés, comme écrits du fond même de l'enfer. Traduit du russe par Catherine Fournier. Préface de Nicolas Miletitch (Livre de poche « Biblio », n° 3131).

• Dans la même collection, les *Alfres sombres*, recueil de nouvelles d'Ivan Bouline, premier écrivain russe à avoir reçu le prix Nobel, en 1933. Traduction et notes de Jean-Luc Goester et François Laurent. Préface de Jacques Cateau (n° 3132).

• *Terra nostra*, immense fresque qui brasse les temps et les espaces, du Mexicain Carlos Fuentes, est l'une des œuvres marquantes de la littérature latino-américaine de ce siècle. En deux volumes. Traduit de l'espagnol (Mexique) par Céline Zins, qui a également traduit, de Carlos Fuentes, *le Vieux Gringo* (« Folio », Gallimard, n° 2053, 2113 et 2125).

• La collection « Points-Roman », qui fête ses dix années d'existence et offre à cette occasion à tout acheteur de trois volumes un court roman inédit de Bertrand Visage le *Talisman*, réédite le célèbre roman de Camilo José Cela, dernier prix Nobel de littérature, la *Famille de Pascual Duarte*. Traduit de l'espagnol par Jean Viet (n° R356) et l'*Épopée du buveur d'eau*, de John Irving (traduit de l'anglais par Michel Lebrun, n° R352).

• Dans la collection « Tel » chez Gallimard, l'important essai d'Eugenio Garin, *Moyen Âge et Renaissance*, traduit de l'italien par Claude Carrière (n° 154), et un recueil d'études de Meyer Schapiro, *Style, artiste et société*, paru en France en 1982 (n° 155).

• Enfin, toujours chez Gallimard, dans la collection « Poésie », Lorand Gaspar présente un choix de *Poésies* de Norge (1923-1958). « La poésie de Norge, écrit L. Gaspar dans sa préface, est d'un bout à l'autre non seulement affirmation de la vie, mais aussi de sa confiance en cette vigueur dont la poésie se nourrit, que toute vie incarne. »

Collection « Islam d'hier et d'aujourd'hui » dirigée par A. M. TUPKI

LES BIBLIOTHEQUES DU MAROC

par Latifa BENJELLOUN-LAROUÏ

Guide précieux à travers les innombrables richesses — non encore totalement recensées, ni cataloguées — des bibliothèques marocaines.

16 x 24, 432 pages, 8 pl. HT noir et couleurs. 299 FF

Maisonneuve & Larose

Le Grand Prix de L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE

récompense chaque année l'auteur de préférence encore inconnu d'une œuvre littéraire méritée. Toutes les œuvres sélectionnées : Romans - Nouvelles - Essais - Poésie - Théâtre sont publiées et diffusées après établissement d'un contrat régi par la loi du 11 Mars 1957 sur la propriété littéraire et bénéficient d'une véritable promotion auprès de tous les médias :

Radio - Télévision - Presse - Jury Littéraire

Les manuscrits sont à adresser à :

L'ACADÉMIE EUROPÉENNE DU LIVRE-ÉDITEUR

17, rue de Galilée - 75116 PARIS - Tél. : (1) 47 80 11 08

GLOBE GALLIMARD

SECRETS DE FAMILLE

OÙ TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Ecrivez ou téléphonez :

LIBRAIRIE LE MONDE DU LIVRE

60 RUE ST-ANDRÉ-DES-ARTS 75006 PARIS

(1) 43.25.77.04

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

A L'AMI QUI NE M'A PAS SAUVÉ LA VIE
d'Hervé Guibert.
Gallimard, 267 p., 85 F.
LE SIDA ET SES MÉTAPHORES
de Susan Sontag.
Christian Bourgois,
124 p., 60 F.

Il ne doit pas être facile d'être Hervé Guibert. Fort heureusement quelqu'un, homonyme par chance, se charge avec abnégation et talent de cette tâche indispensable et précieuse. Ce mal nécessaire, dirait Guibert, qui se compare volontiers au diable, sans lequel, en effet, Dieu lui-même ne serait plus tout à fait ce qu'il est pour ceux qui l'adorent. Un démon de l'observation désagréable, un dénonciateur acharné des choses infimes comme des plus graves.

On l'avait vu dans *L'Inconnu*, où il narrait un passage à la villa Médicis (qui semble-t-il n'abrite pas que des fils reconnaissants, mais ce n'est pas le genre du bon Hervé) et racontait volontiers les menus larcins des administrateurs ou des pensionnaires. Cette fois-ci, il s'empare de plus grands personnages et s'attaque à un sujet plus dangereux avec le même tranchant, le même humour ambigu, dès la première phrase de son roman, si c'en est un : « J'ai eu le sida pendant trois mois. »

Faut-il le croire ? C'est en tout cas ce que Guibert auteur dit de Guibert personnage, et si ces deux-là s'aiment à la vie, à la mort, ils ne se font pas beaucoup de cadeaux sur le papier. Ce sida dont il croit être délivré au bout de trois mois s'installe en fait pour de bon, avec toutes les ruses et les dérobades de cette maladie à ses débuts. Il en a l'intuition très tôt. « J'ai senti venir la mort dans le miroir, bien avant qu'elle y ait vraiment pris position. Est-ce que je jetais cette mort dans mon regard dans les yeux des autres ? Je ne l'ai pas avoué à tous. » Et d'évoquer aussitôt la figure de Muzil, qui lui avait eu la force, l'orgueil et la générosité de ne l'avouer à personne.

ON ne sait trop pourquoi Guibert a choisi ce nom de Muzil pour nous parler de Michel Foucault, dont il fut l'ami proche jusqu'à sa mort. Il en fait un portrait — chaleureux, admiratif — si plein d'indications précises qu'on aurait du mal à ignorer longtemps le modèle réel de ce grand philosophe français mondialement reconnu, au crâne parfaitement rasé, au rire éclatant, auteur d'ouvrages sur la disparition du sujet, la sexualité, la censure, homosexuel, mort du sida en 1984. Si c'est afin d'éviter un éventuel procès, l'astuce paraît légère. Si c'est pour se ménager une plage de fiction entre deux zones de « faits vrais », le procédé n'est pas très honnête, rien ne permettant au lecteur de distinguer la frontière du faux.

Pas honnête, mais assez pervers et c'est bien dans la nature de notre oiseau de poser un peu partout ce genre de pétards à plus ou moins longues mèches ; il ne déteste pas — comme on dirait vulgairement et non dans le cadre gourmé d'un journal de grande tenue — « foutre la merde » chez les copains. C'est plus fort que lui, ça fait partie de son charme. Muzil



Hervé Guibert

Ecrire contre
la montre

le savait bien, du reste, et s'en amusait.

Et c'est ce que Guibert dira plus tard, fort de cette autorisation du philosophe défunt, à Stéphane, le compagnon fidèle de ce dernier, irrité du caractère changeant et perfide du Guibert qui sans trop d'humanité l'appelle « la Veuve ». On a donc droit à un lot considérable d'indiscrétions au milieu d'un témoignage bouleversant sur les derniers mois de Foucault, son courage indomptable.

Il y a les livres commencés, les manuscrits détruits qu'on ne lira jamais, le testament inachevé, les virées orgiaques à San-Francisco, les panoplies en cuir sado-maso, la chambre sans fenêtre de taulard, tapie au fond de l'appartement, tout péle-mêle, sur le même niveau, comme pour vous dire : « C'est le même homme qui enseigne au Collège de France et se déguise en voyou dans un petit bar du douzième arrondissement. »

Bien sûr, c'est le même, on ne va pas se choquer pour cela, mais il y a des propos qu'il vaut mieux laisser à Roger Peyrefitte, qui a déjà tout un fonds de commerce de la chose (et puis, entre nous, on s'en contrefiche que Foucault ait été un fan de Christine Ockrent, à la télé s'entend, il n'y a qu'elle que cela intéresse) et si Foucault n'avait pas tenu à crier sa vie privée sur les toits, est-ce à nous de le faire maintenant, de rapporter ces conversations qu'il croyait intimes, dans le secret d'une amitié, de relater sans fioritures les détails pénibles de son agonie ? Certes, Guibert nous a prévenus : je suis un poison. Il y a plus aussi : un sentiment d'impunité terrible chez celui qui se pense condamné. Pourquoi se gêner, en effet, quand le pire est non seulement sûr, mais daté, à peu près situé dans le temps, pourquoi ne pas — tout balancer ?

On n'aura pas trop de mal non plus à identifier la jeune actrice, ici rebaptisée Marine, qui, malmenée au théâtre par un partenaire indécrottable, un « gros porc », se fait porter pâle et devient la victime d'une rumeur démente, incontrôlable, qu'elle devra tuer en

venant affirmer au journal télévisé : « Non, je n'ai pas le sida. » L'amitié de Marine, ses caprices, ses trahisons, son idylle avec un acteur américain, tout dessine de la demoiselle un portrait fragile et redoutable. D'autres personnages passent, dans ce roman, qu'on ne citera pas tous, mais qui se reconnaîtront, journalistes, médecins.

Le plus étonnant est cet « ami » qui donne son titre au livre, représentant d'un des grands laboratoires pharmaceutiques lancés dans la course au vaccin contre le sida, et qui berce Guibert et quelques autres d'un faux espoir, ami tout-puissant et lâche, peut-être atroce manipulateur.

Mais la force, la beauté de ce livre impitoyable se trouvent dans l'attention minutieuse que Guibert porte à la progression de son mal, noté au jour le jour et finalement accepté, aimé ; il ne voudrait pas y renoncer, si c'était possible, tant il apprécie « l'incroyable perspective d'intelligence qu'ouvre le sida dans ma vie ». Ailleurs, il note « le sida est une maladie merveilleuse... je découvre (...) que c'était une maladie qui donnait le temps de mourir, et qui donnait à la mort le temps de vivre, le temps de découvrir le temps et de découvrir enfin la vie, c'était en quelque sorte une géniale invention moderne que nous avions transmis ces singes verts d'Afrique ».

La sérénité de l'accueil fait à l'ineffable peut sembler inhumaine ; la noblesse de Guibert est de montrer comme on y parvient, avec de l'encre et du papier, même en se heurtant au spectre admiré, détesté du grand Thomas Bernhard, maître en humeur noire et virtuose invincible, par une rage d'écrire contre la montre : « A cause de l'annonce de ma mort, m'avait saisi l'envie d'écrire tous les livres possibles, tous ceux que je n'avais pas encore écrits, au risque de mal les écrire, un livre drôle et méchant, puis un livre philosophique, et de dévorer ces livres presque simultanément dans la marge rétrécie du temps, et de dévorer le temps avec eux, voracement, et d'écrire non seule-

ment les livres de ma maturité anticipée mais aussi, comme des flèches, les livres très lentement mûris de ma vieillesse. »

On a déjà lu des romans ou des témoignages sur cette maladie nommée pour la première fois il y a à peu près dix ans, on en lira d'autres. D'aussi cruels et poignants, avec cette méchanceté ou cette élégance qui fait rire dans les pires moments, on n'en aura pas de si tôt.

SUR le sujet, ce n'est pas le petit essai de Susan Sontag *le Sida et ses métaphores*, qui lui fera de l'ombre. L'auteur de *la Maladie comme métaphore*, publié en 1979, reprend son triot en rajoutant une rangée pour ce fléau, découvert après ce premier ouvrage, et qui manquait, si l'on peut dire, dans le tableau de son analyse.

Ce n'est pas que le propos de Mme Sontag soit sot ou erroné, certes non, mais il n'apporte pas de point de vue nouveau et ne captivera que ceux qui n'ont pas la *la Maladie*, car il en reprend tous les thèmes. De même que la tuberculose était associée à la dépression, le cancer l'était au réconfortement. On ne même pas la vie qu'on veut, on ne s'avoue pas ses désirs, etc., et on « fait » un cancer. Par contre, le sida que l'on « attrape » est assimilé à une « peste moderne », mystérieuse, et ce retour à la notion d'épidémie, « retour à des maladies prémodernes telles la lèpre et la syphilis », n'est pas sans conséquences fâcheuses. Et pour l'évaluation de la maladie, de ses stades, de son traitement, et pour son statut dans la société.

Le sida fait les choux gras de tout ce qu'on peut compter de plus réactionnaire dans le monde, en France, aux Etats-Unis aussi bien qu'en Afrique du Sud. Et les gens les mieux intentionnés sont eux-mêmes piégés dans un réseau de métaphores militaires. « L'effet de ces images militaires sur la maladie et la santé est loin d'être négligeable. Car elles sur-mobilisent, elles sur-décrivent et elles contribuent puissamment à l'excommunication et à la stigmatisation des malades. »

On aura beau jeu de répondre à Mme Sontag qu'on ne pense pas hors d'un langage et qu'il n'y en a pas sans métaphore, elle marque là un point indiscutablement : il n'est que trop urgent de relever les images par lesquelles le moralisme le plus bête et le plus aveugle tente de refaire surface à travers les métaphores d'une maladie liée au sexe, au sang, associée à la déviance.

Une revanche de l'ordre d'avant la libération sexuelle des années 60, au nom de la famille ou de la religion, mais une revanche idiote, impuissante à comprendre, à soigner. Le bref essai de Mme Sontag sait bien faire sentir cela. Pour le reste il est un peu court. Présumé sans doute. Même si l'on partage sa mélancolie lorsqu'elle avoue que « considérer la culture sexuelle des années 70 équivalait à jeter un regard rétrospectif sur l'âge d'or du jazz en se trouvant du mauvais côté du krach de 1929 ».

سید من الامل

Le signe particulier de Klossowski

La réédition de sa traduction de « l'Enéide » et une monographie sur son œuvre donnent l'occasion de redécouvrir cet écrivain qui a renoncé à la littérature

L'ENÉIDE
de Virgile,
traduit du latin
par Pierre Klossowski,
Ed. André Dimanche,
distribution Distique, 420 p.,
170 F.
PIERRE KLOSSOWSKI
d'Alain Arnaud, Seuil, coll.
« Les contemporains », 224 p.,
57 F.

Excepté quelques préfaces (1), articles de circonstance ou reprises de textes anciens (2), les lecteurs de Pierre Klossowski n'ont plus guère l'occasion de lire un écrivain, aujourd'hui âgé de quatre-vingt-cinq ans, qui a consacré à la littérature au profit de son œuvre picturale, décorative — en Italie d'abord — depuis la fin des années soixante. Domaine artistique, soit dit en passant, dans lequel Klossowski a rencontré une reconnaissance et un succès — y compris commercial — qui, en littérature, lui avait été, hors quelques cercles aussi fervents que restreints, par-ciementusement comptés et même contestés.

La fort belle réédition de sa traduction de l'Enéide, parue chez Gallimard en 1964, et la publication d'un volume de la collection « Les contemporains » dû à Alain Arnaud (3) devraient permettre de revisiter, ou simplement de visiter, une œuvre littéraire construite comme une demeure baroque, savamment agencée. Œuvre farouchement marginale, singulière et difficile, séduisante dans sa difficulté même.

Pour un lecteur qui gardait en mémoire la théâtralité de cette création littéraire où s'unissent, en une étrange pantomime, les figures d'un érotisme très concubinaire et ne cessant jamais aux vulgarités communes, rencontrer pour la première fois l'auteur des *Lots de l'hospitalité* (4) ne pouvait aller sans une certaine appréhension.

De quel masque d'homme dit « signe unique » allait-il affubler dans le « code des signes quotidiens » d'une conversation journalistique ? Quel accueil allait-il réserver à son visiteur, ce législateur impavide d'une si inquiétante « hospitalité » ? Sans parler de l'aura entourant inévitablement ce frère aîné du peintre Balhaus, qui, jeune adolescent, fréquentait Rainer Maria Rilke, fut le fils de Gide et croisa quelques-unes des person-

nalités intellectuelles marquantes de ce siècle, de Dauterive, Gilbert-Lecomte, Caillou et Bataille, à Massignon, Jouve, de Lubac ou Daniélou. Sa vaste culture, réellement européenne, « lotharingienne » aime-t-il à préciser, c'est surtout au cours des pérégrinations de sa jeunesse qu'il l'a acquise, en Allemagne, en Suisse, en Italie.

Affable, le regard aigu, s'exprimant volontiers même s'il avoue, en un euphémisme délicieux et révélateur de sa pensée constante, que cela ne « l'intéresse pas toujours de communiquer ». Pierre Klossowski se souvient, sans amertume aucune, de la « polémique soulevée, notamment dans le *Monde*, par sa version du poème de Virgile. Une autre polémique, avec Roger Caillou dans le rôle du grammairien accusateur public, aura lieu à l'occasion de la sortie du *Baphomet* au Mercure de France, en 1965.

« Une poétique du site verbal »

Traducteur de Suetone (*La Vie des douze Césars*, 1959), des minutes des procès de Gilles de Rais (à la demande de Georges Bataille), Klossowski explique que, pour lui, « la fréquentation du latin est une chose très personnelle, relevant de motifs individuels ». Attiré lors de sa publication par certains latinistes, son *Enéide* avait été défendue, entre autres, dans l'Express par Michel Foucault, magnifiquement : « Pour traduire, Klossowski ne s'installe pas dans la ressemblance du français et du latin ; il se loge au creux de leur plus grande différence (...). Dans les traductions, d'ordinaire (mais ce n'est rien de plus qu'un choix), on décalque avec toute l'exactitude possible l'ordonnance de la syntaxe. Mais l'ordre de l'espace, on le laisse s'effacer, comme s'il n'avait été pour les Latins qu'un jeu précaire. Klossowski risque l'inverse (...). Apparaît alors toute une poétique du « site verbal » : les mots quittent un à un leur bas-relief virgilien, pour venir, dans le texte français, poursuivre le même combat, avec les mêmes armes, les mêmes postures et les mêmes gestes. »

Cette « poétique du site verbal », qui rend exactement justice au travail de Klossowski sur



Pierre Klossowski par Kéiché Tahara.

le texte latin, les réflexions récentes sur la traduction poétique pourraient les reprendre à leur compte. Si la lecture en est rendue parfois difficile — d'ailleurs dans les parties statiques et descriptives du poème que dans les superbes passages où l'épique se fait incantatoire et chante une action, un combat — force est de reconnaître la puissance dramatique et l'originalité riche en résonances de cette réécriture de l'Enéide.

Une communication oblique

« Il y a des gens qui m'ont dit que, dans mes propres livres, le français se ressentait trop soit du latin, soit de l'allemand (Klossowski a également traduit de nombreux auteurs de langue germanique : Hölderlin, Kafka, Nietzsche, Heidegger...). C'est

précisément le contraire : je ne conçois rien de plus français, parient même, que, par exemple, le *Journal de Robert* » (au début des *Lots de l'hospitalité*). A l'appui de cette opinion sur lui-même, l'écrivain cite les auteurs qu'il a longuement pratiqués, Flaubert, Stendhal, les auteurs sacrés, Fénelon surtout, et, bien sûr, Sade, auquel il consacre en 1947 son premier livre, au titre provocateur, *Sade, mon prochain*.

Avec le nom de l'auteur de *Justine*, on entre de plain-pied dans l'univers romanesque et spéculatif de Pierre Klossowski. Mais l'érotisme n'est que l'un des aspects d'une œuvre abondamment nourrie de mythologie et d'histoire (celles surtout de la Rome antique tardive), de philosophie (médiévale et moderne, Nietzsche mais aussi Kierke-

gaard), de la théologie, enfin, des Pères de l'Eglise (principalement saint Augustin).

La complexité des thèmes et des pensées qui s'entrecroisent dans l'univers klossowskien, qui se répondent et renvoient l'un à l'autre pour former un tout cohérent jusqu'à l'obsession, rendrait fort aléatoire toute prétention à les résumer dans le cadre d'un article. Qu'il suffise pour cela de se reporter à l'excellente monographie d'Alain Arnaud. Avec une science consommée des différents champs de références et une clarté exemplaire (ce qui, en l'occurrence, n'allait pas de soi...), l'auteur circonscrit le territoire mental de Klossowski, mesure cette cohérence et analyse cette obsession.

Qu'elle prenne la forme du roman (*La Vocation suspendue*, la trilogie des *Lots de l'hospitalité* et le *Baphomet*), de l'essai

(sur Sade, Nietzsche et le cercle vicieux, *Un si funeste désir*, la *Monnaie vivante*), de l'analyse mythologique (le beau *Bain de Diane*, *Origines culturelles et mythiques d'un certain comportement des dames romaines*), ou même du dessin (compositions en grand format et aux crayons de couleur), l'œuvre entière de Pierre Klossowski obéit à la domination de ce qu'il a lui-même nommé un « signe unique », signe qui rassemble et désigne un monde totalement singulier de pensées, d'obsessions, d'images. Décliné de toutes les manières, dans toutes les poses possibles, il a même pris un nom et un visage, ceux de Robert.

Monde d'images avons-nous dit, de postures, vaste théâtre mental et paradoxal où l'écrivain, le peintre, se fait tour à tour acteur, metteur en scène, voyeur et souffleur : monde où s'exerce, avec une souveraine ironie, la contrainte de la vision, où les « fluctuations d'intensité » tentent de mettre en échec toutes les « superstitions grégaires » en détournant le « code des signes quotidiens » ; monde de l'« interchangeable » qui fabrique des lettres, fonde des simulacres, invente une communication oblique...

Loin de toute visée métaphysique (à la différence de Bataille dont on l'a souvent, et indûment, rapproché), de toute pensée de l'existence, l'œuvre de Pierre Klossowski s'est fait un devoir et un sens de ses propres limites. A l'intérieur d'un espace que l'on peut estimer trop restreint, trop fermé — il a pour ainsi dire substitué à une vision du monde la vision de son propre monde, — Klossowski a su créer une dramaturgie littéraire, figurative et ludique, hiératique, cohérente, rigoureuse.

Patrick Kéchichian

- (1) Dont celle du livre de Maria Tassiano, *Œil du silence : éloge de la lecture* (Verdier, 1989).
- (2) Voir notamment la *Ressemblance* (Ed. André Dimanche, 1984) et le *Mois de Noël*, qui rassemble les textes de Hamann (Fata Morgana, 1988).
- (3) Auteur de plusieurs essais et récits, dont le beau *Madame veuve A* (Hachette, 1987).
- (4) Titre sous lequel ont été repris, augmentés d'une préface et d'une postface (textes essentiels pour la compréhension de Klossowski), les trois livres de la *Trilogie de Robert* (Gallimard, « La Chemin », 1965).

Champfleury satiriste

PAUVRE TROMPETTE, Fantaisies de printemps
FEU MIETTE, Fantaisies d'été
de Champfleury.
Présentation et notes
de B. Leuilliot.
Editions des Cendres,
180 et 158 pages,
110 F chaque volume.

Parce qu'il a écrit le *Réalisme* et défendu Courbet, Champfleury n'est plus qu'un considéré — quand il l'est encore — que comme l'un des complices du mouvement pictural auquel il a donné sa théorie et son nom. Le romancier, le moraliste qui composa des nouvelles et dirigea des pantomimes représentées aux Funambules, on l'a oublié.

Comme on a oublié que Jules Husson, dit Fleury, dit Champfleury, fut l'ami de Baudelaire à la fin des années 1840 et qu'il se réclamait de Balzac, à qui il dédia ainsi les *Fantaisies d'été* : « Monsieur, vous avez monté de dix coudées le ROMAN ; et ceux-là qui parlent encore de G. B. ce long récit fatigant, ne savent pas lire la Comédie humaine ».

Les *Fantaisies de printemps* sont, elles, offertes en hommage à Delacroix, que Champfleury vénérait alors — c'était en 1847 — avec autant d'ardeur que Baudelaire. On ne cesse du reste de songer au

poète en lisant ces recueils d'historiettes, dialogues comiques et reportages fictifs, tous deux munis des notes nécessaires par Bernard Leuilliot. Ce sont des « croquis parisiens », des collections de figures extravagantes et burlesques, bougeois bougeoisissimes, faux mystiques, artistes persécutés et demi-fous. L'un d'eux, le peintre Van Schaendel, est si obsédé par la vérité de ce qu'il représente qu'il met au portrait posthume d'un magistrat le bas troué et misé qu'on lui a fourni en guise d'accessoire et refuse de le repasser en peinture, puis-que ce serait mentir. Dans une autre nouvelle, un rentier tombe en catalepsie quand l'horloge qui régleit ses jours commences à sonner les heures au hasard.

« Un balai ivre »

Quelle que soit la forme choisie, narration ou dialogue, et quel que soit l'argument, Champfleury conduit essentiellement à l'incompatibilité de l'artiste et de la société contemporaine, qui ne se refuse pas le plaisir de le torturer quand l'occasion se présente. Musiciens et peintres éprouvent tous à tour la rigueur des sentences fondées sur le bon goût et le sens commun. Madame Pastoris et monsieur

Ph. D.

□ Aux mêmes Editions des Cendres (8, rue des Cendriers, 75020 Paris), Didier Barthelemy présente un choix de textes écrits par Charles Nodier entre 1823 et 1839 sur l'imprimerie et les arts graphiques : *Critiques de l'imprimerie par le docteur Néphobus*, de Charles Nodier (150 p., 120 F).

Doris Lessing
Le Cinquième Enfant
roman

Un roman différent d'un grand écrivain.

A Prague aussi, la langue de bois a prospéré à l'ombre des académies, moyen plus doux que d'autres pour tenter de réduire la liberté et l'originalité de ces linguistes qui méprisent « la pensée autoritaire » et « les coassements des ignorants » (Polivanov, exécuté en 1938). De ce point de vue, l'histoire du Cercle linguistique de Prague peut se résumer brièvement.

En octobre 1926, sur l'initiative de Vilém Mathesius aidé de Roman Jakobson, « s'est constitué à Prague, parmi les jeunes linguistes de cette ville, un cercle dont les membres se réunissaient pour des communications et des comptes rendus suivis de discussions ». Très vite les séances devinrent publiques, et se poursuivirent jusqu'à la guerre. En 1969, Jan Mukarovský racontait la suite, avec la politesse du désespoir : « La contrainte de l'occupation nazie a ramené le Cercle, bien évidemment, aux séances restreintes. Sous cette forme quasi clandestine, il a survécu à la guerre mondiale. Sa fin, ce fut l'organisation de la nouvelle académie. » La conclusion cependant montrait que le feu couvait toujours sous la cendre : « Mais il existe une tendance à revenir vers cette forme oubliée : celle des associations nées d'une véritable solidarité de méthode et d'idées » (1).

Il y a juste vingt ans à Marienbad se tenait un colloque, un rien sentimental ; même s'il était « organisé par l'Académie tchécoslovaque des sciences ». Dès le premier article (de Jan Firbas), des les premières lignes, on trouve mention de Vilém Mathesius — manière courtoise de souligner la continuité des recherches.

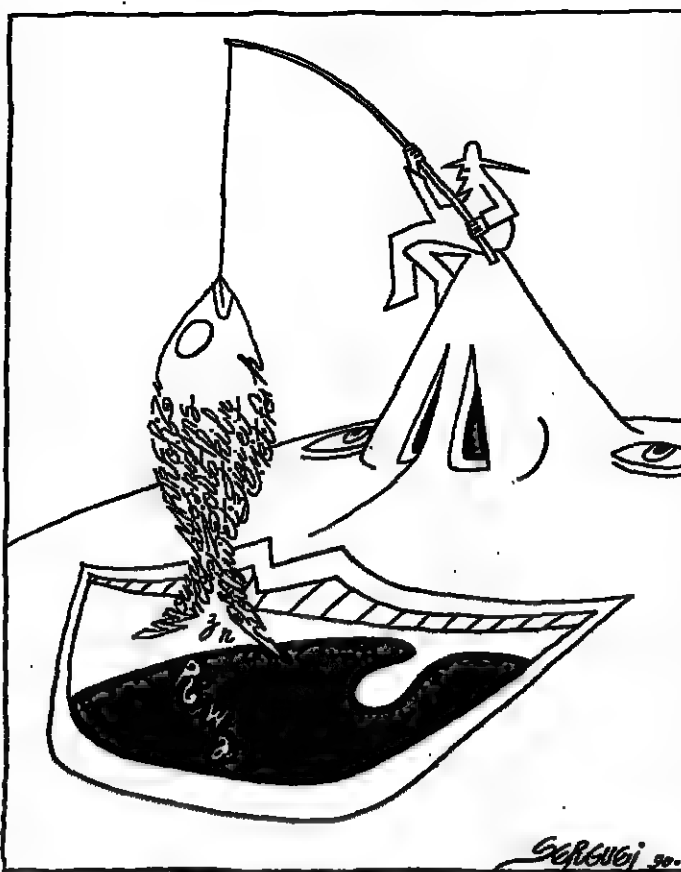
En effet, deux positions avaient manifesté l'originalité du Cercle de Prague. D'abord, « la polyvalence du Cercle était affirmée : linguistique, esthétique, théorie de la littérature ». Plus techniquement, le Cercle se définissait comme structuraliste, la structure étant conçue comme un ensemble dynamique. Le colloque de Marienbad s'appuyait donc sur ce concept de structure dynamique pour analyser la fonction communicative de la phrase et l'organisation du texte — deux points qui n'ont guère retenu l'attention jusqu'ici, à quelques allusions ou exceptions près (2). Puisque Prague respire enfin, repartons sans tristesse là-bas pour Marienbad.

TOUS ceux qui s'expriment et écrivent en français l'ont constaté depuis longtemps : la structure de la phrase française n'est pas aussi statique que les puristes ont voulu le faire croire, en imposant l'ordre sujet-verbe-compléments. Raymond Queneau (3), comme on sait, avait coutume de proférer des horreurs : noble rejeton de l'indo-européen, le français trahit aussi des ressemblances avec le chinook, langue de sauvages, qui place en tête de phrase les éléments proprement grammaticaux et garde pour la fin le sujet et les compléments. Voici l'exemple, donné d'abord sous la forme canonique : *Ce croquant a mangé le boudin*. Par dislocation « chinouquienne », on obtient au choix : *il l'a mangé ce croquant, le boudin* ; *il l'a mangé le boudin, ce croquant*. Mais « il est courant », ajoutait Queneau, de placer en tête sujet et complément : *Le boudin, ce croquant l'a mangé*. Poursuivons ; car s'il y a pis : *le boudin, ce croquant, il l'a mangé* ; il y a mieux, grâce au passif (toujours en peu suspect aux yeux des puristes) : *Le boudin a été mangé par ce croquant*. Comme on voit, ça tourne « à sauts et à gambades » autour du verbe.

Alors il faut l'admettre. Les Français jouissent d'une liberté grande dans la construction des phrases. Et Julien Gracq, qui n'est pas un écrivain des fortifs, reconnaît : « C'est le libre mouvement orienteur de la phrase qui me guide, et non les solides structures de la syntaxe française » (4).

LA VIE DU LANGAGE

par Denis Slakta



Le français et le chinook

Les travaux des linguistes de Prague, et de Jan Firbas en particulier, permettent d'avancer quelques explications (5). Dotés d'une fonction syntaxique (sujet, objet, circonstant) et d'une valeur sémantique, les constituants d'une phrase contribuent d'une manière décisive « au développement de l'information et de la communication » ; de l'argumentation aussi, pourrait-on ajouter. La phrase est alors décrite comme

une structure dynamique, où les éléments sont orientés — par degré et selon leur place — du « moins informant (avant le verbe) au plus informant (après le verbe) ». On placera donc en première position le constituant « communicatif », ou argumentatif, le plus important.

En revanche, la position initiale (ou thème propre) est la moins informante puisqu'elle porte « le plus bas degré de dynamique communicative ».

TROIS types d'exemples empruntés à des genres différents illustreront la validité de l'analyse. D'abord, comme on peut s'y attendre, la dernière position est l'objet d'une attention particulière dans les messages publicitaires, où il s'agit d'informer et de persuader. Tous les bricoleurs d'opérette ont été sensibles, naguère, à cet aversissement : « Il y a de l'Urge dans l'air ; il y a de l'air dans l'Urge. »

Les bons journalistes ne manquent pas de mettre en opposition, ou en corrélation, la première et la dernière place : « M. Nelson Mandela

croit à l'ouverture rapide de négociations avec M. De Klerk » (le Monde du 13 février). Julien Gracq l'avait remarqué : « Le dernier mot de la phrase lui-même peut venir (...) exercer un effet rétroactif sur le premier. Deux phrases successives peuvent aussi s'opposer selon leur thème propre : « On avait surnommé Molotov, le revêche ministre des affaires étrangères de Staline, « M. Niet »... »

On pourrait appeler le toujours souriant — il y a du mérite — Gorbatchev, « M. Da » (André Fontaine, le Monde du 13 février). Il n'est pas exclu d'améliorer encore la mise en scène en supprimant le verbe pour aiguïser la surprise. Maintenant que les dévots ont « vampé » les bons prêtres, il faut garder ceux qui restent : d'où : « L'homosexualité, une chance pour l'Eglise » (le Monde du 14 février).

Enfin, un écrivain qui surveille ses phrases, sera attentif à la position finale ; par ironie aussi. La mère de Frédéric Moreau (dans l'Education sentimentale) a bonne réputation, ce qui confirme la gradation charmante de trois compléments : « On la consultait sur le choix des domestiques [1], l'éducation des filles [2], l'art des coiffures [3]. » Puis grâce à un et de relance, Flaubert achève le portrait par un suprême hommage : « Et Monsieur descendant chez elle, dans ses tournées épiscopales... » Conclusion : quelques veuves aiment les prêtres ; quelques prêtres adorent les coiffures. La conséquence se trouve à la fin du paragraphe précédent.

Il peut se faire encore que l'antéposition de l'objet laisse le verbe seul, en position finale. Dieu soufflé une tempête pour punir le bon Maël d'avoir écouté le diable : « Vingt fois des paquets de mer emplirent l'embarcation. Et le livre des Saints Evangiles, que l'apôtre gardait précieusement sous une couverture pourpre, marquée d'une croix d'or, l'océan l'engloutit » (Anatole France, l'Île des pingouins). Par là, on voit aussi que la construction disloquée à gauche : *le boudin, ce croquant l'a mangé* n'appartient pas au seul français parlé, « populaire » ou « familier ». Mais enfin, qu'on se rassure : par un miracle en fin de chapitre, Dieu le lui rendra, au bon Maël le saint livre. Voilà donc de quoi lire jusqu'à la prochaine fois. En attendant qui nous donnera des nouvelles des linguistes de Prague ?

(1) Le Cercle de Prague, Change 3 (1969).
(2) Denis Slakta, l'Ordre du texte. Etudes de linguistique appliquée 19 (1975), Didier. Et Bernard Combettes, Pour une grammaire textuelle (1983), Ducolot.
(3) Raymond Queneau, Bâtons, chiffres et lettres, 1968, Gallimard.
(4) Julien Gracq, En lisant, en écrivant, José Corti.
(5) Travaux linguistiques de Prague, I, II, III, IV, (de 1966 à 1971). Editions Klincksieck.

ESSAIS

Eloge de la Mélancolie

A propos de Dürer, Saxl, Panofsky et Klibansky ont reconstitué l'histoire de la mélancolie, des pythagoriciens à l'époque moderne

SATURNE ET LA MÉLANCOLIE
Raymond Klibansky
Erwin Panofsky et Fritz Saxl
trad. Fabienne Durand-Bogaert
et Louis Ewald
Gallimard, 742 p.,
179 (IL), 370 F.

« Pourquoi tous les hommes qui furent exceptionnels en philosophie, en politique, en poésie ou dans les arts étaient-ils manifestement mélancoliques, et quelques-uns au point d'être pris des accès causés par la bile noire, comme il est dit d'Héraclès dans les mythes héroïques ? » La phrase est d'Aristote, la première du *Problème XXX*, I.

La bile noire, est-il répondu ensuite, serait la seule humeur susceptible d'affecter l'intellect et le porterait vers les extrêmes. L'explication se rattache à la théorie des Quatre Humeurs essentielles à l'homme, elle-même liée à celle des Quatre Tempéraments, sanguin, colérique, mélancolique et flegmatique, et des Quatre Âges de l'homme. Toutes furent formulées en Grèce et doivent un peu

de leur culte du chiffre quatre aux pythagoriciens.

Tel est le point de départ du *Saturne et la Mélancolie*, de Saxl, Panofsky et Klibansky, qui est une histoire de la mélancolie dans la philosophie et la médecine de l'Antiquité au XVI^e siècle. Le but avoué de l'ouvrage, et celui de ses auteurs quand ils l'entreprirent en 1923, était de révéler les sous-entendus et le sens complet de la *Melancolia I* gravée par Dürer en 1517.

Dans la version définitive, parue en anglais en 1964 et aujourd'hui traduite avec un luxe admirable de notes et d'établissement des textes, Dürer occupe certes la quatrième partie du livre. Les auteurs y suggèrent une interprétation faustienne de la gravure : l'ange saturnien contempler résigné et désabusé les limites du savoir mathématique et rêverait, peut-être, d'une autre connaissance, supérieure celle-ci et prophétique. Dürer aurait largement emprunté à l'*Occulta Philosophia* d'Agrippa de Nettesheim, qui a lui-même été largement inspiré par Marcile Ficin.

Mais les trois autres quarts du livre rassemblent les éléments d'une analyse infiniment plus large. De médecins grecs et latins en glossateurs arabes, de fragments mystérieux en manuscrits méconnus, les auteurs développent une description rangée en ordre chronologique si abondante, si variée, si minutieuse que l'on craint quelquefois de s'égarer. Ils énumèrent des systèmes, certains d'un érotisme accablant, mixtes disparates de pseudo-médecine et d'astrologie où la bile noire et le dieu Saturne jouent les premiers rôles. On se querrelle sur leur fonction et leurs

influences ; détestables selon la plupart des glossateurs, dangereuses et bénéfiques à la fois selon ceux qui se souviennent d'Aristote et de la supériorité intellectuelle des mélancoliques.

Ces excursions et détours n'étaient pas nécessaires à l'intelligence de la *Melancolia I* mais les auteurs ont cédé avec volupté à l'ivresse de l'érudition. Collectionneurs de doctrines, ils ont constitué un musée de la mélancolie à travers les âges. Leur propos n'est pas de discuter arguments et hypothèses, encore moins de résoudre le *Problème XXX*, I : ils décrivent des traditions, ils établissent une généalogie en archéologies et décrypteurs savantissimes.

Aussi y a-t-il au moins deux façons d'en user avec cette somme : soit, si l'on est soi-même historien de la philosophie antique et médiévale, de l'employer à la manière d'un guide exhaustif, soit, de façon moins scientifique, d'y prélever citations et maximes propres à susciter, aujourd'hui encore, réflexions esthétiques et psychologiques.

A-t-on jamais résolu en effet la question posée par Aristote ? Le dix-neuvième siècle l'a réinventée, Keats l'a mise en vers anglais, Baudelaire en vers français, le mythe du mandit en a tiré sa substance et l'a défigurée — et nous-mêmes, sans scrupule, réemployons sans cesse les mêmes vérités indémonstrées, les mêmes typologies psychologiques somnambules. Si donc l'ange de Dürer médite sur l'inévitable ignorance humaine, tout le livre lui-même invite indirectement à la même méditation, au même scepticisme — autant dire à la même mélancolie.

Philippe Dagen

La vie hors des lois

Une méditation de Jean Duvignaud sur les rapports entre les comportements collectifs et les passions

LA GÉNÈSE DES PASSIONS DANS LA VIE SOCIALE
de Jean Duvignaud
PUF, 212 p., 98 F.

Pourquoi s'acharner à réduire le cercle de ses lecteurs en utilisant un langage codé d'une redoutable densité culturelle, où les ellipses fulgurantes vous étourdissent au point de vous laisser les yeux écarquillés un bon moment sur une phrase ou un paragraphe ? On dirait que le subtil Jean Duvignaud, gorgé d'idées et de lectures tous azimuts, ne peut s'accomplir qu'en exigeant de son public une ascèse de tous les instants. Il est vrai qu'une fois le vertige vaincu les paysages de cette *Génèse des passions dans la vie sociale* offrent du jamais vu, et l'on poursuit la lecture en quête de nouveaux stimulants intellectuels.

Le propos de Jean Duvignaud se dessine dès l'entrée, à travers une citation d'Halbwachs : « Il y a en nous un homme social qui surveille l'homme passionné ». Quelle quantité de sentiments une société accorde-t-elle à ses membres, se demande notre auteur. Comment traite-t-on l'insurrection passionnelle ? Redoutable recherche que celle du cheminement à travers les âges de cette vie hors des lois, provoquée par l'agitation des émotions fortes.

Pour faire bonne mesure, Jean Duvignaud remonte aux nomades, chez qui « l'esprit humain ne peut concevoir que des formes ». Mais ces formes sont transcendées par un moteur tout-puissant, Yahveh, Allah, Dieu, le Soleil. Il s'agit de la première passion, celle de la recherche de l'absolu, « qui réduit l'existence à la métaphore de la

présence divine ». Une passion folle, qui conduisit Abraham jusqu'à accepter l'idée du meurtre de son fils Isaac...

Avec les groupes sédentaires, la transcendance n'est plus ce tête-à-tête avec l'absolu, mais l'invisible est peuplé de figures qui « dédoublent l'humanité réelle par une sorte d'anamorphose ». Nous entrons dans un monde clos où la passion paraît s'effacer, devient une « cuisine à l'étouffée » des émotions et des sentiments, « une affectivité procédurale diverse à dissoudre dans la vie commune, quand il apparaît, cet élan vers l'impossible et l'absolu que serait la passion ».

Peur ou plaisir ?

L'espace fermé de la cité incite à l'inquiétude. La tragédie grecque rapproche la discussion dramatique des palabres de l'agora, mais nous ne savons pas comment les contemporains percevaient ces passions fictives. Jouaient-ils à se faire peur ou plaisir ? En tout cas, ce sont là des moments d'extase, « si l'on dépouille ce mot de ses connotations religieuses et si l'on restitue son sens propre, extase, éclatement de l'être hors de ses limites — la passion ».

Pour le Moyen Âge, notre auteur s'attarde sur deux figures, Abélard et Tristan. Le premier « avait trop de passion pour sa passion dialectique pour comprendre la passion d'Héloïse ». Quant à la passion du second pour Yseult, elle bafoue les règles du lignage et le respect de l'homme féodal, elle ne peut donc être naturelle. C'est la

magie qui introduit la maladie de la passion dont on ne guérit que par la mort. La maîtrise de la mort est une autre passion, « obscure, inavouée ». Elle s'incarne plus tard dans la figure de Faust.

Au temps des monarchies flamboyantes, « le désir, la passion de l'amour, la rhétorique sentimentale des poètes ou des dramaturges trouvent leur lieu dans le lieu clos de la cour ». Mais Bossuet oppose l'esthétique du théâtre à la catharsis d'Aristote : « La représentation des passions porte naturellement au péché ». Seul l'art musical « donne une légitimité dérivée de tout concept aux passions ».

Enfin, voici le décor des sociétés industrielles. Elles produisent de l'anomie à travers les mutations diverses et imprévisibles. L'homme « doit s'admettre comme une part de [la] nature et il s'aperçoit étranger à l'image de « soi » qu'il avait racée de son origine et de sa fonction ». La sexualité n'est plus abritée : « Si les sociétés ont socialisé la libido et la nature, la nature se venge et arrache l'être aux rhétoriques de la socialité ». Freud rend l'homme à l'inquiétude.

Pour Jean Duvignaud, la cause est entendue : la passion tente de briser les barreaux des codes et des normes pour trouver « une autre existence qui n'est pas encore ». Oh l'on rejoint l'aspiration à l'infini des premiers nomades, notre auteur bouclant ainsi la boucle d'un étonnant voyage où l'on est finalement récompensé d'avoir été bringuébalé sur des routes incommodes.

Pierre Druon

STAGES D'ÉDITION

— INITIATION : Connaissance des métiers de l'édition ; fonctionnement d'une maison d'édition.

— SPÉCIALISATION : Fabrication ; service de presse ; droits des auteurs ; création d'une maison d'édition.

Reins et inscriptions : S.I.P.E.I.
8, pl. du Palais-Bourbon, 75007
Tél. : 45-51-55-50 - 45-50-23-30

صكنا من الراحل

LIVRES • IDÉES
HISTOIRE

Trois hommes de guerre

Le génie de Churchill, les ruses de Darlan et les certitudes de Weygand dans la tourmente de 1939-1945

WINSTON CHURCHILL
de William Manchester.
Tome II : L'épreuve de la solitude, 1932-1940.
Robert Laffont, 660 p., 190 F.

DARLAN
d'Hervé Coutau-Bégarie
et Claude Huan.
Fayard, 873 p., 190 F.

WEYGAND
de Bernard Destremau.
Fayard, 842 p., 198 F.



Winston Churchill

La personnalité de Winston Churchill dépasse de très loin celle de François Darlan ou celle de Maxime Weygand. Tous trois ont cependant en commun non seulement leur participation à la dernière guerre mondiale, mais aussi une certaine part de mystère que les biographes d'aujourd'hui éclaircissent peu à peu.

William Manchester poursuit son long récit de la vie de Churchill. Son premier tome, traduit et publié en France en 1986 (1), s'achevait sur une réponse de sa vieille ennemie Lady Astor à Staline, en 1932 : « Churchill ? Oh, il est fini ! ». C'est la période la plus noire de l'existence de cet homme « fini », celle qui s'étend de 1932 à 1940, que décrit minutieusement l'auteur. Le lion vieillissant — du moins le considérant ainsi — est obligé, pour assurer à sa famille et à lui-même le confort qu'il juge indispensable, de se livrer toutes les nuits à des travaux littéraires épuisants.

Il rugit dans le désert. La Chambre des communes ne l'écoute plus guère et le huis clos, l'opinion publique est éprise de paix. Alors qu'il dénonce le péril montant du nazisme et du réarmement allemand, les partisans de l'apaisement à n'importe quel prix sont au pouvoir et dominent la presse. Stanley Baldwin, puis Neville Chamberlain se convainquent de la bonté foi de Hitler. Le Times censure, comme le fera le Temps en France, les dépêches de ses correspondants trop alarmistes. Il n'est pas jusqu'à Anthony Eden — il changera d'opinion — qui n'appuie, à ses débuts, une politique de concessions à Hitler.

Churchill est isolé sur le plan politique, mais il dispose, dans la haute administration britannique, notamment au Foreign Office, d'un réseau de renseignements de premier plan. Effrayés par l'engrenage des abandons, des hauts fonctionnaires n'hésitent pas à enfreindre les règlements et les traditions pour faire

parvenir à Chartwell, la résidence campagnarde de Churchill, les rapports secrets que leurs destinataires officiels, le premier ministre et les membres du cabinet, se refusent souvent à lire ou à prendre en considération.

Le portrait que Manchester trace de Neville Chamberlain, pour qui primait les affaires et le souci — qui était déjà celui de Baldwin — de ne pas alarmer son électeur, est sévère. On y voit un homme intelligent, énergique, prendre avec le plus grand sérieux les promesses successives de « M. Hitler ». Il s'aperçoit trop tard qu'il a été trompé et que, décidément, le chancelier n'est pas un « gentleman ».

L'auteur n'épargne aucun détail de la vie à Londres entre les deux guerres, des politiques extérieures et intérieures de la Grande-Bretagne. Ces six cent soixante pages très serrées, sur une période où le personnage plénière dans une fureur apparente, mais vain, demandant au lecteur, malgré un style agréable, une passion aussi grande que celle que Manchester voue lui-même à son modèle.

L'amiral et le général

Darlan et Weygand — le premier surtout — n'ont pour Churchill aucune sympathie. L'amiral, parce que son anglophobie est viscérale ; le général, parce qu'il n'a pas pardonné au gouvernement britannique, en 1940, de n'avoir pas fourni à la France les forces aériennes qu'il demandait.

Mais, s'ils n'aiment pas Churchill, ils ne s'aiment pas non plus l'un l'autre.

L'amiral Darlan est un homme du Sud-Ouest radical. Il a bâti sa carrière non seulement sur une compétence indéniable, mais aussi sur une parfaite connaissance des milieux politiques de la III^e République. Hervé Coutau-Bégarie et Claude Huan, au terme de la très remarquable biographie qu'ils viennent de lui consacrer, reprennent une phrase de Maurice Martin du Gard, bon connaisseur des hommes de Vichy. Elle évoque « ce Gascon qui n'avait d'autre ambition que de mourir sénateur en fumant sa dernière pipe à Nérac, et que le destin chargea de responsabilités capitales auxquelles il ne fut pas toujours inférieur ».

Darlan se voulait réaliste et machiavélique. Il n'était que « malin ». A Vichy et à Alger, il a manœuvré comme il l'avait vu faire dans les antichambres ministérielles d'avant-guerre. De morale politique, il n'en avait guère, soucieux de conserver le pouvoir, désignant des hommes à idées et à principes. Sa rouerie brutale le conduira à mourir sous les balles d'un garçon épris d'absolu.

L'amiral, lui, n'est pas un héros. Un traître non plus. Mais il l'a échappé belle. Il a cru à la victoire de l'Allemagne jusqu'à l'automne 1941, et poussé Vichy sur la voie de la collaboration la plus active. Mais il a rencontré deux obstacles : Hitler n'avait aucune envie d'avoir la France à ses côtés ; et Weygand a fait tout ce qui était en son pouvoir pour

faire capoter la négociation de ces protocoles de Paris où l'amiral s'était laissé entraîner.

Alors que Darlan est un politicien et même un politicien de moyenne envergure, l'ancien généralissime Weygand, devenu ministre de la défense nationale de Pétain, puis délégué général en Afrique du Nord, est un officier de cavalerie dressé sur sa selle et sur ses principes. Bernard Destremau, fils d'officier, homme de sport, diplomate et homme politique, connaît le milieu dans lequel a évolué Weygand. Il comprend et décrit son personnage mieux sans doute qu'un historien chevronné.

Weygand s'est étonné, dans les moments où il était la cible de campagnes fort rudes, que nul ne lui reproche sa naissance, alors que son origine est une des clés de son comportement. Né en Belgique, fils de personne, naturalisé à vingt et un ans, à sa sortie de Saint-Cyr, il s'est toujours efforcé d'être un Français parfait, un officier et un cavalier parfait, un chrétien parfait. Marginal par son origine, il a toujours voulu se situer dans les normes militaires, sociales, religieuses et politiques de la France bien-pensante.

En invoquant sa naissance hors frontières, il refuse, en 1939, de jouer, les Boulanger — auquel il reproche d'être sorti de la loi — et, en 1941 et 1942, de devenir un rebelle. De revenir, en un mot, dans la marginalité. L'honneur militaire est la seule chose qui compte alors pour lui. Cette armée qui l'a fait ce qu'il est, il n'accepte pas pour elle la honte de la capitulation. Aux hommes politiques de demander l'armistice. Du moins tel qu'il le conçoit : une pause dans la guerre.

Après avoir préparé la revanche en Afrique du Nord et avoir été lâché par Pétain, mais toujours discipliné, il est arrêté par les Allemands non loin de Vichy et emprisonné avec les hommes politiques auxquels il attribue la défaite. Un génie foisonnant et, par certains côtés, baroque ; un marin rusé ; un cavalier gonflé de certitudes morales ; trois pions du terrible jeu où, par la folie d'un Adolf Hitler, cinquante millions d'hommes et de femmes ont perdu la vie.

Jean Planchaux

(1) « Le Monde des livres », du 21 mars 1986.

L'école de Chicago

Naissance de l'écologie urbaine

Textes traduits et présentés par Yves Grafmeyer et Isaac Joseph

Nouvelle édition remaniée

Aubier



Simone de Beauvoir

DURAS

la pluie d'été

P.O.L.

SIMPLICISSIMUS

Il y a plus de trois siècles, Grimmshausen écrivait le plus grand roman allemand...



460 p.
140 F

... Le lecteur d'aujourd'hui se sent allègrement caracolier du Moyen Âge au Grand Siècle et retour... Car ce roman cosmopolite en diable, et écrit à la diable, est un roman d'aventures comme on en a perdu la recette, jetant son héros dans le monde connu et quelques autres, lui faisant faire tous les métiers et beaucoup l'amour. Bref, il est irrécusable à souhait, tant il raconte bien... Heureux lecteurs qui allez découvrir ce chef-d'œuvre en français!

Bernard Lortholary, L'Express

FAYARD

Thomas Ferenzi
Signalons la réédition en livre de poche de deux précédents livres de Marc Ferro : *La Révolution russe de 1917* (Champs Flammarion, 188 p., 27 F) et *Pétain* (Hachette Pluriel, 789 p., 66 F).

des lois

sur les rapports
entre les pouvoirs

Après la chute de la République, les lois sur les rapports entre les pouvoirs ont été remises en question. Les lois de 1958 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 1962 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 1969 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 1976 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 1986 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 1992 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 1995 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 1998 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2000 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2002 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2004 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2007 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2009 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2010 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2012 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2014 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2016 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2018 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2020 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2022 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2024 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2026 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2028 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2030 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2032 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2034 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2036 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2038 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2040 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2042 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2044 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2046 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2048 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2050 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2052 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2054 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2056 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2058 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2060 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2062 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2064 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2066 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2068 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2070 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2072 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2074 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2076 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2078 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2080 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2082 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2084 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2086 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2088 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2090 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2092 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2094 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2096 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2098 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2100 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2102 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2104 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2106 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2108 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2110 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2112 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2114 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2116 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2118 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2120 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2122 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2124 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2126 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2128 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2130 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2132 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2134 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2136 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2138 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2140 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2142 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2144 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2146 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2148 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2150 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2152 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2154 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2156 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2158 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2160 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2162 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2164 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2166 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2168 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2170 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2172 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2174 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2176 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2178 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2180 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2182 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2184 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2186 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2188 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2190 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2192 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2194 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2196 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2198 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2200 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2202 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2204 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2206 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2208 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2210 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2212 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2214 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2216 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2218 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2220 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2222 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2224 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2226 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2228 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2230 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2232 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2234 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2236 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2238 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2240 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2242 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2244 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2246 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2248 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2250 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2252 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2254 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2256 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2258 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2260 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2262 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2264 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2266 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2268 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2270 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2272 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2274 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2276 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2278 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2280 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2282 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2284 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2286 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2288 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2290 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2292 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2294 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2296 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2298 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2300 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2302 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2304 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2306 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2308 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2310 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2312 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2314 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2316 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2318 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2320 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2322 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2324 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2326 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2328 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2330 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2332 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2334 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2336 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2338 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2340 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2342 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2344 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2346 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2348 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2350 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2352 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2354 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2356 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2358 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2360 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2362 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2364 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2366 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2368 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2370 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2372 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2374 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2376 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2378 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2380 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2382 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2384 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2386 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2388 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2390 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2392 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2394 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2396 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2398 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2400 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2402 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2404 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2406 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2408 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2410 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2412 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2414 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2416 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2418 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2420 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2422 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2424 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2426 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2428 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2430 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2432 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2434 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2436 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2438 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2440 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2442 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2444 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2446 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2448 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2450 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2452 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2454 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2456 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2458 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2460 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2462 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2464 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2466 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2468 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2470 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2472 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2474 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2476 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2478 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2480 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2482 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2484 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2486 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2488 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2490 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2492 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2494 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2496 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2498 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2500 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2502 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2504 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2506 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2508 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2510 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2512 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2514 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2516 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2518 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2520 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2522 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2524 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2526 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2528 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2530 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2532 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2534 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2536 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2538 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2540 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2542 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2544 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2546 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2548 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2550 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2552 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2554 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2556 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2558 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2560 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2562 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2564 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2566 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2568 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2570 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2572 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2574 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2576 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2578 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2580 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2582 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2584 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2586 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2588 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2590 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2592 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2594 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2596 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2598 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2600 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2602 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2604 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2606 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2608 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2610 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2612 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2614 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2616 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2618 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2620 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2622 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2624 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2626 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2628 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2630 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2632 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2634 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2636 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2638 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2640 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2642 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2644 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2646 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2648 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2650 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2652 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2654 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2656 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2658 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2660 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2662 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2664 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2666 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2668 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2670 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2672 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2674 ont été adoptées, mais elles ont été remises en question à nouveau. Les lois de 2676 ont été adoptées, mais elles

Pasolini-Roma

PROMENADES ROMAINES de Pier Paolo Pasolini, textes traduits et présentés par Jean-Michel Gardair, avec la collaboration de Claude Henry (bilingue, Le Livre de poche, 256 p., 32 F.).

Sous le titre imaginaire, mais bien trouvé, de *Promenades romaines*, Jean-Michel Gardair a eu la bonne idée de rassembler des « proses poétiques » de Pasolini, extraites du recueil *Alli degli occhi azzurri* (1) et de *Ragazzi di vita* (2). En 1965, Pasolini était connu en Italie, à la fois comme cinéaste, comme poète et comme romancier. Il traversait probablement une crise, et l'on ne s'étonnera pas qu'il ait puisé ces curieux assemblages, où figurent les scénarios de *Mamma Roma*, *Accattone*, *La Ricotta*, plusieurs esquisses de romans achevés, des poèmes (dont un très beau, dédié à Sartre, auquel Pasolini doit son titre insolite « All'aux yeux bleus »), des synopses et une sublime fable poétique (*Vital et Raton*), par certains côtés proche du film que Jean Genet devait tourner : *La Nuit venue*.

Comme le précise le préface, Pasolini découvrait en Rome non seulement un endroit poétique nouveau, mais un objet littéraire que ne laissent pas prévoir ses premiers essais de romancier et de poète, tous inspirés par le Frioul. Rome devait devenir dès lors, en 1950, son lieu de travail et de vie, ainsi que le décor privilégié

des deux romans qui lui valurent succès de scandale et autorité littéraire.

Peu de temps après son installation, Pasolini écrivait à son cousin Nico Naldini : « Je suis en train de devenir romain, je ne sais plus articuler un seul mot en vénitien ou en frioulan. » La découverte du dialecte romain va en effet être déterminante, puisque, comme on le sait, les héros de Pasolini sont de jeunes délinquants qui parcourent les banlieues et les bas quartiers de Rome, autour du Tibre.

« Rome est divine ! »

Michel Foucault, à propos des films que ces esquisses littéraires produiront, observera avec une extraordinaire justesse : « Pasolini continue à poursuivre ce qui deviendra la sage des « jeunes ». De ces jeunes qu'il ne voyait pas du tout comme des « adolescents » pour psychologues, mais comme la forme actuelle d'une « jeunesse » que, depuis l'époque du Moyen Âge, de Rome et de la Grèce, nos sociétés n'ont jamais pu intégrer (3). »

En effet, la lecture de ces chapitres n'évoque nullement une enquête documentaire, sociale ou psychologique : c'est beaucoup plus la quête d'un mythe. La caractéristique de recherche est accentuée par le style « carnet d'écrivain », « journal intime » de ces pages. « Rome est divine ! », écrivait-il à ses

amis restés au Frioul. Fuyant la « Rome des quartiers nuls et des après-midi où le blanc du soleil est d'un ennui mortel » (...), d'une « normalité déprimante comme une légère fièvre de tuberculeux », Pasolini décrit la capitale nocturne qui domine le théâtre de Marcello, la synagogue du Ghetto, l'île Tibérine et que hantent les prostituées.

Ce chant d'amour, à mi-chemin de la fascination et de la nausée, prend souvent la forme poétique d'un dialogue, d'une prose rythmée : « Tu ne t'en doutes pas, mais chacune de tes bouchées, dans le premier bar, chaque gorgée, chaque bouffée de ta cigarette te sculptait dans le marbre de ta beauté encore non créée. » Villon, Lautréamont et même Proust sont les doubles et les compagnons que le poète se donne dans ses errances. Mais c'est là une manière voilée de rappeler une solitude dont tant de poètes se feront l'écho. Rendons grâce à Jean-Michel Gardair d'avoir introduit dans une collection populaire et pédagogique une œuvre difficile, mais remarquablement représentative de la personnalité de Pasolini, et ici traduite avec précision et naturel.

R. de C.

(1) Garzanti, 1965, et inédit en français.

(2) Actuellement disponible en 10/18.

(3) Dans sa biographie de Pasolini (Einaudi, 1989, en cours de traduction chez Gallimard).

L'apocalypse selon Rugarli

Ni polar ni roman à thèse, la Troque est une fantaisie onirique sur le terrorisme italien des années 70

LA TROQUE de Giampaolo Rugarli, traduit de l'italien par Jean-Paul Marguier, Gallimard, 275 p., 126 F.

« La Sicile comme métaphore », disait Sciascia. « L'Italie comme métaphore », répond Giampaolo Rugarli, dans ce curieux roman, inspiré par l'affaire Moro et par l'effervescence du terrorisme intérieur de la péninsule. Les années de plomb ont, bien sûr, suscité quelques romans en Italie, à mi-chemin entre le reportage, le pamphlet et la politique-fiction. Ils n'étaient guère convaincants : la réalité l'emportait toujours, et la dénonciation paraissait toujours affaiblie par les artifices du romancier.

Décontenancés par l'extraordinaire confusion idéologique qui a caractérisé les troubles politiques des années 70 et du début des années 80, par les revirements, les repentirs, les déclarations, les autocritiques, les dérapages à droite ou à gauche, les mensonges, les analyses hâtives, les écrivains se trouvaient face à un écheveau fatras, un écheveau de fils énormes à démêler.

Fallait-il choisir pour protagoniste un justicier ou un cynique blasé ? Fallait-il mener l'enquête assez loin pour risquer sa peau ? Giampaolo Rugarli semble avoir su trouver la bonne voie et le ton juste. Son héros est un commissaire sans grande envergure. On se place donc plutôt du côté des observateurs et de la loi. Mais quelle observation et quelle loi ? Le témoin est immédiatement pris à partie et n'est plus très sûr de ses aînités. Ce n'est qu'à cette condition que l'histoire peut commencer.

Mensonges, trahisons, corruptions

« Il n'était ni Philip Marlowe et encore moins un *Leaky* », remarque l'auteur, mais, à vrai dire, le roman bascule dans une aventure à la James Bond. Certes, les personnages n'ont guère d'épaisseur et les dialogues sont si artificiels dans leur « réalisme pittoresque » que la lecture en est gênée jusqu'à ce qu'on comprenne que l'on n'est ni dans un « polar » ni dans un roman à thèse, plutôt dans un genre assez singulier qui ressortit à la fantaisie onirique, mais réglée par une totale rationalité.

Qu'est-ce que la troque ? Cette troque, néologisme italien qui se prête à de nombreux jeux de mots, est une organisation terroriste qui ne semble viser qu'à l'extermination de l'Italie. Qui la dirige ? Le malheureux policier tenté de la découvrir. Entouré de traîtres et de menteurs, il est soudain accusé, emprisonné, en cavale : changeant malgré lui de camp, découvrant que la femme du principal suspect est son ancienne maîtresse, apprenant que sa propre femme, maintenant morte, a été la maîtresse de celui qui devient son ennemi, il voit s'effondrer les fragiles repères qui structuraient son univers.

Dès lors tout devient possible : il n'y a pas de vérité politique, il n'y a pas de vérité sociale, il n'y a pas de vérité psychologique, il n'y a pas de vérité scientifique. Une atmosphère d'apocalypse règne sur Rome. Une épidémie décime ses habitants, qui tombent dans les rues comme des mouches.

Dans cet univers agonisant, il s'agit de décoder des clés de lecture. Tous les messages sont codés et c'est là que se manifeste chez Rugarli une ingéniosité digne d'Umberto Eco : calembours, acrostiches, anagrammes, toutes les figures de rhétorique vont permettre de renverser l'anarchie apparente du réel en ordre de la transparence.

« Erro et Priape. De la furax aux cendres, de Carlo Emilio Gadda. Publié en 1967, ce livre est une charge ironique et conjuratoire contre le fascisme musolinien, interprété par l'auteur de *Connaissance de la douleur* selon une méthode très personnelle, qui met en relief les aspects grotesques et monstrueux de ce régime. Traduit de l'italien par Giovanni Clerico, (Christian Bourgois, 320 p., 120 F.).

« Femmes dans la vie de Stefano Premuda, de Gian Superich. Un ensemble de récits reflétant les préoccupations morales de l'écrivain triestin, qui parle à la première personne sous l'identité de son personnage, Stefano Premuda. Traduit par Ludmilla Thevenaz ; préface de Gérard-Georges Lemaire. (Christian Bourgois, 218 p., 100 F.).

« Destin de l'Europe, d'Alberto Savinio. Un ensemble de textes politiques brefs, écrits en 1943 et 1944. Malgré l'époque,

Saluons au passage la prouesse du traducteur, qui a dû non seulement inventer des équivalences, mais respecter par des transcriptions particulières les accents et les régionalismes des différents personnages.

Ce n'est pas un roman optimiste : l'Italie est mal en point. Le terrorisme est le clientélisme poursuivi par d'autres moyens. On croit voir resurgir de ses cendres la Florence de la Renaissance ou la cour des Borgia. Et sans aller se perdre dans le passé, on peut lire le roman de Rugarli comme une métaphore de toute vie sociale : mensonges, trahisons, corruptions.

Il y a, dans ce roman sanglant, une tonalité trop réveuse et trop fantasmatique pour qu'il puisse prétendre à une analyse approfondie du terrorisme. L'inspiration de l'organisation (victime présumée qui en réalité est le coupable) conclut : « Que voulez-vous donc que représente une poignée de morts ? Les gens, après chaque massacre militaire et après chaque assassinat, finissent par se sentir rassurés : nous enregistrons à l'humanité à la suite d'être vivants. » Ce sont les sinistres limites du pouvoir des apprentis sorciers humains : ils n'ont, pour insuffler la conscience de la vie, qu'un moyen, la mort.

René de Ceccatty

Autres parutions

Savinio témoigne d'une foi certaine dans le « destin futur de l'Europe ». Traduit par Lise Chupais. (Christian Bourgois, 116 p., 60 F.).

« L'Éléphant vert, de Giorgio et Nicola Pressburger. Des frères Pressburger, jumeaux nés en Hongrie en 1937 dans une famille juive, installés à Trieste après les événements de 1955, un premier roman, *L'Éléphant vert*, avait été traduit chez Verdier l'an dernier. L'Éléphant vert est une fable au ton sourdement tragique, à la manière des anciennes histoires juives. Traduit par Marguerite Pozzoli. (Actes Sud, 126 p., 72 F.).

« Le Désert de Libye, de Mario Tobino. Un premier roman, *Le Lézard*, de Tobino, psychiatre, né à Vercelli en 1910, avait paru chez le même éditeur en 1989. Basé sur l'immense sur fond de guerre, le *Désert de Libye* s'appuie davantage sur l'intériorité des personnages que sur les éléments réalistes. Traduit

Suite de la page 29

An cours de notre entretien, il a évoqué la valeur emblématique de Don Juan, à partir du moment où le Madrilène Tirso de Molina s'approprie un personnage qui existait déjà dans l'imaginaire collectif, et signe, en 1630, son acte de naissance littéraire avec *Le Trompeur de Séville*.

« Pourquoi Don Juan, à la différence d'autres mythes qui ont aujourd'hui cessé de nous parler, est-il encore actuel ?

« Il y a dans l'Antiquité certains mythes pour lesquels nous n'arrivons plus à découvrir de lien avec notre époque. Celui de Don Juan résiste, parce que c'est un mythe né de la réalité vivante et non de l'imaginaire visionnaire. Don Juan n'a nullement l'intention de délivrer l'humanité des monstres comme les héros de l'Antiquité. Désormais, les monstres l'ont emporté. Et il ne pense qu'à son pouvoir de transgression illimitée, qu'à son irrésistible besoin d'aimer.

« Mais que représente la femme pour Don Juan ?

« Ce n'est qu'une source de plaisir, ou, comme la définissent les libéraux du dix-huitième siècle, « une machine à plaisir ». Il se passe peut-être la même chose aujourd'hui.

« Pourtant, la femme occupe une place privilégiée dans la culture du dix-septième siècle. Le pétrarquisme continue à dominer la poésie, et l'idéal néoplatonicien de la Renaissance, où l'amour est un moyen d'élévation spirituelle, trouve dans le célèbre roman d'Honoré d'Urfé, *L'Astrée*, un formidable instrument de propagande au sein des élites.

« Enfin, la préciosité, poussée jusqu'à ses conséquences extrêmes le respect dû à la femme, renonce au plaisir des sens. Comment Don Juan considère-t-il tout cela ?

« Comme une série de balivernes. On avait chanté trop de chevaliers errants et de femmes idéalisées. Les poètes avaient nourri les hommes de trop « d'amours lointaines ». Don Juan — c'est la première donnée de fait — déteste la poésie, les livres. Il n'a que faire de la culture.

Le goût de la mort

« Alors d'où vient ce personnage sans maître, qui refuse la culture comme il refuse la religion ?

« Je crois tout d'abord que le donjuanisme est né, aussi étrange que cela puisse paraître, du goût de la mort. Le donjuanisme est la protestation la plus violente contre le culte de la mort instauré entre le XVI^e et le XVII^e siècle, à l'âge de la contre-Réforme et de l'Inquisition. Pensez aux natures mortes de ce siècle où sont représentés des crânes et des tombes, et qui s'intitulent *Vanités*.

« Pensez que même l'Arcadie, cette terre antérieure sereine et heureuse, n'échappe pas, au XVII^e siècle, à l'idée de la mort. L'inscription « Et la Arcadie ego » que les bergers lisent sur un cippe dans un tableau célèbre de Poussin, fait référence à la mort. C'est cette obsession de la tombe que Don Juan, héros de la jeunesse, combat. Il la combat d'abord par l'athéisme, cette

par Simone Metarasso-Gervais. (Alliés, 200 p., 110 F.).

« Une éducation bourgeoise, d'Alberto Vignani. L'écriture classique de cet écrivain milanais, né en 1918, évoque l'existence d'une famille juive dans l'entre-deux-guerres, menacée par la montée du fascisme. Comme dans *Un été au bord du lac*, traduit l'an dernier chez le même éditeur, Vignani, avec un art psychologique très sûr, met en scène un monde dont ne demeure que la mémoire. Traduit par Claude Bonnamant. (Ed. Liana Lévi, 268 p., 95 F.).

« Le Jour du Jugement, de Salvatore Satta. On a pu comparer cette grande fresque de l'histoire sarda à la fin du siècle dernier et au début du nôtre, publiée en Italie en 1979, quatre ans après la mort de l'écrivain, au *Guépard* de Lampedusa. Traduit et préfacé par Nino Frank. (Gallimard, « Folio », n° 2 131, 348 p.).

Le fantôme de Don Juan



Giovanni Macchia.

épée qui lui sert à trancher le nœud qui l'attache à la religion. Mais son athéisme, pour devenir donjuanisme, devra se transformer en obsession vitale mise en actes. En ce sens, le donjuanisme est la plus forte vague antipétrarquiste qu'ait connue la littérature.

« L'en dernier, l'université de Dijon a proposé comme sujet d'examen votre affirmation selon laquelle « le donjuanisme est une forme de machiavélisme transposé dans l'amour ». Qu'entendez-vous par là ?

« Don Juan est un génie de l'action. Il ne pense qu'à attendre son but. Et, le moment venu, il pourra feindre de renier même son athéisme. Il deviendra Tartuffe, par intérêt. C'est ce que nous voyons dans Molière.

Pour lui qui est né sur la scène, le monde est théâtre, et le théâtre, monde. Toujours égal à lui-même et toujours différent, l'infinité variée de ses masques fait de lui l'expression la plus saisissante de l'acteur. Vous savez que la figure de l'acteur prendra au XVII^e siècle une importance qu'elle n'avait jamais eue. L'homme politique, lui aussi, deviendra acteur, comme Mazarin ; ainsi, au fur et à mesure que le temps passe et que le personnage s'enrichit au point d'avoir sa propre doctrine, la figure de l'acteur infatigable paraît rejoindre celle de l'homme politique, animés d'une même soif de domination.

C'est en ce sens que j'ai parlé du donjuanisme comme d'une sorte de machiavélisme transposé dans l'amour.

« Don Juan est donc un héros caractéristique du XVII^e siècle. Mais comment le même siècle et le même pays — l'Espagne — ont-ils pu produire aussi Don Quichotte ?

« Don Quichotte est l'anti-Don Juan. Mais ce personnage positif, nourri de livres, qui se consacre à un idéal de justice, au bien de l'humanité, à la libération des opprimés, devient, à une époque cruelle et réaliste comme le XVII^e siècle, un personnage comique, un fou qui ne connaît pas la fraîcheur apaisante de l'ombre. Et cela provoque une certaine inquiétude. Héros-fou, il souhaite vivre l'épopée de la chevalerie et du christianisme, mais se trouve constamment rejeté dans le genre comique, hors de l'histoire.

Je me demande s'il n'y a pas en Don Quichotte quelque chose qui évoque une interprétation parodique des Évangiles. Il est parfois semblable au Christ bafoué. Il ne meurt pas en combattant, mais dans le misérable petit lit qu'il retrouve à son retour.

« C'est ainsi, au milieu des rires, que disparaît le héros dans le monde moderne.

« Mais le comique existe également chez Don Juan, il l'accompagne jusqu'au bout de sa course vers la mort. D'où vient cette rencontre entre comédie dell'arte et tragédie,

que l'on trouve aussi bien chez Molière que chez Mozart et qui est si contraire aux principes du théâtre classique ?

« Dans le troisième genre dramatique, inventé vers la fin du XVI^e siècle pour satisfaire au désir d'aventures du public, des éléments tragico-religieux se mêlent et se heurtent à des éléments grassement comiques. La comédie dell'arte apparaît également dans Shakespeare. De même, dans cette histoire, créée par les Jésuites, et qui est l'expression caractéristique du drame baroque, le spectacle de la mort — le meurtre du Commandeur — finit par se teinter de plaisanterie et de rire. La farce rôtie à quelques pas de l'assassinat. On n'épargnait pas les lazzi alors même que le cadavre était sur la scène. Don Juan est devenu un héros populaire.

Les piroquettes d'Arlequin

« Quel est le sens de cette invitation à dîner adressée à un mort ? Comment se fait-il que le véritable titre de cette légende ne soit pas Don Juan mais le Convive de pierre ?

« Pensez tout d'abord à la valeur symbolique, solennelle, eschatologique que donnent au rite du repas les religions les plus diverses, de la figure juive à la Cène chrétienne. En invitant une statue à dîner, Don Juan a totalement perdu le sens profond de cette cérémonie. Il ne veut que rallier la condition d'un mort qui ne peut plus participer à la conversation et aux plaisirs de la table. Dans la mythologie classique, des hommes justes et pieux, comme Radamante, comme Esau, avaient été, après leur mort, promus au rang de juges des Enfers. Le Commandeur est devenu un juge de l'Enfer, un Radamante chrétien.

La scène de la statue constitue la grande invention qui, terreur et divertissement mêlés, a attiré l'imaginaire populaire. C'est le lien par excellence d'où partiront les diverses ramifications de la légende. Devant les plats de ce banquet final, qui évoquent également le grand thème du siècle : la faim, les comédiens, comme dans les romans picaresques, faisaient des tours et des gesticulations, à la manière des funambules et des danseurs de corde, presque comme s'ils se trouvaient en présence d'une divinité.

Les piroquettes d'Arlequin tels que Domenico Biancolelli et Tommaso Visentini, que les Français appelaient Thomassin, sont restés célèbres. Thomassin se jetait d'une piroquette devant la statue, sans renverser le contenu du verre qu'il tenait sur son pied. Par bonheur pour nous, Mozart et Da Ponte eux-mêmes n'ont pas voulu s'affranchir de cette grande tradition comique.

Propos recueillis par Benedetta Craveri (traduction de Marie-Paula Boutry)

صلى الله عليه وسلم

Moscou célèbre Pasternak

Colloque, spectacle, suppléments : l'URSS fête le centenaire de la naissance de l'auteur du Docteur Jivago

Comment commémorer un poète, l'honneur et s'en souvenir ? La réponse n'est pas simple. Celle qui vient d'être donnée à Moscou, dans un colloque consacré à Pasternak, n'est peut-être pas convaincante. Mais il fallait essayer. Là plus que partout, dans le désastre qui trouble les consciences, là où la poésie a toujours été la langue maternelle du cœur et de l'esprit.

On jouait la difficulté avec Boris Pasternak dont on célébrait le centenaire de la naissance, le 10 février 1899. Bien qu'il fût issu d'une sorte d'aristocratie de la culture, ayant pour père un peintre de grand talent et pour mère une pianiste remarquable, il n'y eut jamais pour lui plus sensible ou fidèle à l'immédiat de la vie, ni plus amoureux de la saison, avant qu'il ne s'enlisse dans les marais du savoir et du langage.

Le recueil qui, dès 1922, devait assurer la gloire de Pasternak portait un titre qui était aussi une devise, ou même un emblème critique de l'œuvre, de sa situation dans la littérature, comme du but qu'elle se proposait : *Ma sens la vie*. Ce titre n'était pas cherché à mettre en scène dans l'immense et superbe salle du Bolchoï, pleine à craquer du Tout-Moscou littéraire, mais aussi politique, puisque Raïssa Gorbatchev honorait l'assemblée de sa présence, cependant qu'un dehors une foule attendait on ne sait quel billet ou passe-droit miraculeux.

Des acteurs, dont Nikolaï Goubenko qui est devenu ministre de la culture sans renoncer à la scène, se succédaient, chacun allumant un cerceau, lisant les vers de Pasternak en bégayant un peu, en menagant parfois comme on le fait en Russie et comme le fit aussi l'auteur dans un enregistrement diffusé.

A la sortie, les Anglais et les Américains étaient ravis, les Fran-

çais indignés, les Russes partagés entre le désir de dire du mal du complot d'organisation et l'orgueil national. Sans doute, le spectacle était-il un mélange inspiré du style opéra-rock, où le principal responsable, Voznessenski, est passé maître. Mais enfin, ces deux heures furent parfois étonnantes, jamais ennuyeuses. Et il convient de se souvenir des difficultés à surmonter. Car on ne célébrait pas seulement, avec Pasternak, le poète, mais aussi et surtout l'auteur du *Docteur Jivago*, c'est-à-dire un passé ambigu, douloureux.

Exercer le passé

M^{me} Inge Feltrinelli, la veuve de l'éditeur milanais qui avait assuré la publication du roman en 1957, était là. L'Académie royale de Suède était représentée en force pour rappeler le rôle déterminant joué par le prix Nobel dans cette affaire capitale, assurant la participation du poète et l'engagement de la poésie dans la défense des valeurs de culture et d'intelligence.

C'est ce combat qu'Evrouchenko a évoqué sur la tombe de Pasternak, comme le fit aussi Arthur Miller sur le palier de la maison où le poète habita et qui sera désormais un musée consacré à sa mémoire, mais aussi au *Docteur Jivago*, qui, le premier en URSS, sut rompre officiellement un terrible silence.

Autant que le poète et son œuvre, c'était une époque qu'on commémorait pour l'exercer. Le supplément de la *Gazette littéraire*, entièrement consacré au *Sicé Pasternak* n'a pas craint de reprendre « les témoignages de colère et d'indignation » publiés par ce même journal le 1^{er} novembre 1957, où l'on apprenait, entre autres, que le secrétaire général

des Jeunes communistes, V.E. Semichastny, sous un tonnerre d'applaudissements, avait comparé Pasternak à un porc et préféré ce dernier. La honte et le drame demeurent d'autant plus étonnants que Pasternak a refusé d'en être séparé, prêt à tout supporter, l'exclusion de l'Union des écrivains, le renoncement au Nobel, plutôt que l'infamie. Cette épreuve ne devait pas tarder à le tuer.

Par l'ambiguïté de son destin, autant que par la pureté de son verbe, ce « frère légitime de la vie », qui fut contraint d'épouser et de subir l'Histoire, demeure exemplaire d'une époque. C'est son souvenir qui transformait ce centenaire en événement. Et c'est pourquoi les débats purement littéraires, malgré les interventions intéressantes du poète Kousher, des professeurs Etkine et Accourti, devaient rester dans l'ombre. Mais l'hommage auquel, probablement, le poète aurait été le plus sensible fut celui que lui rendit Georges Nivat, en opposant aux « memento mori » qui peuplent nos lettres et nos mémoires le « memento vivere » de Boris Pasternak.

Jean Biot

Un volume d'œuvres de Boris Pasternak doit paraître, le 11 avril dans la « Bibliothèque de la plume » (Gallimard). Il rassemble des poèmes lyriques, des poèmes narratifs, des échos en prose, des essais autobiographiques et le *Docteur Jivago*. Cette édition est sous la responsabilité de Michel Accourti.

Plusieurs biographies viennent de paraître en anglais : Christopher Barnes *Boris Pasternak: A Literary Biography* (vol. I : 1890-1928, Cambridge University Press) ; Peter Levi *Boris Pasternak* (Century Hutchinson) ; Evgenii Pasternak : *The Magic Years* (1930-1960, Collins).

La mort de Floriana Lebovici

Floriana Lebovici est morte lundi 19 février, à Paris. Elle aurait eu cinquante ans en juillet. Ses deux fils entendent continuer le travail entrepris par leur mère. Après la disparition de Gérard Lebovici, assassiné en mars 1984, dans des conditions non élucidées, un destin fragile s'ouvrait devant elle : poursuivre l'œuvre entamée avec la création de Champ libre en 1970.

En 1984, la rumeur donne la maison pour éteinte. Au contraire, Floriana, comme aux éditions Gérard Lebovici un second souffle et son empreinte personnelle. Elle publie Ramon Gomez de la Serna, les souvenirs de Boris Souverain, Guy Debord, Maxime Oulianov, Kari Kraus, les *Mémoires d'Alfieri*, Roger Lewinter, ainsi que de forts volumes, les documents de l'Internationale, les œuvres complètes de Saint-Just.

Nous nous connaissons depuis la rue de la Montagne-Sainte-Geneviève, mais c'est rue de Béarn que naîtra l'amitié. Je lui apporte les écrits d'un dadaïste méconnu et fulgurant, Clément Pansiers, riches

en acrobaties typographiques. Elle accueille *Bar Nivonor* et le livre paraît sous une élégante couverture jaune bouton d'or, titre en rouge, bois gravé pourpre.

A l'amour des textes elle allie celui de la fabrication des livres. Couture au fil de lin, rabats, impression couleur sur canon, reproductions, typographie au plomb : sa conception du livre de qualité relance le désir dans un métier qui l'oublie et se perd un peu plus chaque jour. Comme naguère Sylvia Beach, elle confie à Daurante les manuscrits qui lui tiennent particulièrement à cœur, et l'on imagine, dans un saisisant raccourci symbolique, les plombs qui ont servi à la composition d'*Olympe* redistribués pour l'impression de *Pandorgique* ou des *Commentaires sur la société du spectacle*.

Rue de Béarn, puis rue Saint-Sulpice, où elle ouvre à l'automne 1985 la librairie des éditions, elle reçoit auteurs et amis. Nous préparons un *Picabia*, un *Schweitzer*, Gide et profondément loyale, elle offrait des qualités plus rares encore : passion, exigence, refus.

Qu'elle redécouvre Marcel Schwob, révèle les *Chroniques de*

guerre de George Orwell ou publie à côté Castiglione (*Le Livre du courtisan*), une réflexion sur Tchekhov ou Arthur Craven, chacun des titres qu'elle retient s'avère, par sa clarté et son éthos, et politique, un volet du manifeste mouvant et étonnant que constitue en soi cette unité d'édition effervescente et belle (et libre de toutes insinuations).

En réagissant, sur le mode éditorial, à l'aliénation générale mortifère, au nucléaire (au système qu'il engendre ou révèle), au conditionnement médiatique de l'être et à l'inculture générale obligatoire, à la tentation d'écarter de notre paysage des moments passionnants de l'art et de la vie, et plus globalement à la dégradation de la qualité de l'existence, le catalogue des éditions Lebovici inaugure un concept neuf et crucial, noble et indispensable contrepoids à l'industrialisation de l'imprimé.

Cette tâche d'exception revenait à une jeune femme, sensible à son entourage comme aux événements extérieurs, et qui à l'étrange cours du monde a répondu par la beauté de l'œuvre à l'accomplir.

Marc Duchy

EN BREF

u Banquillard, Frisch. — Dans le cadre du séminaire d'Isabelle Riener, Jean Banquillard présentera une communication sur le thème « Valeur d'usage, valeur d'échange », le jeudi 8 mars à 17 heures, à l'université européenne de la recherche (site de la Montagne-Sainte-Geneviève, 1, rue Descartes, 75005 Paris, salle des débats B). Des rencontres autour de l'œuvre de Max Frisch auront lieu tous les soirs à 20 h 30, du 14 au 24 mars, au Centre culturel suisse (38, rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris, tél. : 42-71-44-50).

u Livre en fête. — La fête du livre Lire à Limoges se tient les 2, 3 et 4 mars et, pour thème principal, l'aventure technologique et les communications. Du 16 au 18 mars, Montaigne (Vendée) accueille son cinquième Printemps du livre.

u Rectifié. — Ce n'est pas Antoinette Roubaud-Stenz qui a traduit *Un caprice de la nature*, de Nadine Gordimer (Albin Michel), comme nous l'avons indiqué par erreur (« Le Monde des livres » du 16 février), mais Gabrielle Merchez.

CORRESPONDANCE

Pascal inédit ?

Emmanuel Martineau, philosophe, traducteur (notamment *Être et Temps* de Heidegger), ex-chercheur au CNRS dont il a démissionné en 1988, nous a adressé la communication suivante :

Le fait historique est établi et reconnu : vers 1660, Pascal, voulant perfectionner un memento de ses principales idées afin d'en tirer ensuite son « Apologie de la religion chrétienne » (il n'en aura pas le temps), répartit quelques quatre cents de ses « fragments » autobiographiques sous vingt-sept rubriques, et les enfila en autant de liasses. Quant au reste de son matériel manuscrit — aux « chutes » de cette sélection, — il ne le ramène point pour autant, ni ne le détruit, puisque nous l'avons également conservé, ou que ce qui en a été perdu avait été copié dès le lendemain de sa mort et est ainsi parvenu jusqu'à nous.

Très bien. Mais, pour obtenir ces fameux « fragments », classés ou non classés, comment Pascal s'y était-il pris ? Réponse : il avait découpé aux ciseaux les grandes feuilles sur lesquelles il avait accoutumé d'écrire. Et les textes initialement jetés sur ces feuilles, comment s'y présentaient-ils ? Réponse : comme le montrent les exemples les plus illustres — et pour cause — de textes pascaliens non ou à peine lacérés (1), ils étaient en leur immense majorité tout sauf des « fragments » : des discours, conformes à l'usage universel du temps.

Ces quelques vingt discours de date, de contenu, de style divers, sous-jacents à ce qu'on a appelé, depuis 1670, les « Pensées » de Pascal, en entendant malencontreusement par là des fragments de droit, et non pas de fait, tel est l'objet neuf, ou plutôt original, que j'ai réussi à restituer depuis le mi-1987, grâce à un procédé aussi aisé à nommer que délicat à appliquer : le collage.

La méthodologie du collage est palpitante, mais surtout compliquée. C'est pourquoi il me semble plus expédient d'en donner aussitôt au public des exemples concrets, qui non seulement transporteront, je n'en doute pas, sa conviction, mais aussi lui feront partager mon étonnement que nul spécialiste n'ait jamais tenté, ni même proposé, semblable reconstruction.

1) Contre toute syntaxe, classique autant que moderne, le n° 383 (Lafuma, coll. « Points-Seuil ») commence par ces mots : « D'être insensible... » Reportons-nous au n° 432, paragraphe 21, remarquons qu'il s'achève par ces mots : « C'est un enchantement... » recollons ensemble les deux textes et nous obtenons cet énoncé tout à fait satisfaisant : « Quoi ! c'est un enchantement d'être insensible à mépriser les choses intéressantes et devenir insensible au point qui nous intéresse le plus. » Explication de l'énigme : le coup de ciseaux aura tout simplement passé au beau milieu de la phrase.

Faux mystère

2) Le premier essai — barré — de *Disproportion de l'homme* (discours, sinon, quasi intact, classé à la liasse 15) commence par : « Voilà ou même les connaissances » (n° 199). C'est donc que quelque chose précédait. L'avons-nous gardé ? Absolument, et c'est le n° 84, sur Descartes et la philosophie (naturelle) qui ne vaut pas une heure de peine, « fragment » qui constitue donc le véritable incipit de notre célèbre discours dit des « Deux infinis ».

3) Même faux mystère au n° 60, commençant par : « Sur quoi fondera-t-il l'économie du monde qu'il veut gouverner ? » Que représente donc cet « il » ?

Impossible de le deviner, et tous les annotateurs n'observent pas ici par hasard un silence honteux. Mais si nous collons à ce n° 60 le n° 540b, la réponse vient d'elle-même : « il », c'est « l'esprit », le binôme ainsi formé par ces deux « fragments » n'étant cependant lui-même qu'une partie du long discours continu de Pascal sur la justice et la force.

4) « Sans ces divines connaissances... » commence le n° 208. Le démonstratif appelle ici encore, à l'évidence, un collage. Prenons le début du n° 449 (non autographe, et composite), et nous ne tardons pas à y retrouver les « connaissances » en question, avec l'explication de leur épithète de « divines ». Cette fois-ci, nous avons affaire à deux extraits contigus de la fameuse conférence prononcée par Pascal à Port-Royal de Paris, et qu'il avait rédigée tout au long.

Et ainsi de suite, jusqu'au complet dévoilement de la forme première, le plus souvent monumentale, en tous les cas seule authentique, de ces discours que jusqu'ici nous lisions pour ainsi dire sans les voir, et bien souvent sans en comprendre, du fait de leur morcellement, la plupart des détails.

Qu'en conclure sinon que les *Pensées*, bien que publiées pour la première fois en 1844 sur le base des originaux, demeurent encore formellement, c'est-à-dire essentiellement, inédites, et qu'il n'est que temps d'éditer selon un principe enfin objectif, au lieu de la battue indéfiniment comme un jeu de cartes, l'œuvre de prose la plus fascinante du Grand Siècle ? C'est à quoi je m'engage ici publiquement pour l'année 1991.

Emmanuel Martineau

(1) En toute rigueur, un seul est intact, c'est le « multi-fragment » 418 sq., connu de tous sous le surnom de « Part ».

LA BANDE DESSINÉE

Quand vient la nuit...

LA NUIT DES TOTEMS, de Forest et Savard
Alpen Publishers, 68 p., coul., 48 F.

LA NUIT DU CHAT, de Frank et Bom
Dupuis, 46 p., coul., 45 F.

ENTRE CHATS, collectif,
Guy Delcourt, 72 p., coul., 145 F.

3615 ALEXIA, de Frédéric Boillet,
Les Humanoïdes associés, 62 p., NB et couleurs
72 F.

LE BARON NOIR, de Got et Pétillon,
Zenda, 124 p., NB et bichromie, 120 F.

L'ARENÉ NOIR, de Got,
Flammarion, 120 p., NB, 89 F.

A *Nuit des totems* et la *Nuit du chat* sont deux excellents albums lisibles dès l'âge de douze ans et par tous ceux qui ont conservé intacte leur faculté d'émerveillement. Hormis l'exigence dont l'un et l'autre font preuve et le parallélisme des titres, ils n'ont rien de commun que peu de rapports. Après la *Fantôme du Mandchou fou*, déjà remarqué à sa sortie, la *Nuit des totems* est la deuxième aventure de Léonid Beaudragon, ce détective de l'étrange spécialisé dans les désenchantements et la chasse aux spectres. Le récit ne permet pas vraiment de décider s'il possède les dons nécessaires à son commerce ou si c'est un charlatan. Mais son affrontement, sur le sol de la Colombie britannique, avec « Nithkwo l'hirute », champion momifié accidentellement rendu à la vie, est des plus divertissants.

L'humour et l'imaginaire que l'on connaît à Jean-Claude Forest font merveille dans un scénario dont la qualité première est de susciter des images fortes : Beaudragon pénétrant dans le port de New-York juché sur un steamer miniature, le même découvrant un totem à sa propre effigie ou se défendant contre un ours alcoolique, ce sont autant de scènes que l'on n'oublie pas. Dans l'action comme dans l'humour, la mise en dessin de Didier Savard est parfaite d'efficacité, et la coloriste Sylvie Escudé mérite, elle aussi, une mention.

Brousaille, le héros de Frank et Bom, est un adolescent qui partage sa solitude avec un chat. Que celui-ci fasse une fugue, et c'est le point de départ d'une nuit passée à errer dans Bruxelles, à s'apercevoir que les sons font la fête pendant que les autres s'endorment. Pour Brousaille, l'amour sera un rendez-vous de l'aube. Tousjours pudiques, les auteurs jouent sur la corde raide de l'émotion en évitant le misérabilisme, la misère et l'éclatage de bons sentiments. Comme les deux précédents albums de la série, la *Nuit du chat* a pour atout principal — outre ses grandes qualités graphiques et d'atmosphère — sa sincérité. A le lire, on se sent un peu plus fier d'être humain, un peu plus porté à s'en montrer digne.

Frank, le dessinateur, est à l'origine d'un album collectif à la gloire des félins. Andreas, Cabanes, Franquin, Juillard, Severin et quelques autres ont contribué à cet *Entre chats*, soit par une courte BD, soit par des illustrations, qui sont toutes attribuées à un même artiste fictif, le narrateur, vous corps et âme à la représentation de son animal fétiche. Non seulement les auteurs de ce volume collectif sont au meilleur de leur talent, mais l'ouvrage est conçu, mis en page, imprimé de manière irréprochable. Que l'on aime les chats ou le beau dessin, on ne peut qu'être comblé par ce superbe album — déjà en voie d'épuisement.

POUR son deuxième livre en solo (après le *Rayon vert* prochainement réédité par les Humanoïdes associés), Frédéric Boillet a choisi de vivre lui-même l'aventure qu'il relate, et d'avancer dans son récit avant d'en connaître le dénouement. 3615 *Alexia* commence par une rencontre sur minuit. Elle est mannequin professionnelle ; il lui arrache des confidences qui exacerberont son désir, mais qui vont peu à peu se révéler songes. *Alexia* s'offre et se dérobe, elle promet et ne tient pas, elle se laisse filmer mais n'honore pas ses regards. Elle prendra finalement l'initiative de la rupture, mais, la fiction ayant des droits sur le réel, c'est au dessinateur qu'il appartiendra de doter l'album d'une fin qui l'agré.

Moderne dans son propos comme dans sa forme, 3615 *Alexia* fait l'objet d'une mise en alyme astucieuse, et procède par ruptures de style successives. Boillet démontre avec un réel brio la plasticité d'un médium qui sait faire fusionner les catégories du vrai et de l'imaginaire. Sans doute vient-il de signer l'une des premières bandes dessinées portant la marque des années 90.

LES éditions Zenda ont l'heureuse idée de rééditer, en un épais volume, les meilleurs moments de l'épopée du *Baron noir*, ce rapace qui terrorisa les montons dans les pages du *Matin de Paris*, au cours des années 70. Rarement bande dessinée fut plus en prise sur le social et plus économe de ses moyens que celle-ci ! A la relire, on vérifie que cette formidable comédie du pouvoir signée par Got et Pétillon au meilleur de leur forme n'a rien perdu, ni de sa pertinence ni de sa noire drôlerie.

Got publie simultanément chez Flammarion un « roman BD » intitulé *L'Arène noire*. Principalement réalisée au crayon gras et au fusain, cette histoire met en scène l'initiation à l'art taromachique d'un jeune homme pressenti pour faire carrière dans l'arène. Le thème a déjà inspiré de nombreux artistes, mais Got se hisse au niveau des meilleurs, alignant des images constamment suggestives. On regrette d'autant plus que le récit tourne court et s'interrompt au moment où il paraissait devoir vraiment commencer. Y aura-t-il une suite à cet alléchant prologue ?

Thierry Groensteen

FRANÇOIS THIBAUX

La nuit d'Adrien Laure

LE DÉSPOIR RACHETÉ PAR LA LITTÉRATURE

Les mots-lumières de François Thibaux

Louis Nucera - Le Monde

168 p. JOLattès 85 F

LE MEURTRE DU PETIT PÈRE
Lignes d'une vie, II
(Naissance à la politique)
d'Etiemble, Arléa,
310 p., 120 F.

L n'a pas fini de rager, d'embraser, de se fustiger de s'être laissé, par sa faute pourtant, piéger, engager dans une foi morale et politique qui ne menait qu'au carnage. Il n'a jamais voulu éviter la bagarre, les menaces, les polémiques. Ce n'est pas l'âge qui fera taire Etiemble.

En effet, si, à soixante-dix-neuf ans, il a accepté de tracer, non pas des Mémoires, mais les « lignes d'une vie », c'était pour continuer à régler des comptes avec lui-même. Une autocritique sans autre sanction que celle qu'on s'octroie à soi-même. Dans un premier tome (Arléa, 1988), il avait tenu à en finir avec le maître « tyrannique et sadique » qui n'avait cessé de le « persécuter ». Jean Paulhan, ce « saint qui avait plus d'une vipère dans sa besace » ; c'est ce qu'il nomme « le meurtre du père ».

Dans le Meurtre du Petit Père, le second tome des Lignes d'une vie, qui vient de paraître, et qu'il sous-titre Naissance à la politique, il bat sa coulpe pour avoir cru en Staline, en Mao, et nous présente ce qu'il appelle « les pièces de son procès » : « Plutôt qu'en avocat, je parlerai en tant que procureur général », prévient-il.

Il faut remarquer que, de tout temps, dans tous ses écrits, même dans sa thèse, le Mythe de Rimbaud, même dans son étude sur l'Europe chinoise (Gallimard, t. I, 1989 ; t. II, 1990), Etiemble n'a jamais hésité à prendre parti avec une virulence, un irrespect féroces, un ton si personnel que ses victimes ne lui pardonneront pas. Dans Retours du monde, publié il y a vingt ans, au lendemain de 1968, il nous annonçait la fin de ses voyages (« Je ne voyagerai plus guère ; le temps m'est court, et je m'aperçois un peu tard que, si j'ai donné bien des jours aux tombes thébaines, quelques-uns aux grottes de Tuyen Houang, je ferais bien d'aller voir d'un peu près, tout près de moi (...). Il est grand temps pour moi de découvrir la France »). Enumérant ses pérégrinations, « ces voyages qui déforment l'âge mûr », et qui, en fin de compte, démontrent ses convictions socialistes — Antilles, Mexique, Etats-Unis, Egypte, Moscou, Hongrie, Chine, Japon, Inde... — il refusait le désespoir : « Au moment où de toute part nous voyons monter la barbarie, concluait-il, je me hâte de porter ce témoignage en faveur d'un humanisme que la gauche

refuse bêtement sous prétexte que la droite longtemps le mutila. Si pourtant vous renoncez à l'humanisme, à quoi bon l'homme ? »

DANS le Meurtre du Petit Père, achevé à la mi-juin 1989, on pourrait croire que, profondément confus, il veut, par l'exposé de ses errements, non pas apitoyer ou se disculper, mais bien plutôt mettre en garde les jeunes générations. « Aujourd'hui, 16 juin 1989, écrit-il, je suis atterré de voir le tour qu'elle (la révolution) vient de prendre après la manifestation pacifique des étudiants chinois sur la place Tiananmen : la porte de la Paix céleste, tu parles ! Des panerées de morts ! Depuis lors, je me suis repris en main, j'ai recouvert mon esprit un moment aveuglé par une passion excessive pour ce que je croyais le bien du peuple et qui, expérience vécue, n'est jamais que le pouvoir absolu, puis fatalement tyrannique de ceux mêmes que l'on croyait pouvoir croire. »

Il a exhumé des écrits, pour la plupart inédits, des articles, des carnets, et les reproduit sans retouche, dans l'espoir que ces exemples vivants auront le pouvoir de prévenir. Voilà ce que je

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand



Etiemble : un bilan

pensais à ce moment-là, voilà ce que je pensais avant que la réalité me « purge de mes fantasmes, ou du moins de mes illusions de 1934 prétendument marxistes : en fait, bêtement stalinien », répète-t-il, reproduisant à l'appui de cette autocritique un article de 1934 demandant la suppression des caractères chinois afin de permettre aux masses de lire plus facilement, et de contribuer, en connaissance de cause, à la révolution (« Allons, messieurs les mandarins de tous bousins, prenez les devants, permettez au peuple de se cultiver, sinon vous paieriez cher un entêtement égoïste dont les masses sauront discerner les mobiles »), un hommage funèbre à Ding Ling (ou Ting Ling), dont la presse chinoise avait annoncé l'exécution par le Kouomintang pendant l'hiver 1933-1934 (1), et aussi les carnets de son premier voyage à Moscou, en 1934, voyageur attentif qui note soigneusement tout ce qu'il voit, l'emploi du temps des pionniers, le journal mural de l'hôpital, le prix du kilo de pain ou de la paire de bottes, les discours. Désireux de s'engager, il adhère à l'Association des écrivains et artistes révolutionnaires (« la naïveté des propos qu'on y tenait ne me permit pas

d'y tenir longtemps le coup »), avant d'être secrétaire de l'association des Amis du peuple chinois, puis membre du « Groupe d'études pour la phénoménologie humaine ». Et de démissionner. En donnant ses raisons : « Armé du mirillon de monsieur Déroutède, l'auteur du Con d'Irène (Aragon) prônait la création d'un réalisme français, donc socialiste ; il chantait les sabots de Jeanne d'Arc, ou bien le canotier de Maurice Chevalier. Il fallait résigner ma sympathie et mon espoir »...

Il donne sa démission pour prendre à Beauvais une classe de sixième, car tout lui paraît préférable au stalinisme alors que s'est ouverte à Moscou l'ère des grands procès et des grandes purges ; puis il décide de répondre à l'invitation d'un collègue de l'université de Chicago et de partir pour l'Amérique « afin de juger le système capitaliste ». Mais révélant trente ans plus tard que c'était pour ne pas penser à l'Espagne en guerre, à ce qu'il nomme sa « trousse » (« J'avais alors la tête dans les tripes et la tripe tremblante »). De la déception « yanque » qui suivra, il sera moins accablé, n'ayant rien attendu de bon de ce continent-là.

LIBERTÉ, justice et vérité... Une triade sur laquelle il n'accepte aucun manquement. Inlassablement, pendant toute sa vie, Etiemble va se battre au nom de ces principes sacrés, vider son sac s'il en a l'envie, quitte à s'aliéner ses pairs, ses supérieurs, ses compagnons de route, ses cadets : Roger Caillois, Tristan Tzara, Jean-Paul Sartre (« solitaire en 1952 d'un PC français qui affirmait que les médecins juifs voulaient assassiner le père des peuples »), tant d'autres que ce mauvais coucheur se fait un devoir de mousser. Sans crainte de commencer son premier cours à l'université de Moscou, en 1958, par un éloge du Retour d'URSS d'André Gide ! Etiemble, non pas crédule, mais croyant en la gauche, prêt à proclamer, en 1958, que l'URSS de 1958 n'est plus la même que celle de 1934 et que ceux qu'on nomme les « réactionnaires » n'auront pas le dernier mot puisque Nikita Khrouchtchev va continuer à « rendre aux travailleurs manuels le goût de vivre, aux paysans l'amour de la terre, aux intellectuels quelques-unes des libertés indispensables »... Incorrigible utopiste, malgré un cynisme flamboyant, qui ne pourra pardonner aux « gauchistes » de 68 de l'avoir vidé de la Sorbonne au risque de lui faire perdre les illusions qui lui restaient !

Désormais guéri de tout mani-chisme, revenu à Confucius et au choix d'un « milieu juste », comme toujours tout au long de sa vie, ce colosse d'épaules et de carrure intellectuelle ajoute pierre sur pierre à l'édifice de sa contrition, de son remords et de sa honte. Honte d'avoir cru aux impostures, honte de ne s'être battu qu'avec des mots. Qu'on en juge par l'épigraphie qu'il a tenu à mettre en tête de son livre, rappelant le Staline de Boris Souvarine, qu'il critiquait ainsi en février 1936 : « Voilà un beau livre que je ne voudrais pas avoir écrit. » Signé HÉLAS, Etiemble.

Avec leurs redites, leurs fragments de carnets et de souvenirs, leurs coups de patte impitoyables, ces Lignes d'une vie ne prétendent pas être un ouvrage fondamental, mais une utile mise au point faite par un homme de quatre-vingts ans tout à fait désespéré.

(1) Ding Ling. Née en 1904 dans une grande famille du Hunan, éprise d'idées sociales dès l'université, elle publie son premier livre en 1927. Opposée à Tchang Kai-Shek, elle passe trois années en prison après l'assassinat de son mari (1933-36). Accusée d'être « anti-patrie », en la chasse du parti (1957) et elle est emprisonnée pendant la Révolution culturelle comme « droite ». Elle meurt en mars 1986. En 1934, Etiemble avait traduit une de ses nouvelles, reproduite dans le Meurtre du Petit Père.

Le nihilisme absolu de Knut Hamsun

Après le Cercle s'est refermé, l'écrivain norvégien renonça à publier des romans

LE CERCLE S'EST REFERMÉ
de Knut Hamsun.
Traduit du norvégien
par Régis Boyer,
Calmann-Lévy, 330 p., 120 F.

C'est le seizième roman de cet écrivain publié en France depuis 1975 par le même éditeur. Saluons son courage et son opiniâtreté, ainsi que ceux de son traducteur Régis Boyer. Car publier Hamsun, écrivain à la fois honoré (prix Nobel en 1920) et maudit (condamné en 1948 pour une trop vive sympathie envers le nazisme et Hitler),

n'était pas, comme on dit aujourd'hui, « évident ».

Le cercle s'est refermé, écrit en 1936, l'année où Montherlant, en France, faisait paraître les Jeunes filles, est son dernier roman. Mais ce n'est pas son dernier livre. L'homme est mort en 1952, à quatre-vingt-trois ans, sans jamais cesser d'écrire. Il reste en particulier des pamphlets qu'il serait intéressant de connaître, car la mollesse de plume n'était pas son fort.

Cet ultime roman à la fois ressemble aux précédents et en diffère, en ce sens qu'il faut entendre son titre par « la boucle est bouclée ». Il n'y a plus rien à ajouter.

Jusqu'ici, le ou les héros d'Hamsun étaient des êtres mélancoliques, pour ne pas dire neurasthéniques, solitaires, instables, vagabonds toujours à la recherche de quelque chose qu'ils n'atteignaient pas. Ou, quand ils l'avaient trouvé, s'en détachaient. Ainsi de l'amour. Ils faisaient un pas vers l'autre. L'autre se dérobait. Si l'autre revenait, c'étaient eux qui reculaient.

Hamsun ou l'éternel malentendu amoureux.

Il faut dire que si le personnage principal d'Hamsun est généralement insaisissable, les femmes qu'il aime — car il les aime toutes successivement ou simultanément — ne le sont guère moins. Elles sont coquettes, indécises, insatisfaites, cherchant elles aussi quelque chose qu'elles ne trouvent pas, ou si elles l'ont trouvé, regrettant aussitôt ce qu'elles ont

laissé échapper, aussi mal dans leur peau qu'il l'est lui-même. Hamsun a un faible pour ce type de femmes qui sont son double, son reflet dans un miroir à plusieurs faces, à l'image brouillée.

On retrouve ce type dans les trois personnages féminins qui bavent ce dernier roman, le Cercle s'est refermé. Mais, à la différence des précédents romans, où le héros était le chas-

seur, et les femmes le gibier, ici, c'est le héros qui est le gibier et les trois femmes — Lili, Olga et Lolla — les chasseuses. Car cet Abel Brodersen n'est plus seulement un neurasthénique, un romantique à la poursuite d'une chimère. C'est un aboulique. Il ne cherche rien. Il ne veut rien. Oh ! cela ne l'empêche pas de faire plusieurs enfants à cette

Lili qui est mariée ; sans doute même un autre à Olga, qui a déjà été mariée deux fois et qui le titille. Peut-être même Lolla, qui est sa jeune belle-mère, et veuve, voudrait-elle qu'il en fit de même pour elle. Mais on a l'impression que tout cela se fait comme par inadvertance, sans sa volonté. D'ailleurs, les maris trompés n'y attachent guère d'importance.

Elle voudrait qu'il devienne « quelque chose ». Pas forcément quelque chose. Mais « quelque chose ». Et en effet, un temps, il sera capitaine d'un bateau-lavoir, qui fait le cabotage le long des côtes. Il a un bel uniforme, que lui a fait faire Lolla. Avant, il a travaillé dans le bois au Canada. Il est allé en Australie, plus ou moins mécanicien. Il sait tout faire de ses dix doigts qu'il a d'ailleurs curieusement recourbés vers l'arrière.

Retourner dans le Kentucky

Pour finir, il aboutit dans le Kentucky, où, en compagnie d'un copain, Lawrence, un Irlandais aussi insaisissable que lui, il fait la connaissance d'Angèle, qu'il épouse. Ils iront vivre dans un village nègre, de pêche et de menues cultures. Mais Angèle a été auparavant la maîtresse de Lawrence, et quand celui-ci revient du Mexique, où il est allé pérégriner, Angèle est tuée d'un coup de fusil.

Par qui ? Lawrence sans doute puisque celui-ci se retrouve en prison, où il sera finalement exécuté. Mais rien n'est moins sûr. Car, à la fin du livre, Abel devra

retourner dans le Kentucky pour un complément d'enquête. Dans une lettre à sa famille, Lawrence s'est déclaré innocent. Alors, qui a tué Angèle ? Lawrence ou Abel ? On ne le saura jamais.

Ce qu'on sait, en revanche, c'est que pour Abel, le Kentucky est une sorte d'Eldorado, d'éden, de Terre promise, auxquels il ne cesse de penser, où il retourne, parfois, pour de courts séjours. Peut-être parce qu'il y a vraiment aimé Angèle. Mais peut-être aussi parce qu'il peut y vivre dénué de tout, sans autre ambition que celle de vivre, au jour le jour. En Norvège, dans sa petite ville, tout le monde veut réussir, s'enrichir, être quelque chose.

Abel ou le nihilisme absolu, le retour à l'état originel.

Raconter un roman d'Hamsun n'est pas facile, surtout celui-ci. Car Hamsun aime cultiver le mystère. Le non-dit s'y entrelace constamment avec le dit, et l'embrume.

Mais ce qui rend sa lecture si attachante, si passionnante, c'est qu'un flot de intentions, à l'incertitude des situations, vient s'ajouter une très grande précision des détails, un verisme des faits et des gestes. Lire Hamsun, c'est s'immerger dans la vie quotidienne la plus concrète, la plus palpable, parfois même la plus insignifiante. On sait tout des personnages, sauf ce qu'ils veulent. La déraison — car il y a un brin de folie, de déséquilibre mental dans tous ces comportements — naît du raisonnable et s'en nourrit.

Paul Morelle



صلى الله عليه وسلم